

TANGRAM

Zeitschrift der EKR · Revue de la CFR · Rivista della CFR

45
2021

Verschwörungstheorien, Fake News und Rassismus

Théories du complot, *fake news* et racisme

Teorie del complotto, fake news e razzismo

Max
Springer



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössische Kommission gegen Rassismus EKR
Commission fédérale contre le racisme CFR
Commissione federale contro il razzismo CFR
Cumissiun federala cunter il racissem CFR

Inhaltsverzeichnis

Table des matières

Indice

4

EDITORIAL / ÉDITORIAL / EDITORIALE

7

DOSSIER

Verschwörungstheorien, Fake News und Rassismus

Théories du complot, *fake news* et racisme

Teorie del complotto, *fake news* e razzismo

9_13_18

Verschwörungstheorien fallen nicht vom Himmel*

Les théories du complot ne tombent pas du ciel

Le teorie del complotto non piovono dal cielo

Claus Oberhauser

23_25_27

Die Verschwörungstheorie: eine Verwandlungskünstlerin

Le complotisme ou l'art de la transformation

Teorie del complotto: abili trasformiste

Dina Wyler

29_33_36

«Mussolini ha fatto anche cose buone»: le bufale sul duce e sul fascismo che impazzano sul web. Intervista

«Mussolini a aussi fait de bonnes choses»: les mensonges et autres inepties sur le Duce et le fascisme qui pullulent sur Internet.

Entretien

«Mussolini hat doch auch Gutes getan»: Im Internet wimmelt es von Unwahrheiten über den Duce und den Faschismus. Interview

Francesco Filippi

39_44_49

À l'ombre du pouvoir : retour sur l'imaginaire complotiste

Im Schatten der Macht: ein Rückblick auf verschwörungstheoretische Weltanschauungen

All'ombra del potere: l'immaginario complottista sotto la lente

Laurence Kaufmann

53+55_57+60_62+65

Le complotisme, moteur du racisme

Le complotisme, un outil de mobilisation dangereux

Verschwörungsideologie als Triebkraft des Rassismus

Verschwörungsideologie als gefährliches Mittel der Mobilisierung

Il complottismo, motore del razzismo

Il complottismo, un pericoloso strumento di mobilitazione

Laurent Cordonier & Sebastian Dieguez

67_71_75

«Le complotisme appelle le complotisme». Entretien

«Verschwörungstheorien rufen Verschwörungstheorien auf den Plan». Interview

«Il complottismo chiama il complottismo». Intervista

Rudy Reichstadt

79_85_89

Verschwörungstheorien befeuern Extremismus

Les théories du complot alimentent l'extrémisme

Le teorie complottiste fomentano l'estremismo

Dirk Baier

94_98_101

Fake News: un mare magnum di difficile navigazione

Fake News – ein weites Feld, das schwer zu beackern ist

Fake news: un univers complexe et déroutant

Fiorenza Gamba

105_109_112

«Verschwörungsideologen können von den Dynamiken der sozialen Medien profitieren». Interview

«La dynamique des réseaux sociaux peut profiter aux idéologues complotistes». Entretien

«I complottisti possono trarre vantaggio dalle dinamiche dei social media». Intervista

Katharina Nocun

116_121_125

Algorithmen als Spiegel der Gesellschaft

Les algorithmes, reflets de la société

Gli algoritmi come specchio della società

Anna Mätzener & Angela Müller

128_129_131

Des Bulles et des complots

Komplott im Comic

Nuovette e complotti

Samuel Jordan

* Originalversionen in Fettdruck / Versions originales en caractère gras / Versioni originali in grassetto

132

Bonnes Pratiques

133_136_139

Verschwörungsmymthen und Fake News kontern*

Contre les mythes conspirationnistes et les *fake news*

Combattere i miti complottisti e le fake news

Ingrid Brodnig

142_143_144

Verschwörungstheorien als Lehrmittel nutzen

Utiliser les théories complotistes comme outil pédagogique

Utilizzare le teorie complottiste a fini didattici

Nikola Stosic

146

NEWS

146_146_147

Jahresbericht 2020 über Rassismuvorfälle in der Beratungspraxis

Rapport 2020 sur les incidents racistes traités dans le cadre de consultations

Rapporto 2020 sugli episodi di razzismo trattati nell'attività di consulenza

147_147_147

Rechtsgutachten zu Halteplätzen für Fahrende

Avis de droit sur les aires d'accueil pour les minorités itinérantes

Parere giuridico sullo stazionamento delle comunità nomadi

148_148_148

Neuer Bericht «Rassistische Diskriminierung in der Schweiz»

Nouveau rapport sur la discrimination raciale en Suisse

Nuovo Rapporto «Discriminazione razziale in Svizzera»

148_149_149

Projekte gegen Rassismus im Netz

Projets contre le racisme sur le net

Progetti contro il razzismo in rete

149_150_151

Plattform *Jugend und Medien* engagiert sich gegen Hass im Netz

La plateforme Jeunes et médias s'engage contre les discours de haine en ligne

La piattaforma «Giovani e media» s'impegna nella lotta contro l'odio in rete

152

Rechtsprechung

Jurisprudence

Giurisprudenza

155

Fälle aus der Beratung

Cas tirés de la pratique

Casistica del servizio di consulenza

160

TANGRAM bestellen

Commander le TANGRAM

Ordinare il TANGRAM

163

IMPRESSUM

* Originalversionen in Fettdruck / Versions originales en caractère gras / Versioni originali in grassetto

Éditorial

Martine Brunshwig Graf

Présidente de la CFR

français

Pourquoi la Commission fédérale contre le racisme (CFR) consacre-t-elle un numéro entier de Tangram aux théories du complot et aux fausses nouvelles ? C'est certes devenu un sujet à la mode, mais ce n'est certainement pas la motivation principale. Le fait que les théories du complot soient actuellement si présentes sur Internet et les réseaux sociaux est inquiétant car on sait qu'elles peuvent servir de moteur aux attitudes et aux discours racistes, et que les groupes les plus exposés au racisme et à la discrimination raciale sont aussi parmi les premières victimes de ces instruments mensongers.

Certes, la création, la mise en scène et la propagation de complots inventés de toutes pièces n'est pas nouvelle. Un exemple connu est celui du Protocole des Sages de Sion, qui date du début du XX^e siècle, mais tire ses racines d'autres théories complotistes plus anciennes. Plus récemment, la CFR, comme d'autres entités engagées dans la lutte contre le racisme et la discrimination, a dû constater que le COVID n'a pas amené seulement de lourdes problématiques sanitaires, mais aussi des dérives de nature raciste et xénophobe fondées sur le complotisme accommodé à l'air du temps.

Le numéro 45 de Tangram aborde ces questions sous différents angles et examine la problématique en lien avec le racisme. La pluralité des analyses et des opinions permet aux lectrices et lecteurs de se faire leur propre idée de la question sans que le sujet soit clos pour autant.

La lutte contre le racisme passe par celle contre les stéréotypes et les préjugés. Ainsi, l'enquête Vivre ensemble 2020 conduite par l'Office fédéral de la statistique montre, par exemple, que 11 % des personnes interrogées adhèrent aux stéréotypes dont peuvent être victimes les personnes noires : elles sont 22 % à le faire à l'égard des personnes juives et 20 % à le faire à l'égard des personnes musulmanes. Le combat est loin d'être terminé, il est même constamment à renouveler au fil du temps et des générations. Ce qui inquiète davantage, aujourd'hui, c'est la facilité avec laquelle on peut fabriquer et diffuser des informations et des constructions mensongères. Tout aussi préoccupante est la rapidité avec laquelle les thèses les plus improbables sont relayées et amplifiées, sans le moindre filtre.

Complots et fausses nouvelles trouvent donc un terrain fertile pour s'implanter. Pour pouvoir lutter contre ce phénomène, il est important de comprendre les raisons qui poussent un certain nombre de personnes à renoncer à exercer l'esprit critique dont elles usent habituellement, pour adhérer à des thèses qu'il conviendrait de regarder avec circonspection.

La pandémie agit comme un révélateur, elle amplifie les phénomènes, elle peut faire naître de nouvelles conspirations supposées et d'autres fausses nouvelles ou renforcer celles qui existent déjà. En revanche, il serait erroné de croire qu'une fois la pandémie surmontée, les théories complotistes disparaîtront avec elle. Le mensonge et la manipulation laissent des traces dans les esprits et les sentiments. Les discours et réflexes racistes encouragés durant cette période doivent être pris au sérieux et combattus.

Nous ne sommes pas impuissants par rapport au complotisme et aux fausses nouvelles. Nous pouvons toutes et tous apporter notre contribution à la lutte contre ce fléau. La CFR a bien sûr un

rôle à jouer, de même que les institutions et groupements engagés dans la lutte contre le racisme. Pour saisir le mal à la racine, il faut utiliser différentes voies : éducation aux médias et au fonctionnement des réseaux sociaux pour ce qui concerne le domaine de la formation des jeunes et des adultes, travail de fond et de longue haleine sur le décryptage et la déconstruction des thèses complotistes et des fausses nouvelles, notamment. Les médias électroniques et papier ont eux aussi leur rôle à jouer, car ils ne peuvent se comporter en spectateurs impuissants. La liberté de la presse postule aussi le souci d'en faire bon usage.

En guise de conclusion, voici ce que prévoit la charte des journalistes suisses parmi les devoirs qu'ils s'engagent à respecter :

« Ne publier que les informations, les documents, les images et les sons dont l'origine est connue de lui/d'elle ; ne pas supprimer des informations ou des éléments d'information essentiels ; ne dénaturer aucun texte, document, image et son, ni l'opinion d'autrui ; donner très précisément comme telles les nouvelles non confirmées ; signaler les montages photographiques et sonores. »

Il faudrait aussi que les journalistes s'engagent à signaler les manipulations de textes, les fausses citations et toute autre construction mensongère.

Le but de ce Tangram est de nous interpeller en tant que citoyennes et citoyens libres et responsables. Il dépend aussi de nous de faire entendre notre voix et de ne pas laisser le champ libre à la manipulation et au mensonge.

Editorial

Martine Brunschwig Graf

Präsidentin der EKR

deutsch

Warum widmet die Eidgenössische Kommission gegen Rassismus (EKR) Verschwörungstheorien und Fake News eine komplette Tangram-Ausgabe? Das Thema liegt zwar im Trend, doch dies ist gewiss nicht der Hauptgrund. Die Tatsache, dass Verschwörungstheorien im Internet aktuell so präsent sind ist beunruhigend, weil bekannt ist, dass Sie als Triebwerk für rassistische Einstellungen und Diskurse dienen können, und dass die Gruppen, die dem Rassismus und der Rassendiskriminierung am stärksten ausgesetzt sind, auch zu ihren ersten Opfern gehören.

Das Erfinden, Inszenieren und Verbreiten von haltlosen Verschwörungen ist kein neues Phänomen. Eines der bekannteren Beispiele sind die «Protokolle der Weisen von Zion», die Anfang des 20. Jahrhunderts erschienen sind, aber in älteren Verschwörungstheorien wurzeln. Wie andere in der Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierung aktive Institutionen, musste auch die EKR feststellen, dass Covid nicht nur zu schwerwiegenden gesundheitlichen Problemen führt, sondern mit einem «zeitgemässen» Verschwörungswahn auch rassistische und fremdenfeindliche Auswüchse hervorbringt.

In der vorliegenden 45. Nummer des Tangram werden diese Fragen aus unterschiedlichsten Perspektiven beleuchtet und der Problematik in Wechselwirkung mit Rassismus nachgegangen. Das breite Spektrum an Analysen und Meinungen erlaubt es den Leserinnen und Lesern,

sich eine eigene Meinung zu bilden, auch wenn das Thema damit nicht abschliessend behandelt ist.

Wer Rassismus bekämpfen will, muss Stereotype und Vorurteile bekämpfen. Die vom Bundesamt für Statistik durchgeführte Erhebung zum Zusammenleben in der Schweiz 2020 zeigt etwa, wie viele der Befragten Stereotypen gegenüber bestimmten Gruppen zustimmt. Bei Stereotypen gegenüber Schwarzen Personen beträgt ihr Anteil 11 Prozent, gegenüber Jüdinnen und Juden 22 Prozent und gegenüber Musliminnen und Muslimen 20 Prozent. Der Kampf ist noch lange nicht ausgefochten, im Gegenteil. Im Lauf der Zeit und mit jeder Generation gestaltet er sich neu. Besorgniserregend ist aber, mit welcher Leichtigkeit heute Falschinformationen und Lügenkonstrukte zusammengeschnürt und verbreitet werden können. Und mit welchem Tempo die abwegigsten Thesen völlig ungefiltert aufgegriffen und weiterverbreitet werden.

Verschwörungstheorien und Fake News fallen somit auf fruchtbaren Boden und schlagen leicht Wurzeln. Um gegen das Phänomen anzukämpfen, ist es wichtig, die Gründe zu verstehen, weshalb gewisse Menschen statt wie sonst ihr kritisches Denken einzusetzen, unreflektiert Thesen folgen, die kritisch hinterfragt werden müssten.

Mit der Pandemie kristallisieren sich gewisse Phänomene heraus und verstärken sich. Sie bringt neue Verschwörungstheorien und Fake News hervor und verleiht bestehenden mehr Kraft. Ein Trugschluss ist es hingegen zu glauben, dass mit dem Ende der Pandemie auch die Verschwörungstheorien verschwinden werden. Lüge und Manipulation hinterlassen Spuren in den Köpfen und in den Gefühlen. Rassistische Diskurse und Reflexe, die in dieser Zeit Auftrieb erhalten haben, sind ernst zu nehmen und müssen bekämpft werden.

Wir sind gegenüber Verschwörungsideologien und Fake News nicht machtlos. Wir alle können unseren Beitrag im Kampf gegen diese Übel leisten. Wie alle anderen in der Bekämpfung von Rassismus und Diskriminierung aktiven Institutionen und Kreise ist auch die EKR hier gefordert. Wollen wir die Übel an der Wurzel packen, müssen wir verschiedene Wege einschlagen: im Bereich Jugend- und Erwachsenenbildung sind etwa die Medienkompetenz und das Wissen über soziale Netzwerke zu fördern, und es braucht aufwändige Grundlagenarbeit, um Verschwörungstheorien und Fake News zu enthüllen und zu widerlegen. Auch die digitalen Medien und die Printmedien müssen ihren Part übernehmen, sie können sich nicht passiv auf die Zuschauertribüne zurückziehen. Pressefreiheit beinhaltet auch die Pflicht, sie rechtens einzusetzen.

Abschliessend daher einen Auszug aus der Erklärung der Pflichten und Rechte, zu denen sich Schweizer Journalistinnen und Journalisten bekennen:

«Sie veröffentlichen nur Informationen, Dokumente, Bilder, und Töne, deren Quellen ihnen bekannt sind. Sie unterschlagen keine wichtigen Elemente von Informationen und entstellen weder Tatsachen, Dokumente, Bilder und Töne noch von anderen geäusserte Meinungen. Sie bezeichnen unbestätigte Meldungen, Bild- und Tonmontagen ausdrücklich als solche.»

Die Pflicht der Journalistinnen und Journalisten, Bild- und Tonmontagen auszuweisen, müsste analog für manipulierte Texte, falsche Zitate und andere Lügenkonstrukte gelten.

Ziel der vorliegenden Tangram-Ausgabe ist es, uns als freie und verantwortungsbewusste Bürgerinnen und Bürger anzusprechen, hängt es doch auch von uns ab, ob wir unsere Stimme erheben und der Manipulation und der Lüge nicht das Feld überlassen.

Editoriale

Martine Brunschwig Graf

Presidente della CFR

italiano

Perché la Commissione federale contro il razzismo (CFR) dedica un intero numero di Tangram alle teorie del complotto e alle fake news? È un tema alla moda, senza dubbio, ma non è certamente questo il motivo principale. Il fatto che le teorie del complotto siano attualmente così presenti in Internet e nelle reti sociali è inquietante perché si sa che possono servire da forza trainante per atteggiamenti e discorsi razzisti e che i gruppi più esposti alla discriminazione razziale sono anche le prime vittime di questi costrutti menzogneri.

L'invenzione di sana pianta, la messa in scena e la diffusione di teorie del complotto non sono certo una novità. Un esempio su tutti: il «Protocollo dei Savi di Sion», un documento risalente all'inizio del XX secolo, che affonda le sue radici in teorie complottiste molto più vecchie. Recentemente la CFR, come altre istituzioni che si impegnano nella lotta al razzismo e alla discriminazione, ha dovuto constatare che la pandemia di COVID-19 ha comportato non soltanto gravi problemi di ordine sanitario, ma anche derive di natura razzista e xenofoba fondate sul complottismo in salsa contemporanea.

Il numero 45 di TANGRAM affronta il tema da diverse angolazioni ponendolo in relazione al problema del razzismo. La pluralità delle analisi e delle opinioni permette alle lettrici e ai lettori di formarsi una propria opinione, senza

che per questo il dibattito sull'argomento sia concluso.

Lottare contro il razzismo significa anche lottare contro stereotipi e pregiudizi. Dall'indagine sulla convivenza in Svizzera condotta nel 2020 dall'Ufficio federale di statistica emerge, per esempio, che l'11 per cento degli interpellati concorda con gli stereotipi nei confronti dei neri, il 22 per cento con quelli nei confronti degli ebrei e il 20 per cento con quelli nei confronti dei musulmani. La lotta è lunga dall'essere finita, al contrario, si rinnova costantemente nel tempo e attraverso le generazioni. A preoccupare oggi è soprattutto la facilità con cui si possono fabbricare e diffondere false informazioni e costrutti menzogneri. E preoccupa la velocità con cui le tesi più astruse sono replicate e amplificate, senza il minimo filtro.

Complotti e fake news trovano così terreno fertile per attecchire. Per poter lottare contro questo fenomeno è importante capire le ragioni che spingono un certo numero di persone a rinunciare al loro abituale spirito critico per abbracciare tesi che andrebbero guardate con circospezione.

La pandemia funge da cartina tornasole, amplifica i fenomeni e può dare adito a nuove tesi cospirative e fake news o rafforzare quelle che già circolano. Sarebbe però un errore credere che con la fine della pandemia spariranno anche le teorie del complotto. Le menzogne e le manipolazioni lasciano tracce negli animi e nei sentimenti. I discorsi e i riflessi razzisti che hanno fatto proseliti durante questo periodo vanno presi sul serio e combattuti.

Non siamo impotenti di fronte al complottismo e alle fake news. Ognuno di noi può dare un contributo alla lotta contro questo flagello. La CFR ha naturalmente un suo ruolo, come tutte le istituzioni e le cerchie che s'impegnano nella lotta al

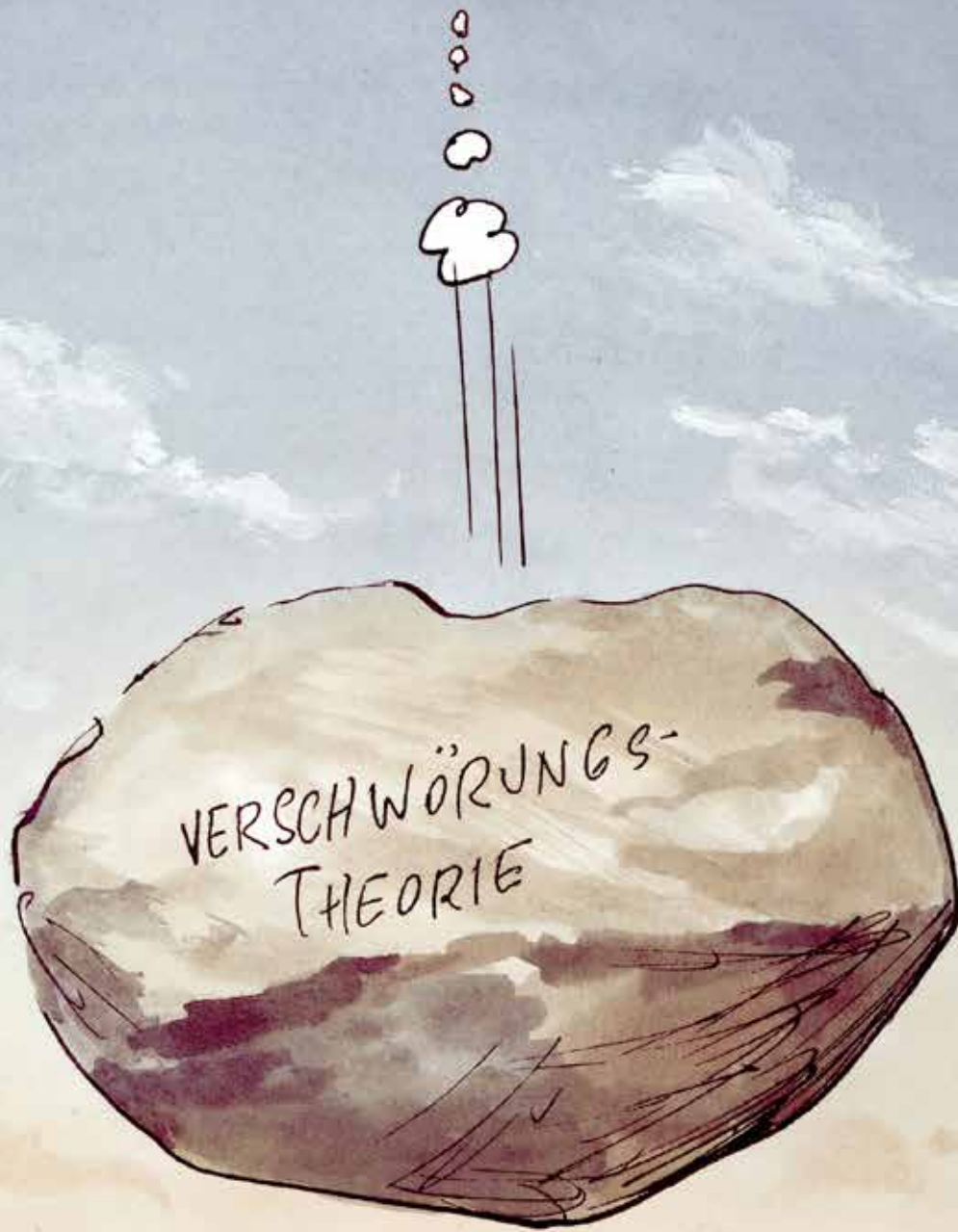
razzismo. Per estirpare il male alla radice dobbiamo intervenire su diversi fronti: educare i giovani e gli adulti ai media e al funzionamento delle reti sociali, compiere un lavoro di fondo e di lungo respiro per deciptare e decostruire le tesi del complotto e le fake news ecc. Anche i media elettronici e scritti hanno un loro ruolo, poiché non possono comportarsi come spettatori impotenti. Libertà di stampa significa anche responsabilità di farne buon uso.

Per concludere, ecco che cosa prevede la dichiarazione dei giornalisti svizzeri tra i doveri che questi s'impegnano a rispettare:

«[Il giornalista] diffonde esclusivamente informazioni, documenti, immagini o prese di suono di cui gli sia nota la fonte; non omette informazioni o elementi d'informazione importanti; non deforma testi, documenti, immagini, suoni, oppure opinioni espresse da altri; designa apertamente come tali le notizie non confermate e i montaggi di immagini o di suono.»

Il dovere di designare apertamente come tali i montaggi di immagini o di suoni dovrebbe valere anche per le manipolazioni di testi, le citazioni fasulle e altri costrutti menzogneri.

Lo scopo del presente numero di Tangram è di fare appello al nostro senso di cittadini liberi e responsabili. Sta anche a noi far sentire la nostra voce e non lasciare il campo a manipolazioni e menzogne.



Max
Spring

Verschwörungstheorien fallen nicht vom Himmel

Verschwörungstheorien sind kein neues Phänomen. Sie haben meist eine lange Vorgeschichte, bevor sie im Mainstream wahrgenommen werden. Mit dem Aufstieg der postfaktischen Politik entfalten Versatzstücke von rechten Verschwörungstheorien heute erneut ihre Wirkung.

Claus Oberhauser

Irgendwann in einer der letzten Krisen des 21. Jahrhunderts sind wir in das postfaktische Zeitalter abgedriftet, und es scheint so, als seien viele auf dem rechten Auge blind. Die letzten zwanzig Jahre in Mitteleuropa und zweifelsohne auch in den USA sind durch mehrere Entwicklungen bezüglich Verschwörungstheorien geprägt. Erstens: Das erneute Aufkommen des (rechten) Verschwörungsdenkens insbesondere seit 9/11. Zweitens: Die Erstarkung eines nativistischen Populismus. Drittens: Rechts-extreme Anschläge, die durch Verschwörungstheorien motiviert wurden. Viertens: Das (Wieder-)Erstarken von rechtsgerichteten Gesinnungen und das damit zusammenhängende Einsickern in die Mitte der Gesellschaft. Dies zeigt sich nachdrücklich an der Verwendung von Begriffen wie «Austausch» in politischen Diskursen in Hinsicht auf Migration oder die kontroversen Debatten über Migration an sich.

Dabei ist das Verschwörungsdanken an sich nicht rechts, dies lässt sich auch historisch nicht legitimieren, aber die Entwicklungen in den letzten Jahren zeigen, dass es «rechte» Ideologeme sind, die im öffentlichen Diskurs an Triebkraft gewonnen haben: Die Gleichstellung der Verfolgung von Jüdinnen und Juden im NS-Staat mit der Überwachung in der Corona-Krise ist eine geschmacklose

Grenzüberschreitung. Das Tragen eines gelben «Ungeimpft»-Sterns ist das Symbol einer Provokation und eine Relativierung des Leidens von Jüdinnen und Juden.

Und doch finden sich unter sogenannten «Querdenkern» Rechte wie Linke, sogar überzeugte ehemalige Grünwählerinnen und -wähler. Identitätspolitik oder viel eher das Fehlen von Identitätspolitik nennt Francis Fukuyama diesen Umstand. Dabei geht es laut Fukuyama eben nicht mehr um rechte oder linke Ideologien an sich, sondern darum, wer es schafft, politisch den subjektiv wahrgenommenen Verlust von Identität wettzumachen. Offensichtlich gelingt dies zurzeit Rechtspopulisten wesentlich besser als linksgerichteten Akteuren. Die folgenden Ausführungen erklären nicht die ganze Geschichte, die gerade skizziert wurde. Herausgearbeitet werden verschiedene Versatzstücke von rechten Verschwörungstheorien, die heutzutage (immer noch) eine Wirkung haben.

Die Französische Revolution als Urgrund

Verschwörungstheorien kamen vermehrt während bzw. nach der Französischen Revolution auf und basieren auf Diskursen, die schon Jahre vor der Revolution entstanden waren. 1797 kulminierte dieses Verschwörungsdanken

Die Entwicklungen in den letzten Jahren zeigen, dass es «rechte» Ideologeme sind, die im öffentlichen Diskurs an Triebkraft gewonnen haben.

in der Publikation der Bücher «Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme» des Ex-Jesuiten und vor der Revolution nach London geflüchteten Augustin Barruel (1741–1820) sowie «Proofs of a Conspiracy» des Edinburgher Professors für Naturphilosophie John Robison (1739–1805). Ein ähnliches Werk wurde 1803 vom Darmstädter Oberhofprediger Johann August Starck (1741–1816) veröffentlicht. Auch wenn sich diese Publikationen durchaus voneinander unterschieden, war ihnen gemein, dass sie die Französische Revolution auf eine Verschwörung von radikalen Philosophen, radikalen Freimaurern und den Illuminaten zurückführten. Man unterstellte den Gruppierungen, dass sie auf «Gleichheit» und «Freiheit» auf der ganzen Welt abzielen würden. Die Ablehnung von Geheimgesellschaften bzw. das Hervorheben ihres verschwörerischen Wirkens ist bis heute in Verschwörungstheorien omnipräsent. Dasselbe gilt für den «Kampf» gegen den Kosmopolitismus. In

heutigen (rechten) Verschwörungstheorien werden die Kosmopoliten als «Globalists» bezeichnet.

Diese Verschwörungstheorie und insbesondere die Angst vor den Illuminaten wurde in die USA importiert. Nicht nur waren es im Hintergrund schottische Geistliche, welche «Proofs of a Conspiracy» amerikanischen Predigern und wichtigen Persönlichkeiten empfahlen, sondern es waren auch Migranten, die insbesondere Robisons Buch in den USA, zumindest in New England bekannt machten. Dies fiel in eine Zeit, in der in den USA die Alien and Sedition Acts (1798–1801) erlassen wurden, die sich gegen Immigranten richteten, die als Folge der Französischen Revolution versuchten, ein neues Leben in den USA zu beginnen. Den Immigranten unterstellte man, dass sie im Geheimen Illuminaten bzw. Jakobiner seien. Im Präsidentschaftswahlkampf brandmarkten John Adams' Gefolgsleute Thomas Jefferson als Illuminaten. Erst als Jefferson 1801 Präsident wurde, ebnete die Verschwörungstheorie ab.

Erst einige Jahre später, 1828, wurde die anfangs recht erfolgreiche Anti-Masonic Party gegründet, eine populistische Partei, die sich gegen die Elite, also die Freimaurer, richtete und sich für Schutzzölle und eine bessere Innenpolitik einsetzte. Die Geschichte der Partei ist zwar nur kurz, zeigt aber bereits früh den Zusammenhang zwischen Populismen und Verschwörungstheorien.

Auch wenn rechte Verschwörungstheorien häufig antisemitisch sind, war gerade die Urform, die Deutung der Französischen Revolution, nicht gegen Jüdinnen und Juden gerichtet, dies sollte sich aber schnell ändern: Barruel erhielt 1806 einen folgenschweren Brief des Soldaten Simonini aus dem Piemont, in welchem dieser mitteilte, dass nicht die Illuminaten oder Freimaurer am meisten von der Revolution profitierten, sondern die Juden. Diese würden darüber hinaus schon lange im Hintergrund die Fäden

ziehen. Barruel war im Hinblick auf den Inhalt schockiert und liess im Vatikan prüfen, ob man Simonini trauen könne. Obwohl dies bestätigt wurde, publizierte Barruel den Brief nicht. Es zirkulierten aber mehrere Abschriften in rechten Milieus zwischen Paris, London, Fribourg oder auch St. Petersburg. Es sollte bis ins Jahr 1878 dauern, bis der Brief das erste Mal gedruckt wurde. Der Simonini-Brief wurde danach häufig zitiert. Die berühmte Verschwörungstheoretikerin Nesta Webster war die erste Person, welche den Brief und die «Protokolle der Weisen von Zion» in einen Zusammenhang stellte.

Machtlosigkeit und die Suche nach Austausch, Gemeinschaft und Identität können dazu führen, dass Verschwörungstheorien als «plausible» Erklärungen für Ereignisse, Entwicklungen oder Zustände angesehen werden.

Die «Protokolle der Weisen von Zion»

Die gegen Freimaurer sowie Jüdinnen und Juden gerichteten Verschwörungstheorien haben also ohne Zweifel ihren Ursprung bereits im 18. Jahrhundert. Im Laufe des 19. Jahrhunderts verdichtete sich dieses verschwörungstheoretische Muster zur Erklärung von Revolutionen und es wurde auch in apokalyptischen Texten insbesondere in Russland immer wieder verwendet. Es war eben ein solcher apokalyptischer Text, der den «Protokollen der Weisen von Zion» zu Berühmtheit verhalf: 1903 erschien zwar eine erste bekannte Version, aber es war erst ein Buch von 1917 des Apokalyptikers Sergej Nilus (1862–1929), in dem die Protokolle enthalten waren, welches diese schlussendlich verbreitete. Nilus deutete den drohenden Niedergang der Monarchie in Russland als Apokalypse

und betrachtete die «jüdische Freimaurerei» als Vehikel des Satans. Die eingelegten Protokolle fungieren hierbei als Referenz für den diabolischen Plan. Es brauchte also eine Krise, die Revolution in Russland, das Ende des Ersten Weltkriegs und das wirtschaftliche Brachliegen nach dem Krieg, damit die Protokolle ihre Verbreitung fanden. Russische Emigranten brachten Nilus Buch ab 1918 nach Europa und in die USA mit und von nun an erschienen verschiedenste Ausgaben.

Die Protokolle an sich sind eine ca. 60- bis 80-seitige Rede eines jüdischen Anführers, der ungenannt bleibt. Es ist nicht klar, wann oder wo die Rede gehalten wurde. Beschrieben wird ein recht diffuser jüdisch-freimaurerischer Plan zur Unterwanderung der Welt. So wird berichtet, wie man mithilfe von Freimaurern Revolutionen ausbrechen liess oder man die Presse steuerte. Am Ende der Verschwörung wird ein von den Weisen gewählter Weltherrscher alle Macht vereinigen und eine neue, sehr strenge Führung durchsetzen.

Lange Zeit ging man in der Forschung von einer klaren hier nicht zu beschreibenden Entstehungsgeschichte der Protokolle aus, aber neuere Funde von Michael Hagemeister verdeutlichen, dass der Verfasser nach wie vor unbekannt ist sowie der Entstehungszweck der Protokolle nicht geklärt ist.

Bereits 1921 wurde die Protokolle in der Times als «Fälschung» entlarvt, wobei es sinnvoller erscheint, von einem Plagiat zu sprechen: Als Hauptreferenz machte man dabei «Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu, ou la politique de Machiavel au XIX^e siècle» (1864) des französischen Anwalts Maurice Joly (1829–1878) aus. Das Buch ist jedoch ohne Anspielungen auf eine jüdische Verschwörung. Dies wurde von Machern durch die sogenannte «Rede des Rabbiners» nachgeholt, welche im Roman «Biarritz» (1868) von Herrmann Goedsche (1815–1878) vorkommt. Daneben

gibt es noch andere Werke, die ihren Weg in die Protokolle gefunden haben. Zwischen 1933 und 1937 fand ein Prozess in Bern statt, der u. a. die Entstehungsgeschichte klären sollte. Auch hierbei stellte man die Plagiate fest.

Die Protokolle spielten zwar in der NS-Propaganda eine Rolle, waren aber nicht so bedeutend, wie man annehmen würde. Adolf Hitler bezog sich zwar auf sie in «Mein Kampf», aber die Frage nach der «Wahrheit» oder «Echtheit» umschiffte man gekonnt. Goebbels wurde insbesondere durch Henry Fords Machwerk «The International Jew» auf die Protokolle aufmerksam und kam aufgrund der Enthüllungen in der Times zum berühmten Schluss, dass er an die innere, nicht an die faktische Wahrheit der Protokolle glaube. Dies mag erstaunlich sein, das ist aber gerade im Verschwörungsdenken durchaus bekannter Zug: Erstens geht es nicht wirklich um die Wahrheit, sondern das Wirken der Jüdinnen und Juden zeigt einem überzeugten Verschwörungstheoretiker, dass die Protokolle stimmen; zweitens ist ja anscheinend der Inhalt an sich nicht das Problem, sondern allein die Existenz eines möglichen Plans und der Mythos, der sich rund um die Protokolle gebildet hat, sind ausschlaggebend, dass sie auch heute noch rezipiert werden.

Die Protokolle der Weisen von Zion sind ein sehr weit verbreitetes antisemitisches Buch und werden immer wieder neu aufgelegt. Augenscheinlich spielen sie auch im Nahostkonflikt im antiisraelischen Lager eine wichtige ideologische Rolle – sie sind u. a. in der Charta der Hamas verankert – da sie scheinbar darüber aufklären, wozu Jüdinnen und Juden im Stande sein können.

Der Mythos von «Eurabia»

Mit seiner Gewalttat in Norwegen schockierte Anders Behring Breivik 2011 die Welt. In seinem kurz vor der Tat veröffentlichten «Manifest» vertrat er die Verschwörungstheorie, dass sich Muslime zusammen mit europäischen Eliten

verschworen hätten, um Europa schlussendlich in eine muslimisch geprägte Gesellschaft umzuwandeln. Insbesondere wird in dieser Verschwörungstheorie betont, dass die eigentlich homogene Identität Europas von aussen durch muslimische Migranten unterwandert und von den eigenen Eliten verkauft werde. Breiviks «Manifest» waren aber bereits eine Vielzahl an Publikationen vorausgegangen. Darunter waren quasi-wissenschaftliche Abhandlungen, aber auch Romane, sowie politische Programme von anti-islamischen und vor allem Anti-Zuwanderungsparteien in Europa.

Der erste Katalysator auf dem Weg zur «Eurabia»-Verschwörungstheorie war 9/11 und die weltweit spürbaren anti-muslimischen Ressentiments nach den Anschlägen. Die nächste Beschleunigung stellte die Weltwirtschaftskrise ab 2007 dar, gefolgt von der sogenannten Migrationskrise 2014/15. In dieser Zeit entstand in Ungarn die Anti-George-Soros-Verschwörungstheorie, die sich zu einer Verschwörungsideologie der staatstragenden Partei auswuchs; hier auch verbunden mit Antisemitismus. Dem gebürtigen ungarischen Juden Soros wird dabei unterstellt, der Drahtzieher hinter der Migrationskrise zu sein, die das eigentliche Ziel hat, die europäischen Nationalstaaten aufzulösen. Neben dem ungarischen Beispiel sind es vor allem die identitäre Bewegung sowie PEGIDA, in welcher Eurabia-Verschwörungstheorien prominent vorkommen. Erst durch die Migrationskrise wurde die «Eurabia»-Verschwörungstheorie in der Mitte der Gesellschaft wahrgenommen.

Von der «Umvolkung» zum «Grossen Austausch»

Aufbauend auf bzw. gleichzeitig mit der «Eurabia»-Verschwörungstheorie ist die Verschwörungstheorie über den «Grossen Austausch» anzuführen, die nicht nur auf Muslime abzielt, sondern direkten möglichen Verlust der «weissen» europäischen Identität in den Vordergrund rückt. Diese Verschwörungstheo-

rie steht auf drei Grundpfeilern rechts-extremen Denkens: Antisemitismus, Islamophobie und White-Supremacy-Vorstellungen. Darüber hinaus werden Personen wie Soros, Gruppierungen wie Juden oder Systeme wie die EU direkt angegriffen.

Der erste Katalysator auf dem Weg zur «Eurabia»-Verschwörungstheorie war 9/11 und die weltweit spürbaren anti-muslimischen Ressentiments nach den Anschlägen.

Hervorzuheben ist das scheinbare intellektuelle Gewand: Während der Begriff der «Umvolkung» schon lange Zeit zum rechten Vokabular gehört, ist «der grosse Austausch» der neue Begriff der in Netzwerken operierenden Neuen Rechten. Aufbauend auf bereits verschiedenen Verschwörungstheoretischen Vorstellungen über eine Unterwanderung durch Migrantinnen und Migranten war es vor allem Renaud Camus' Machwerk «Le Grand Remplacement» (2011), welches eine grosse Bedeutung für die Neue Rechte hat. Camus schreibt in seinem Buch von einem Identitätsverlust durch Zuwanderung und warnt vor einer «Dekulturalisierung», also dem Verlust der europäischen Kultur. Camus nimmt an, dass sich Eliten verschworen hätten, um den grossen Austausch anhand eines lang zuvor ausgeheckten Plans durchzusetzen. Er betont unter anderem die Macht des Weltwirtschaftsforums von Davos («Davos-crazy») und will damit ausdrücken, dass verschiedenste Personen, Gruppen und Institutionen gemeinsam daran arbeiten würden, dass alles austauschbar und damit nicht mehr unterscheidbar sei.

Camus Ideen wurden von Rechtsextremen in Frankreich, im deutschsprachigen Raum, in Grossbritannien oder auch in den USA rezipiert: Bei rechts-extremen Aufmärschen in Charlottesville

2017 skandierten die Teilnehmer «You will not replace us». Im englischsprachigen Raum ist in diesen Zusammenhang auch häufig die Rede von einem «white genocide». 2019 scheiterte ein versuchter Anschlag in Halle auf eine Synagoge. Der rechtsextreme Täter war davon überzeugt, dass Deutschland von jüdischen Eliten unterwandert sei, und er setzte sich seiner Meinung nach gegen ein Zionist Occupation Government (ZOG) zur Wehr; einem weiteren Ideologem rechtsextremer Verschwörungstheorien. Im selben Jahr tötete ein Rechtsextremist im neuseeländischen Christchurch 51 Menschen bei Anschlägen auf zwei Moscheen. Kurz zuvor hatte er das Manifest «The Great Replacement» online veröffentlicht. Der Täter verherrlichte darüber hinaus den Anschlag von Breivik. 2020 tötete ein Rechtsextremist im deutschen Hanau neun Menschen mit Migrationshintergrund. Der Täter vertrat mehrere Verschwörungstheorien. Er war auch Anhänger von QAnon, nach der eine angebliche satanistische Elite Kinder verschleppt, um verjüngende Stoffe aus ihnen zu extrahieren.

«Der grosse Austausch» fungiert als bewusst unscharfer umbrella term. Die korrupten kosmopolitischen Eliten, die «Globalists», werden zum Gegner des Nationalstaats, des «Volks» und schlussendlich der weissen Rasse. Die Problematik besteht darin, dass jeder Einzelfall die Theorie bestätigen kann: Jedes muslimische Geschäft, das ein alteingesessenes Geschäft verdrängt, wird somit zum Teil der verschwörungstheoretischen Erklärung. Aber auch jede Entscheidung auf höchster Ebene für Zuwanderung wird ebenso als Beweis der Verschwörungstheorie gesehen.

Fazit

Wirksame Verschwörungstheorien fallen nicht vom Himmel. Meistens haben sie einen langen Vorlauf, bevor sie im Mainstream wahrgenommen werden. Dies hängt von mehreren Entwicklungen ab: Gesamtgesellschaftliche Krisen spielen dabei die alles entscheidende

Rolle. Erst die damit verbundene Sinn-suche, die empfundene Machtlosigkeit und die Suche nach Austausch, Gemeinschaft und eben Identität, können dazu führen, dass Verschwörungstheorien als «plausible» Erklärungen für Ereignisse, Entwicklungen oder Zustände angesehen werden. Problematisch erscheinen rechte Verschwörungstheorien vor dem Hintergrund des Aufstiegs der postfaktischen Politik: Gerade Rechtspopulisten tendieren dazu, Versatzstücke aus Verschwörungstheorien in ihre politische Agenda aufzunehmen und haben zurzeit damit Erfolg. Dieser sogenannte nativistische Populismus zielt darauf ab, externe Feinde zu konstruieren und interne Eliten erstens als korrupt und zweitens als Teil einer Verschwörung zu sehen («Deep State»).

Verschwörungstheorien können schlussendlich Gewaltakte wie Anschläge oder gewaltsame Demonstrationen auslösen. Dies ist ein Alarmzeichen. Dies bedeutet aber keineswegs, dass jeder, der an Verschwörungstheorien glaubt, gewalttätig werden wird. Die Häufung der Fälle muss uns aber alle nachdenklich stimmen.

*Der Historiker **Claus Oberhauser** ist Professor für Geschichtsdidaktik an der Pädagogischen Hochschule Tirol und lehrt auch an der Universität Innsbruck.
claus.oberhauser@ph-tirol.ac.at*

BIBLIOGRAFIE

Bergmann, Eirikur: Neo-Nationalism. The Rise of Nativist Populism. Cham 2020.

Fukuyama, Francis: Identität. Wie der Verlust von Würde unsere Demokratie gefährdet. Hamburg 2019.

Hagemester, Michael: Die «Protokolle der Weisen von Zion» vor Gericht. Der Berner Prozess 1933–1937 und die «antisemitische Internationale», Zürich 2017.

Horn, Eva/Hagemester, Michael (Hrsg.): Die Fiktion von der jüdischen Weltverschwörung. Zu Text und Kontext der «Protokolle der Weisen von Zion», Göttingen 2012.

McKenzie-McHarg, Andrew: The Transfer of Anti-Illuminati Conspiracy Theories to the United States in the Late Eighteenth Century, in: Michael Butter/Maurus Reinkowski (Hrsg.), Conspiracy Theories in the United States and the Middle East: A Comparative Approach. Berlin/Boston 2014.

Oberhauser, Claus: Die verschwörungstheoretische Trias: Barruel–Robison Starck, Innsbruck/Wien/Bozen 2013.

Önnerfors, Andreas/Krouwel, André (Hrsg.): Europe: Continent of Conspiracies. Conspiracy Theories in and about Europe, London 2021.

Stauffer, Vernon: The Bavarian Illuminati in America. The New England Conspiracy Scare 1798 (1918), Mineola 2006 (reprint).

Les théories du complot ne tombent pas du ciel

Loin d'être un phénomène nouveau, la plupart des théories du complot ont déjà une longue histoire au moment où elles sont remarquées par le grand public. À la faveur de la politique post-factuelle aujourd'hui en plein essor, les grands récits des théories du complot de droite reprennent vigueur.

Claus Oberhauser

Quelque part au cours de l'une des dernières crises du xxi^e siècle, nous avons dérivé vers l'ère post-factuelle, et il semblerait que les aveugles de l'œil droit soient nombreux. En Europe centrale et sans doute aussi aux États-Unis, les vingt dernières années ont été marquées par de multiples développements touchant les théories du complot. Il y eut d'abord la réapparition de la pensée conspirationniste de droite, en particulier depuis le 11 septembre 2001. Puis la montée du populisme nativiste. Puis la perpétration d'attentats d'extrême droite motivés par des théories du complot. Enfin, la reviviscence des idées de droite et leur diffusion dans la société. Des notions, telles que le «remplacement», utilisées dans les discours politiques abordant la question de la migration ou dans les controverses sur le sujet en sont une preuve évidente.

La pensée conspirationniste n'est certes pas de droite par définition, pas plus qu'on ne pourrait l'établir sous l'angle historique ; mais l'évolution de ces dernières années indique que ce sont des idéologèmes de droite qui ont gagné en force dans l'opinion publique. Mettre sur le même plan la persécution des Juifs par l'État national-socialiste et la surveillance épidémiologique prati-

quée pendant la crise du coronavirus, c'est passer les bornes sans vergogne : porter une étoile jaune frappée des mots « non vacciné » associe symboliquement provocation et relativisation de la souffrance des Juifs.

L'évolution de ces dernières années indique que des idéologèmes de droite ont gagné en force dans l'opinion publique.

Et pourtant, parmi les prétendus « penseurs décomplexés », on trouve des gens de gauche comme de droite, et même d'anciens électeurs écologistes convaincus. Francis Fukuyama reconnaît dans ce phénomène une politique de l'identité, ou plutôt le symptôme d'une lacune en la matière. Selon lui, il n'est plus question d'idéologies de droite ou de gauche en tant que telles, car l'enjeu actuel est de savoir qui arrivera à réparer sur le plan politique la perte d'identité subjectivement perçue. De toute évidence, les populistes de droite y parviennent aujourd'hui bien mieux que les acteurs de gauche. Les propos qui suivent n'expliquent pas toute l'histoire qui vient d'être esquissée. Ils développent plutôt différents éléments des

théories du complot de droite qui ont (encore) un impact aujourd'hui.

À l'origine, la Révolution française

Les théories du complot sont apparues en nombre pendant et après la Révolution française, en référence à des discours qui dataient déjà de plusieurs années. Ce courant de pensée conspirationniste a connu son apogée en 1797 avec la publication du premier volume des *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme* de l'ancien jésuite Augustin Barruel (1741-1820), qui s'était enfui à Londres avant la Révolution, et avec *Proofs of a Conspiracy* de John Robison (1739-1805), professeur de philosophie naturaliste à Édimbourg. Un ouvrage similaire dû à la plume de Johann August Starck (1741-1816), prédicateur à la cour de Darmstadt, paraît en 1803. Bien que ces textes diffèrent fortement les uns des autres, ils ont en commun l'idée que la Révolution française s'explique par un complot réunissant philosophes radicaux, francs-maçons et Illuminés de Bavière. Ces groupes sont supposés avoir eu pour objectif d'instaurer l'égalité et la liberté dans le monde entier. Le rejet des sociétés secrètes ou la dénonciation de leur conspiration sont omniprésents dans les théories du complot.

et ce jusqu'à nos jours. Il en va de même pour le « combat » (*Kampf*) contre le cosmopolitisme. Dans les théories du complot (de droite) actuelles, les cosmopolites d'hier sont désignés comme des « mondialistes ».

Le sentiment d'impuissance et la quête de communauté et d'identité en amènent beaucoup à considérer les théories conspirationnistes comme des explications « plausibles » qui donnent sens aux événements, aux évolutions en cours ou à l'état de la situation.

Cette théorie du complot, et notamment la peur des Illuminés, a été exportée aux États-Unis. Des ecclésiastiques écossais recommandent la lecture de *Proofs of a Conspiracy* à des prédicateurs américains et à d'influents personnalités, tandis que des immigrants font connaître en particulier le livre de Robison aux États-Unis, du moins en Nouvelle-Angleterre. C'est à cette époque que les *Alien and Sedition Acts* (lois sur les étrangers et la sédition, 1798-1801) sont adoptés aux États-Unis, visant les immigrants qui tentent de commencer une nouvelle vie aux États-Unis après avoir fui la Révolution française. Les migrants sont accusés d'être secrètement des Illuminés ou des jacobins. Pendant la campagne présidentielle de 1800, les partisans de John Adams qualifient Thomas Jefferson d'illuminé. Ce n'est que lorsque Jefferson est élu président en 1801 que cette théorie conspirationniste prend fin.

Quelques années plus tard, en 1828, est fondé le parti antimaçonnique, qui connaît d'abord un certain succès. Ce parti populiste s'attaquait à l'élite (comprendre : les francs-maçons), et préconisait une protection douanière

forte et de meilleures politiques intérieures. L'histoire du parti est brève, mais elle montre qu'il y eut très tôt un lien entre populismes et théories du complot.

Même si les théories du complot de droite sont souvent antisémites, celle dont elles se revendiquent et qui prétendait expliquer la Révolution française n'était pas dirigée contre les Juifs. Cela va bientôt changer : en 1806, Barruel reçoit une lettre – dont l'importance s'avérera capitale avec le temps – d'un soldat piémontais nommé Simonini, par laquelle celui-ci l'informe que ce ne sont pas les Illuminés ou les francs-maçons qui profitent le plus de la révolution, mais les Juifs. Ce sont eux, ajoute-t-il, qui tirent les ficelles depuis longtemps. Choqué par ces propos, Barruel demande au Vatican de vérifier si l'on peut se fier à Simonini. Bien que cela lui soit confirmé, Barruel ne publie pas la lettre. Cependant, plusieurs copies circulent dans les cercles de droite, à Paris, Londres, Fribourg et Saint-Petersbourg. Il faudra attendre 1878 pour que la lettre de Simonini soit imprimée pour la première fois. Par la suite, elle est fréquemment citée. La célèbre théoricienne de la conspiration Nesta Webster a été la première à faire un lien entre cette lettre et les *Protocoles des Sages de Sion*.

Les Protocoles des Sages de Sion

Les théories du complot dirigées contre les francs-maçons et les Juifs trouvent donc sans aucun doute leur origine au XVIII^e siècle. Au cours du siècle suivant, condensées, elles deviennent la clé d'interprétation générale des révolutions et sont sans cesse reprises dans des textes apocalyptiques, notamment en Russie. C'est justement un texte de ce genre qui fera la célébrité des *Protocoles des Sages de Sion* : bien qu'une première version des *Protocoles* ait paru en 1903, il faut attendre un livre de l'apocalypticien Sergueï Nilus (1862-1929), sorti en 1917 et contenant les *Protocoles*, pour que ceux-ci soient finalement diffusés. Nilus annonce le déclin imminent de la monarchie en Russie sous la forme d'une

apocalypse et considère la « franc-maçonnerie juive » comme un instrument de Satan. Insérés dans l'ouvrage, les *Protocoles* font office de référence du plan diabolique supposé. Il a donc fallu une crise, la Révolution d'Octobre, la fin de la Première Guerre mondiale et le marasme économique de l'après-guerre pour que les *Protocoles* trouvent une large diffusion. Les émigrés russes apportent le livre de Nilus en Europe et aux États-Unis dès 1918 et, à partir de là, les éditions les plus diverses de celui-ci se multiplient.

Les *Protocoles* eux-mêmes sont le discours d'un meneur juif qui reste anonyme (le texte fait environ 60 à 80 pages). On ne sait exactement ni où ni quand le discours fut prononcé, mais il décrit un plan judéo-maçonnique assez vague ayant pour but le noyautage du monde entier. On y apprend comment, avec l'aide des francs-maçons, il est possible de soulever des révolutions ou de contrôler la presse. Au terme du complot, est-il annoncé, un maître du monde élu par les sages réunira tous les pouvoirs et imposera un nouvel ordre très rigoureux.

Longtemps, les chercheurs ont supposé que l'on pouvait retracer l'origine des *Protocoles*. Mais les découvertes faites récemment par Michael Hagemester indiquent que l'auteur des *Protocoles* est toujours inconnu et que le but qu'il poursuivait reste une énigme.

Dès 1921, les *Protocoles* ont été dénoncés dans le *Times* comme étant une contre-façon, bien qu'il semble plus approprié de parler de plagiat. On a dit que le *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu, ou la politique de Machiavel au XIX^e siècle* (1864) de l'avocat français Maurice Joly (1829-1878) avait servi de source principale. Or le livre de Joly est dépourvu de toute allusion à une conspiration juive. Les intrigants ont comblé cette lacune en reprenant le « discours du rabbin » du roman *Biarritz* (1868) de Herrmann Goedsche (1815-1878). Et d'autres textes encore ont trouvé place

dans les *Protocoles*. Le procès qui s'est tenu à Berne entre 1933 et 1937, et qui devait notamment clarifier la genèse des *Protocoles*, a lui aussi abouti à la conclusion qu'il s'agissait d'un plagiat.

Bien que les *Protocoles* aient joué un rôle dans la propagande nazie, celui-ci n'a pas été aussi important qu'on pourrait le croire. Adolf Hitler y fait certes référence dans *Mein Kampf*, mais la question de la « vérité » ou de l'« authenticité » du propos est habilement éludée. Sur la base des révélations du *Times*, Goebbels, qui avait eu connaissance des *Protocoles* par l'œuvre de Henry Ford *The International Jew*, en est venu à la célèbre conclusion qu'il croyait à la vérité intérieure des *Protocoles*, mais non à leur vérité factuelle. Cela peut surprendre, mais le mot de Goebbels est un trait typique de la pensée conspirationniste : d'abord, son but n'est pas de révéler la vérité, mais de démontrer la vérité des *Protocoles* à tout conspirationniste convaincu en présentant l'action des Juifs ; ensuite, le contenu du texte importe apparemment peu ; la simple éventualité d'un plan secret et le mythe qui s'est formé autour des *Protocoles* suffisent pour qu'on lise encore ce texte aujourd'hui.

Livre antisémite très diffusé, les *Protocoles des Sages de Sion* sont sans cesse réimprimés. De toute évidence, ils jouent aussi un rôle idéologique de poids dans le conflit du Moyen-Orient, du côté anti-Israélien, puisqu'ils font partie intégrante de la charte du Hamas, au motif qu'ils montreraient ce dont les Juifs peuvent être capables.

Le mythe « Eurabia »

Anders Behring Breivik a choqué le monde entier avec le massacre qu'il a commis en Norvège en 2011. Dans son « Manifeste », publié peu de temps avant son forfait, il reprenait la théorie conspirationniste selon laquelle les musulmans auraient conclu avec les élites européennes le projet de transformer l'Europe en une société dominée par l'Islam. Cette théorie avance en particulier l'idée que

l'identité – prétendument homogène – de l'Europe serait infiltrée de l'extérieur par des migrants musulmans et vendue par ses propres élites. Le « Manifeste » de Breivik avait toutefois été précédé de nombreuses publications, qu'il s'agisse de traités aux allures scientifiques, de romans ou de programmes de partis politiques s'affichant contre l'Islam et surtout contre l'immigration en Europe.

Les attentats du 11 septembre 2001 et le ressentiment antimusulman qui s'en est suivi dans le monde ont été le premier catalyseur propulsant la théorie du complot « Eurabia ». La crise économique mondiale de 2007 et la crise dite migratoire de 2014-2015 lui ont ensuite donné un coup d'accélérateur. C'est dans ces années qu'apparaît en Hongrie la théorie conspirationniste visant George Soros, qui s'est transformée en une idéologie conspirationniste antisémite au sein du parti au pouvoir. Juif d'origine hongroise, Soros est accusé d'être le cerveau de la crise migratoire, dont l'objectif véritable serait de dissoudre les États-nations européens. Outre l'exemple hongrois, ce sont surtout les mouvements identitaires tels que PEGIDA qui font la part belle à la théorie du complot « Eurabia ». Il a fallu la crise migratoire pour que celle-ci pénètre l'opinion publique.

De l' *Umwolkung* au « grand remplacement »

Dans le prolongement de la théorie du complot « Eurabia », ou parallèlement à la diffusion de celle-ci, il convient de mentionner la théorie du « grand remplacement ». Celle-ci ne cible pas seulement les musulmans ; elle attire surtout l'attention sur la possibilité de voir disparaître l'identité européenne « blanche ». Reposant sur trois piliers fondamentaux de la pensée d'extrême droite : l'antisémitisme, l'islamophobie et le suprématisme blanc, cette théorie s'en prend directement à des personnalités comme Soros, à des groupes comme les Juifs ou à des institutions comme l'Union européenne.

On relèvera l'apparence intellectuelle dont cette mouvance aime à se parer : si la notion d' *Umwolkung* (ethnomorphose, repeuplement) fait partie depuis longtemps du vocabulaire de la droite, le « grand remplacement » est le nouveau vocable des réseaux de la Nouvelle Droite. S'appuyant sur divers éléments issus de la théorie conspirationniste dénonçant l'infiltration du territoire européen par les migrants, l'ouvrage de Renaud Camus *Le Grand Remplacement* (2011) a trouvé un large écho dans les milieux de la Nouvelle Droite. Camus y parle d'une perte d'identité due à l'immigration et met en garde contre une « déculturation », notion désignant la disparition de la culture européenne. Camus fait sienne l'idée que les élites comploteraient pour imposer le « grand remplacement » sur la base d'un plan conçu de longue date. Il met notamment en exergue le pouvoir du Forum économique mondial de Davos (« davocratie ») pour mieux faire ressortir la variété des personnalités, des groupes et des institutions qui collaboreraient à ce que tout devienne interchangeable et donc à jamais indistinct.

Les attentats du 11 septembre 2001 et le ressentiment antimusulman qui s'en est suivi dans le monde ont été le premier catalyseur propulsant la théorie du complot « Eurabia ».

Les idées de Camus ont été reprises par les extrémistes de droite en France, dans l'aire germanophone, en Grande-Bretagne et même aux États-Unis. Lors des rassemblements d'extrême droite à Charlottesville en 2017, les participants scandaient : *You will not replace us* (vous ne nous remplacerez pas). Dans le monde anglophone, on parle fréquemment d'un *white genocid* (génocide blanc). Une tentative d'attentat contre une synagogue à Halle a échoué en 2019. Son auteur, d'extrême droite, était convain-

cu que l'Allemagne avait été noyauté par des élites juives et il prétendait se défendre contre un *Zionist Occupation Government* (gouvernement d'occupation sioniste) – autre idéologème des théories conspirationnistes d'extrême droite. La même année, un extrémiste de droite a tué 51 personnes à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en faisant feu contre deux mosquées. Avant de passer à l'acte, il avait lui aussi mis en ligne un manifeste, *The Great Replacement*, et magnifié le massacre commis par Breivik. En 2020, un extrémiste de droite a tué neuf personnes issues de l'immigration à Hanau, en Allemagne. Se réclamant de plusieurs théories conspirationnistes, il était aussi adepte de QAnon, mouvement selon lequel une prétendue élite satanique enlèverait des enfants pour en extraire un élixir de jeunesse.

Les théories du complot de droite apparaissent particulièrement problématiques avec la montée de la politique post-factuelle actuelle, étant donné que les populistes de droite ont tendance à inclure dans leur agenda politique des éléments tirés de ces théories.

Le « grand remplacement » est un terme générique délibérément flou. Les « élites cosmopolites corrompues » et les « mondialistes » y sont désignés comme les ennemis de l'État-nation, du « peuple » et finalement de la « race blanche ». Le problème réside en ce que n'importe quelle situation individuelle peut confirmer la théorie : tout commerce dirigé par un musulman qui supprime une enseigne bien établie s'ajoute à la liste des cas accréditant le complot supposé. De même, chaque décision prise au plus haut niveau en faveur de l'immigration passe pour une preuve supplémentaire du bien-fondé de la théorie du complot.

Conclusion

Les théories du complot en vogue aujourd'hui ne tombent pas du ciel. Pour la plupart, une longue période de maturation leur a été nécessaire avant de s'imposer dans le grand public. Plusieurs facteurs y contribuent, mais les crises sociales globales jouent là un rôle décisif : elles suscitent une quête de sens, font ressentir de l'impuissance, et la quête d'échanges, de communauté et d'identité qui en résulte amène beaucoup à considérer les théories conspirationnistes comme des explications « plausibles » qui donnent sens aux événements, aux évolutions en cours ou à l'état de la situation. Les théories du complot de droite apparaissent particulièrement problématiques avec la montée de la politique post-factuelle actuelle, étant donné que les populistes de droite ont tendance à inclure dans leur agenda politique des éléments tirés de ces théories. Ce qui, pour l'instant, leur réussit. Ce populisme dit nativiste cherche à identifier des ennemis extérieurs et à faire voir les élites du pays comme étant corrompues et faisant partie d'une conspiration (*deep state*, « État profond »).

Au final, les théories du complot peuvent déclencher des passages à l'acte, sous la forme d'attentats ou de manifestations donnant libre cours à la violence. Il faut y reconnaître un signal d'alarme. Cela ne signifie pas que tous ceux qui croient aux théories du complot deviendront violents. Mais l'accumulation des cas violents déjà survenus doit nous faire réfléchir.

*Historien, Claus Oberhauser est professeur de didactique de l'histoire à la Haute école pédagogique du Tyrol et enseigne aussi à l'Université d'Innsbruck.
claus.oberhauser@ph-tirol.ac.at*

BIBLIOGRAPHIE

Bergmann, Eirikur: Neo-Nationalism. The Rise of Nativist Populism, Cham 2020.

Fukuyama, Francis: Identität. Wie der Verlust von Würde unsere Demokratie gefährdet, Hamburg 2019.

Hagemeyer, Michael: Die «Protokolle der Weisen von Zion» vor Gericht. Der Berner Prozess 1933–1937 und die «antisemitische Internationale», Zürich 2017.

Horn, Eva/Hagemeyer, Michael (Hrsg.): Die Fiktion von der jüdischen Weltverschwörung. Zu Text und Kontext der «Protokolle der Weisen von Zion», Göttingen 2012.

McKenzie-McHarg, Andrew: The Transfer of Anti-Illuminati Conspiracy Theories to the United States in the Late Eighteenth Century, in: Michael Butter/Maurus Reinkowski (Hrsg.), Conspiracy Theories in the United States and the Middle East: A Comparative Approach, Berlin/Boston 2014.

Oberhauser, Claus: Die verschwörungstheoretische Trias: Barruel–Robison–Starck, Innsbruck/Wien/Bozen 2013.

Önnerfors, Andreas/Krouwel, André (Hrsg.): Europe: Continent of Conspiracies. Conspiracy Theories in and about Europe, London 2021.
Stauffer, Vernon: The Bavarian Illuminati in America. The New England Conspiracy Scare 1798 (1918), Mineola 2006 (reprint).

AH MAIS JE N'AI
RIEN CONTRE LES
COMLOTS !

D'AILLEURS,
J'AI UN TRÈS
BON AMI JUIF !



Le teorie del complotto non piovono dal cielo

In una prospettiva storica, le teorie del complotto non costituiscono un fenomeno nuovo e perlopiù passa molto tempo prima che riescano a infiltrarsi nella società. Con l'ascesa della politica post-fattuale, elementi ripresi da teorie complottiste di destra hanno nuovamente il vento in poppa.

Claus Oberhauser

A un certo momento, durante una delle ultime crisi del XXI secolo, siamo scivolati nell'era della post-verità, e sembra che molti siano diventati ciechi (dall'occhio destro). Nell'ultimo ventennio, nell'Europa centrale ma anche negli Stati Uniti, diversi avvenimenti hanno dato nuova linfa alle teorie complottiste: l'11 settembre, ad esempio, che ha favorito il diffondersi di una mentalità complottista (di destra), oppure il rafforzamento del populismo nativista, gli attacchi terroristici di estrema destra motivati da teorie complottiste, nonché il (ri)emergere di orientamenti di destra e la loro infiltrazione nella società, che si riflette in maniera evidente nell'utilizzo di concetti come quello della «sostituzione» nella dialettica politica sulla migrazione, come pure nei controversi dibattiti sul fenomeno migratorio in sé.

Come dimostra la storia, il pensiero complottista non è di per sé di destra. Gli sviluppi degli ultimi anni evidenziano però che sono ideologemi «di destra» ad aver acquisito spinta propulsiva nel dibattito pubblico: a tale riguardo, l'equiparazione tra la persecuzione degli ebrei da parte del nazismo e i controlli esercitati durante la pandemia di coronavirus costituisce un superamento dei limiti di assoluto pessimo gusto. L'esibire una

stella gialla con la scritta «non vaccinati» è il simbolo di una provocazione e della relativizzazione delle sofferenze patite dagli ebrei.

Gli sviluppi degli ultimi anni evidenziano che sono ideologemi «di destra» ad aver acquisito spinta propulsiva nel dibattito pubblico.

Tra le cosiddette voci «fuori dal coro» si trovano comunque non solo simpatizzanti della destra ma anche della sinistra, tra cui persino ex elettori dei Verdi. Per descrivere questa situazione, Francis Fukuyama ricorre alla nozione di politica identitaria, o meglio di mancanza di una politica identitaria. Secondo Fukuyama, la contesa politica non è più tra le ideologie di destra e di sinistra, ma tra chi riesce a colmare meglio la percezione soggettiva di perdita di identità, un esercizio che allo stato attuale riesce con tutta evidenza molto meglio ai populistici di destra che alle forze che guardano a sinistra. Le considerazioni esposte di seguito non spiegano l'intera storia appena tratteggiata: verranno invece messi in evidenza alcuni elementi delle teorie complottiste

di destra che continuano a produrre i loro effetti.

All'origine di tutto: la Rivoluzione francese

Le teorie complottiste si affermarono durante e dopo la Rivoluzione francese, riprendendo idee già emerse nel periodo prerivoluzionario. Nel 1797 questo pensiero cospirazionista culminò nella pubblicazione dei volumi «Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme» di Augustin Barruel (1741-1820), un ex gesuita fuggito dalla Francia e riparato a Londra, e «Proofs of a Conspiracy» di John Robison (1739-1805), professore di filosofia della natura all'Università di Edimburgo. Un'altra opera di tenore simile venne data alle stampe nel 1803 da Johann August Starck (1741-1816), predicatore di corte a Darmstadt. Malgrado le notevoli differenze, queste pubblicazioni avevano un minimo comune denominatore: l'attribuzione della Rivoluzione francese a una cospirazione promossa da filosofi e massoni radicali in combutta con gli Illuminati. A questi gruppi veniva imputata l'intenzione di voler diffondere l'«uguaglianza» e la «libertà» in tutto il mondo. Il rifiuto delle società segrete e l'accento posto sulla loro azione cospirativa sono elementi ancora oggi onnipresenti nelle teorie cospirative, così come

la «lotta» contro il cosmopolitismo. Nelle odierne teorie del complotto (di destra), i cosmopoliti vengono definiti «globalisti» («globalists»).

Questa teoria del complotto, e soprattutto la paura degli Illuminati, presero piede anche negli Stati Uniti. Oltre agli ecclesiastici scozzesi, che raccomandarono «Proofs of a Conspiracy» a predicatori ed eminenti personalità americane, furono soprattutto immigrati a far conoscere il volume di Robison nel Nuovo continente o perlomeno nel New England. Ciò avveniva all'epoca dell'emanazione degli «Alien and Sedition Acts» (1798-1801), rivolti contro coloro che cercavano di iniziare una nuova vita negli Stati Uniti dopo la Rivoluzione francese e accusati di essere in verità Illuminati o Giacobini. Nella campagna per le elezioni presidenziali, i seguaci di John Adams taciarono Thomas Jefferson di essere un adepto degli Illuminati. Queste voci si placarono solo quando Jefferson divenne presidente nel 1801.

Alcuni anni dopo, nel 1828, venne fondato l'«Anti-Masonic Party», un partito populista ostile all'élite (ossia ai massoni) e favorevole al protezionismo doganale e a una migliore politica interna, che inizialmente riscosse un discreto successo. Questo partito ebbe una storia breve, ma costituisce una testimonianza precoce della correlazione tra populismi e teorie cospirazioniste.

Benché il complottismo di destra abbia spesso una matrice antisemita, le prime teorie sulle origini della Rivoluzione francese non presero di mira gli ebrei. La situazione cambiò però rapidamente quando Barruel, nel 1806, ricevette una lettera gravida di conseguenze inviatagli dal soldato Simonini dal Piemonte, in cui quest'ultimo gli comunicava che a beneficiare maggiormente della Rivoluzione non erano Illuminati o massoni, bensì gli ebrei, che tramavano già da tempo nell'ombra. Barruel rimase scioccato dal contenuto della missiva e chiese al Vaticano di valutare se ci si potesse fidare di

Simonini. Malgrado quest'ultimo fosse stato giudicato attendibile, Barruel non pubblicò la lettera, di cui circolarono però diverse copie negli ambienti di destra di Parigi, Londra, Friburgo e San Pietroburgo. Si dovette attendere fino al 1878 per la prima pubblicazione della lettera, la quale in seguito venne spesso citata. La nota complottista Nesta Webster fu la prima persona a mettere in relazione questa lettera con i «Protocolli dei Savi di Sion».

Soltanto la ricerca di senso, il sentimento d'impotenza e il desiderio di dialogo, comunità e identità innescati dalle crisi fanno sì che le teorie cospirazioniste possano apparire come spiegazioni «plausibili» di eventi, sviluppi e circostanze.

I «Protocolli dei Savi di Sion»

Le origini delle teorie cospirazioniste contro massoni ed ebrei risalgono dunque senza dubbio al XVIII secolo. Nel corso del XIX secolo, questo schema complottista venne utilizzato come chiave interpretativa delle rivoluzioni e ripreso ripetutamente da autori apocalittici, in particolare in Russia. Fu proprio uno di questi scritti apocalittici a rendere celebri i «Protocolli dei Savi di Sion»: benché una loro prima versione sia già attestata nel 1903, essi raggiunsero la notorietà soltanto quando furono riprodotti in un libro del 1917 dello scrittore apocalittico Sergej Nilus (1862-1929). Secondo Nilus, l'imminente caduta della monarchia russa costituiva un segnale dell'Apocalisse e la «massoneria giudaica» era uno strumento di Satana. I Protocolli allegati al volume fungevano da prova del diabolico piano. Furono dunque la crisi, la rivoluzione in Russia, la fine della Prima guerra mondiale e il dissesto economico post-bellico a favorire la circolazione dei Protocolli. Diffuso dopo il 1918 in Europa e negli Stati Uniti

da emigranti russi, il volume di Nilus uscì in seguito in svariate edizioni.

I Protocolli in sé consistono in un discorso di circa 60-80 pagine di un capo ebraico che rimane anonimo. Non è chiaro dove e quando fu tenuto tale discorso, in cui è descritto un piano giudaico-massonico piuttosto generico per la conquista del dominio mondiale e sono illustrate le strategie adottate per innescare rivoluzioni con l'aiuto dei massoni e per pilotare la stampa. Alla fine della congiura, un monarca universale eletto dai Savi anziani riunirà in sé tutto il potere e imporrà un nuovo ordine estremamente severo.

A lungo la ricerca è partita dal presupposto di una chiara origine dei Protocolli, su cui non ci si soffermerà in questa sede, ma nuovi studi di Michael Hagemester attestano che il loro autore così come il loro scopo restano incerti.

Già nel 1921 i Protocolli furono smascherati come «falsi» dal quotidiano londinese «The Times», anche se sarebbe più opportuno parlare di plagio. Quale fonte principale venne individuato il «Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu, ou la politique de Machiavel au XIX^e siècle» (1864) dell'avvocato francese Maurice Joly (1829-1878), opera però priva di allusioni a un complotto ebraico. Tale aspetto venne inserito dagli autori dei Protocolli con il cosiddetto «discorso del rabbino», che compare nel romanzo «Biarritz» (1868) di Herrmann Goedsche (1815-1878). I Protocolli trassero inoltre spunti anche da altre opere. Tra il 1933 e il 1937 si svolse un processo a Berna per accertarne le origini, che confermò i plagi.

I Protocolli vennero strumentalizzati anche dalla propaganda nazista, ma non ebbero un ruolo così importante come si potrebbe credere. Adolf Hitler vi accennò nel «Mein Kampf», ma la questione della loro «veridicità» e «autenticità» venne abilmente elusa. Goebbels, venuto a conoscenza dei Protocolli principalmente grazie a «L'ebreo internazionale» di Henry Ford, a seguito delle rivelazioni di «The Times», giun-

se alla celebre conclusione di credere alla loro veridicità intrinseca, ma non a quella fattuale. Una conclusione che può sembrare sorprendente, ma che in realtà riflette un aspetto ben noto del pensiero complottista: in primo luogo, non interessa tanto la verità, quanto piuttosto il fatto che è l'operato degli ebrei a fornire la prova sostanziale dell'attendibilità dei Protocolli; in secondo luogo, non è evidentemente il contenuto in sé, ma unicamente l'esistenza di un ipotetico piano e il mito creatosi attorno a essi a far sì che i Protocolli siano tuttora popolari.

I primi catalizzatori della teoria cospirazionista dell'«Eurabia» sono stati l'11 settembre e il risentimento anti-musulmano manifestatosi su scala mondiale dopo gli attacchi.

I «Protocolli dei Savi di Sion» costituiscono un testo antisemita molto diffuso e continuamente riedito. Anche nel quadro del conflitto in Medio Oriente, assumono un'importante funzione ideologica per il fronte anti-israeliano – sono tra l'altro contemplati nella Carta di Hamas – poiché spiegano fino a che punto gli ebrei sarebbero disposti a spingersi.

Il mito dell'«Eurabia»

Con la strage compiuta in Norvegia nel 2011, Anders Behring Breivik ha scioccato il mondo intero. Nel «manifesto» pubblicato poco prima della carneficina sosteneva la tesi di un complotto tra i musulmani e le élite europee volto a islamizzare la società europea. Secondo questa teoria, l'identità europea, di per sé omogenea, è minata dall'immigrazione musulmana e svenduta dalle classi dirigenti del Vecchio continente. Già prima del «manifesto» di Breivik, tuttavia, erano apparse numerose pubblicazioni di tenore simile, tra cui trattati pseudo-scientifici, romanzi e programmi politici di partiti europei anti-islamici e soprattutto anti-immigrazione.

I primi catalizzatori della teoria cospirazionista dell'«Eurabia» sono stati l'11 settembre e il risentimento anti-musulmano manifestatosi su scala mondiale dopo gli attacchi. Ulteriori impulsi sono giunti dalla crisi economica mondiale del 2008 e dalla cosiddetta crisi migratoria del 2014/15. In quel periodo in Ungheria è nata una teoria del complotto rivolta contro il finanziere e filantropo George Soros, in seguito ripresa anche dal partito di governo e arricchita di sfumature anti-semitiche. Soros, ebreo di origini ungheresi, è accusato di essere il regista occulto della crisi migratoria, il cui vero obiettivo sarebbe la dissoluzione degli Stati nazionali europei. Oltre che in Ungheria, la tesi complottista dell'«Eurabia» ha trovato terreno fertile soprattutto nel movimento identitario e in PEGIDA. Soltanto a seguito della crisi migratoria questa teoria è giunta al grande pubblico.

Dalla «Umvolkung» alla «grande sostituzione»

Alla tesi dell'«Eurabia» si ricollega anche la teoria cospirazionista della «grande sostituzione», che non prende di mira unicamente i musulmani, ma pone direttamente l'accento sulla possibile perdita dell'identità europea «bianca». Questa teoria si basa su tre pilastri del pensiero di estrema destra: l'antisemitismo, l'islamofobia e il suprematismo bianco. Tra i bersagli figurano anche personalità come Soros, gruppi come gli ebrei e istituzioni quali l'UE.

Va sottolineata in particolare la parvenza intellettuale: mentre la nozione di «Umvolkung» (cambiamento forzato della composizione etnica della popolazione) è da tempo entrata nel lessico destrorso, il concetto di «grande sostituzione» è diventato la nuova parola d'ordine delle reti operative in cui è articolata la «Nuova Destra». Ad assumere grande importanza per questa corrente di pensiero è soprattutto l'opera di Renaud Camus «Le Grand Remplacement» (2011), a sua volta ispirata a varie teorie cospirazioniste preesistenti incentrate sulla presunta infiltrazione della società

ad opera degli immigrati. Nel suo libro, Camus evidenzia la perdita di identità dovuta all'immigrazione e mette in guardia dalla «deculturazione», ossia dalla perdita della cultura europea. Secondo Camus, le élite tramano per attuare la «grande sostituzione» in base a un piano ordito da tempo. Egli sottolinea, tra l'altro, il potere del Forum economico mondiale di Davos («Davos-crac») e lamenta che le più disparate persone, gruppi e istituzioni starebbero operando per rendere tutto sostituibile e quindi indistinguibile.

Le idee di Camus sono state riprese da estremisti di destra in Francia, nell'area germanofona, in Gran Bretagna e anche negli Stati Uniti. Durante i cortei suprematisti a Charlottesville nel 2017, i partecipanti scandivano lo slogan «You will not replace us». Nell'area anglofona, spesso in questo contesto si ricorre anche all'espressione «white genocide». Nel 2019 è fallito un attentato alla sinagoga di Halle. L'autore, un estremista di destra, era convinto che la Germania fosse infiltrata dalle élite ebraiche e che occorresse combattere il Governo d'occupazione sionista («Zionist Occupation Government», ZOG), un altro elemento ricorrente delle teorie complottiste dell'estrema destra. Lo stesso anno, un estremista

Il complottismo di destra è problematico in particolare alla luce dell'emergere della politica post-fattuale: tendenzialmente oggi sono soprattutto i populistici di destra a integrare elementi di simili tesi nella propria agenda politica e a ricavarne successi.

di destra ha attaccato due moschee di Christchurch (Nuova Zelanda) causando la morte di 51 persone. Poco prima della strage, l'autore aveva pubblicato online il manifesto «The Great Replacement»,

inneggiando inoltre all'attentato di Breivik. Nel 2020 un estremista di destra, seguace di varie teorie complottiste, ha ucciso nove persone con un passato migratorio a Hanau (Germania). L'attentatore era anche un adepto di QAnon, movimento che crede nell'esistenza di un'élite satanista che rapisce bambini per estrarne sostanze ringiovanenti.

La «grande sostituzione» funge da espressione passe-partout volutamente generica. Le élite cosmopolite corrotte, i «globalisti», vengono dipinti come nemici dello Stato nazionale, del «popolo» e, in fin dei conti, della razza bianca. Il problema è che un qualunque episodio può suonare a conferma della teoria: ogni negozio musulmano che subentra a un'attività tradizionale può avvalorare la tesi complottista, così come ogni decisione presa ai più alti livelli a favore dell'immigrazione.

Conclusioni

Le teorie del complotto efficaci non piovono dal cielo, ma hanno perlopiù alle spalle una lunga storia quando riescono a infiltrarsi nella società. Il loro successo dipende da diversi fattori: tra questi, gioca un ruolo decisivo lo scoppio di crisi che investono la società nel suo insieme. Perché soltanto la ricerca di senso, il sentimento d'impotenza e il desiderio di dialogo, comunità e identità che ne derivano fanno sì che le teorie cospirazioniste possano apparire come spiegazioni «plausibili» di eventi, sviluppi e circostanze. Il complottismo di destra è problematico in particolare alla luce dell'emergere della politica post-fattuale: tendenzialmente oggi sono soprattutto i populistici di destra a integrare elementi di simili tesi nella propria agenda politica e a ricavarne successi. Questo cosiddetto populismo nativista tende a costruire nemici esterni e ad accusare le élite interne di essere corrotte e coinvolte in una cospirazione («deep state»).

Le teorie cospirative possono anche sfociare in atti violenti come attentati o manifestazioni violente. Si tratta di

un segnale d'allarme. Naturalmente ciò non significa che chiunque creda nel complottismo sia disposto a spingersi fino a questo punto, ma l'aumento dei casi deve indurre tutti noi a riflettere.

*Lo storico Claus Oberhauser è docente e ricercatore alla Pädagogische Hochschule Tirol e all'Università di Innsbruck.
claus.oberhauser@uibk.ac.at*

BIBLIOGRAFIA

Bergmann, Eirikur: Neo-Nationalism. The Rise of Nativist Populism, Cham 2020.

Fukuyama, Francis: Identität. Wie der Verlust von Würde unsere Demokratie gefährdet, Hamburg 2019.

Hagemeyer, Michael: Die «Protokolle der Weisen von Zion» vor Gericht. Der Berner Prozess 1933–1937 und die «antisemitische Internationale», Zürich 2017.

Horn, Eva/Hagemeyer, Michael (Hrsg.): Die Fiktion von der jüdischen Weltverschwörung. Zu Text und Kontext der «Protokolle der Weisen von Zion», Göttingen 2012.

McKenzie-McHarg, Andrew: The Transfer of Anti-Illuminati Conspiracy Theories to the United States in the Late Eighteenth Century, in: Michael Butter/Maurus Reinkowski (Hrsg.), Conspiracy Theories in the United States and the Middle East: A Comparative Approach, Berlin/Boston 2014.

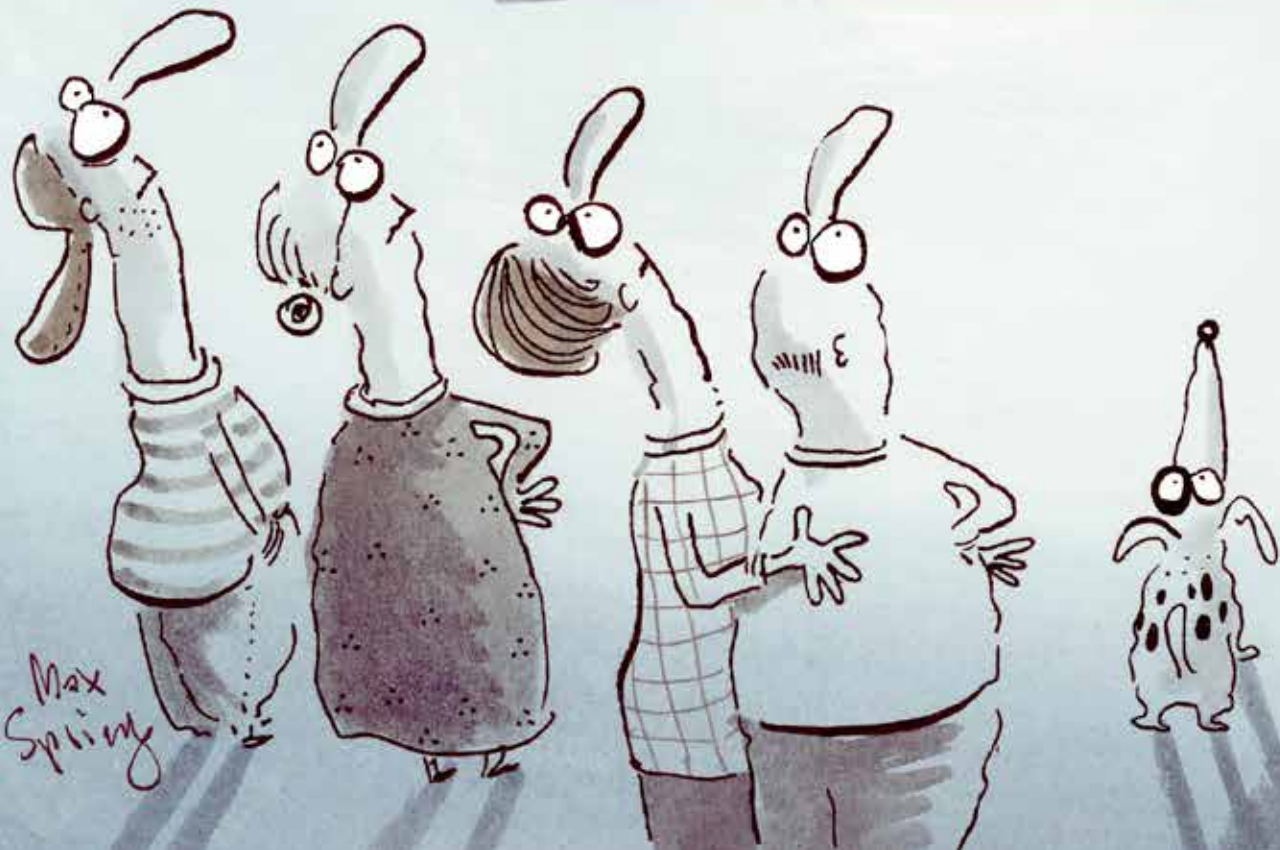
Oberhauser, Claus: Die verschwörungstheoretische Trias: Barruel–Robison Starck, Innsbruck/Wien/Bozen 2013.

Önnerfors, Andreas/Krouwel, André (Hrsg.): Europe: Continent of Conspiracies. Conspiracy Theories in and about Europe, London 2021.

Stauffer, Vernon: The Bavarian Illuminati in America. The New England Conspiracy Scare 1798 (1918), Mineola 2006 (reprint).

WIR WOLLEN
JA NUR
WARNEN!

VERSCHWÖRUNGS-
THEORIE



Die Verschwörungstheorie: eine Verwandlungskünstlerin

In Verschwörungserzählungen tauchen immer wieder ähnliche Narrative von der angeblichen Existenz einer heimlichen Elite auf, welche die Welt zu ihren Gunsten manipuliert. Dass diese Deutungen oftmals auf uralte antisemitische Vorurteile zurückgehen, ist nur wenigen bekannt.

Dina Wyler

Verschwörungstheorien gibt es wie Sand am Meer: Von der inszenierten Mondlandung über giftige Chemtrails bis sich als Menschen tarnende reptiloide Lebewesen ist alles dabei. Solche Mythen faszinieren, weil sie uns einen vermeintlichen Einblick in eine uns sonst verschlossene Welt gewähren. Hinzu kommt der Reiz, etwas erkannt zu haben, was viele Menschen anscheinend nicht sehen wollen oder können. Die Erkennung der angeblichen Wahrheit trägt zur Aufwertung des eigenen Selbstwertgefühls bei und schafft ein Gefühl der Gemeinschaft zwischen den bereits «Erleuchteten».

Wer sich jedoch etwas intensiver mit Verschwörungserzählungen auseinandersetzt, merkt schnell, dass trotz deren Vielzahl und Diversität bestimmte Narrative immer wieder auftauchen. Den Kern vieler Erzählungen bildet die angebliche Existenz einer heimlichen Elite, die im Verborgenen agiert und das Weltgeschehen zu ihren Gunsten lenkt, während sie der Restbevölkerung gezielt schadet. Diese Grundkomponente vieler Verschwörungsmymen ist kein Zufall. Denn Verschwörungstheorien entstehen selten im luftleeren Raum. Meistens greifen sie bereits bestehende Mythen auf und «verpacken» diese je nach Kontext neu. So geistern immer wieder ähnlich

gestrickte Erzählungen durch die Gesellschaft, die im Grundtenor ähnliche Töne anschlägt.

Dass diesem Narrativ uralte antisemitische Vorurteile zu Grunde liegen, ist jedoch nur wenigen bekannt. Denn die Vorstellung einer jüdischen Weltverschwörung, entwickelte sich bereits im Mittelalter, also lange vor der Etablierung der klassischen Verschwörungserzählungen der Neuzeit. Basierend auf dem religiös begründeten Antisemitismus, welcher die Juden als Verräter Jesus diskreditierte, wuchs das Misstrauen gegenüber den jüdischen Mitmenschen. Dieses negative Bild der Juden lieferte die Grundlage für viele Mythen wie etwa die Ritualmordlegende. Die mittelalterliche Verschwörungsfantasie besagt, die Juden würden christliche Kinder töten, um aus deren Blut das traditionelle Pesach-Brot herzustellen. Dass die Verbreitung solcher Mythen für Jüdinnen und Juden sogar tödlich enden können, zeigt das Beispiel der Pest, welche im 14. Jahrhundert in ganz Europa wütete. Damals wurden die Juden als Brunnenvergifter «identifiziert». Die Folge war die Ermordung und Vertreibungen jüdischer Bürgerinnen und Bürger – auch in der Schweiz.

Moderne Verschwörungskonstrukte

Mit dem Aufkommen der modernen Wissenschaften nahmen die antisemitischen Verschwörungsfantasien nicht ab, sondern passten sich den neuen sozialen und wirtschaftlichen Gegebenheiten an. Nun war das tiefe Misstrauen gegenüber den Juden nicht mehr primär religiös begründet, sondern auf ihren (vermeintlichen) sozialen Status zurückzuführen. Da das Zinswesen lange Zeit als unchristlich galt, arbeiteten viele Juden im Geldhandel. Mit dieser Stellung in der Gesellschaft wurden sie zwar nicht mehr dem Verrat von Jesus bezichtigt. Stattdessen wurde das Konstrukt der modernen jüdischen Weltverschwörung erschaffen – basierend auf dem Juden, der die globale Finanzwirtschaft zu seinem eigenen Nutzen beeinflusst. Das wohl bekannteste Beispiel dieses Mythos liefert die fiktive Schrift der «Protokolle der Weisen von Zion». Erstmals 1903 in Russland publiziert, wurde den Juden unterstellt, sie wollten die Weltherrschaft übernehmen. Die gefälschte Publikation verbreitete sich rasant in der ganzen Welt und diente der Hetzpropaganda der Nazis als Grundlage für den geplanten Genozid an den Juden.

GRA-Glossar zu Verschwörungsjargon

Um die antisemitisch konnotierten Wörter, die im klassischen Verschwörungsjargon vorkommen, als solche besser erkennbar zu machen, lancierte die GRA ein Online-Glossar, das die Hintergründe dieser Begriffe erklärt. Nachfolgend vier Beispiele in Kurzform:

«Bevölkerungsaustausch»: Der Begriff steht symbolisch für die aus rechtsextremen Kreisen stammende Verschwörungserzählung, wonach eine geheime Elite – angeführt von Juden – die weisse Bevölkerung im Westen gegen Einwanderer austauschen wolle.

«Kosmopolit»: Der Begriff kam zur Zeit der Aufklärung als positiv besetztes Lehnwort in die deutsche Sprache. Im Gegensatz dazu galt das Kosmopolitentum in der Sowjetunion unter Stalin als Beschuldigung gegen Juden, denen das Regime eine «antisozialistische Verschwörung» vorwarf.

«Rothschild»: Der Name geht zurück auf eine deutsch-jüdische Familie, die im 19. Jahrhundert zu den einflussreichsten und bedeutendsten Finanziers europäischer Staaten zählte. Heute steht der Name oft als Code für eine vermeintliche jüdische Allmacht über das weltweite Finanzsystem.

«Soros»: Der Name des Investors und Philanthrops George Soros wird aufgrund seiner jüdischen Wurzeln, seines Erfolgs im Finanzsektor und seines weltweiten Engagements als Codewort für zahlreiche Verschwörungsideologien verwendet, denen eine antisemitische Tradierung zugrunde liegt.

Link zum Glossar: www.gra.ch > bildung > glossar

Die antisemitischen Vorurteile früherer Verschwörungsmymen finden sich auch im aktuellen Kontext wieder. QAnon, die wohl grösste Verschwörungsbewegung der letzten Jahre, glaubt an eine kinderbluttrinkende Elite, welche anhand satanischer Rituale versuche, das eigene Leben zu verlängern. Dieser wirre Irrglauben leitet sich direkt von der Ritualmordlegende ab. Mit der Pandemie hat auch die klassische antijüdische Verschwörungstheorie des angeblichen Weltjudentums wieder Aufwind erhalten. Vor kurzem druckte die rechtsextreme Partei National Orientierter Schweizer PNOS in ihrem Partei-Magazin «Harus» Auszüge aus den «Protokollen der Weissen von Zion». Gleichzeitig werden in den neu etablierten Telegramchats der sogenannten Corona-Rebellen immer wieder Inhalte geteilt, um die Allmacht der Juden zu beweisen.

Doch wer meint, dass der Mythos der jüdischen Weltverschwörung nur ein Randphänomen von radikalen Impfgegnern und rechtsextremen Parteien ist, der irrt. Ganz egal, ob es um die Entwick-

lung der Immobilienbranche, ein neues Handelsabkommen oder die Präsidentschaftswahlen in den USA geht: In den Kommentarspalten findet sich früher oder später ein Leser oder eine Leserin, die oder der hinter dem im Artikel erklärten Sachverhalt jüdische Machenschaften vermuten.

All diese Beispiele zeigen: Das Grundmotiv des Antisemitismus, nämlich die Darstellung der Juden als übermächtige, geldgierige, illoyale Menschen, liefert den perfekten Nährboden für jede «gute» Verschwörungstheorie. Es erstaunt daher kaum, dass Verschwörungserzählungen und Antisemitismus oft Hand in Hand gehen.

Die Codierung der Sprache

Trotz aller Parallelen zwischen antisemitischen Vorurteilen und klassischen Verschwörungsmymen, ist in modernen Verschwörungserzählungen nur selten explizit von «den Juden» die Rede. Dafür gibt es gute Gründe: Mit dem Ende des Zweiten Weltkriegs wurde Antisemitismus tabuisiert. Zumindest in der Öffentlichkeit. Doch mit der Tabuisierung der

Sprache ist das Gedankengut in den Köpfen der Menschen nicht verschwunden. Statt explizit antisemitisch zu sein, etablierten sich mit der Zeit bestimmte Codewörter. Statt von «Juden» sprach man nun von den «Kapitalisten», «Kosmopoliten», «Finanziers» oder «Zionisten», die die Welt heimlich beherrschten.

Dieselbe Entwicklung zeigt sich auch bei modernen Verschwörungserzählungen. Jüdinnen und Juden explizit als Treiber der Pandemie zu benennen, kommt nur in sehr extremen Kreisen vor. Stattdessen spricht man von bestimmten Gruppen oder Individuen wie beispielsweise den Rothschilds, George Soros oder dem Mossad.

Viele Menschen sind sich der antisemitischen Untertöne gar nicht bewusst. Wie diese unbewussten antisemitischen Bilder in den Mainstream getragen werden, zeigt ein Beispiel aus dem Jahr 2016, als die Jungsozialisten für ihre Initiative gegen Spekulationen mit Nahrungsmitteln eine Karikatur auf Facebook posteten. Der gierige Finanzier auf dem Bild glück von seiner Kleidung und seinen Gesichtszügen stark der typisch antisemitischen Karikaturen eines gierigen, machthungrigen Juden, welcher die Schweizer Politik (in diesem Zusammenhang Bundesrat Schneider-Amman) zu beeinflussen weiss.

Genau dort lauert die Gefahr. Denn durch die Tabuisierung des expliziten Antisemitismus schwindet einerseits das Verständnis für das Phänomen. Gleichzeitig können sich diese subtil antisemitischen Bilder in weiten Teilen der Bevölkerung einnisten, ohne dass diese sich dessen bewusst sind. Auch wenn nur ein Bruchteil der Menschen aktiv antisemitische Gedanken hegt, braucht es durch die konstante Berieselung antisemitischer Sprache und Bilder später nicht viel, damit sich aus dieser Sparflamme in Windeseile wieder ein Lauffeuer entwickelt.

Dina Wyler ist Geschäftsleiterin der GRA Stiftung gegen Rassismus und Antisemitismus. d.wyler@gra.ch

Le complotisme ou l'art de la transformation

Les récits complotistes invoquent très régulièrement la prétendue existence d'une élite secrète qui manipule le monde en sa faveur. Rares sont les personnes ayant conscience qu'une bonne partie de ces idées se fondent sur des préjugés antisémites séculaires.

Dina Wylér

Il existe d'innombrables théories du complot : de la mise en scène de l'alunissage aux *chemtrails* en passant par les créatures reptiliennes se faisant passer pour des êtres humains, on y trouve de tout. La fascination exercée par ces mythes tient au fait qu'ils semblent nous ouvrir un monde qui nous serait autrement inaccessible. En outre, il est tentant de se dire que l'on appréhende des choses que d'autres ne veulent ou ne peuvent apparemment pas voir. Avoir l'impression de connaître la « vérité » renforce l'estime de soi et crée un sentiment de communauté parmi les personnes « éclairées ».

Cependant, lorsque l'on examine de plus près les récits complotistes, il apparaît rapidement que – malgré leur multitude et leur diversité – ils reposent très souvent sur la même toile de fond. Au cœur de bon nombre de récits se trouve la prétendue existence d'une élite cachée qui agit en secret pour influencer le cours des événements en sa faveur tout en nuisant délibérément au reste du monde. Cet élément constitutif de nombreux mythes conspirationnistes n'est pas le fruit du hasard, car les théories du complot émergent rarement du néant. Elles reprennent la plupart du temps des mythes existants et les

récrivent en fonction du contexte, de sorte que des narrations fondées sur des scénarios semblables reviennent sans cesse hanter la société.

Or, rares sont ceux qui savent que ces narrations s'inspirent de préjugés antisémites séculaires. En effet, l'idée d'un complot juif à l'échelle mondiale s'est développée au Moyen Âge, bien avant l'apparition du complotisme moderne. La méfiance générale envers les Juifs découle d'un antisémitisme d'origine religieuse, qui les discréditait pour avoir trahi Jésus. L'image négative des Juifs a débouché sur de nombreux mythes tels que celui du meurtre rituel. Au Moyen Âge, selon une vision conspirationniste, les Juifs tuaient des enfants chrétiens pour confectionner les traditionnels pains de la Pâque avec leur sang. La peste, qui sévissait en Europe au XIV^e siècle, a montré que la propagation de tels mythes pouvait avoir des conséquences fatales pour les Juifs. Pendant l'épidémie, on les accusa d'empoisonner les puits. Il s'en suivit le meurtre et l'expulsion de citoyens juifs – aussi en Suisse.

Les propos conspirationnistes modernes

Avec l'avènement de la science moderne, les fantasmes conspirationnistes de

nature antisémite n'ont pas disparu, mais se sont adaptés aux nouvelles réalités sociales et économiques. Désormais, la profonde méfiance envers les Juifs ne se fonde plus en premier lieu sur la religion, mais sur leur statut social (supposé). Étant donné que les chrétiens s'interdisaient l'octroi de prêts à intérêt, de nombreux Juifs travaillaient dans la finance. Ayant acquis ainsi une position au sein de la société, on ne les accusait plus d'avoir trahi Jésus, mais de fomenter un complot en vue de dominer le monde : les Juifs influenceraient le système financier mondial pour en tirer profit. L'exemple le plus connu de ce mythe se présente dans les *Protocoles des Sages de Sion*. Publié pour la première fois en Russie en 1903, ce récit inventé de toutes pièces insinue que les Juifs aspirent à une hégémonie planétaire. Cette falsification s'est pourtant rapidement répandue de par le monde. Utilisée par les nazis pour leur propagande, elle posa le fondement du génocide planifié des Juifs.

Les préjugés antisémites des anciens mythes conspirationnistes se retrouvent aussi dans le contexte actuel. QAnon, probablement la plus grande mouvance conspirationniste de ces dernières années, croit en l'existence d'une élite

Glossaire de la fondation GRA sur le jargon conspirationniste

Afin de rendre plus visibles les mots à connotation antisémite qu'utilisent les conspirationnistes, la fondation GRA a mis en ligne un glossaire (en allemand uniquement) qui les contextualise. Explication succincte de quatre expressions à titre d'exemple :

« **Remplacement de la population** » : ce terme est symptomatique du complotisme répandu dans les milieux d'extrême droite. Selon ces propos, une élite cachée – dirigée par des Juifs – veut substituer la population occidentale blanche par des immigrants.

« **Cosmopolite** » : le mot d'origine grecque est entré dans la langue allemande à l'époque des Lumières avec une connotation positive. En revanche, sous Staline, l'Union soviétique qualifiait les Juifs de cosmopolites avec une connotation clairement négative en les accusant d'ourdir un « complot antisocialiste ».

« **Rothschild** » : c'est le patronyme de l'une des plus grandes et influentes familles de banquiers européens du XIX^e siècle, d'origine juive allemande. Aujourd'hui, le nom sert souvent pour évoquer de manière détournée une prétendue hégémonie juive sur la finance mondiale.

« **Soros** » : le nom du financier et philanthrope George Soros est utilisé comme référence dans de nombreuses idéologies conspirationnistes antisémites. Les racines juives de Soros, son succès financier et ses activités philanthropiques en font une cible de prédilection.

Lien vers le glossaire : www.gra.ch > *bildung* > *glossar*

qui boit le sang des enfants et tente de prolonger sa propre vie au moyen de rituels sataniques. Ce délire dérive directement de la légende du meurtre rituel. Avec la pandémie, la théorie conspirationniste classique d'une prétendue domination du monde par les Juifs a de nouveau le vent en poupe. Récemment, le Parti des Suisses nationalistes (*National Orientierter Schweizer*, PNOS), d'extrême droite, a imprimé des extraits des *Protocoles des Sages de Sion* dans son magazine *Harus*. Simultanément, de nouveaux chats Telegram animés par les soi-disant rebelles du Covid partagent régulièrement des contenus censés prouver l'omnipotence des Juifs.

Mais il serait faux de croire que le mythe du complot juif mondial n'est qu'un phénomène marginal circulant parmi les antivaccins radicaux et les partis d'extrême droite. Pour chaque article publié en ligne, peu importe qu'il traite du marché immobilier, de la signature

d'un nouvel accord commercial ou des élections présidentielles aux États-Unis, on finit par trouver un commentaire de lecteur soupçonnant des machinations juives derrière les faits exposés.

Ces exemples montrent que le motif de l'antisémitisme, à savoir la représentation des Juifs comme des êtres surpuissants, avides et perfides, constitue le terreau idéal pour n'importe quelle théorie du complot « efficace ». Il n'est donc guère surprenant que les récits complotistes soient souvent teintés d'antisémitisme.

Des références antisémites moins explicites

Malgré les nombreux parallèles entre les préjugés antisémites et les mythes conspirationnistes classiques, les récits complotistes modernes ne font que très rarement appel au terme « juif ». Et pour cause : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'antisémitisme est devenu un sujet tabou, du moins en public. Or,

ce n'est pas en bannissant un mot que l'on peut en effacer l'idée dans l'esprit collectif. Les termes antisémites explicites ont progressivement été remplacés par des expressions codées. On n'utilise plus le terme « juif », mais on parle de « capitalistes », de « cosmopolites », de « banquiers » ou de « sionistes » pour évoquer des groupes qui dirigeraient le monde en coulisses.

La même tendance s'observe dans les récits complotistes modernes. Seuls des milieux extrémistes accusent expressément les Juifs d'alimenter la pandémie. Sont plutôt évoqués des groupes ou des individus particuliers tels que les Rothschild, George Soros ou le Mossad. Bien des gens n'ont même pas conscience des sous-entendus antisémites. L'insistance avec laquelle ces images antisémites se maintiennent dans le grand public s'est révélée en 2016, lorsque les Jeunes socialistes ont illustré leur initiative contre la spéculation alimentaire sur Facebook avec une caricature montrant un banquier cupide. Ce dernier ressemblait à s'y méprendre, par ses vêtements et sa physionomie, à la caricature antisémite du juif rapace, avide de pouvoir, capable de manipuler la politique suisse (en l'occurrence le conseiller fédéral Schneider-Amman).

C'est précisément là que guette le danger. De fait, la tabouisation de l'antisémitisme manifeste rend le phénomène moins saisissable. En même temps, des images subtilement antisémites peuvent s'ancrent dans le subconscient de larges couches de la population. Même si seule une petite minorité suit une ligne de pensée clairement antisémite, l'insinuation constante d'éléments de langage et d'images antisémites pourrait facilement attiser les braises et déclencher un incendie incontrôlable.

Dina Wyler est directrice de la Fondation GRA contre le racisme et l'antisémitisme.
d.wyler@gra.ch

Teorie del complotto: abili trasformiste

Quello della presunta esistenza di un'élite segreta che manipola il mondo a proprio vantaggio è un tema ricorrente nelle teorie del complotto. Ma pochi sanno che questa tesi è riconducibile ad antichi pregiudizi antisemiti.

Dina Wyler

La società moderna pullula di teorie del complotto. Ce n'è per tutti i gusti: dal falso allunaggio alle scie chimiche, senza dimenticare i «rettilian» che vivono tra noi. Questi miti ci affascinano perché offrono un'apparente comprensione del mondo che altrimenti ci sarebbe preclusa. Inoltre, ci danno la sensazione di sapere qualcosa che gli altri sembrano non volere o non riuscire a comprendere. La scoperta di queste presunte verità contribuisce ad aumentare l'autostima e dà un sentimento di appartenenza al gruppo di chi ha «aperto gli occhi».

Tuttavia, se iniziamo a esaminare le teorie del complotto più da vicino, ci accorgiamo che, nonostante la quantità e la varietà, sono tutte riconducibili alle stesse trame di fondo. Il fulcro di molte teorie ruota intorno all'esistenza di un'élite che agisce nell'ombra e che manipola il mondo a proprio vantaggio, danneggiando deliberatamente il resto della popolazione. Non è un caso che questo elemento fondamentale si ritrovi in molte teorie cospirative. Infatti, è raro che una teoria nasca dal nulla: di solito ha origine da miti che già esistono e si adatta in funzione del nuovo contesto. Così accade che racconti simili, che ricalcano gli stessi toni, continuino a circolare nella società.

Sono però in pochi a sapere che questi racconti derivano da antichi pregiudizi antisemiti. Infatti, la credenza di una cospirazione mondiale ebraica si sviluppò già nel Medioevo, quindi molto prima della diffusione delle classiche teorie del complotto moderne. In quel periodo, la diffidenza nei confronti degli ebrei fu alimentata dall'antisemitismo basato sulla religione, che incolpava gli ebrei del tradimento di Cristo. L'immagine negativa che ne derivava servì da base per diversi miti, ad esempio la cosiddetta «accusa del sangue». Questa teoria complottista medievale sosteneva che gli ebrei uccidessero bambini cristiani per ricavarne il sangue da utilizzare per fare il pane azzimo tradizionale della Pasqua ebraica. Durante la peste che colpì l'Europa nel quattordicesimo secolo, la diffusione di tali miti risultò addirittura fatale per gli ebrei, che, accusati di aver avvelenato i pozzi, furono assassinati o espulsi, anche in Svizzera.

Teorie del complotto moderne

Con l'avvento delle scienze moderne, le teorie del complotto antisemite non diminuirono, semplicemente si adattarono al nuovo contesto sociale ed economico. La profonda diffidenza nei confronti degli ebrei non era più da ricondurre a ragioni prettamente religiose, bensì alla

loro (presunta) posizione sociale. Poiché il prestito con interesse era considerato contrario al Cristianesimo da lungo tempo, molti ebrei lavoravano nel commercio di denaro. Per via della loro posizione nella società, non erano più considerati i traditori di Cristo, ma fu creato il costrutto della cospirazione mondiale ebraica moderna, basata sull'immagine dell'ebreo che manipola la finanza globale a proprio vantaggio. L'esempio più lampante di questo mito è illustrato nei «Protocolli dei Savi di Sion», un documento falso pubblicato per la prima volta in Russia nel 1903 che accusava gli ebrei di voler controllare il mondo. Il testo si diffuse rapidamente in tutto il mondo e fu impiegato dai nazisti come propaganda diffamatoria per giustificare i piani per il genocidio degli ebrei.

Anche nel contesto attuale si possono individuare pregiudizi antisemiti comuni alle prime teorie cospirative. QAnon, la più famosa teoria del complotto degli ultimi anni, sostiene l'esistenza di un'élite che si nutre del sangue di bambini raccolto con rituali satanici allo scopo di prolungare la propria vita. Questa credenza deriva direttamente dalla cosiddetta «accusa del sangue» mossa agli ebrei. Con la pandemia, anche la classica teoria del complotto antisemita del control-

Glossario GRA

Per agevolare il riconoscimento delle espressioni con connotazioni antisemite usate nel classico gergo complottista, la GRA ha pubblicato un glossario online che spiega l'origine dei termini. Qui di seguito sono riportati alcuni estratti:

«Sostituzione etnica»: il concetto indica una teoria del complotto che circola negli ambienti di estrema destra secondo cui un'élite segreta, guidata dagli ebrei, punterebbe a sostituire la popolazione caucasica occidentale con gli immigrati.

«Cosmopolita»: il termine, in tedesco, ha assunto una connotazione positiva durante l'Illuminismo. Sotto l'Unione Sovietica di Stalin, invece, il cosmopolitismo era considerato un'accusa rivolta contro gli ebrei, che il regime incolpava di «cospirazione antisocialista».

«Rothschild»: il cognome appartiene a una famiglia ebreo-tedesca che nel diciannovesimo secolo faceva parte dei finanzieri più influenti d'Europa. Oggi si usa spesso come nome in codice per indicare il presunto dominio degli ebrei sulla finanza mondiale.

«Soros»: è il cognome dell'investitore e filantropo George Soros. A causa delle sue origini ebraiche, del suo successo nel settore finanziario e del suo impegno su scala mondiale, viene usato come nome in codice per innumerevoli teorie del complotto basate sulla tradizione antisemita.

Link al glossario (in tedesco): <https://www.gra.ch/bildung/glossar>

lo mondiale ha riguadagnato terreno: recentemente il Partito degli Svizzeri di orientamento nazionale (PNOS) di estrema destra ha pubblicato alcuni estratti dei «Protocolli dei Savi di Sion» nella sua rivista «Harus»; allo stesso tempo, nelle chat su Telegram dei cosiddetti «ribelli del coronavirus», si continuano a condividere contenuti per dimostrare lo strapotere degli ebrei.

Ma chi pensa che il mito del dominio mondiale degli ebrei sia solo un fenomeno isolato che riguarda i no-vax radicali e i partiti di estrema destra, è completamente fuori strada. Che si tratti del settore immobiliare, di un nuovo accordo commerciale o delle elezioni presidenziali americane: nella sezione dei commenti, prima o poi, c'è qualcuno che vede lo zampino degli ebrei dietro al fatto di cronaca illustrato nell'articolo.

Insomma, è chiaro che la ragione alla base dell'antisemitismo, ovvero la rappresentazione degli ebrei come persone prepotenti, avidi e sleali, è un terreno fertile per ogni teoria del complotto che si rispetti. Non c'è quindi da stupirsi che complottismo e antisemitismo vadano spesso a braccetto.

Un linguaggio in codice

Nonostante le numerose analogie tra i pregiudizi antisemiti e i classici miti del complottismo, le teorie cospirative moderne non fanno quasi mai riferimento in modo esplicito agli ebrei. Il motivo è da ricercarsi nel fatto che, perlomeno pubblicamente, l'antisemitismo è diventato tabù dalla fine della Seconda guerra mondiale. Eppure, questo tabù linguistico non impedisce alle persone di continuare ad avere pensieri antisemiti. Anziché dimostrarlo apertamente, si fa ricorso ad alcune parole in codice. Invece di «ebrei» si parla di «capitalisti», «cosmopoliti»,

«finanzieri» e «sionisti» che segretamente comandano il mondo.

Le teorie del complotto moderne rispecchiano questo codice. Solo negli ambienti più estremi si incolpano direttamente gli ebrei della pandemia. In alternativa, si fa riferimento a gruppi o individui specifici come i Rotschild, George Soros o il Mossad.

Molte persone non sono nemmeno consapevoli delle allusioni antisemite, che in alcuni casi si diffondono perfino tra il grande pubblico. Per esempio, nel 2016 la Gioventù Socialista Svizzera ha pubblicato su Facebook una caricatura per promuovere l'iniziativa contro la speculazione sulle derrate alimentari. L'abbigliamento e i tratti somatici dell'avidio finanziere ritratto nell'immagine rispecchiavano lo stereotipo dell'ebreo avido e assetato di potere che sa influenzare la politica svizzera (rappresentata dall'allora consigliere federale Schneider-Amman).

Ed ecco il pericolo: se l'antisemitismo esplicito diventa tabù, la comprensione del fenomeno tende a venire meno e queste immagini subdolamente antisemite possono farsi inavvertitamente strada tra diverse fasce della popolazione. Una fiammella, una frazione di persone che nutre attivamente pensieri antisemiti, se alimentata da un flusso costante di linguaggio e immagini con connotazioni antisemite, in un batter d'occhio può trasformarsi in un incendio.

Dina Wyler è responsabile della Fondazione contro il razzismo e l'antisemitismo (GRA).
d.wyler@gra.ch

«Mussolini ha fatto anche cose buone»: le bufale sul duce e sul fascismo che impazzano sul web

Sulla rete corrono vecchie narrazioni e nuove bufale inventate di sana pianta su quanto di buono avrebbero fatto Mussolini e la sua dittatura. Lo storico italiano Francesco Filippi le ha esaminate e, sulla base di quanto ormai acquisito da tempo dalla storiografia, le ha smontate una ad una. Ne è uscito una sorta di «manuale di autodifesa» dalle fake news storiche intitolato provocatoriamente «Mussolini ha fatto anche buone cose. Le idiozie che continuano a circolare sul fascismo».

Intervista a cura di Adriano Bazzocco

Il suo libro ha un impianto inconsueto. È una specie di catalogo di mitologie che magnificano Mussolini e il Ventennio fascista, che Lei ha provveduto a demolire. Che cosa L'ha indotto a scriverlo?

Francesco Filippi: Gli italiani hanno con la memoria del Ventennio un grande problema. Viaggiando, per la mia professione di formatore, con i ragazzi in giro per l'Europa chiedevo loro come venissero in contatto con la storia. Ho scoperto che il fascismo e, più in generale, i totalitarismi sono molto presenti sui social in una forma di fruizione molto particolare, i cosiddetti memi. Ci sono molte pagine su Instagram che si occupano di storia attraverso immagini e brevi filmati, e lo fanno titillando ed emozionando con stereotipi, in modo superficiale, talvolta con brutale ironia. C'è quindi una banalizzazione generale del tema della prima metà del Novecento sui social. Per quanto riguarda l'Italia mi è stato riferito che sui social – Instagram, Facebook e anche TikTok – gira una serie di bufale incredibili sul fascismo. Nel mio libro parlo di queste bufale.

Eppure, la storiografia italiana si è occupata a fondo di questo periodo storico.

La storiografia accademica sul fascismo italiano possiamo definirla come la più ampia, variegata, interessante e dialogante. E allora mi sono chiesto: perché c'è questa distanza tra un'accademia approfondita, attenta, capace e una società che non percepisce questa ricchezza scientifica, ma in qualche modo si ritrova sempre a navigare nella stessa pozzanghera dei tre o quattro stereotipi triti e ritriti, che tra l'altro la storiografia ha smentito da tempo? E da qui nasce il libro, che è costruito come un manuale, e che vuole essere una piccola scatola degli attrezzi per sgomberare il campo dalle fake news sul regime mussoliniano.

Questa frattura tra accademia e società è tipicamente italiana?

In realtà, in tutti i Paesi europei c'è un modo di rappresentare la storia pubblica che tende a costruire una mitizzazione più o meno purificata di elementi storici sgraditi e un impianto pubblico di menta-

lità storica abbastanza lontano da quello che è lo studio accademico.

L'Italia ha fatto i conti con la sua storia?

È questo un grande problema che presenta due corni. Da un lato, dall'estate 1943, in Italia si combatte una guerra civile che mette in standby il giudizio sul Ventennio fascista. Inoltre, al termine della guerra, gli Alleati non richiedono con tenacia una Norimberga italiana. La loro priorità è ancorare solidamente l'Italia al campo occidentale. Gran parte dell'establishment fascista non viene rimosso. D'altronde, per gli italiani la domanda «chi è stato fascista?» è difficile da gestire, perché dopo vent'anni di fascismo chi può dirsi pulito? Il secondo corno del problema è che, visto che non c'è stata una contestualizzazione storica e quindi una sostanziale demolizione dell'immagine del fascismo, la propaganda ventennale è rimasta sotto-traccia e in circolo all'interno dell'opinione pubblica italiana. E ogniqualvolta in Italia va in crisi il modello democratico repubblicano, c'è sempre qualcuno che si volta indietro e dice, caspita, una volta sì che le cose funzionavano.



GESÙ
LO HANNO
UCCISO
GLI EBREI!!

TECNICAMENTE
SONO STATI I ROMANI

ALLORA ERANO
ROMANI EBREI!

A DIRE IL
VERO ANCHE
GESÙ ERA
EBREO.

ALLORA
SI È
SUICIDATO!
AARGH!

In Italia si percepisce molto spesso la voglia di un uomo della provvidenza, di un uomo forte che metta finalmente ordine, ci capisca, ci liberi dalle nostre paure e ci dia sicurezza.

L'uomo forte è la rappresentazione dei bisogni non compresi di una società. Quando ci si trova di fronte a sfide che richiedono complessità ci possono essere due modi per reagire: affrontare la complessità, quindi un atteggiamento di carattere forte, adulto, coeso; oppure ricercare la soluzione bambinesca, ovvero c'è un problema troppo grande, chiamiamo qualcuno che se ne intenda. La proiezione dell'uomo forte è uno dei più gravi sintomi dell'inadeguatezza della classe politica nel proprio complesso.

La figura di Mussolini è presente nel dibattito politico attuale?

Sì, Mussolini è presente nel dibattito politico attuale, ed è presente con un peso specifico sempre più forte e sempre più imbarazzante. È presente nelle frange più nostalgiche di estrema destra, ovvero quelli che in maniera un po' ridicola se ne vanno in giro a fare il saluto romano con le camicie nere. E anche in quelle dell'estrema destra ideologica.

Ma queste sono frange minoritarie, che non costituiscono un pericolo.

Il pericolo è la massa dei fascisti inconsapevoli. Coloro che professano il proprio antifascismo e nei fatti perseguono una nostalgia del passato fascista. L'esempio che cito spesso, secondo me sconvolgente, è quello del deputato di Forza Italia Antonio Tajani. Intervistato nel 2019, quando era presidente del Parlamento europeo, disse che fatti salvi la guerra, le leggi razziali e l'assassinio di Matteotti, Mussolini fece cose buone. Queste parole le ha pronunciate il più alto rappresentante della politica elettiva europea! Quest'uscita destò ovviamente scandalo. Il giorno dopo, a chi gli chiese di dare conto delle sue affermazioni, Tajani affermò di essere «un convinto antifa-

Gli italiani hanno con la memoria del Ventennio un grande problema.

scista», e che nessuno poteva metterlo in dubbio. E sa qual è il problema? Che ci crede davvero. Crede di poter dire che l'assassinio di Matteotti – tra i più efficaci, dei numerosi crimini del fascismo – è un incidente della storia e crede di poter dire contemporaneamente di essere antifascista. Mussolini è presentissimo nei discorsi della politica italiana, purtroppo.

Nel Suo libro mi sembra che ci siano due tipologie di bufale: quelle create ad arte ai giorni nostri, direi le fake news in senso stretto, e poi le narrazioni costruite durante il Ventennio dal regime stesso che si sono tramandate e ancora circolano benché da tempo smentite dalla storiografia.

È vero, c'è tutta una costruzione, fasulla, che parte dal regime stesso. L'esempio classico è quello delle bonifiche delle paludi dell'Agro Pontino, nel Lazio. Il regime riuscì a costruire su quest'opera una narrazione fortissima su un totale fallimento. Fu un'opera costosissima che fu dichiarata conclusa quando appena il 10 per cento di quanto promesso era stato realizzato. Di fronte a un tale fallimento qualsiasi governo europeo verrebbe travolto da uno scandalo. Eppure, grazie al monopolio dell'informazione che aveva il fascismo e a connivenze varie nello Stato e nell'apparato produttivo e industriale, quest'opera fallimentare venne celebrata come grande conquista e messa come una medaglia al petto del fascismo. E io ancora oggi ho dei ragazzini di 17 o 18 anni, che hanno una conoscenza basilica del fascismo, che mi dicono sì, va beh, però Mussolini ha fatto le bonifiche. Per quanto riguarda il secondo tipo di fake news, quelle inventate di sana pianta, ricordo una volta in un dibattito un signore che disse «vergognatevi, tacete, Mussolini ha portato l'università in Italia»: peccato che l'Università di Bologna è del 1088, la più antica del mondo!

Una delle narrazioni di cui si occupa nel libro è quella secondo la quale Mussolini e la dittatura non furono razzisti. Le leggi razziali del 1938 sarebbero un cedimento alla volontà di Hitler e furono applicate in Italia quasi contro voglia in modo piuttosto blando. Corrisponde al vero?

È una emerita stupidaggine, che serve a lavare la coscienza di milioni di italiane e italiani. Intendiamoci, agli inizi del Novecento il razzismo era diffuso in tutti i Paesi, tutti gli europei bianchi lo erano. Il problema è che Mussolini ha nel razzismo biologico uno dei suoi punti forti di politica fin dall'inizio. Lui è un razzista biologico, crede nella teoria della razza. Si fa perfino inventare dai suoi pseudoscientifici il concetto di razza mediterranea. E la teoria della razza la applica, ad esempio nelle colonie. Nel 1937 emana nell'Etiopia – invasa dall'esercito italiano due anni prima – una legislazione razziale, che oggi chiameremmo di apartheid, per evitare il meticciato, con la quale ad esempio si impediva ai figli di unioni miste di accedere alla cittadinanza italiana. Nel 1938, a giustificazione dell'emanazione delle leggi razziali contro gli ebrei, si sostenne che così come ha difeso la razza nelle colonie, il fascismo doveva ora provvedere a difenderla anche

In tutti i Paesi europei c'è un modo di rappresentare la storia pubblica che tende a costruire una mitizzazione più o meno purificata di elementi storici sgraditi.

in Italia. Le leggi razziali del 1938 non sono una copia di quelle di Norimberga, ma sono la via italiana al razzismo. È stato sufficiente prendere la normativa razzista elaborata nelle colonie e sostituire la parola indigeno o «non bianco» con ebreo o giudeo. Non c'è stata alcuna pressione da parte di Hitler.

Com'è stato recepito il Suo libro in Italia?

Il libro è stato un bestseller della sua stagione e continua a vendere molto bene. Indicativo di come sia stato recepito sono i commenti sulle piattaforme di vendita: o grande entusiasmo sottolineato dalle cinque stellette con commenti del tipo «finalmente è arrivato questo libro», oppure una stellina, perché zero non è possibile, dicendo «un signore che anziché fare storia fa politica». Il libro suscita interesse anche fuori dall'Italia: è già stato tradotto in francese e saranno ben presto pubblicate anche le traduzioni tedesca e inglese.

Per concludere, come si può fare per orientarsi nel mondo delle fake news storiche presenti sul web?

È una domanda molto complessa. Le fake news di carattere storico sono un esempio del più ampio e complesso mondo dei problemi riguardanti l'informazione oggi. Le fake news storiche sono una parte delle fake news di cui siamo travolti tutti i giorni. Il web è uno strumento molto utile, ma che può essere anche molto pericoloso, per noi stessi e per gli altri. Deve essere utilizzato soltanto conoscendone i pericoli. È importante aumentare il livello di consapevolezza e affrontare il tema a livello scolastico.

Francesco Filippi, storico della mentalità e formatore, fa parte dell'associazione di promozione sociale Deina, che organizza viaggi di memoria e percorsi formativi in collaborazione con scuole, istituti storici e università italiane.
francesco.filippi@deina.it

« Mussolini a aussi fait de bonnes choses » : les mensonges et autres inepties sur le Duce et le fascisme qui pullulent sur Internet

Les vieilles légendes et les récentes inventions sur les prétendus bienfaits de Mussolini et de son régime dictatorial pullulent sur Internet. L'historien italien Francesco Filippi a passé en revue les informations mensongères qui circulent sur cette période historique et les a démontées point par point sur la base des connaissances historiographiques actuelles. Il en a tiré une sorte de manuel d'autodéfense, paru en français sous le titre « Y a-t-il de bons dictateurs ? Mussolini, une amnésie historique » (Vuibert, 2020).

Entretien réalisé par Adriano Bazzocco

Votre livre a une structure insolite. Vous avez établi un catalogue de mythes à la gloire de Mussolini et du régime fasciste, que vous vous attachez à déconstruire un à un. Qu'est-ce qui vous a poussé à l'écrire ?

Francesco Filippi : Les Italiens ont un grand problème de mémoire historique par rapport à la période fasciste. Lors de mes différents cours à travers l'Europe, j'ai demandé à mes élèves comment ils entraient en contact avec les sujets historiques. C'est ainsi que j'ai découvert que le fascisme et les régimes totalitaires en général sont très présents sur les réseaux sociaux sous forme de memes, des contenus visuels typiques de ces médias. Nombreuses sont les pages Instagram qui abordent des thématiques historiques de manière superficielle, voire parfois avec une ironie brutale, au travers d'images et de brèves

vidéos basées sur des stéréotypes qui visent à provoquer ou à déclencher des émotions. On observe donc une banalisation généralisée des problématiques de la première moitié du XX^e siècle sur les réseaux sociaux. En ce qui concerne l'Italie et la période fasciste, on m'a fait remarquer qu'une série d'inepties incroyables circulaient sur Instagram, Facebook ou TikTok. Je m'en suis servi pour écrire mon livre.

Pourtant, l'historiographie italienne s'est beaucoup intéressée à cette période historique.

L'historiographie académique sur le fascisme italien est la plus complète, variée, intéressante et argumentée que l'on puisse trouver sur cette période historique. Je me suis donc demandé d'où venait cet écart entre d'un côté ce travail de recherche approfondi, attentif

Les Italiens ont un grand problème de mémoire historique par rapport à la période fasciste.

et compétent et, de l'autre, une société qui, au lieu de percevoir cette richesse scientifique, ne cesse de ressasser toujours les trois ou quatre mêmes stéréotypes mâchés et remâchés que l'historiographie a par ailleurs démentis depuis longtemps. C'est de là que naît mon livre, qui est conçu comme un manuel et qui se veut une boîte à outils pour contrer les fausses informations circulant sur le régime de Mussolini.

Cette fracture entre le monde de la recherche et la société est-elle une spécificité italienne ?

En fait, dans tous les pays européens, il

existe une tendance à représenter l'histoire nationale de manière idéalisée, en gommant plus ou moins les faits historiques contrariants et en favorisant une perception collective de l'histoire assez éloignée des résultats de la recherche universitaire.

Dans tous les pays européens, il existe une tendance à représenter l'histoire nationale de manière idéalisée.

L'Italie a-t-elle réglé ses comptes avec son passé ?

Vous soulevez là un problème majeur qui présente deux facettes. D'un côté, l'Italie connaît, à partir de l'été 1943, une guerre civile qui met entre parenthèses le jugement sur la période fasciste. Par ailleurs, à la fin de la guerre, les Alliés n'ont pas insisté pour demander l'organisation d'un « Nuremberg italien ». Leur priorité était d'ancrer solidement l'Italie dans le camp occidental. La plupart des responsables fascistes n'ont pas été démis de leur fonction. Il faut aussi penser qu'il était très délicat à l'époque de déterminer qui n'avait pas été fasciste : après vingt années de dictature, peu de gens pouvaient en effet se dire totalement irréprochables. La seconde facette du problème vient du fait qu'il n'y a pas eu de contextualisation historique et donc de travail de sappe de l'image du fascisme, ce qui a permis à la propagande du régime fasciste de continuer à circuler de manière latente au sein de l'opinion publique italienne. À chaque crise du modèle démocratique républicain, certains n'hésitent pas à se tourner vers le passé et à prétendre que « c'était mieux avant ».

On a souvent l'impression que l'Italie se cherche un sauveur providentiel, une personnalité forte qui mette enfin un peu d'ordre, qui comprenne les Italiens, les libère de leurs peurs et les rassure.

Cette recherche d'une personnalité forte reflète les besoins incompris de toute une société. Il existe deux manières de réagir aux défis complexes : affronter cette complexité, c'est-à-dire adopter une attitude forte, adulte, cohérente, ou rechercher la solution puérile, qui consiste à penser que, lorsque le problème est trop grand, il faut appeler quelqu'un qui saura le résoudre. La projection de l'homme fort est l'un des symptômes les plus graves de la défaillance de la classe politique dans son ensemble.

La figure de Mussolini est-elle présente dans le débat politique actuel ?

Oui, Mussolini est présent dans le débat politique italien ; il y occupe même une place toujours plus importante et préocupante. Il est présent dans les franges les plus nostalgiques de l'extrême droite, c'est-à-dire ceux qui, sans peur du ridicule, se promènent en chemises noires en faisant le salut romain. Mais aussi dans les franges de l'extrême droite idéologique.

Mais ces franges sont minoritaires, elles ne constituent aucun danger.

Le danger vient de la masse des personnes qui sont fascistes, mais qui n'en ont pas conscience. Celles qui professent leur antifascisme, mais qui dans les faits sont nostalgiques du passé fasciste. Je cite souvent l'exemple, que je trouve choquant, du député de Forza Italia Antonio Tajani. Dans un entretien réalisé en 2019, alors qu'il était président du Parlement européen, ce dernier a déclaré qu'à l'exception de la guerre, des lois raciales et de l'assassinat de Giacomo Matteotti [député socialiste italien assassiné à Rome en 1924], Mussolini avait fait de bonnes choses. Ces mots ont été prononcés par le plus haut représentant des élus européens ! Ils ont bien entendu provoqué un scandale. Le jour suivant, prié de se justifier, Tajani expliquait qu'il était un « antifasciste convaincu » et que personne ne pouvait remettre cela

en doute. Le problème, c'est qu'il y croit vraiment ! Il pense pouvoir dire que l'assassinat de Matteotti – l'un des crimes les plus odieux du régime fasciste – est un accident de l'histoire, tout en prétendant en même temps être antifasciste. Malheureusement, Mussolini est très présent dans le débat politique en Italie.

J'ai l'impression que votre livre présente deux typologies de mystifications : celles qui sont créées de toutes pièces aujourd'hui – les fake news au sens strict – et les mythes alimentés durant la période fasciste par le régime lui-même et qui continuent de circuler alors que l'historiographie les a réfutés depuis longtemps.

C'est vrai, il y a toute une rhétorique, mensongère, lancée par le régime lui-même. L'exemple classique sont les travaux d'assèchement des marais pontins, dans la région du Latium. Le régime a réussi à construire une narration très solide sur ces travaux, alors qu'ils représentent un échec total. Ce projet très coûteux a été annoncé comme terminé alors qu'à peine 10 % des travaux promis avaient été réalisés. Face à un tel échec, n'importe quel gouvernement européen aurait été fortement ébranlé par le scandale. Pourtant, grâce au monopole de l'information dont bénéficiait le régime fasciste et à diverses complicités au sein de l'État et de l'appareil productif et industriel, ce projet désastreux a été célébré comme une grande réussite et brandi comme un étendard par le régime fasciste. Aujourd'hui encore, j'entends des jeunes de 17 ou 18 ans qui ont une connaissance basique du fascisme me dire : « Oui, bon, mais Mussolini a fait les assainissements ». Pour ce qui est du deuxième type d'informations mensongères, celles inventées de toutes pièces de nos jours, je me souviens d'un débat dans lequel un monsieur m'a dit : « Taisez-vous, vous devriez avoir honte, Mussolini a introduit l'université en Italie ». Sauf que l'université de Bologne, la plus ancienne au monde, a été créée en 1088 !

Dans votre livre, vous évoquez notamment la théorie selon laquelle Mussolini et son régime n'étaient pas racistes. Selon cette théorie, le dictateur aurait promulgué les lois raciales de 1938 sous la pression de Hitler et ces lois auraient été appliquées en Italie presque à contrecœur et de manière plutôt modérée. Est-ce vrai ?

C'est une absurdité totale, juste bonne à soulager la conscience de millions d'Italiens. Comprenez-moi bien : au début du XX^e siècle, le racisme était répandu partout, tous les Européens blancs étaient racistes. Le problème, c'est que Mussolini a fait du racisme biologique l'un de ses chevaux de bataille politique dès le début. C'était un partisan du racisme biologique, il croyait à la théorie de la race. Il a même fait créer à ses pseudos-scientifiques le concept de « race méditerranéenne ». Et il a bel et bien appliqué cette théorie de la race, par exemple dans les colonies. En 1937, il a promulgué en Éthiopie – qui avait été envahie par l'armée italienne deux ans auparavant – une législation raciale, que nous qualifierions aujourd'hui d'apartheid, qui visait à éviter le métissage en déniait par exemple aux enfants issus de mariages mixtes la nationalité italienne. En 1938, pour justifier les lois raciales antijuives, le régime a soutenu qu'il devait tout mettre en œuvre pour défendre la race italienne sur le territoire national, comme il l'avait déjà fait dans les colonies. Les lois raciales de 1938 ne sont pas une copie des lois de Nuremberg ; elles sont l'expression italienne du racisme. Il a suffi de reprendre les lois élaborées pour les colonies et de remplacer « indigène » ou « non blanc » par « Juif ». Il n'y a eu aucune pression de la part de Hitler.

Comment a été accueilli votre livre en Italie ?

Le livre a été un succès de librairie à sa sortie et continue de se vendre très bien. Les commentaires sur les plateformes de vente sont révélateurs : si certains ont accueilli mon livre avec un grand enthousiasme en lui attribuant cinq étoiles et des commentaires flatteurs, d'autres lui ont donné une étoile – parce qu'il n'est pas possible d'en mettre zéro – avec des commentaires prétendant par exemple que mon ouvrage est plus politique qu'historique. Le livre suscite aussi de l'intérêt à l'étranger : outre la traduction française, déjà parue, les traductions allemande et anglaise seront publiées prochainement.

À chaque crise du modèle démocratique républicain, certains n'hésitent pas à se tourner vers le passé et à prétendre que « c'était mieux avant ».

Pour conclure, comment faire pour s'y retrouver avec les fausses informations historiques présentes sur le web ?

C'est une question très complexe. Les fausses informations circulant sur les événements historiques sont un exemple particulier de la problématique plus large et plus complexe qui frappe l'information aujourd'hui. Elles représentent une partie des informations fallacieuses dont nous sommes submergés chaque jour. Internet est un instrument très utile, mais potentiellement très dangereux, pour nous et pour les autres. Il faut l'utiliser en ayant conscience des risques. Il est important d'améliorer la prise de conscience du problème dans la société et de traiter la question dans les écoles.

Francesco Filippi, historien des mentalités et formateur, fait partie de l'association de promotion sociale Deina, qui organise des voyages mémoriels et des parcours didactiques en collaboration avec des écoles, universités et institutions historiques italiennes.
francesco.filippi@deina.it

«Mussolini hat doch auch Gutes getan»: Im Internet wimmelt es von Unwahrheiten über den Duce und den Faschismus

Im Netz kursieren alte Märchen und neue Lügen, die belegen sollen, welche Wohltaten wir Mussolini und seiner Diktatur zu verdanken hätten. Der italienische Historiker Francesco Filippi hat sich mit diesen Falschinformationen befasst und widerlegt sie eine nach der anderen anhand inzwischen wohlbekanntem Wissens aus der Geschichtsschreibung. Daraus entstanden ist eine Art Selbstverteidigungshandbuch gegen Geschichtsklitterung, das den provokanten Titel trägt «Mussolini ha fatto anche buone cose. Le idiozie che continuano a circolare sul fascismo» (Mussolini hat doch auch Gutes getan. Nonsense, der immer noch über den Faschismus im Umlauf ist).

Das Interview führte Adriano Bazzocco

Sie haben für Ihr Buch einen ungewöhnlichen Ansatz gewählt. Es ist eine Art Katalog mit Mythen, die Mussolini und die zwei Jahrzehnte des Faschismus in Italien glorifizieren und die Sie demontieren. Was hat Sie dazu veranlasst?

Francesco Filippi: Die Italiener haben mit der Zeit des Faschismus ein echtes Problem. Auf meinen Bildungsreisen mit Jugendlichen quer durch Europa habe ich sie gefragt, wie sie Zugang zur Geschichte finden. Mir ist aufgefallen, dass der Faschismus und totalitäre Regime ganz allgemein in den sozialen Netzwerken sehr präsent sind, und zwar als sogenannte Memes, eine eigene Art von Medieninhalten. Es gibt auf Instagram zahlreiche Seiten, die sich mit Geschichte befassen, indem sie die Aufmerksamkeit mit Bildern oder kurzen Fil-

men kitzeln und Gefühle mit Stereotypen wecken, die oberflächlich und mitunter schonungslos ironisch sind. Die erste Hälfte des 20. Jahrhunderts wird auf den sozialen Netzwerken generell verharmlost. In Italien kursiert auf Social Media – auf Instagram, Facebook und auch auf TikTok – unglaublich viel Unsinn über den Faschismus. Mein erstes Buch handelt von diesen Falschmeldungen.

Dabei hat sich die Geschichtsschreibung in Italien ja intensiv mit dieser Zeit befasst.

Die akademische Geschichtsschreibung zum Thema Faschismus in Italien ist tatsächlich ausserordentlich breit, sie ist vielseitig, interessant und dialogisch. Deshalb habe ich mich auch gefragt, warum es diesen Graben gibt zwischen einer gründlichen, aufmerk-

samen, kompetenten Wissenschaft und einer Gesellschaft, die diesen akademischen Reichtum nicht wahrnimmt. Stattdessen bedient man sich aus dem immer gleichen Topf mit den drei, vier abgedroschenen Stereotypen, die im Übrigen von der Geschichtsschreibung längst widerlegt sind. So ist das Buch entstanden. Aufgebaut ist es wie ein Handbuch. Es versteht sich als eine Art Werkzeugkasten voller Instrumente, mit denen man den *Fake News* über Mussolini und sein Regime zu Leibe rücken kann.

Ist diese Kluft zwischen Wissenschaft und Gesellschaft typisch italienisch?

Tatsächlich gibt es in allen europäischen Ländern eine Art, die Geschichte darzustellen, die dazu tendiert, unangenehme Elemente mehr oder weniger sauber zu mythisieren und in der allge-

meinen Wahrnehmung eine geschichtliche Auffassung zu implementieren, die recht weit weg vom wissenschaftlichen Zugang ist.

Die Italiener haben mit der Zeit des Faschismus ein echtes Problem.

Hat Italien seine Lehren aus der Geschichte gezogen?

Das ist ein grosses Problem – mit zwei Knackpunkten. Zum einen wird seit Sommer 1943 in Italien ein Bürgerkrieg geführt, mit der Folge, dass nie eine vertiefte Auseinandersetzung mit der faschistischen Ära stattgefunden hat. Zudem hatten die Alliierten nach dem Krieg nicht hartnäckig auf einer juristischen Aufarbeitung vergleichbar mit den Nürnberger Prozessen bestanden. Ihre Priorität war es, Italien solide in den Westmächten zu verankern. Ein Grossteil des faschistischen Establishments blieb im Sattel. Auf der anderen Seite tun sich die Italiener schwer mit der Frage, wer Faschist war. Wer kann nach zwanzig Jahren Faschismus schon von sich behaupten, «sauber» zu sein? Der zweite Knackpunkt: Da die geschichtliche Einordnung ausblieb und somit das Image des Faschismus nie grundsätzlich demontiert wurde, hielt sich die faschistische Propaganda unterschwellig. Sie kursiert in der italienischen Volksmeinung noch heute. Und jedes Mal, wenn in Italien das republikanisch-demokratische Modell in eine Krise gerät, findet sich einer, der zurückblickt und ausruft: «Herrgott, es gab doch mal eine Zeit, da lief es in Italien rund!»

In Italien hört man häufig den Ruf nach dem starken Mann, dem Mann der Vorsehung, der endlich für Ordnung sorgt, der das Volk versteht, es von seinen Ängsten befreit und für Sicherheit sorgt.

Der starke Mann steht sinnbildlich für die Bedürfnisse, die eine Gesellschaft

nicht einbezieht. Wenn man vor komplexen Herausforderungen steht, gibt es zwei Arten darauf zu reagieren: Entweder man geht die Komplexität an, was einen starken, erwachsenen, kohärenten Charakter bedingt, oder man wählt den kindlichen Lösungsweg und ruft angesichts der Grösse des Problems nach jemandem, der etwas davon versteht. Der Ruf nach dem starken Mann ist eines der schwerwiegendsten Symptome für die Unzulänglichkeit der politischen Klasse als Ganzes.

Ist das Bild Mussolinis in der heutigen politischen Debatte präsent?

Ja. Mussolini ist in der aktuellen politischen Debatte präsent, und zwar mit einem Gewicht, das nicht nur zunimmt, sondern immer peinlicher wird. Er ist in den eher nostalgischen Flügeln rechts aussen präsent, bei Leuten, die sich lächerlich machen, indem sie in schwarzen Hemden umherziehen und mit dem Saluto romano grüssen. Und auch bei der ideologisch extremen Rechten.

Tatsächlich gibt es in allen europäischen Ländern eine Art, die Geschichte darzustellen, die dazu tendiert, unangenehme Elemente mehr oder weniger sauber zu mythisieren.

Das sind doch aber Minderheitsgruppierungen, von denen keine Gefahr ausgeht. Gefährlich ist die Masse an unbewussten Faschisten. Diejenigen, die sich als Antifaschisten ausgeben, in Tat und Wahrheit aber einer Sehnsucht nach der faschistischen Vergangenheit nachleben. Das Beispiel, das ich häufig erwähne und das ich erschütternd finde, ist der Forza-Italia-Abgeordnete Antonio Tajani. In einem Interview 2019, als er Präsident des Europäischen Parlaments war, sagte er, dass Mussolini, abgesehen vom Krieg,

von den Rassengesetzen und der Ermordung des Sozialisten Giacomo Matteotti, Gutes geleistet habe. Diese Aussage machte der höchste direkt gewählte Repräsentant der europäischen Politik. Die Äusserung verursachte natürlich einen Aufschrei. Als er am nächsten Tag darauf angesprochen wurde, beteuerte Tajani, ein «überzeugter Antifaschist» zu sein, was niemand bestreiten könne. Das Problem dabei: Er glaubt das tatsächlich. Er glaubt, sagen zu können, dass die Ermordung Matteottis – eines der grausamsten der vielen Verbrechen während des Faschismus – ein historischer Zwischenfall war, und er glaubt, gleichzeitig behaupten zu können, er sei Antifaschist. So ist Mussolini in den politischen Diskussionen in Italien leider nur allzu präsent.

Mir scheint, dass Sie in Ihrem Buch zwei Arten von Unwahrheiten unterscheiden: zum einen jene, die in unserer Zeit fabriziert werden, also Fake News im engeren Sinn, zum anderen Narrative, die aus den Jahren des Faschismus vom Regime selbst stammen, die überliefert wurden und heute noch kursieren, auch wenn sie längst von der Geschichtsschreibung widerlegt sind.

Das stimmt. Es gibt eine Reihe bewusst falscher Konstrukte, die vom Regime ausgingen. Das klassische Beispiel ist die Urbarmachung der Pontinischen Sümpfe in der Region Latium. Dem Regime ist es gelungen, aus einem kompletten Scheitern ein starkes Narrativ über ein Projekt zu konstruieren, das extrem teuer war und das als abgeschlossen erklärt wurde, als gerade mal zehn Prozent des geplanten Umfangs fertiggestellt waren. Angesichts eines solch eklatanten Scheiterns hätte sich jede europäische Regierung massiver Kritik stellen müssen. Doch da der Faschismus über ein Informationsmonopol und breiter Mitwisserschaft im Staat und im Produktions- und Industrieapparat verfügte, wurde das Pleiteprojekt als grossartige Leistung gefeiert und als Erfolg für den Faschismus verbucht. Und auch heute noch erlebe ich

immer wieder 17-, 18-Jährige, die über rudimentäres Wissen über die faschistische Vergangenheit verfügen, die mir sagen: «Mag sein, aber Mussolini hat doch die Sümpfe trockengelegt». Zu den *Fake News* der zweiten Kategorie, den frei erfundenen Falschmeldungen, fällt mir ein Mann ein, der bei einer Diskussion einwarf: «Ihr solltet euch schämen und schweigen. Schliesslich verdankt Italien Mussolini die Universitäten»: Dumm nur, dass die Universität von Bologna, die erste weltweit, 1088 gegründet wurde!

Jedes Mal, wenn in Italien das republikanisch-demokratische Modell in eine Krise gerät, findet sich einer, der zurückblickt und ausruft: «Herrgott, es gab doch mal eine Zeit, da lief es in Italien rund!»

Ein anderes Narrativ, mit dem Sie sich in Ihrem Buch auseinandersetzen, besagt, dass Mussolini und seine Diktatur nicht rassistisch gewesen seien. Die Rassengesetze von 1938 seien auf Druck von Hitler erlassen und in Italien nur widerwillig und in eher milder Form umgesetzt worden. Stimmt das?

Das ist völliger Unsinn, der dazu dient, das Gewissen von Millionen von Italienerinnen und Italienern reinzuwaschen. Natürlich darf man nicht vergessen, dass der Rassismus Anfang des 20. Jahrhunderts in allen europäischen Ländern weit verbreitet war. Alle weissen Europäer waren rassistisch. Das Problem besteht darin, dass Mussolini den «biologischen» Rassismus von Anfang an zu einem seiner politischen Kernpunkte gemacht hat. Er war ein biologischer Rassist, er glaubte an die Rassentheorie. Er liess sich von seinen Pseudowissenschaftlern sogar ein Konzept der mediterranen Rasse zusammenschustern. Und er setzte die Rassentheorie um, zum Bei-

spiel in den Kolonien. 1937 erliess er in Äthiopien – das zwei Jahre zuvor von der italienischen Armee eingenommen worden war – ein Rassengesetz, aus heutiger Sicht ein Apartheid-Gesetz, das, um eine «Vermischung» zu vermeiden, etwa Nachkommen aus Mischbeziehungen die italienische Staatsbürgerschaft verwehrte. Als 1938 die Rassengesetze gegen die Juden folgten, wurde als Rechtfertigungsgrund angeführt, dass der Schritt im Inland nun ebenso richtig sei wie in den Kolonien, um die Rasse per Gesetz zu schützen. Die Rassengesetze von 1938 sind zwar keine Kopie der Nürnberger Rassengesetze, aber sie belegen den italienischen Weg zum Rassismus. Es genügte, in den Rassenbestimmungen für die Kolonien die Begriffe «einheimisch» und «nicht weiss» durch «jüdisch» oder «hebräisch» zu ersetzen. Von Hitler ging keinerlei Druck aus.

Wie wurde Ihr Buch in Italien aufgenommen?

Es war der Bestseller der Saison und es verkauft sich nach wie vor sehr gut. Hinweise für die Rezeption sind die Rückmeldungen auf der Verkaufsplattform: Entweder helle Begeisterung und fünf Sternchen mit Kommentaren wie «endlich liegt ein solches Werk vor» oder ein Sternchen (denn null Sternchen geht nicht) und «Statt Geschichte macht der Herr Politik». Das Buch stösst auch im Ausland auf Interesse: Er wurde bereits ins Französische übersetzt und Versionen auf Deutsch und Englisch folgen demnächst.

Zum Abschluss eine allgemeinere Frage: Wie kann ich mich in der Flut geschichtlicher Fake News im Internet orientieren?

Eine komplexe Frage. Falschinformationen zur Geschichte sind heute wohl das breiteste und schwierigste Problemfeld rund um die Information. Sie gehören zu den *Fake News*, mit denen wir täglich konfrontiert werden. Das Internet ist äusserst praktisch, aber auch sehr

gefährlich, für uns wie für die anderen. Wer es nutzt, muss die Gefahren kennen. Es ist wichtig, dieses Bewusstsein zu stärken und das Thema in der Schule anzugehen.

Francesco Filippi ist Historiker mit Schwerpunkt Mentalitätsgeschichte, Dozent und Mitglied des Vereins für gesellschaftliche Förderung Deina, der zusammen mit Schulen, Bildungsstätten für Geschichte und den italienischen Universitäten Erinnerungsreisen und Lehrgänge organisiert.
francesco.filippi@deina.it

À l'ombre du pouvoir : retour sur l'imaginaire complotiste

Les théories du complot ne sont pas des théories ; elles sont plutôt des pratiques politiques qui ne manifestent pas la vérité d'un fait, mais la réalité d'un rapport social qui se joue et se rejoue sans cesse.

Laurence Kaufmann

Entre juillet et août 1789, des révoltes paysannes sans précédent sont suscitées par la rumeur d'un complot des aristocrates, qui tenteraient de fuir hors de France avec tout l'or du royaume afin d'engager des mercenaires sanguinaires et de les envoyer raser les villages, démolir les récoltes du tiers état et rétablir la monarchie absolue. En déclenchant les émeutes dites de la Grande Peur dans tout le pays, cette gigantesque fausse nouvelle incite les paysans à rejoindre le mouvement révolutionnaire, d'origine plutôt citadine, initié par la réunion des États généraux. Le pouvoir phénoménal de cette rumeur, qui va susciter le pillage et la destruction des châteaux, des abbayes ou des prieurés par des paysans apeurés munis de pelles et de fourches, nous incite à réfléchir à des éléments trop souvent délaissés dans les réflexions sur les complots. D'une part, les rumeurs de complot ne peuvent guère être expliquées par des traits de personnalité ou des déterminants cognitifs internes, en l'occurrence la violence archaïque des paysans. Elles manifestent d'abord et avant tout *un rapport social*, celui de la soumission politique et de l'exploitation économique des « petits » par les « grands », dont les premiers attendent respect, protection et subsistance. D'autre part, les rumeurs

de complots expriment des *émotions* de peur, de défiance, de colère et d'indignation. Dans un contexte social et économique marqué par la faim, la tension politique, l'exaspération anti-seigneuriale et le brigandage des pillards, la figure narrative du complot rend intelligible le cours chaotique des événements et transforme le sentiment fondamentalement apolitique d'inquiétude et d'impuissance en action collective.

La réalité d'un rapport social

Ce bref détour par le XVIII^e siècle nous permet de revenir avec un peu de distance sur les rumeurs de complot aujourd'hui redécrites, dans nos espaces publics ou semi-publics contemporains, en termes de *théories du complot*. Ce terme, imputé de l'extérieur par leurs adversaires, est trompeur, car il valide les prétentions épistémiques d'une pratique qui ne revêt que superficiellement les atours d'une enquête scientifique. En effet, la méthode de production de la vérité scientifique repose sur une activité d'enquête illimitée, basée sur l'administration de la preuve, la résistance à la falsification et la récolte publique des données, ainsi que sur une manière spécifique de se rapporter les uns aux autres, en l'occurrence celle, indéfiniment inclusive, de l'argumentation. Or

Le complotisme est la manifestation d'un fossé social qu'il s'agit de combler, notamment en réinstaurant une cascade de médiations entre la société civile et les milieux médiatiques, éducatifs, scientifiques et politiques.

une telle enquête, ouverte et plurielle, ne se retrouve pas dans les rhétoriques conspirationnistes pour la bonne raison que leur moteur n'est pas épistémique mais politique. Lesdites théories du complot ne sont pas des théories : tout comme les rumeurs du XVIII^e siècle, elles sont plutôt des pratiques politiques qui ne manifestent pas la vérité d'un fait, mais la *réalité d'un rapport social* qui se joue et se rejoue sans cesse. C'est précisément parce que les rumeurs de complots manifestent la réalité d'un rapport social qu'elles résistent aux démentis factuels et aux démonstrations de vérité qui leur sont opposés.

De quel rapport social les accusations complotistes qui envahissent les arènes numériques sont-elles le symptôme ?

De la déception et de la défiance que suscitent des institutions démocratiques, censées agir au nom et au service du public, mais qui transgressent, dans les coulisses du pouvoir, les normes qu'elles affichent officiellement. Une telle déception – ou une telle défiance – paraît justifiée à bien des égards. Les institutions politiques comparaissent le plus souvent sur la scène publique pour invoquer les mécanismes opaques de la (dé)régulation économique et admettre leur impuissance – une impuissance que les rumeurs de complot, on l'a vu, visent précisément à surmonter. Dispersées et difficilement identifiables, les instances économiques et financières esquivent *l'épreuve de publicité*, au double sens de mise en visibilité et d'ouverture au jugement critique, qui garantit le bon fonctionnement d'un espace public démocratique. Il n'est guère étonnant, dès lors, que la scène publique, notamment dans les situations de crise (p. ex., attaque terroriste, pandémie), soit perçue comme le lieu des faux-semblants pendant que les coulisses, elles, se voient investies d'un pouvoir occulte.

C'est précisément parce que les rumeurs de complots manifestent la réalité d'un rapport social qu'elles résistent aux démentis factuels et aux démonstrations de vérité qui leur sont opposés.

Le problème que soulèvent les rhétoriques conspirationnistes n'est donc pas la défiance, qui n'a rien en tant que telle de pathologique ; il est encore moins la tentative de dépasser l'état d'impuissance et la participation sans participation d'un public sur appel qui est tenu à distance ou exclu des vrais lieux de la décision politique. Le problème réside dans la transformation de la défiance en une forme morbide de *paranoïa* qui rapporte les inégalités et les injustices structurelles à des causalités intention-

nelles, qu'elles soient *personnelles* (p. ex., George Soros, Hillary Clinton) ou *catégorielles* (p. ex., les Juifs, les migrants). Prises dans une opposition entre Eux et Nous qui revêt la forme mortifère d'un combat entre le bien et le mal, les accusations complotistes refusent d'entrer dans les circuits officiels du droit et d'utiliser les outils juridiques que ce dernier est à même de déployer. Un tel refus s'explique par la surgénéralisation du doute et de la défiance, qui dissout la logique potentiellement juridique de l'accusation publique dans le registre fantasmatique, confiné et privatif du soupçon. Au cœur de l'imaginaire complotiste reposent ainsi la déjudiciarisation et la privatisation de l'acte d'accusation et donc le rejet de toute régulation ouverte des conflits, la révocation de toute médiation institutionnelle. Ledit « complotisme » lance des accusations qui se situent hors des institutions et refuse de valider les distinctions constitutives d'une démocratie, entre la loi, le pouvoir et le savoir. Or, si le pouvoir, la loi, le savoir se confondent et se perdent, le conflit se désinstitutionnalise et se brutalise.


Un pouvoir paranoïaque

Nous nous sommes concentrés jusqu'à présent sur les rumeurs de complots et les bruits officieux qui émanent des couches sociales exclues du pouvoir et tentent de combler à tâtons le manque d'informations sur les faits et gestes des gouvernants. L'efficacité à éclipses d'un tel parcours dépend des conspirations dont il se fait le porte-voix. En effet, l'invocation récurrente, notamment parmi les jeunes générations, du complot des reptiliens qui envahiraient la terre – par ailleurs plate, contrairement à ce que prétendent tous ceux qui affirment que l'homme a été sur la lune – reste relativement inoffensive : elle tient largement à la sociabilité que génère le partage, entre pairs, d'une connaissance initiatique, d'un ensemble de secrets dont la valeur principale est celle de l'exclusivité. Il en est tout autrement quand les incriminations complotistes stigmatisent et

L'imaginaire complotiste peut tout aussi bien se retrouver au service du pouvoir des gouvernants, hantés par la peur de perdre le contrôle des gouvernés, qu'au service de la résistance des dominés, ulcérés par les abus des puissants.

essentialisent des catégories entières de personnes en leur imputant une « causalité diabolique », tel le terrible *Protocole des Sages de Sion* qui accuse les Juifs et les francs-maçons de fomenter la conquête du monde.

Au parcours ascendant, *bottom-up*, des soupçons conspirationnistes qui envahissent *les arènes officieuses*, sorte d'enclos symboliques qui traduisent un dérèglement des repères institutionnels, il faut rajouter un parcours tout aussi essentiel : celui descendant, *top-down*, des rhétoriques complotistes qui jalonnent *les discours institutionnels*, notamment étatiques. Si la rhétorique conspirationniste informelle qui envahit les espaces numériques est inquiétante, l'inflation des discours paranoïaques au niveau des institutions l'est plus encore. En effet, les nouvelles rhétoriques populistes qui envahissent l'espace public, que ce soit en Europe (V. Orban, M. Salvini), en Amérique du Sud (J. Bolsonaro) ou aux États-Unis (D. Trump), privilégient un style de pensée paranoïaque qui se construit à l'encontre d'un ennemi commun. On le sait, le recours à la figure de l'ennemi, intérieur ou extérieur, est une stratégie redoutablement efficace. En faisant de la survie culturelle, religieuse ou « ethnique » de la communauté un enjeu majeur, il suspend les discordances ou les dissonances internes que sont susceptibles de générer les injustices sociales et économiques. Le corps politique doit oublier ses dissensions et réunir ses forces contre un adversaire hostile et sans pitié, caché dans les

A cartoon illustration of a chicken coop. In the foreground, three chickens are on the ground. One is on the left, one in the center with a question mark above its head, and one on the right. A white egg is on the ground between the center and right chickens. In the background, there is a wooden chicken coop with a ramp, a chain-link fence, a large green tree, and a blue sky with clouds. A large white speech bubble with a jagged tail pointing to the coop contains the text.

EST-CE QUE C'EST
L'EXTRÉMISME QUI CRÉE
LE COMPTISME OU LE
COMPTISME QUI CRÉE
L'EXTRÉMISME ?

profondeurs – y compris dans les profondeurs de l'État (le fameux *deep state*). L'affrontement manichéen mis en scène par la rhétorique conspirationniste des entrepreneurs du ressentiment que sont les populistes rend intenable le jugement critique, désengagé ou circonspect d'un public de spectateurs. Interpellé en tant que victime potentielle d'une violence sans merci, pris en tenailles par une politique de la peur qui en appelle à ses instincts de survie et à son sens de la loyauté, le public est obligé de *choisir son camp*. La « mort aux trousseaux », il ne peut se permettre de lancer une enquête publique sur les abus de pouvoir ou de faire « des chichis » avec des questions sociales d'éducation, de santé ou de chômage. Transformée en politique d'État, la rhétorique conspirationniste devient ainsi un jeu de désagrégation morale et épistémique que la poursuite, éminemment complotiste, des *fake news* vient parachever.

Le complotisme s'allie si bien avec d'autres formes pathologiques de rapport social, notamment le racisme, le sexisme et l'antisémitisme : il réduit un ensemble d'êtres humains à une seule propriété.

Ruminations complotistes

Dans la mesure où il manifeste non pas la vérité d'un fait mais la vraisemblance d'un rapport social, l'imaginaire complotiste peut tout aussi bien se retrouver au service du *pouvoir des gouvernants*, hantés par la peur de perdre le contrôle des gouvernés, qu'au service de la *résistance des dominés*, ulcérés par les abus des puissants. L'un et l'autre mettent en jeu un rapport social radicalement antagoniste. Vu « d'en haut », un tel rapport social donne au « commandeur en chef » le pouvoir de disqualifier toute critique

et de stigmatiser des groupes sociaux (p. ex., la caravane des migrants de Trump, le cancer homosexuel de Bolsanoro) en les ramenant à une intentionnalité malveillante et destructrice. Vu « d'en bas », ce rapport social antagoniste est celui qui oppose le *Nous* des petits, des travailleurs et des exploités au *Eux* des riches et des nantis, qui multiplieraient les stratégies occultes, les mensonges et les manipulations pour *Nous* faire taire. C'est ce rapport social que dénoncent les rumeurs de complot d'enlèvement d'enfants, qui se retrouvent aussi bien dans les émeutes parisiennes du XVIII^e siècle que dans les soulèvements américains des QAnon du XXI^e siècle.

Par delà leurs différences, ces deux parcours conspirationnistes, descendant et ascendant, misent sur un même imaginaire manichéen, celui du combat entre le bien et le mal, entre la lumière des justes et la conspiration des ténèbres. Cet imaginaire est paradoxalement peu imaginaire. Loin d'être prospectif, l'univers qu'il propose fonctionne sur le mode de la confirmation et de la répétition de la culpabilité de celles et ceux, puissants, « losers », « profiteurs », étrangers ou traîtres, qui s'attaquent à la survie de la communauté. L'imaginaire complotiste prive les rapports sociaux de toute épaisseur temporelle, de toute densité expérientielle : l'histoire n'a qu'un sens, écrit d'avance, celui d'un complot permanent qui se noue dans un espace clos dont les frontières départagent les êtres moraux et les êtres immoraux.

Le complotisme identitaire

Imperméable à tout principe de réalité, l'imaginaire complotiste obéit à un rationalisme morbide qui délaisse les conflits réels pour des luttes imaginaires. C'est bien pourquoi le complotisme s'allie si bien avec d'autres formes pathologiques de rapport social, notamment le *racisme*, le *sexisme* et l'*antisémitisme* : il réduit un ensemble d'êtres humains à une seule propriété (p. ex., étranger, noir, mexicain, juif, migrant, femme) à l'exclusion de toute autre possible. Comme tous les

processus de stigmatisation, il tend à prolonger cette première étape, qui est celle de la dépersonnalisation, par une deuxième, celle de la dégradation ou de la déshumanisation, comme on peut l'observer dans l'expression « le cancer des migrants ». Ainsi le complot dit du « grand remplacement », très prisé par les milieux d'extrême droite en Europe et les suprémacistes blancs aux États-Unis, désigne le projet d'« invasion migratoire » et de « substitution ethnique » que fomenteraient les nouveaux « barbares », notamment musulmans. Ourdie avec la complicité des élites, cette conspiration criminelle menacerait l'identité blanche et chrétienne. En misant sur les peurs identitaires, le « remplacisme » propose un prêt-à-croire portatif, aisément mobilisable quel que soit l'espace culturel, géographique et historique qu'il traverse. En effet, les contours flous et la structure polémique qui le caractérisent le rendent aisément inflammable : l'autre est par principe une figure menaçante, un être *qui nous est étranger*, dont le sort ne nous concerne pas ou, pis, dont la différence nous insupporte.

Ressaisi sous des bannières identitaires, le complotisme dresse ainsi les tréteaux d'une communauté close sur elle-même, incapable de s'ouvrir vers l'extérieur – impur par définition. La seule politique qu'il peut préconiser n'est pas une véritable politique, mais une *thérapeutique* : il s'agit de réunir les forces sociales encore saines pour éliminer, purifier les éléments corrompus, malfaisants, infiltrés ou insalubres qui menacent la pureté du corps social. Basé non sur l'agir mais sur l'être, le complotisme identitaire se pose en opposition et reconstitue ainsi, par la négative, l'unité de la communauté qu'il appelle de ses vœux. Une telle communauté, construite sur un principe d'identité et non pas sur un horizon d'action, est par définition incivile : l'autre, dans sa différence biographique et ses particularités culturelles, apparaît comme un scandale qui nuit à l'identité individuelle et collective, laquelle devrait être préservée à tout prix. En faisant miroiter

le fantasme d'une identité absolument pure, elle ne peut composer avec la différence ou le différend, qu'elle comprend uniquement comme synonymes de trahison ou de corruption ; elle ne peut guère que les combattre, y compris en son sein.

Plutôt que d'invoquer sans cesse la démocratie comme une forme politique froide et squelettique, celle de l'élection des représentants, il faudrait plutôt revenir à l'idée sociale de la démocratie en tant qu'échange mutuel, libre et symétrique.

Conclusion : espace public désaffecté et arènes inciviles

Il semble clair que l'imaginaire complotiste manifeste un rapport social antagoniste qui se joue en marge de l'« entre-deux » d'action et de paroles que constitue l'espace public. Aux rhétoriques conspirationnistes qui essaient dans les différentes bulles informationnelles cloisonnant les espaces numériques répondent, dans une sorte de miroir inversé, les jeux d'ombres que le pouvoir d'État impute à ses opposants. Dans un cas comme dans l'autre, l'espace public en tant que lieu pacifié de délibération et de confrontation des opinions se trouve littéralement *désaffecté*, pendant que les coulisses sont réinvesties d'un pouvoir extraordinairement incivil. Une telle incivilité ne peut guère être désamorcée, à mon sens, par une argumentation qui vise à réhabiliter la vérité et la raison envers et contre les supposés crédules, embourbés dans leurs vices cognitifs et leurs biais épistémiques. La réponse ne peut être que *relationnelle* : les collectifs conspirationnistes prennent forme et sens lorsqu'ils sont rapportés à ce qu'ils prétendent nier et réfuter.

Comment résoudre la désaffection incivile de nos espaces publics démocratiques ? Le complotisme est la manifestation d'un fossé social qu'il s'agit de combler, notamment en réinstaurant une cascade de médiations entre la société civile et les milieux médiatiques, éducatifs, scientifiques et politiques. Plutôt que d'invoquer sans cesse la démocratie comme une forme politique froide et squelettique, celle de l'élection des représentants, il faudrait plutôt revenir à l'idée sociale de la démocratie en tant qu'échange mutuel, libre et symétrique. Seule la mise en pratique d'une telle idée peut venir à bout de la *société à double fond* qui hante l'imaginaire contemporain, que ce soit celui des États « conspirationnistes », celui des réseaux sociaux officieux ou, dans une moindre mesure, celui de son vis-à-vis « anti-complotiste ». Et éviter, par là même, que la logique binaire et antagonique du *Eux* contre *Nous* que fige le complotisme ne s'impose de manière irréversible.

Docteure en sciences sociales, Laurence Kaufmann est professeure à l'Université de Lausanne. laurence.kaufmann@unil.ch

BIBLIOGRAPHIE

Arendt H. ([1954] 1972). *La crise de la culture*. Paris : Gallimard.

Favret-Saada J. (2011), « La mort aux trousses », *Penser/Rêver*, no 20, pp. 207-220.

Hofstadter R. ([1964] 2012). *Le Style paranoïaque. Théories du complot et droite radicale en Amérique*. Paris : François Bourin Éditeur.

Kaufmann L. (2018). Debunking deference: the delusions of unmediated reality in the contemporary public sphere. *Javnost. The Public*, 25 (1/2), pp.11-19.

Lefebvre G. (1988 [1932]). *La grande Peur de 1789*. Paris : Armand Colin.

Lefort C. (1978). *Les formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*. Paris : Gallimard.

Poliakov L. (1980), *La Causalité diabolique*. Paris : Calmann-Lévy.

Terzi C. (2016), « Peut-on construire des minarets en Suisse ? Les errements de la démocratie directe face à une question déplacée ». *Esprit*, no 429, pp. 100-114.

Im Schatten der Macht: ein Rückblick auf verschwörungstheoretische Weltanschauungen

Verschwörungstheorien sind keine Theorien. Es sind vielmehr politische Praktiken, die nicht die Wahrheit einer Sache aufzeigen, sondern die Wirklichkeit eines sozialen Verhältnisses, das immer wieder aufs Neue geschaffen wird.

Laurence Kaufmann

Zwischen Juli und August 1789 löste das Gerücht einer Verschwörung der Aristokratie noch nie dagewesene Bauernaufstände, die sogenannte Grande Peur, aus. Es hiess, die Adeligen würden mit den Goldreserven des Königreichs aus Frankreich zu flüchten versuchen und blutrünstige Söldner aussenden, um die Dörfer dem Erdboden gleichzumachen, die Ernten des dritten Standes zu zerstören und die absolute Monarchie wiederherzustellen. Diese gigantische Falschinformation sorgte landesweit für Unruhen und veranlasste die Bauern dazu, sich der ursprünglich eher bürgerlichen Revolutionsbewegung anzuschliessen, die von der Versammlung der Generalstände angestossen worden war. Die aussergewöhnliche Macht dieses Gerüchts, das die Plünderung und Zerstörung von Schlössern, Abteien und Prioraten durch verängstigte, mit Schaufeln und Gabeln bewaffnete Bauern zur Folge hatte, regt uns dazu an, über Aspekte nachzudenken, die in den Überlegungen zu Verschwörungen häufig zu kurz kommen. Einerseits können Verschwörungsgerüchte kaum durch Persönlichkeitsmerkmale oder interne kognitive Faktoren, in diesem Fall die archaische Gewalt der Bauern, erklärt werden. Sie offenbaren vor allem *ein soziales Verhältnis*, nämlich jenes der politischen

Unterwerfung und der wirtschaftlichen Ausbeutung der «Kleinen» durch die «Grossen», von denen Respekt, Schutz und Existenzsicherung erwartet werden. Andererseits bringen Verschwörungsgerüchte *Gefühle* der Angst, des Misstrauens, der Wut und der Empörung zum Ausdruck. In einem gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Kontext, der durch Hunger, politische Spannungen, anti-herrschaftlichen Unmut und räuberisches Banditenunwesen geprägt ist, lässt das Verschwörungsnarrativ den chaotischen Lauf der Dinge nachvollziehbar erscheinen und verwandelt das grundsätzlich apolitische Gefühl der Unruhe und der Machtlosigkeit in kollektives Handeln.

Die Wirklichkeit eines sozialen Verhältnisses

Nach diesem kurzen Abstecher ins 18. Jahrhundert kommen wir mit etwas Abstand auf die heutigen Verschwörungsgerüchte zurück, die in unserem öffentlichen oder halb-öffentlichen Raum neu als *Verschwörungstheorien* bezeichnet werden. Dieser Begriff, der ihnen von ihren Gegnerinnen und Gegnern zugeschrieben wurde, ist trügerisch, denn er anerkennt die epistemischen Ansprüche einer Praxis, die im Gewand einer wissenschaftlichen Untersuchung daherkommt. Die Methode der

Eben gerade weil Verschwörungsgerüchte die Wirklichkeit eines sozialen Verhältnisses abbilden, halten sie sachlichen Widerrufen und entgegengesetzten Wahrheitsbeweisen stand.

Produktion wissenschaftlicher Wahrheit beruht auf einer Tätigkeit der unbeschränkten Untersuchung, gestützt auf Beweisführung, Falsifizierungsresistenz und öffentliche Datenerhebung, und man bezieht sich – unbegrenzt inklusiv argumentierend – in einer spezifischen Weise aufeinander. Eine solch offene und pluralistische Untersuchung ist jedoch in den Verschwörungsdiskursen nicht zu finden, aus dem einfachen Grund, dass diese nicht epistemisch, sondern politisch motiviert sind. Verschwörungstheorien sind keine Theorien. Wie die Gerüchte des 18. Jahrhunderts sind es vielmehr politische Praktiken, die nicht die Wahrheit einer Sache aufzeigen, sondern die *Wirklichkeit eines sozialen Verhältnisses*, das immer wieder aufs Neue geschaffen wird. Eben gerade weil Verschwörungsgerüchte die Wirklichkeit eines sozialen

Verhältnisses abbilden, halten sie sachlichen Widerrufern und entgegengesetzten Wahrheitsbeweisen stand.

Welches soziale Verhältnis widerspiegeln nun aber die Verschwörungsvorwürfe, die in den digitalen Medien Einzug halten? Die Enttäuschung und das Misstrauen, das die demokratischen Institutionen auslösen, die im Namen und im Dienst der Öffentlichkeit handeln sollten, aber hinter den Kulissen der Macht Normen übertreten, für die sie offiziell einstehen. Diese Enttäuschung respektive dieses Misstrauen scheint in vielerlei Hinsicht gerechtfertigt. Meistens erscheinen die politischen Institutionen auf der öffentlichen Bühne, um sich auf die undurchsichtigen Mechanismen der wirtschaftlichen (De-)Regulierung zu berufen und ihre Machtlosigkeit einzugestehen – eine Machtlosigkeit, die die Verschwörungsgeschichten wie erwähnt eben gerade überwinden wollen. Die verstreuten und schwer identifizierbaren wirtschaftlichen und finanziellen Instanzen entziehen sich *der öffentlichen Prüfung* – im doppelten Sinne des in Erscheinungtretens wie auch der Offenheit für kritische Beurteilungen –, die die gute Funktionsweise eines demokratischen öffentlichen Raums gewährleistet. Folglich erstaunt es wenig, dass die öffentliche Bühne, insbesondere in Krisensituationen (z. B. terroristische Anschläge, Pandemie) als Scheinwelt wahrgenommen wird, während den Kulissen eine geheime Macht zugeschrieben wird.

Problematisch an Verschwörungsreden ist also nicht das Misstrauen, das an sich nichts Krankhaftes ist, und noch weniger der Versuch, den Zustand der Ohnmacht und der unbeteiligten Beteiligung einer Öffentlichkeit auf Abruf, die von den wirklichen Orten der politischen Entscheidungsfindung ferngehalten oder ausgeschlossen wird, zu überwinden. Das Problem ist die Umwandlung des Misstrauens in eine krankhafte Form von *Paranoia*, die Ungleichheiten und strukturelle Ungerechtigkeiten auf Kausalzusammenhänge zurückführt, bei

denen gewissen *Personen* (z. B. George Soros, Hillary Clinton) oder *Gruppen* (z. B. die jüdische Gemeinschaft, die Migrationsbevölkerung) Absichten unterstellt werden. Gefangen in einer Opposition zwischen einem *Wir* und einem *Sie*, die die zerstörerische Form eines Kampfs zwischen Gut und Böse annimmt, verweigern sich Verschwörungsvorwürfen den offiziellen Rechtswegen und den rechtlichen Mitteln, die zur Verfügung stünden. Diese Verweigerung ist mit der Übergeneralisierung des Zweifels und

Der Verschwörungswahn ist Ausdruck einer sozialen Kluft, die es zu überwinden gilt. Dies gelingt insbesondere über die Wiedereinführung einer Reihe von Mediationen zwischen der Zivilgesellschaft und den Medien, dem Bildungswesen, der Wissenschaft und der Politik.

des Misstrauens zu erklären, die die potenziell rechtliche Logik der öffentlichen Anschuldigung in der fantastischen, begrenzten und privaten Kategorie des Verdachts auflöst. Im Zentrum der Verschwörungsweltanschauung steht somit die Entjustizialisierung und die Privatisierung der Anklage und damit die Ablehnung einer offenen Konfliktaustragung, der Widerruf jeglicher institutioneller Vermittlung. Der Verschwörungswahn erhebt Anschuldigungen, die sich ausserhalb der Institutionen bewegen, und weigert sich, die für eine Demokratie grundlegende Unterscheidung zwischen Gesetz, Macht und Wissen anzuerkennen. Wenn sich jedoch Macht, Gesetz und Wissen vermischen und verlieren, wird der Konflikt entinstitutionalisiert und brutalisiert.

Eine paranoide Macht

Bisher haben wir uns auf Verschwörungspropaganda und inoffizielle Gerüchte aus

sozialen Schichten konzentriert, die von der Macht ausgeschlossen sind und die versuchen, sich an die fehlenden Informationen über das Tun und Handeln der Regierenden heranzutasten. Die Effizienz eines solchen Kurses ist zufallsbedingt und hängt von den Verschwörungen ab, die geltend gemacht werden. Relativ harmlos bleibt der insbesondere unter jüngeren Generationen verbreitete Glaube an eine Verschwörung von Echsenmenschen, die sich auf der Erde ausbreiten würden – die im Übrigen flach ist, entgegen der Behauptung all jener, die an die Mondlandung glauben: Er dient hauptsächlich dem Zugehörigkeitsgefühl unter Gleichaltrigen, das durch den Austausch eines Initiierungswissens, einer Reihe von Geheimnissen, deren Hauptwert die Exklusivität ist, entsteht. Ganz anders sieht es aus, wenn die Verschwörungsanschuldigungen ganze Bevölkerungsgruppen stigmatisieren und sie auf ein einziges Merkmal reduzieren, wobei ihnen eine «teuflische Kausalität» unterstellt wird. So beispielsweise beim abscheulichen «Protokoll der Weisen von Zion», das die Juden und die Freimaurer bezichtigt, zur Eroberung der Welt anzusetzen.

Zu diesem «Bottom-up»-Kurs, d. h. Verschwörungsvermutungen, die sich in *inoffiziellen Kanälen* verbreiten, gewissermassen in symbolischen Gehegen, die eine Störung der institutionellen Bezugspunkte aufzeigen, kommt ein anderer, ebenso wichtiger Kurs hinzu: der «Top-down»-Weg, also Verschwörungsreden, die den *institutionellen, insbesondere staatlichen Diskurs* pflastern. Bereits die überbordende informelle Verschwörungsrhetorik in den digitalen Räumen ist besorgniserregend; noch beunruhigender ist jedoch die inflationäre Ausbreitung paranoider Diskurse auf institutioneller Ebene. Die neue populistische Rhetorik, die den öffentlichen Raum durchdringt, sei es in Europa (V. Orban, M. Salvini), Südamerika (J. Bolsonaro) oder in den USA (D. Trump), setzt bevorzugt auf eine paranoide Denkart, die gegen einen gemeinsamen Feind

gerichtet ist. Der Rückgriff auf die Figur des inneren oder äusseren Feindes ist bekanntermassen eine äusserst effiziente Strategie. Indem das kulturelle, religiöse oder «ethnische» Überleben der Gemeinschaft zu einer zentralen Herausforderung erklärt wird, werden interne Unstimmigkeiten oder Dissonanzen, die durch soziale und wirtschaftliche Ungerechtigkeiten entstehen können, verdrängt. Die politische Führung muss ihre Zerwürfnisse beiseiteschieben und ihre Kräfte bündeln, um gegen einen gnadenlosen Feind anzutreten, der sich in den Tiefen – einschliesslich im Tiefen Staat, dem berüchtigten «Deep State», – versteckt. Angesichts der Konfrontation zwischen Gut und Böse, die die populistischen Kreise als Anfacher der Verbitterung mit ihrer Verschwörungsrhetorik inszenieren, kann die allgemeine Öffentlichkeit nicht mehr kritisch, desinteressiert oder vorsichtig zuschauen. Als potenzielles Opfer einer erbarmungslosen Gewalt wird sie in die Zange einer Politik der Angst genommen, die an ihren Überlebensinstinkt und ihre Loyalität appelliert, und ist damit gezwungen, *sich auf eine Seite zu stellen*. Wem der Tod an den Fersen klebt, der kann sich nicht erlauben, eine öffentliche Untersuchung über Machtmissbrauch loszutreten oder viel Aufhebens um soziale Fragen zu Bildung, Gesundheit oder Arbeitslosigkeit zu machen. Die in Staatspolitik umgewandelte Verschwörungsrhetorik wird damit zu einem Spiel des moralischen und epistemischen Zerfalls, abgerundet durch die höchst konspirative Verfolgung von «Fake News».

Verschwörungsgrübeleien

Da durch den Verschwörungswahn nicht die Wahrheit eines Fakts, sondern die scheinbare Wirklichkeit eines sozialen Verhältnisses ausgedrückt wird, kann er sowohl im Dienst der *Macht der Regierenden*, die die Angst umtreibt, die Kontrolle über die Regierten zu verlieren, als auch im Dienst des *Widerstands der Beherrschten*, die tief gekränkt sind von den Missbräuchen der Mächtigen, stehen. In beiden Fällen kommt ein radikal

antagonistisches soziales Verhältnis zum Vorschein. «Von oben» betrachtet gibt ein solches Verhältnis dem «Oberbefehlshaber» die Macht, jegliche Kritik zu disqualifizieren und soziale Gruppen zu stigmatisieren (z. B. Trumps Migrantenkarawane oder Bolsonaros Krebsgeschwür der Homosexuellen), indem er ihnen böswillige und zerstörerische Absichten unterstellt. «Von unten» betrachtet steht bei diesem antagonistischen Verhältnis das *Wir* der kleinen, ausgebeuteten Arbeitenden dem *Sie* der Reichen und Wohlhabenden gegenüber, die immer mehr undurchsichtige Strategien, Lügen und Manipulationen einsetzen, um das *Wir* zum Schweigen zu bringen. Auf dieses soziale Verhältnis weisen auch die Verschwörungstheorien der Kindsentführungen hin, die sowohl in den Pariser Unruhen des 18. Jahrhunderts als auch in den amerikanischen Aufständen der QAnon des 21. Jahrhunderts zu finden sind.

Genau deshalb passt Verschwörungswahn so gut zu anderen krankhaften Formen sozialer Verhältnisse, namentlich Rassismus, Sexismus und Antisemitismus.

Ungeachtet ihrer Unterschiede setzen beide Verschwörungskurse, der absteigende und der aufsteigende, auf dasselbe manichäische Weltbild des Kampfes zwischen Gut und Böse, zwischen dem Licht der Gerechten und der Verschwörung der Finsternis. Diese Weltsicht ist paradoxerweise nicht sehr fantasievoll. Sie ist alles andere als zukunftsgerichtet und zeichnet eine Welt, die nach dem Prinzip der Bestätigung und der Wiederholung der Schuld jener – Mächtige, «Loser», «Profiteure», Ausländer oder Verräter – funktioniert, die das Überleben der Gemeinschaft bedrohen. Der Verschwörungswahn beraubt die sozialen Verhältnisse jeglicher zeitlichen und erfahrungsbedingten Dichte: Die Geschichte

hat nur einen vorbestimmten Sinn, jenen einer andauernden Verschwörung, die in einem abgeschlossenen Raum spielt, dessen Grenzen die moralischen von den unmoralischen Menschen trennen.

Identitärer Verschwörungswahn

Verschwörungsvorstellungen sind undurchlässig für jedes Realitätsprinzip und gehorchen einem morbiden Rationalismus, bei dem reale Konflikte für imaginäre Kämpfe aufgegeben werden. Genau deshalb passt Verschwörungswahn so gut zu anderen krankhaften Formen sozialer Verhältnisse, namentlich *Rassismus*, *Sexismus* und *Antisemitismus*: Er reduziert eine Gruppe von Menschen auf eine einzige Eigenschaft (z. B. ausländisch, schwarz, mexikanisch, jüdisch, zugewandert, weiblich), alle anderen werden ausgeblendet. Wie bei allen Stigmatisierungsprozessen folgt auch hier auf diesen ersten Schritt der Entpersönlichung tendenziell ein zweiter Schritt der Herabsetzung oder der Entmenschlichung, wie sich bei der Bezeichnung der Migrationsbevölkerung als «Krebsgeschwür» beobachten lässt. So wird mit der Verschwörung des «Grossen Austauschs», die bei rechtsextremen Kreisen in Europa und weissen Suprematisten in den USA hoch im Kurs steht, ein Plan der «Migrationsinvasion» und des «ethnischen Ersatzes» bezeichnet, der angeblich von den neuen «Barbaren», insbesondere der muslimischen Bevölkerung, ausgeheckt werde. Diese kriminelle Verschwörung werde unter Mitwirkung der Eliten angezettelt und bedrohe die weisse, christliche Identität. Die Theorie des «Grossen Austauschs» spricht identitäre Ängste an und bietet einen fixfertigen Glaubenssatz, der unabhängig vom kulturellen, geografischen und historischen Raum mobilisierbar ist. Aufgrund seiner unscharfen Konturen und seiner polemischen Struktur ist er leicht entflammbar: Der oder die andere ist grundsätzlich eine bedrohliche Figur, ein Mensch, *der uns fremd ist*, dessen Schicksal uns nicht betrifft oder, schlimmer noch, dessen Andersartigkeit wir nicht ertragen.

Anstatt die Demokratie ständig als eine kalte und ausgehöhlte politische Form darzustellen, die nur in der Wahl ihrer Vertretenden besteht, sollten wir wieder zum sozialen Gedanken der Demokratie als eines gegenseitigen, freien und symmetrischen Austauschs zurückkehren.

Unter dem Banner der Identität errichtet der Verschwörungswahn somit das Fundament für eine geschlossene Gemeinschaft, die unfähig ist, sich der Aussenwelt – die definitionsgemäss unrein ist – zu öffnen. Die einzige Politik, die er befürworten kann, ist keine wirkliche Politik, sondern eine *Therapie*: Es gilt, die noch gesunden sozialen Kräfte zu vereinen, um die ungesunden, verdorbenen, bösen oder eingedrungenen Elemente, die die Reinheit des sozialen Körpers bedrohen, auszumerzen. Der Verschwörungswahn, der nicht auf dem Handeln, sondern auf dem Sein beruht, stellt sich als Opposition dar und stellt damit durch Ablehnung die Einheit der Gemeinschaft wieder her, die herbeigesehnt wird. Eine solche Gemeinschaft, die auf einem Identitätsprinzip und nicht auf einem Handlungshorizont aufgebaut ist, ist per se unzivilisiert: Die anderen, mit ihren unterschiedlichen Biografien und kulturellen Eigenheiten, erscheinen als Skandal, der der individuellen und kollektiven Identität schadet, die um jeden Preis geschützt werden muss. Sie spiegelt die Wunschvorstellung einer absolut reinen Identität vor und kann nicht mit Anderssein und Andersdenken umgehen; diese betrachtet sie ausschliesslich als Synonym von Verrat oder Korruption, die – auch in ihrem Innern – nur bekämpft werden können.

Fazit: stillgelegter öffentlicher Raum und unzivilisierte Bühnen

Verschwörungsfantasien drücken offensichtlich ein antagonistisches soziales Verhältnis aus, das am Rande der Zwischenstufe zwischen Handlung und Worten, die den öffentlichen Raum ausmacht, spielt. Den blühenden Verschwörungsrhetoriken in den verschiedenen Informationsblasen, in die die digitalen Räume unterteilt sind, entsprechen – gewissermassen als umgekehrter Spiegel – die Schattenspiele, die die Staatsmacht ihren Gegnerinnen und Gegnern unterstellt. In beiden Fällen wird der öffentliche Raum als befriedeter Ort der Beratung und des Aufeinandertreffens verschiedener Meinungen buchstäblich *stillgelegt*, während den Kulissen eine äusserst unzivilisierte Macht zugewiesen wird. Diese Unzivilisiertheit kann meiner Ansicht nach kaum durch eine Argumentation entschärft werden, mit der die Wahrheit und die Vernunft gegenüber den vermeintlich Gläubigen, die in ihren kognitiven Mängeln und ihren epistemischen Verzerrungen feststecken, wiederhergestellt werden soll. Die Antwort kann nur auf der *Beziehungsebene* liegen: Verschwörungskollektive bilden sich dann aus und erhalten Sinn, wenn sie in Beziehung zu dem stehen, was sie leugnen und zurückweisen.

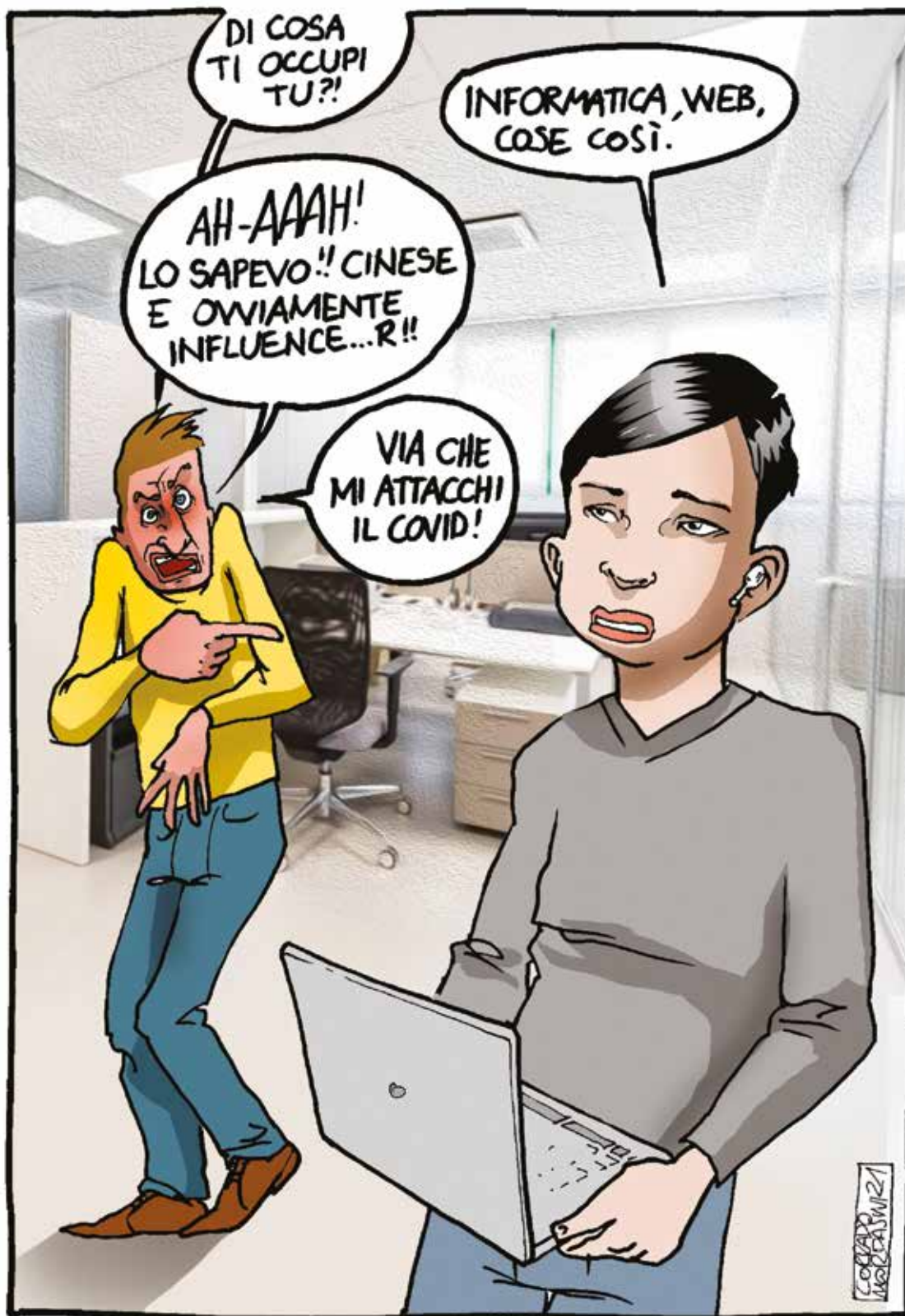
Wie kann der unzivilisierten Stilllegung unserer demokratischen öffentlichen Räume entgegengewirkt werden? Der Verschwörungswahn ist Ausdruck einer sozialen Kluft, die es zu überwinden gilt. Dies gelingt insbesondere über die Wiedereinführung einer Reihe von Mediationen zwischen der Zivilgesellschaft und den Medien, dem Bildungswesen, der Wissenschaft und Politik. Anstatt die Demokratie ständig als eine kalte und ausgehöhlte politische Form darzustellen, die nur in der Wahl ihrer Vertretenden besteht, sollten wir wieder zum sozialen Gedanken der Demokratie als gegenseitiger, freier und symmetrischer Austausch zurückkehren. Nur durch die praktische Umsetzung einer solchen Idee ist der *Gesellschaft mit doppeltem*

Boden beizukommen, die in den aktuellen Weltanschauungen herumgeistert, und zwar in jenen der Verschwörungstaaten, jenen der inoffiziellen sozialen Netzwerke und, in geringerem Masse, jenen der «Anti-Verschwörungs-Gegenbewegung». Nur dadurch kann verhindert werden, dass sich die binäre und antagonistische Logik des *Sie* gegen *Uns*, die der Verschwörungswahn zementiert, unwiderruflich durchsetzt.

Die promovierte Sozialwissenschaftlerin Laurence Kaufmann ist Professorin an der Universität Lausanne.
laurence.kaufmann@unil.ch

BIBLIOGRAPHIE

- Arendt H. ([1954] 1972). *La crise de la culture*. Paris : Gallimard.
- Favret-Saada J. (2011), « La mort aux trousseaux », *Penser/Rêver*, no 20, pp. 207-220.
- Hofstadter R. ([1964] 2012). *Le Style paranoïaque. Théories du complot et droite radicale en Amérique*. Paris : François Bourin Éditeur.
- Kaufmann L. (2018). Debunking deference: the delusions of unmediated reality in the contemporary public sphere. *Javnost, The Public*, 25 (1/2), pp.11-19.
- Lefebvre G. (1988 [1932]). *La grande Peur de 1789*. Paris : Armand Colin.
- Lefort C. (1978). *Les formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*. Paris : Gallimard.
- Poliakov L (1980), *La Causalité diabolique*. Paris : Calmann-Lévy.
- Terzi C. (2016). « Peut-on construire des minarets en Suisse ? Les errements de la démocratie directe face à une question déplacée ». *Esprit*, no 429, pp. 100-114.



All'ombra del potere: l'immaginario complottista sotto la lente

Le teorie del complotto non sono tanto teorie, quanto piuttosto pratiche politiche che non esprimono la verità di un fatto, bensì la realtà di un rapporto sociale interpretato e reinterpretato continuamente.

Laurence Kaufmann

Tra i mesi di luglio e agosto del 1789 si sparse la voce di un complotto degli aristocratici: si mormorava che stessero tentando di fuggire dalla Francia con tutto l'oro del regno per assoldare mercenari sanguinari e mandarli a radere al suolo i villaggi, distruggere i raccolti del Terzo Stato e ripristinare la monarchia assoluta. Scatenando in tutto il Paese rivolte contadine senza precedenti, i moti della cosiddetta Grande Paura, quella gigantesca *fake news* incitò i contadini a unirsi al movimento rivoluzionario, di origine piuttosto urbana, avviato dalla riunione degli Stati generali. Il potere fenomenale di quelle voci, che provocarono il saccheggio e la distruzione di castelli, abbazie e priorati da parte di contadini impauriti muniti di pale e forconi, ci esorta a riflettere su elementi troppo spesso dimenticati nelle riflessioni sui complotti. Da un lato, le voci di complotto non possono essere spiegate con tratti della personalità o determinanti cognitivi interni (nello specifico la violenza arcaica dei contadini), ma rivelano anzitutto *un rapporto sociale*, quello della sottomissione politica e dello sfruttamento economico dei «piccoli» da parte dei «grandi», da cui si aspettano rispetto, protezione e sostentamento. Dall'altro, le voci di complotto esprimono però anche *emozioni* quali paura, sfiducia, rabbia e indignazione.

In un contesto sociale ed economico contraddistinto da fame, tensione politica, esasperazione antisignorile e brigantaggio dei saccheggiatori, la narrazione complottista spiega il corso caotico degli eventi e trasforma in azione collettiva il sentimento fondamentalmente apolitico di preoccupazione e impotenza.

Realtà di un rapporto sociale

Questo breve excursus nel XVIII secolo ci permette di tornare con un certo distacco alle voci di complotto che oggi, negli spazi pubblici o semipubblici contemporanei, sono ridefinite come *teorie del complotto*. Questa espressione, coniata dagli avversari del complottismo, è ingannevole perché convalida le pretese epistemiche di una prassi che solo superficialmente assume i contorni di un'indagine scientifica. Il metodo di produzione della verità scientifica fa infatti leva su un'attività d'indagine a tutto campo, basata sull'assunzione di prove, sulla resistenza alla falsificazione, sulla raccolta pubblica di dati e su un modo preciso di relazionarsi con gli altri, nello specifico quello, assolutamente inclusivo, dell'argomentazione. Nelle retoriche cospirazioniste, invece, non vi è traccia di un'indagine del genere, aperta e articolata, per il semplice motivo che il motore non è epistemico, ma politico. Le teorie del complotto non

sono teorie: come le voci del XVIII secolo, sono piuttosto pratiche politiche che non esprimono la verità di un fatto, bensì la *realtà di un rapporto sociale* interpretato e reinterpretato continuamente. Proprio perché esprimono la realtà di un rapporto sociale, le voci complottiste resistono a qualsiasi smentita fattuale e dimostrazione della verità.

Di quale rapporto sociale sono sintomo le accuse complottiste che invadono le arene digitali? Della delusione e della sfiducia suscitate da istituzioni democratiche che dovrebbero agire per conto e al servizio del pubblico, ma che, dietro le quinte del potere, infrangono le norme che ufficialmente sostengono. Tale delusione – o sfiducia – sembra giustificata per vari motivi. Il più delle volte, le istituzioni politiche si affacciano sulla scena pubblica per invocare i meccanismi opachi della (de)regolazione economica e ammettere la loro impotenza – un'impotenza che, come abbiamo visto, le voci di un complotto mirano appunto a superare. Sparsi e difficilmente identificabili, gli organismi economici e finanziari si sottraggono alla *prova della pubblicità*, nel duplice senso di visibilità e apertura al giudizio critico, che garantisce il buon funzionamento di uno spazio pubblico democratico. Non vi è quindi da

stupirsi che la scena pubblica, segnatamente nelle situazioni di crisi (p. es. attacco terrorista, pandemia), sia percepita come il luogo della finzione, mentre chi sta dietro le quinte si vede investito di un potere occulto.

Il problema sollevato dalle retoriche cospirazioniste non è quindi la sfiducia, che di per sé non ha nulla di patologico, né tanto meno il tentativo di superare lo stato d'impotenza e la partecipazione senza partecipazione di un pubblico su chiamata, tenuto a distanza o escluso dai veri luoghi della decisione politica. Il problema sta nella trasformazione della sfiducia in una forma morbosa di *paranoia*, che collega le disparità e le ingiustizie strutturali a causalità intenzionali, vuoi *personali* (p. es. Soros, Hillary Clinton) vuoi *categoriali* (p. es. gli ebrei, i migranti). In un'opposizione tra *loro* e *noi*, che assume le sembianze nefaste di una lotta tra il bene e il male, le accuse complottiste si rifiutano di entrare nei circuiti ufficiali del diritto e di utilizzare gli strumenti giuridici offerti da quest'ultimo. Tale rifiuto si spiega con l'eccessiva generalizzazione del dubbio e della sfiducia, che dissolve la logica potenzialmente giuridica dell'accusa pubblica nel registro fantasmatico, confinato e privativo del sospetto. L'immaginario complottista ruota quindi attorno alla degiudiziarizzazione e alla privatizzazione dell'atto d'accusa e, dunque, al rifiuto di qualsiasi risoluzione pubblica dei conflitti, alla revoca di qualsiasi mediazione istituzionale. Il «complottismo» lancia accuse al di fuori delle istituzioni e si rifiuta di convalidare le distinzioni tra legge, potere e sapere su cui si fonda la democrazia. Se tuttavia legge, potere e sapere si confondono e si perdono, il conflitto è deistituzionalizzato e diventa brutale.

Potere paranoico

Finora ci siamo concentrati sulle voci di complotto e su quelle, non ufficiali, diffuse dai ceti sociali esclusi dal potere, che goffamente cercano di colmare la mancanza di informazioni sui fatti e sui gesti dei governanti. L'efficacia

a singhiozzo di questo filone dipende dalle cospirazioni di cui si fa portavoce. L'evocazione ricorrente, segnatamente da parte delle giovani generazioni, del complotto dei rettiliani che starebbero invadendo la Terra – peraltro piatta, contrariamente a quanto pretendono tutti coloro che sostengono che l'uomo sia stato sulla Luna – resta relativamente inoffensiva: è dovuta infatti in gran parte alla socialità generata dalla condivisione tra pari di una conoscenza iniziatica, di un insieme di segreti il cui valore principale sta nell'esclusività. Il discorso cambia quando le narrazioni complottiste stigmatizzano ed essenzializzano intere categorie di persone, attribuendo loro una «causalità diabolica», come il tremendo «Protocollo dei Savi di Sion», che accusa gli ebrei e i massoni di fomentare la conquista del mondo.

Al percorso ascendente («bottom-up») dei sospetti cospirazionisti che invadono le arene *non ufficiali*, una sorta di spazi simbolici che traducono una deregolamentazione dei riferimenti istituzionali, si affianca un percorso altrettanto significativo: quello discendente («top-down») delle retoriche complottiste che costellano *i discorsi istituzionali*, segnatamente statali. Se la retorica cospirazionista informale che invade gli spazi digitali è inquietante, l'inflazione dei discorsi paranoici a livello di istituzioni lo è ancora di più. Le nuove retoriche populiste che invadono lo spazio pubblico, sia in Europa (V. Orban, M. Salvini), sia in Sud America (J. Bolsonaro) che negli Stati Uniti (D. Trump), privilegiano infatti uno stile di pensiero paranoico, che prende forma in opposizione a un nemico comune. È risaputo che il ricorso alla figura del nemico, interno o esterno, è una strategia pericolosamente efficace: facendo della sopravvivenza culturale, religiosa o «etnica» della comunità una sfida centrale, si mettono in stand-by le discordanze o dissonanze interne che potrebbero essere generate dalle ingiustizie sociali ed economiche. Il corpo politico deve mettere da parte i propri dissensi e unire le forze contro un avver-

sario ostile e spietato, nascosto negli abissi (compresi quelli dello Stato, il famoso «deep state»). Il conflitto manicheo inscenato dalla retorica cospirazionista dei populistici, veri e propri imprenditori del risentimento, rende impossibile il giudizio critico, spassionato o misurato di un pubblico di spettatori. Chiamato in causa quale potenziale vittima di una violenza senza pietà, assediato da una politica della paura che risveglia i suoi istinti di sopravvivenza e il suo senso di lealtà, il pubblico è costretto a *schierarsi*. «La morte alle calcagna», non può permettersi di avviare un'indagine pubblica sugli abusi di potere o di fare il difficile su questioni sociali che riguardano l'educazione, la salute o la disoccupazione. Trasformata in politica di Stato, la retorica cospirazionista diventa così un gioco di disgregazione morale ed epistemica spinto all'estremo dalla ricerca, prettamente complottista, delle *fake news*.

Ruminazioni complottiste

Nella misura in cui esprime non la verità di un fatto, bensì la verosimiglianza di un rapporto sociale, l'immaginario complottista può benissimo ritrovarsi al servizio sia del *potere dei governanti*, ossessionati dalla paura di perdere il controllo dei governati, sia della *resistenza dei dominati*, scorticati dagli abusi dei potenti. Entrambi sono protagonisti di un rapporto sociale radicalmente antagonista. Visto «dall'alto», questo rapporto sociale dà al «comandante in capo» il potere di screditare qualsiasi critica e stigmatizzare gruppi sociali (p. es. la carovana dei migranti di Trump, il cancro omosessuale di Bolsonaro), associandoli a un'intenzionalità malevola e distruttrice. Visto «dal basso», invece, questo rapporto sociale antagonista è quello che oppone il *noi* dei piccoli, dei lavoratori e degli sfruttati al *loro* dei ricchi e dei benestanti, che moltiplicano le strategie occulte, le menzogne e le manipolazioni per mettere a tacere *noi*. È questo rapporto sociale che denunciano le voci di complotto di rapimento di bambini, che si ritrovano sia nei moti parigini del XVIII secolo sia nelle sommosse americane dei QAnon del XXI secolo.

Al di là delle loro differenze, questi due percorsi cospirazionisti, uno discendente e l'altro ascendente, puntano su uno stesso immaginario manicheo: quello della lotta tra il bene e il male, tra la luce dei giusti e la cospirazione delle tenebre. Questo immaginario è paradossalmente poco immaginativo. Invece di essere orientato al futuro, l'universo che propone fa leva sulla conferma e sulla reiterazione della colpevolezza di coloro (potenti, perdenti, profittatori, stranieri o traditori) che sfidano la capacità di sopravvivenza della comunità. L'immaginario complottista priva i rapporti sociali di ogni spessore temporale, di ogni densità sperimentale: la storia ha un unico senso, già scritto, che è quello di un complotto permanente, che trama in uno spazio chiuso, le cui frontiere separano gli esseri morali da quelli immorali.

Complottismo identitario

Impermeabile a qualsiasi principio di realtà, l'immaginario complottista sottostà a un razionalismo morboso, che si allontana dai conflitti reali per volgersi verso lotte immaginarie. Ecco perché il complottismo si allea così bene con altre forme patologiche di rapporto sociale, segnatamente il razzismo, il sessismo e l'antisemitismo: perché riduce un insieme di esseri umani a un'unica caratteristica (p. es. straniero, nero, messicano, ebreo, migrante, donna), escludendo tutte le altre. Come tutti i processi di stigmatizzazione, tende a prolungare la prima tappa, quella della spersonalizzazione, aggiungendone una seconda, quella della degradazione o della disumanizzazione, come evidenzia l'espressione «cancro dei migranti». La tesi complottista della «grande sostituzione», molto gettonata negli ambienti di estrema destra in Europa e tra i suprematisti bianchi negli Stati Uniti, designa il progetto d'«invasione migratoria» e di «sostituzione etnica» fomentato dai nuovi «barbari», segnatamente musulmani. Ordita con la complicità delle élite, questa cospirazione criminale minaccerebbe l'identità bianca e cristiana. Puntando sulle paure identitarie, il «sostituzionalismo» propone un'ide-

ologia bell'e pronta e di facile impiego, a prescindere dallo spazio culturale, geografico e storico. I contorni vaghi e la struttura polemica che lo caratterizzano lo rendono infatti facilmente infiammabile: l'altro è per principio una figura minacciosa, un essere *a noi estraneo*, il cui destino non ci interessa o, peggio, la cui differenza ci irrita.

Reinterpretato in chiave identitaria, il complottismo mette in scena una comunità ripiegata su sé stessa, incapace di aprirsi verso l'esterno (impuro per definizione). L'unica politica che può difendere non è una politica nel vero senso del termine, bensì una *terapia*: si tratta di unire le forze sociali ancora sane per eliminare e purificare gli elementi corrotti, malefici, infiltrati o insalubri che minacciano la purezza del corpo sociale. Il complottismo identitario, che fa leva sull'essere anziché sull'agire, si schiera all'opposto ripristinando così, attraverso la negatività, l'unità della comunità a cui ambisce. Una tale comunità, fondata su un principio d'identità anziché su un orizzonte di azione, è incivile per definizione: nella sua differenza biografica e nelle sue peculiarità culturali, l'altro è dipinto come uno scandalo, che nuoce all'identità individuale e collettiva, la quale dovrebbe essere difesa a tutti i costi. Facendo apparire il fantasma di un'identità assolutamente pura, non può scendere a compromessi con la diversità o il disaccordo, che interpreta unicamente come sinonimi di tradimento o corruzione. E non può far altro che combatterli, anche al suo interno.

Conclusione: spazio pubblico abbandonato e arene incivili

Appare chiaro che l'immaginario complottista è l'espressione di un rapporto sociale antagonista che, nello spazio pubblico, si colloca a cavallo fra azione e parola. Alle retoriche cospirazioniste, che si diffondono nelle varie bolle informatiche degli spazi digitali, si contrappongono, in una sorta di specchio rovesciato, i giochi di ombre che il potere dello Stato imputa ai suoi oppositori. In entrambi i casi, lo


spazio pubblico come luogo pacificato di deliberazione e confronto delle opinioni si ritrova letteralmente *abbandonato*, mentre lo spazio dietro le quinte si ritrova investito di un potere assolutamente incivile. Una simile inciviltà, secondo me, non può essere neutralizzata con una controargomentazione finalizzata a ripristinare la verità e la ragione nei confronti e a dispetto dei presunti creduloni, impantanati nelle loro lacune cognitive e nelle loro distorsioni epistemiche. La risposta può essere unicamente di tipo *relazionale*: i gruppi cospirazionisti, infatti, acquistano forma e senso quando vengono posti in relazione con ciò che pretendono di negare e rifiutare.

Come risolvere la disaffezione incivile per i nostri spazi pubblici democratici? Il complottismo è la manifestazione di una spaccatura sociale che occorre colmare, segnatamente ripristinando una serie di mediazioni tra la società civile e gli ambienti mediatici, educativi, scientifici e politici. Anziché continuare ad appellarsi alla democrazia come forma politica fredda e scheletrica, limitata all'elezione dei rappresentanti, bisognerebbe ripristinare l'idea sociale di democrazia come scambio di opinioni reciproco, libero e simmetrico. Soltanto la concretizzazione di questa idea può avere la meglio sulla *società a doppio fondo* che ossessiona l'immaginario contemporaneo, sia degli Stati cospirazionisti sia delle reti sociali non ufficiali, sia, in misura minore, del dirimpettaio «anticomplottista». Al tempo stesso bisogna evitare che la logica binaria e antagonista del *loro* contro di *noi*, che irrigidisce il complottismo, s'imponga irreversibilmente.

Dottoressa in scienze sociali, Laurence

Kaufmann è professoressa all'Università di Losanna. laurence.kaufmann@unil.ch

> Riferimenti bibliografici pagina 43



ON NOUS
CACHE TOUT !

VOUS N'AUURIEZ
PAS MIS VOS
MASQUES A
L'ENVERS ?

Le complotisme, moteur du racisme

Les rapports entre racisme et complotisme sont complexes. Tous deux partagent des problématiques communes autour de questions concernant le pouvoir, l'exclusion, la défiance, la violence, la haine, la peur, les stéréotypes, les inégalités ou encore l'injustice, mais pas toujours de façon très nette. Dans ces deux articles, nous tentons de clarifier ces difficultés en présentant les deux facettes de cet inquiétant compagnonnage.

Sebastian Dieguez & Laurent Cordonier

Dans ce premier article, nous montrons comment le complotisme en tant que tel sert souvent de puissant moteur aux idéologies, attitudes et mouvements racistes. En son cœur, le racisme consiste à essentialiser des groupes d'individus sur la base de leurs caractéristiques physiques et de leurs origines, généralement pour les inférioriser vis-à-vis d'autres groupes sociaux. Mais pour être efficace, cette essentialisation-infériorisation doit aussi porter sur des facteurs psychologiques et moraux faisant des groupes ciblés une potentielle menace. Précisément, le complotisme vient à la fois aider et justifier le racisme : les « autres » sont non seulement irrémédiablement inférieurs, mais aussi dangereux. Sournois et rusés, ils nourrissent de mauvaises intentions à notre égard, préparent secrètement quelque chose, se serrent les coudes, en veulent à « notre » mode de vie. Sans cette mécanique, le racisme reste en quelque sorte une posture théorique, un vague dégoût irrationnel pour la différence, une sorte de phobie diffuse et peu canalisée. Ainsi, pour être pleinement raciste, il faut aussi être complotiste.

Dans le second article (page 55), nous abordons le complotisme comme l'« arme des minorités ». Le racisme en tant que

système d'oppression produit de puissants effets sur ceux qui le subissent. Cette situation, à son tour, suscite la défiance et conduit à des croyances particulières chez les minorités visées. Aussi le complotisme peut-il servir de mécanisme de défense à ceux qui en sont victimes, aux fins de rendre compte de leur position et d'activer des attitudes permettant d'y faire face.

La causalité diabolique

Il convient tout d'abord de distinguer deux notions qui sont souvent mélangées dans les discours actuels, celle de « théorie du complot » et celle de « complotisme ». La distinction est beaucoup plus importante qu'il n'y paraît, car elle permet de dissiper quelques malentendus. Une théorie du complot correspond à une explication d'un événement public important (p. ex. un attentat, l'assassinat d'une personnalité publique, la survenue d'une pandémie ou d'un accident industriel) en soutenant qu'il résulte d'un complot – c'est-à-dire d'un plan conçu et réalisé secrètement par une entité malfaisante, en général un groupe d'individus puissants s'entendant entre eux. Ce type de « théories » vient souvent supplanter l'explication « officielle » de l'événement en question, et ses conclusions sont tout à fait différentes.

Certaines théories du complot sont très connues et répandues, comme celles portant sur l'assassinat de J.F. Kennedy, les attentats du 11 septembre 2001 ou encore les traces de *chemtrails* dans le ciel. Elles concernent donc des sujets isolés et épars, et émergent sporadiquement au gré de l'actualité, proposant des explications, souvent assez vagues, que les autorités ou les véritables responsables chercheraient à « nous cacher ».

Le complotisme, en revanche, désigne une disposition plus générale à envisager le complot comme facteur explicatif de la marche globale du monde. L'Histoire elle-même, au sens large, est alors conçue comme le flux permanent et éternel de conjurations opérées « en coulisses » par un groupe restreint d'individus qui « tireraient les ficelles » tout en « nous cachant la vérité ». Les chercheurs parlent de « mentalité conspirationniste », d'« idéation conspiratoire » ou de « style paranoïaque » pour désigner cette attitude mentale particulière. Elle a été théorisée par Léon Poliakov, dans ses études sur l'histoire de l'antisémitisme, sous le concept de « causalité diabolique », c'est-à-dire la tendance à retracer les fils du réel vers une source intentionnelle unique qui ne serait en définitive rien d'autre que le mal abso-

lu, une entité si puissante, maléfique et déterminée qu'elle parviendrait toujours à ses fins, dans la plus parfaite invisibilité.

Dans la vision du monde complotiste, les détails exacts de telle ou telle « théorie du complot » comptent ainsi moins que la conviction préétablie qu'il existe une force conspiratrice, quoi qu'elle fasse exactement et quels que soient ses buts réels. Il en découle que la meilleure façon de prédire si quelqu'un croit ou non à une théorie du complot donnée consiste à examiner s'il croit à d'autres théories du complot, surtout lorsqu'elles n'ont aucun rapport direct les unes avec les autres et qu'elles relèvent de domaines totalement différents.

Le terme « complotisme » a une connotation péjorative sur laquelle il est intéressant de s'arrêter. Dans les années 1950-60, deux auteurs en particulier ont contribué non seulement à identifier, mais aussi à décrédibiliser cette manière d'interpréter le monde. Il s'agit du philosophe Karl Popper qui, en 1952, introduit le concept de « théorie du complot de la société » et de l'historien Richard Hofstadter qui, en 1964, parle de « style paranoïaque » en politique. Ces analyses font suite à celles de Löwenthal et Guterman sur les « prophètes du mensonge », à savoir les « agitateurs » politiques fascistes dont ces auteurs avaient bien noté le recours idéologique à la notion de complot pour attiser la haine. Ces travaux ont ainsi mis en évidence le caractère irrationnel et immoral des accusations outrancières du complotisme, et cette attitude est depuis devenue inacceptable et même honteuse dans l'opinion publique.

La dénonciation et la stigmatisation du complotisme ne sont donc en rien une nouveauté, contrairement à ce qui est souvent avancé, y compris par certains chercheurs mal informés sur le phénomène qui nous intéresse. Le terme « complotisme » est péjoratif précisément parce qu'il désigne une façon discréditée de longue date de rendre compte de la réalité, une manière de

penser non seulement improductive, mais potentiellement dangereuse. Dans ce contexte, du reste, le complotisme n'a rien d'une vision simpliste et biaisée, mais correspond à une posture qui entérine sa propre stigmatisation. Les gens n'adhèrent pas à telle ou telle idée avant de s'apercevoir avec horreur qu'il s'agissait d'une théorie du complot : aujourd'hui, on adhère à des contenus complotistes parce qu'ils sont complotistes, parce qu'on aime à imaginer qu'ils nous mettent en possession d'un savoir interdit et sulfureux dont les élites voudraient nous priver.

Un outil idéologique

Comme d'autres auteurs, Poliakov avait bien perçu le caractère dévastateur d'une telle façon de concevoir le monde. Loin d'une simple lubie ou de vagues suspicions à l'égard des explications « officielles » d'un événement spécifique, le complotisme permet, littéralement, de diaboliser un ennemi ou des groupes sociaux en leur prêtant des intentions néfastes et le pouvoir de les mettre en œuvre, ce qui, en retour, permet d'expliquer et de justifier la haine ressentie à leur égard, et ainsi de renforcer la mobilisation pour s'en défendre. On voit bien, dès lors, combien le complotisme est en réalité éloigné d'une préoccupation sincère pour des histoires de complots qu'il faudrait examiner et dénoncer. Il s'agit plutôt d'apporter le carburant nécessaire au maintien d'une détestation forcenée qui, sans complotisme, risquerait assez vite de s'essouffler. S'ils veulent être efficaces, les régimes totalitaires, les tyrannies, les factions génocidaires ou les fomenteurs de persécution doivent dépeindre leur cible – que ce soit un opposant réel ou un bouc émissaire inventé de toutes pièces – comme habitée par l'intention sournoise de faire aboutir un plan secret de conquête contre les populations qui les soutiennent.

À cet égard, l'incroyable longévité d'un phénomène comme l'antisémitisme ne peut pas s'expliquer sans sa composante complotiste. À notre avis, il est même impossible d'être antisémite si

l'on fait l'économie de l'idée d'un complot juif global. Des messes sataniques aux fantasmes sur George Soros, en passant par les puits empoisonnés et le concept de « nouvel ordre mondial », la méfiance et la haine à l'égard du Juif n'ont pu survivre, sous une forme aussi marquée, qu'imbriquées dans une mythologie de la manipulation, qui n'est rien d'autre qu'une accusation de complot visant à dominer le monde.

Le complotisme n'est pas simplement l'adhésion maladroite et malheureuse à quelques idées farfelues, qui serait le fait de personnalités crédules et mal informées. C'est une démarche opportuniste, stratégique et idéologique qui permet la fabrication d'un ennemi et qui sert en retour à expliquer tous nos malheurs, à encourager la haine et à transmuter ainsi les bourreaux en victimes. Pour autant, cette dynamique de victimisation propre au complotisme, si elle est un moteur du racisme (et de l'oppression en général) particulièrement redoutable, se présente aussi sous la forme d'un ressentiment improductif de la part des minorités et des plus démunis. Cette autre facette du complotisme fait l'objet de l'article qui suit.

Neuroscientifique, **Sebastian Dieguez** est chercheur au Laboratoire des sciences cognitives et neurologiques de l'Université de Fribourg. sebastian.dieguez@unifr.ch

Docteur en sciences sociales, **Laurent Cordonier** est chercheur à la Fondation Descartes (Paris) et collaborateur scientifique externe à l'Université de Lausanne. laurent.cordonier@gmail.com

BIBLIOGRAPHIE

- Dieguez, S. & Delouvé, S. (à paraître). *Le complotisme : cognition, culture, société*. Bruxelles : Mardaga.
- Hofstadter, R. (1964). *The Paranoid Style in American Politics*. New York : Harvard University Press.
- Poliakov, L. (1980). *La causalité diabolique* (vol. 1). Paris : Calmann-Lévy.
- Popper, K. (1963). *Conjectures et réfutations : la croissance du savoir scientifique*. Paris : Payot.

Le complotisme, un outil de mobilisation dangereux

Le 15 mars 2019, à Christchurch en Nouvelle-Zélande, un homme s'introduisait dans deux mosquées et abattait plus de 50 personnes rassemblées pour la prière du vendredi. La veille, le terroriste, un suprémaciste blanc, avait diffusé sur Internet un long manifeste dans lequel il exposait la motivation de son acte. Il s'agissait pour lui de lutter contre ce qu'une théorie du complot très répandue dans les groupuscules d'extrême droite nomme le « grand remplacement ».

Laurent Cordonier & Sebastian Dieguez

La théorie du « grand remplacement » a reçu plusieurs formulations, dont celle de l'identitaire français Renaud Camus qui a contribué à sa relative popularité à partir du début des années 2010. Quelle qu'en soit la déclinaison, le cœur de cette théorie est toujours le même : les élites politiques, intellectuelles et médiatiques des pays occidentaux travailleraient dans l'ombre à organiser la substitution progressive des populations blanches autochtones par des populations d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, censément plus faciles à maintenir dans une situation de servitude que les classes moyennes blanches. Ainsi, l'existence et la survie même des Blancs et de la « civilisation occidentale » seraient mises en péril par ce sombre complot. Pourtant, les démographes qui se sont penchés sur la question contestent qu'une substitution de populations de ce type serait en train de se produire, et rien ne permet de penser que les gouvernants des pays occidentaux chercheraient à « remplacer » leur population.

L'attentat de Christchurch illustre de la plus terrible des manières le point développé dans notre article précédent, à savoir que les théories du complot jouent un rôle central dans le processus aboutissant à la constitution d'un ennemi

mortel – en l'occurrence, les immigrés et descendants d'immigrés musulmans. Il a d'ailleurs été montré empiriquement que la théorie du « grand remplacement » nourrit, chez les personnes qui y croient, l'hostilité à l'égard des musulmans (Obaidi, Kunst, Ozer & Kimel, 2021). En désignant un ennemi et en légitimant tous les moyens de lutter contre lui, les théories du complot de ce type servent d'outil de mobilisation à des agents qui se perçoivent comme des « acteurs faibles du jeu politique » pour qui « l'usage de la rhétorique du complot [...] permet de se compter, de s'autonomiser et de se penser, jusqu'à l'autarcie, comme les détenteurs d'une vérité refusée » (Taieb, 2010 : 281).

Le complotisme des minorités

Plus généralement, les théories du complot expliquent les malheurs du monde – qu'ils soient réels ou imaginaires – par des récits mettant en scène des acteurs aux intentions malveillantes, ce qui donne à ceux qui y croient l'impression de pouvoir reprendre le contrôle d'un environnement qui, autrement, serait abandonné à la contingence. C'est pourquoi le complotisme, en tant que forme de stratégie mentale non consciente pour lutter contre une situation anxiogène, frappe particulièrement les groupes sociaux

Les théories du complot jouent un rôle central dans le processus aboutissant à la constitution d'un ennemi mortel.

qui, pour une raison objective ou fantasmée, sont affectés par un sentiment ou une crainte de précarisation, de dépossession ou de déclassement (voir p. ex., DiGrazia, 2017 ; Goertzel, 1994 ; Uscinski & Parent, 2014).

Il n'est dès lors guère surprenant que les victimes du racisme et, plus largement, les membres de groupes minoritaires ou discriminés puissent eux aussi développer des attitudes complotistes afin d'expliquer leur statut. Ces derniers peuvent en effet trouver dans les théories du complot une grille interprétative permettant de conférer un sens à leur situation et de désigner une cause univoque aux injustices sociales dont ils sont victimes. Les théories du complot portent dans ce contexte sur les intentions et les méthodes du pouvoir ou des groupes majoritaires. C'est par exemple le cas des théories du complot qui accompagnent depuis ses débuts l'épidémie du SIDA.

Plusieurs de ces théories prétendent ainsi que le virus du SIDA aurait été créé par le gouvernement des États-Unis, puis inoculé volontairement à des membres de la communauté afro-américaine dans le but de l'affaiblir, voire de la faire disparaître. Une version de cette théorie conspirationniste a notamment été défendue par l'organisation musulmane afro-américaine *Nation of Islam*. D'autres théories du complot ont pour leur part soutenu que c'est la population homosexuelle qui aurait été délibérément exposée au virus du SIDA par les services de santé des États-Unis alliés à des suprémacistes blancs.

Le complotisme s'enracine bien souvent dans le sentiment d'appartenir à un groupe stigmatisé, menacé ou victime d'une injustice sociale.

Plus proche de nous, un intéressant travail ethnographique mené au sein de quartiers précaires de Bruxelles offre une autre illustration du recours par des minorités stigmatisées aux théories du complot pour comprendre leur situation. Cette recherche montre que les jeunes immigrés ou descendants d'immigrés marocains et africains subsahariens qui vivent dans ces quartiers adhèrent massivement à des thèses selon lesquelles, dans les pays occidentaux, journalistes, politiques et forces de l'ordre œuvreraient de concert à faire passer les immigrés et les musulmans pour une source de troubles sociaux afin de détourner l'attention publique des véritables acteurs malfaisants – à savoir, les « puissants » et les « mafias mondiales » (Mazzocchetti, 2012).

Par exemple, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis auraient été organisés par le gouvernement américain lui-même et attribués

à des islamistes dans le but de stigmatiser les communautés musulmanes présentes en Occident. En adhérant à ce genre de théories, ces jeunes immigrés et descendants d'immigrés « donnent du sens au passé (les silences qui entourent l'histoire coloniale et les histoires migratoires) tout autant qu'à leur ressenti de xénophobie et aux discriminations contemporaines [...] [...] Cette] appréhension du monde en termes de théorie du complot est également une manière de prendre prise sur les événements en les rendant cohérents et acceptables de par leur cohérence, et donc, de sortir d'une position de victime en devenant acteur de sens » (Mazzocchetti, 2012 : 6).

On le voit, le complotisme s'enracine bien souvent dans le sentiment d'appartenir à un groupe stigmatisé, menacé ou victime d'une injustice sociale. Dans certains cas ce sentiment correspond à une réalité objective, dans d'autres cas il est le fruit d'une crainte, qui n'a pas moins d'effets qu'elle est injustifiée. Si les théories du complot, en suscitant l'indignation, permettent de mobiliser et de fédérer des individus, elles constituent pourtant une impasse politique, y compris quand le sentiment d'injustice initial est légitime. En effet, le prisme complotiste empêche de poser un diagnostic pertinent sur la situation et, partant, de lutter de manière efficace contre les injustices sociales. Pour le dire autrement, le complotisme est toujours un piège, jamais un instrument d'émancipation.

Docteur en sciences sociales, **Laurent Cordonier** est chercheur à la Fondation Descartes (Paris) et collaborateur scientifique externe à l'Université de Lausanne. laurent.cordonier@gmail.com

Neuroscientifique, **Sebastian Dieguez** est chercheur au Laboratoire des sciences cognitives et neurologiques de l'Université de Fribourg. sebastian.dieguez@unifr.ch

BIBLIOGRAPHIE

- DiGrazia, J. (2017). The social determinants of conspiratorial ideation. *Socius*, 3, 1-9.
- Goertzel, T. (1994). *Belief in conspiracy theories*. *Political Psychology*, 15, 731-742.
- Mazzocchetti, J. (2012). Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus des migrations africaines (Maroc et Afrique subsaharienne) dans des quartiers précaires de Bruxelles. *Brussels Studies* [en ligne], 63.
- Obaidi, M., Kunst, J. R., Ozer, S., & Kimel, S. (2021). The Great Replacement Conspiracy: How the Perceived Ousting of Whites Can Evoke Violent Extremism and Islamophobia. [Preprint available at <https://osf.io/b25r3>]
- Taieb, E. (2010). Logiques politiques du conspirationnisme. *Sociologie et sociétés*, 42(2), 265-289.
- Uscinski, J. E. & Parent, J. M. (2014). *American Conspiracy Theories*. Oxford, Oxford University Press.

Verschwörungsideologie als Triebkraft des Rassismus

Die Beziehungen zwischen Rassismus und Verschwörungsideologie sind komplex. Beiden gemeinsam sind problematische Haltungen zu Fragen von Macht, Ausgrenzung, Misstrauen, Gewalt, Hass, Angst, Stereotypen, Ungleichheit und Ungerechtigkeit, ohne dass dies immer deutlich zutage tritt. Wir gehen in den folgenden zwei Artikeln dieser Problematik nach, indem wir die beiden Seiten dieser verhängnisvollen Komplizenschaft darstellen.

Sebastian Dieguez & Laurent Cordonier

Zunächst zeigen wir auf, dass Verschwörungsideologie als starke Triebkraft für rassistische Ideologien, Haltungen und Bewegungen dienen kann. Rassismus besteht im Wesentlichen darin, Gruppen von Individuen auf ihre äusseren Merkmale und ihre Herkunft zu reduzieren, um sie gegenüber anderen sozialen Gruppen herabzusetzen. Damit Essentialisierung und Inferiorisierung ihre Wirkung entfalten können, müssen sie auch auf psychologische und moralische Faktoren zielen, die aus den bezeichneten Gruppen eine potenzielle Gefahr machen. Verschwörungsideologie bedient und rechtfertigt den Rassismus: Die «anderen» sind nicht nur klar minderwertig, sondern auch gefährlich. Sie sind falsch und schlau und hegen uns gegenüber böse Absichten, sie hecken heimlich etwas aus, sie spannen zusammen und haben es auf «unsere» Lebensart abgesehen. Ohne diesen Mechanismus bleibt der Rassismus gewissermassen eine theoretische Haltung, eine vage, irrationale Abscheu vor der Andersartigkeit, eine diffuse, kaum kanalisierte Furcht. Wer also voll und ganz rassistisch ist, muss auch der Verschwörungsideologie verfallen.

Im zweiten Text (Seite 60) betrachten wir die Verschwörungsideologie als «Waffe

der Minderheiten». Rassismus als System der Unterdrückung hat schwere Folgen für diejenigen, die ihn erleiden. Er führt seinerseits bei den betroffenen Minderheiten zu Misstrauen und eigenen, besonderen Überzeugungen. So kann Verschwörungsideologie den Opfern als Verteidigungsmechanismus dienen, um auf ihre Stellung aufmerksam zu machen und Bewältigungsstrategien zu entwickeln.

Diabolische Kausalität

Vorerst gilt es, die Begriffe «Verschwörungstheorie» und «Verschwörungsideologie» zu unterscheiden, die im aktuellen Diskurs häufig vermischt werden. Diese Unterscheidung ist wichtig, denn dadurch können Missverständnisse aus dem Weg geräumt werden. Eine Verschwörungstheorie liefert die Erklärung für ein Ereignis, das die Öffentlichkeit bewegt (z. B. ein Attentat, die Ermordung einer öffentlichen Person, das Aufkommen einer Pandemie oder ein Industrieunfall), von dem behauptet wird, dass es aufgrund einer Verschwörung geschehen ist, das heisst, aufgrund eines von einer bösen Macht – im Allgemeinen einer Gruppe mächtiger Individuen, die sich verbündet haben – heimlich ausgeheckten Plans. Solche «Theorien» überlagern häufig die «offizielle» Erklärung

des betreffenden Ereignisses, und die jeweiligen Schlussfolgerungen sind denn auch völlig verschieden.

Einige Verschwörungstheorien sind sehr verbreitet, wie diejenigen über die Ermordung von J.F. Kennedy, die Attentate am 11. September 2001 oder auch jene über die sogenannten Chemtrails am Himmel. Sie betreffen somit vereinzelte Themen und treten sporadisch im Zuge aktueller Ereignissen auf, wobei oft ziemlich vage Erklärungen geliefert werden, die die Behörden oder die wahren Verantwortlichen «uns zu verheimlichen» versuchen.

Der Begriff «Verschwörungsideologie» hingegen bezeichnet eine übergeordnete, allgemeinere Bereitschaft, Verschwörungen als Erklärung für das Weltgeschehen zu betrachten. Die Geschichte selbst wird im weiten Sinne als ein endloser Ablauf von Verschwörungen wahrgenommen, wobei angeblich jeweils kleine Gruppen von Individuen «hinter den Kulissen die Fäden ziehen» und «uns die Wahrheit verheimlichen». Forschende bezeichnen diese besondere Geisteshaltung als «konspirative Mentalität», «konspiratives Denken» oder «paranoiden Stil». Léon Poliakov beschrieb sie in seinen Studien über die Geschichte des Antisemitismus als Konzept der «diabolischen Kausalität».

tät), das heisst als Tendenz, den Lauf der Dinge auf eine einzige Absicht zurückzuführen, die letztlich nichts anderes wäre als das absolute Böse, eine Unheil bringende und entschlossene Macht, die ihre Ziele immer erreicht, ohne je sichtbar zu werden.

In einer verschwörungsideologischen Weltsicht zählen damit weniger die genauen Einzelheiten dieser oder jener «Verschwörungstheorie» als vielmehr die vorgefasste Überzeugung von der Existenz einer konspirativen Kraft, unabhängig davon, was sie genau tut und was sie genau will. Somit lässt sich am besten erkennen, ob jemand an eine bestimmte Verschwörungstheorie glaubt oder nicht, wenn man in die Betrachtung einbezieht, ob er oder sie auch an andere Verschwörungstheorien glaubt, vor allem, wenn diese keinen direkten Bezug zueinander haben und völlig unterschiedliche Bereiche betreffen.

Der Begriff «Verschwörungsideologie» hat eine negative Konnotation, die genauer betrachtet werden sollte. In den 1950er- und 1960er-Jahren haben insbesondere zwei Autoren diese Art der Weltdeutung identifiziert und dekonstruiert. Zum einen war dies der Philosoph Karl Popper, der 1952 das Konzept der «conspiracy theory of society (Verschwörungstheorie der Gesellschaft)» einführte, und zum andern der Historiker Richard Hofstadter, der 1964 in seinem Essay «The Paranoid Style in American Politics» den paranoiden Stil in der amerikanischen Politik untersuchte. Diese beiden Analysen schliessen an die Studien von Leo Löwenthal und Norbert Guterman an, die erkannt hatten, dass die «Agitatoren» der faschistischen Politik als «Propheten der Lüge» den Begriff der Verschwörung ideologisch verwendeten, um Hass zu schüren. Ihre Arbeiten haben gezeigt, wie irrational und unmoralisch die masslosen Beschuldigungen der Verschwörungsideologie sind. Seither gilt eine solche Ideologie in der öffentlichen Meinung als inakzeptabel und schändlich.

Das Anprangern und Stigmatisieren der Verschwörungsideologie ist also durchaus nichts Neues, wie dies, unter anderem von schlecht informierten Forschenden, immer wieder behauptet wird. Der Begriff der «Verschwörungsideologie» ist negativ besetzt, weil er eine seit langem verurteilte Form der Realitätswahrnehmung und des Denkens bezeichnet, die nicht nur unproduktiv ist, sondern gefährlich werden kann. Dabei ist die Verschwörungsideologie übrigens keine einseitige, verzerrte Weltsicht, sondern sie entspricht einer Haltung, die ihre eigene Stigmatisierung gutheisst. Es ist nicht so, dass sich die Leute einer bestimmten Idee anschliessen und dann später mit Schrecken feststellen, dass es sich um eine Verschwörungstheorie gehandelt hat. Heute glaubt man verschwörungsideologischen Inhalten, gerade weil sie verschwörerisch sind und weil man sich gerne einbildet, dadurch ein verbotenes, aufregendes und von den Eliten bewusst vorenthaltenes Wissen zu erlangen.

Ein ideologisches Werkzeug

Wie andere Autoren hatte auch Poliakov die zerstörerische Kraft einer solchen Weltanschauung erkannt. Denn die Verschwörungsideologie ist nicht nur eine fixe Idee oder ein vages Misstrauen gegenüber den «offiziellen» Erklärungen eines bestimmten Ereignisses, sondern sie verteufelt buchstäblich den Feind bzw. soziale Gruppen. Sie unterstellt ihnen böse Absichten und schreibt ihnen die Macht zu, diese auch auszuführen, was im Gegenzug erklärt und rechtfertigt, dass man sie hassen und sich verteidigen muss. Damit wird deutlich, wie wenig die Verschwörungsideologie mit einer echten Auseinandersetzung mit Verschwörungsgeschichten zu tun hat, die man überprüfen und verurteilen müsste. Es geht vielmehr darum, immer wieder den nötigen Treibstoff für ungezügelden Hass zu liefern, der sonst rasch verpuffen würde. Um effektiv zu sein, müssen totalitäre Regime, Gewalt Herrschaften, völkermordende Gruppierungen und Volksverhetzer ihre Gegner – seien sie echt oder frei erfundene Sün-

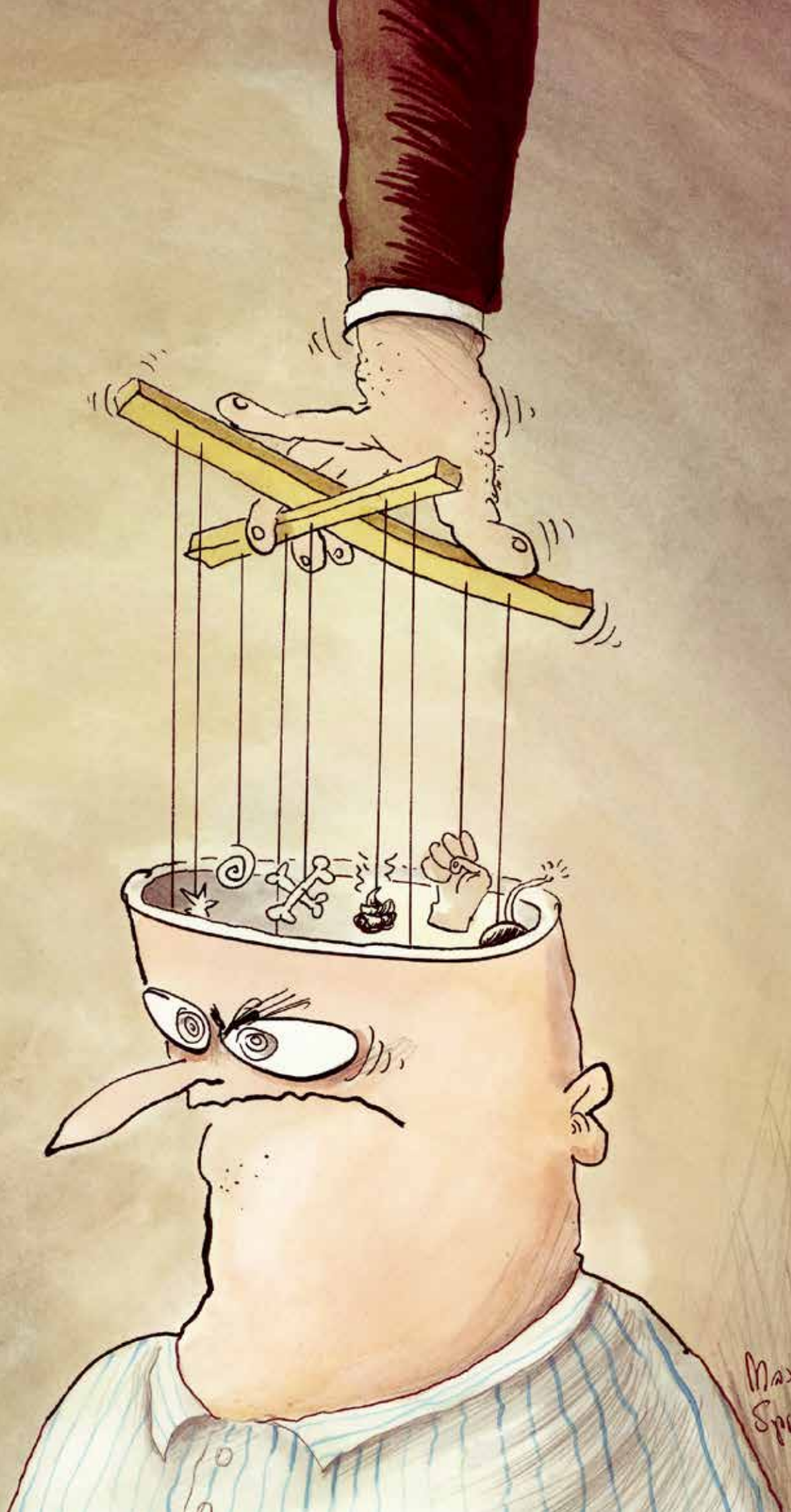
denböcke – so darstellen, als hätten sie die böse Absicht, einen geheimen Feldzug gegen die Bevölkerung zu führen. So lässt sich auch die unglaubliche Langlebigkeit des Antisemitismus nur mit diesem Beitrag der Verschwörungsideologie erklären. Unserer Ansicht nach ist es unmöglich, antisemitisch zu sein, ohne die Idee einer jüdischen Weltverschwörung im Hinterkopf zu haben. Von den Satansmessen über die Fantastereien über George Soros und die vergifteten Brunnen zur Idee der Neuen Weltordnung haben Misstrauen und Hass gegenüber den Juden nur deshalb so dauerhaft überlebt, weil sie Teil einer manipulativen Mythologie sind, die ihnen eine Verschwörung mit dem Ziel der Weltherrschaft unterstellt.

Verschwörungsideologie ist nicht einfach das unbeholfene, unglückliche Bekenntnis zu ein paar wirren Ideen von ein paar leichtgläubigen, schlecht informierten Individuen. Sie ist eine opportunistische, strategische und ideologische Entscheidung, aufgrund derer ein Feindbild geschaffen wird, das all unser Unglück erklären, Hass schüren und die Täter zu Opfern machen soll. Diese der Verschwörungsideologie eigene Opferhaltungsdynamik ist eine besonders gefährliche Triebkraft von Rassismus (und Unterdrückung im Allgemeinen) und sie zeigt sich auch als unproduktives Ressentiment von Minderheiten und besonders Benachteiligten. Diese andere Seite der Verschwörungsideologie ist Gegenstand des folgenden Artikels.

*Der promovierte Neurowissenschaftler **Sebastian Dieguez** forscht am Labor für kognitive und neurologische Wissenschaften der Universität Freiburg (Schweiz). sebastian.dieguez@unifr.ch*

*Der promovierte Sozialwissenschaftler **Laurent Cordonier** ist Forscher an der Fondation Descartes (Paris) sowie externer wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Universität Lausanne. laurent.cordonier@gmail.com*

> Bibliografische Referenzen auf Seite 54



Max
Spring

Verschwörungsideologie als gefährliches Mittel der Mobilisierung

Am 15. März 2019 drang in Christchurch in Neuseeland ein Mann in zwei Moscheen ein und schoss mehr als 50 Menschen nieder, die sich zum Freitagsgebet versammelt hatten. Tags zuvor hatte der Terrorist, ein weisser Suprematist, ein langes Manifest ins Internet gestellt, worin er seine Tat begründete. Er wollte gegen das kämpfen, was die in rechtsextremen Gruppierungen sehr weit verbreitete Verschwörungstheorie den «Grossen Austausch» nennt.

Laurent Cordonier & Sebastian Dieguez

Die Theorie des «Grossen Austauschs» kennt verschiedene Facetten, darunter diejenige des französischen Identitären Renaud Camus, der zu ihrer relativen Popularität seit Beginn der 2010er-Jahre beigetragen hat. Unabhängig von ihrer Ausformulierung ist der Kern dieser Theorie immer derselbe: Die politischen, intellektuellen und medialen Eliten der westlichen Länder arbeiten im Verborgen an der allmählichen Auswechslung der einheimischen weissen Bevölkerung durch Bevölkerungen aus Subsahara-Afrika und dem Maghreb, da diese leichter zu unterdrücken wären als die weisse Mittelschicht. Die Existenz und das Überleben der Weissen und der «westlichen Zivilisation» sei durch dieses düstere Komplott in Gefahr. Demografische Studien zu dieser Frage widersprechen der Behauptung, dass eine solche Auswechslung von Bevölkerungen im Gange wäre, und es gibt keinen Grund zu denken, dass die Regierungen westlicher Länder ihre Bevölkerung «ersetzen» wollten.

Das Attentat von Christchurch illustriert auf die schlimmstmögliche Weise die in unserem ersten Artikel aufgezeigte Problematik der Verschwörungstheorien als

zentrales Element zur Konstruktion eines Todfeindes – in diesem Fall die muslimischen Einwanderer und ihre Nachkommen. Empirisch konnte nachgewiesen werden, dass die Theorie des «Grossen Austauschs» bei ihren Anhängerinnen und Anhängern zu Muslimfeindlichkeit führt (Obaidi, Kunst, Ozer & Kimel, 2021). Mit der Bezeichnung eines Feindes und der Legitimierung aller Mittel zu seiner Bekämpfung dienen Verschwörungstheorien dieser Art als Antrieb für Täter, die sich als «schwache Akteure des politischen Spiels» sehen und denen es «die Verschwörungsrhetorik [...] erlaubt, sich bis hin zur Autarkie als Hüter einer abgelehnten Wahrheit zu betrachten, zu selbstständigen und zu denken» (Taïeb, 2010: 281).

Die Verschwörungsideologie der Minderheiten

Allgemein erklären die Verschwörungstheorien das – tatsächliche oder vermeintliche – Unglück der Welt durch Erzählungen über Akteure mit bösen Absichten. Sie vermitteln denen, die daran glauben, ein Gefühl der Kontrolle über eine Umwelt, die sonst dem Zufall überlassen wäre. Aus diesem Grund ist die Verschwörungsideologie als Form

Allgemein erklären die Verschwörungstheorien das – tatsächliche oder vermeintliche – Unglück der Welt durch Erzählungen über Akteure mit bösen Absichten. Sie vermitteln denen, die daran glauben, ein Gefühl der Kontrolle über eine Umwelt, die sonst dem Zufall überlassen wäre.

der unbewussten geistigen Strategie zur Bekämpfung von Ängsten besonders häufig bei sozialen Gruppen anzutreffen, die sich aus einem objektiven oder vermeintlichen Grund von Prekarisierung, Enteignung oder Herabstufung betroffen fühlen oder sich davor fürchten (vgl. z. B., DiGrazia, 2017; Goertzel, 1994; Uscinski & Parent, 2014).

Es ist daher nicht verwunderlich, dass Rassismosopfer oder im weiteren Sinn Angehörige von Minderheiten oder diskriminierten Gruppen ebenfalls Verschwörungshaltungen annehmen können, um ihren Status zu erklären. Sie

können in den Verschwörungstheorien ein Erklärungsraster finden, das ihrer Situation einen Sinn gibt und eine eindeutige Begründung liefert für die sozialen Ungerechtigkeiten, deren Opfer sie sind. Verschwörungstheorien handeln in diesem Kontext von den Absichten und Methoden der Macht oder der Mehrheitsgruppen. Dies ist beispielsweise der Fall bei den Verschwörungstheorien, die seit Beginn der AIDS-Epidemie zirkulieren.

Verschiedene solche Theorien behaupten, dass das AIDS-Virus von der Regierung der Vereinigten Staaten hergestellt worden sei und dass die Mitglieder der afro-amerikanischen Gemeinschaft willentlich damit infiziert wurden, um sie zu schwächen oder sogar auszumerzen. Eine Version dieser Verschwörungstheorie wurde auch von der muslimischen afro-amerikanischen Organisation *Nation of Islam* vertreten. Andere Verschwörungstheorien behaupteten, dass die Gesundheitsdienste der Vereinigten Staaten zusammen mit weissen Suprematisten die homosexuelle Gemeinschaft bewusst dem AIDS-Virus ausgesetzt hätten.

Eine interessante ethnografische Studie zeigt, wie sich stigmatisierte Minderheiten in den benachteiligten Quartieren von Brüssel mit Verschwörungstheorien behelfen, um ihre Situation zu verstehen. Diese Untersuchung weist nach, dass in diesen Quartieren junge Eingewanderte und Nachkommen von Eingewanderten aus Marokko oder Subsahara-Afrika stark den Theorien anhängen, wonach Medien, Politik und Ordnungskräfte westlicher Länder zusammenarbeiten, um die eingewanderte und muslimische Bevölkerung als Quelle sozialer Unruhen darzustellen und die öffentliche Aufmerksamkeit von den tatsächlichen bösen Akteuren abzulenken – den «Mächtigen» und der «globalen Mafia» (Mazzocchetti, 2012).

Beispielsweise seien die Attentate vom 11. September 2001 in den USA von der amerikanischen Regierung selber orga-

Es ist daher nicht verwunderlich, dass Rassismuskritiker oder im weiteren Sinn Angehörige von Minderheiten oder diskriminierten Gruppen ebenfalls Verschwörungshaltungen annehmen können, um ihren Status zu erklären.

nisiert und Islamisten zugeschrieben worden, um die muslimischen Gemeinschaften im Westen zu stigmatisieren. Indem junge Eingewanderte und Nachkommen von Eingewanderten solchen Theorien anhängen, «geben sie der Vergangenheit (dem Schweigen rund um die Kolonialisierungs- und Migrationsgeschichte) und ihrem Bewusstsein der gegenwärtigen Fremdenfeindlichkeit und Diskriminierungen [...] einen Sinn. [Diese] Beschreibung der Welt durch Verschwörungstheorien ist auch eine Art und Weise, die Kontrolle über die Ereignisse zu übernehmen, indem man sie kohärent und akzeptabel macht, um damit die Opferrolle zu verlassen und zu einem bedeutenden Akteur zu werden» (Mazzocchetti, 2012: 6).

Man sieht, dass die Verschwörungsideologie häufig im Gefühl verwurzelt ist, zu einer stigmatisierten, bedrohten Gruppe zu gehören oder Opfer sozialer Ungerechtigkeit zu sein. In bestimmten Fällen entspricht dieses Gefühl einer objektiven Realität, in anderen entsteht es aus einer Angst, die auch dann ihre Wirkung tut, wenn sie nicht berechtigt ist. Verschwörungstheorien können über die Empörung zwar Menschen mobilisieren und zusammenbringen, aber sie sind eine politische Sackgasse, selbst wenn das ursprüngliche Gefühl der Ungerechtigkeit legitim ist. Der Blickwinkel der Verschwörungsideologie verhindert eine schlüssige Beurteilung der Situation und damit auch die effektive Bekämpfung sozialer Ungerechtigkeiten. Anders gesagt ist die Verschwörungsideologie

immer eine Falle und nie ein Instrument der Emanzipation.

Der promovierte Sozialwissenschaftler **Laurent Cordonier** ist Forscher an der Stiftung *Fondation Descartes* (Paris) und externer wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Universität Lausanne. laurent.cordonier@gmail.com

Der promovierte Neurowissenschaftler **Sebastian Dieguez** forscht am Labor für kognitive und neurologische Wissenschaften der Universität Freiburg (Schweiz). sebastian.dieguez@unifr.ch

BIBLIOGRAPHIE

- DiGrazia, J. (2017). The social determinants of conspiratorial ideation. *Socius*, 3, 1-9.
- Goertzel, T. (1994). *Belief in conspiracy theories*. *Political Psychology*, 15, 731-742.
- Mazzocchetti, J. (2012). Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus des migrations africaines (Maroc et Afrique subsaharienne) dans des quartiers précaires de Bruxelles. *Brussels Studies* [online], 63.
- Obaidi, M., Kunst, J. R., Ozer, S., & Kimel, S. (2021). The Great Replacement Conspiracy: How the Perceived Ousting of Whites Can Evoke Violent Extremism and Islamophobia. [Preprint available at <https://osf.io/b25r3>]
- Taieb, E. (2010). Logiques politiques du conspirationnisme. *Sociologie et sociétés*, 42(2), 265-289.
- Uscinski, J. E. & Parent, J. M. (2014). *American Conspiracy Theories*. Oxford, Oxford University Press.

Il complottismo, motore del razzismo

I rapporti tra razzismo e complottismo sono complessi. I due fenomeni hanno in comune problematiche riguardanti il potere, l'esclusione, la diffidenza, la violenza, l'odio, la paura, gli stereotipi, le disuguaglianze o l'ingiustizia, ma non sempre in modo del tutto chiaro. Nei due articoli seguenti, tentiamo di offrire una spiegazione presentando le due facce di questo preoccupante sodalizio.

Sebastian Dieguez & Laurent Cordonier

In questo primo articolo spieghiamo come il complottismo in quanto tale sia spesso il propulsore di ideologie, atteggiamenti e movimenti razzisti. In sostanza, il razzismo consiste nel ridurre gruppi di individui alle loro caratteristiche fisiche e alle loro origini, solitamente per farli apparire inferiori rispetto ad altri gruppi sociali. Per essere efficace, questo processo di inferiorizzazione deve far capo anche a fattori psicologici e morali capaci di rendere i gruppi presi di mira una potenziale minaccia. E qui giunge in aiuto il complottismo, offrendo una giustificazione al razzismo: gli «altri» non sono solo irrimediabilmente inferiori, ma anche pericolosi. Subdoli e scaltri, nutrono cattive intenzioni nei nostri confronti, lavorano segretamente a qualcosa, fanno fronte unito, ce l'hanno con il «nostro» modo di vivere. Senza questo meccanismo, il razzismo resta una sorta di atteggiamento teorico, un vago disagio irrazionale per la diversità, una specie di fobia diffusa e poco canalizzata. Per essere realmente razzisti, quindi, occorre essere anche complottisti.

Nel secondo articolo (a pagina 65) trattiamo il complottismo come «arma delle minoranze». Il razzismo in quanto sistema oppressivo produce effetti potenti su coloro che lo subiscono, una situa-

zione che, a sua volta, suscita diffidenza e sfocia in convinzioni specifiche da parte delle minoranze prese di mira. Il complottismo può quindi diventare un meccanismo di difesa delle vittime, che vi ricorrono per spiegare la loro posizione e attivare atteggiamenti che consentano loro di affrontarla.

La causalità diabolica

È innanzitutto utile distinguere due concetti spesso usati come sinonimi nel dibattito attuale, ossia «teoria del complotto» e «complottismo». Questa distinzione è molto più importante di quanto non sembri, perché permette di eliminare alcuni malintesi. Una teoria del complotto spiega come un evento pubblico importante (p. es. un attentato, l'assassinio di un personaggio pubblico, lo scoppio di una pandemia o un incidente industriale) sia il risultato di un complotto, ossia di un piano ordito e realizzato in segreto da un'entità malvagia, solitamente un gruppo di individui potenti d'accordo tra loro. Questo tipo di «teoria» soppianta spesso la spiegazione «ufficiale» dell'evento in questione e giunge a conclusioni completamente diverse.

Alcune teorie del complotto sono molto note e diffuse, come quelle concernenti

l'assassinio di J.F. Kennedy, gli attentati dell'11 settembre 2001 o le scie chimiche nel cielo. Riguardano dunque soggetti isolati, ed emergono sporadicamente in base all'attualità proponendo spiegazioni, spesso piuttosto vaghe, che le autorità o i veri responsabili vorrebbero in realtà tenere «nascoste».

Il complottismo, invece, è una propensione più generale a considerare il complotto quale spiegazione di come va globalmente il mondo. La storia stessa, in senso lato, è vissuta come un flusso permanente ed eterno di congiure attuate «dietro le quinte» da un gruppo ristretto di individui che «tirano le fila nascondendoci la verità». I ricercatori parlano di «mentalità cospirazionista», di «ideazione cospiratoria» o di «stile paranoide» per descrivere questo atteggiamento, teorizzato da Léon Poliakov nei suoi studi sulla storia dell'antisemitismo nel concetto di «causalità diabolica» – ossia la tendenza a ricondurre quanto realmente accaduto a una fonte intenzionale unica che, in definitiva, altro non è che il male assoluto, un'entità così potente, malvagia e determinata da raggiungere sempre i suoi scopi nella più completa invisibilità.

Nella visione complottista del mondo, i dettagli di questa o quella «teoria del

complotto» contano meno della convinzione, a priori, dell'esistenza di una forza cospiratrice, a prescindere da quello che essa faccia esattamente e da quali siano i suoi veri scopi. Il sistema migliore per sapere se qualcuno crede o meno a una data teoria del complotto consiste nel verificare se sposa altre teorie cospirazioniste, soprattutto se non sono direttamente collegate tra loro e riguardano ambiti completamente diversi.

Il termine «complotto» ha una connotazione peggiorativa su cui è interessante soffermarsi. Negli anni 1950-60, due autori in particolare hanno contribuito a identificare e a togliere credibilità a questo modo di interpretare il mondo: il filosofo Karl Popper, che nel 1952 ha introdotto il concetto di «teoria della cospirazione della società», e lo storico Richard Hofstadter, che nel 1964 ha parlato di «stile paranoide» in politica. Le loro analisi hanno fatto seguito a quelle di Löwenthal e Guterman sui «profeti dell'inganno», ossia gli «agitatori» politici fascisti di cui questi autori avevano notato il ricorso ideologico alla nozione di complotto per fomentare l'odio. I loro lavori hanno evidenziato il carattere irrazionale e immorale delle oltraggiose accuse di complottismo, rendendo da allora questo atteggiamento inaccettabile e persino vergognoso agli occhi dell'opinione pubblica.

La denuncia e la stigmatizzazione del complottismo non sono dunque nulla di nuovo, contrariamente a ciò che spesso viene dichiarato anche da alcuni ricercatori mal informati sul fenomeno. Il termine «complotto» è peggiorativo proprio perché designa una modalità, da tempo screditata, di riferire la realtà, un modo di pensare che non è soltanto sterile, ma anche potenzialmente pericoloso. In questo contesto, del resto, la cospirazione non è una visione semplicistica e alterata della realtà, bensì un atteggiamento che conferisce validità alla stigmatizzazione. Le persone non aderiscono a questa o a quell'idea di cui, in un secondo tempo, si rendono conto

con orrore che si tratta di una teoria del complotto: oggi si aderisce a un contenuto complottista perché è tale, perché ci piace immaginare che ci renda depositari di un sapere proibito e diabolico che le élite vorrebbero negarci.

Il complottismo è un approccio opportunistico, strategico e ideologico che consente di creare un nemico e di spiegare così tutte le nostre disgrazie, di fomentare l'odio e di trasformare i carnefici in vittime.

Uno strumento ideologico

Come altri autori, Poliakov aveva ben compreso il carattere devastante di una tale concezione del mondo. Lungi dall'essere una semplice fantasia o un vago sospetto nei confronti delle spiegazioni «ufficiali» di un evento specifico, il complottismo permette, letteralmente, di demonizzare un nemico o interi gruppi sociali attribuendo loro intenzioni malvagie e il potere di realizzarle – il che, a sua volta, consente di spiegare e giustificare l'odio provato nei loro confronti e di rafforzare la mobilitazione per difendersene. Il complottismo è palesemente lontano da una sincera preoccupazione per le cospirazioni, che dovrebbero essere analizzate e denunciate. Il suo intento è piuttosto di fornire il combustibile necessario per mantenere viva un'avversione incontrollata che, senza complottismo, rischierebbe di esaurirsi abbastanza rapidamente. Se vogliono essere efficaci, i regimi totalitari, le tirannie, le fazioni di genocidari o i fomentatori di persecuzioni devono rappresentare il loro bersaglio – che sia un avversario reale o un Capro espiatorio inventato – come animato dall'intenzione subdola di portare avanti un piano segreto di conquista delle popolazioni che li sostengono.

L'incredibile longevità di un fenomeno come l'antisemitismo può essere spiega-

ta soltanto con la sua componente cospiratoria. Secondo noi, è addirittura impossibile essere antisemiti senza sposare l'idea di un complotto giudaico globale. Dalle messe sataniche alle teorie su George Soros, passando dai pozzi avvelenati e dal Nuovo Ordine Mondiale, la diffidenza e l'odio verso gli ebrei sono potuti sopravvivere in forma così marcata soltanto incastri in una mitologia della manipolazione che null'altro è se non l'accusa di cospirare per dominare il mondo.

Il complottismo non è semplicemente l'adesione goffa e sfortunata ad alcune idee stravaganti da parte di individui creduloni e male informati. È un approccio opportunistico, strategico e ideologico che consente di creare un nemico e di spiegare così tutte le nostre disgrazie, di fomentare l'odio e di trasformare i carnefici in vittime. Questa dinamica della vittimizzazione, caratteristica del complottismo, è un motore formidabile del razzismo (e dell'oppressione in generale), ma si presenta anche sotto forma di risentimento improduttivo da parte delle minoranze e dei più svantaggiati. Questa seconda faccia del sodalizio razzismo-complotto è tratta nell'articolo che segue.

Sebastian Dieguez, neuroscienziato, è ricercatore al Laboratorio di scienze cognitive e neurologiche dell'Università di Friburgo. sebastian.dieguez@unifr.ch

Laurent Cordonier, dottore in scienze sociali, è ricercatore alla Fondazione Descartes (Parigi) e collaboratore scientifico esterno dell'Università di Losanna. laurent.cordonier@gmail.com

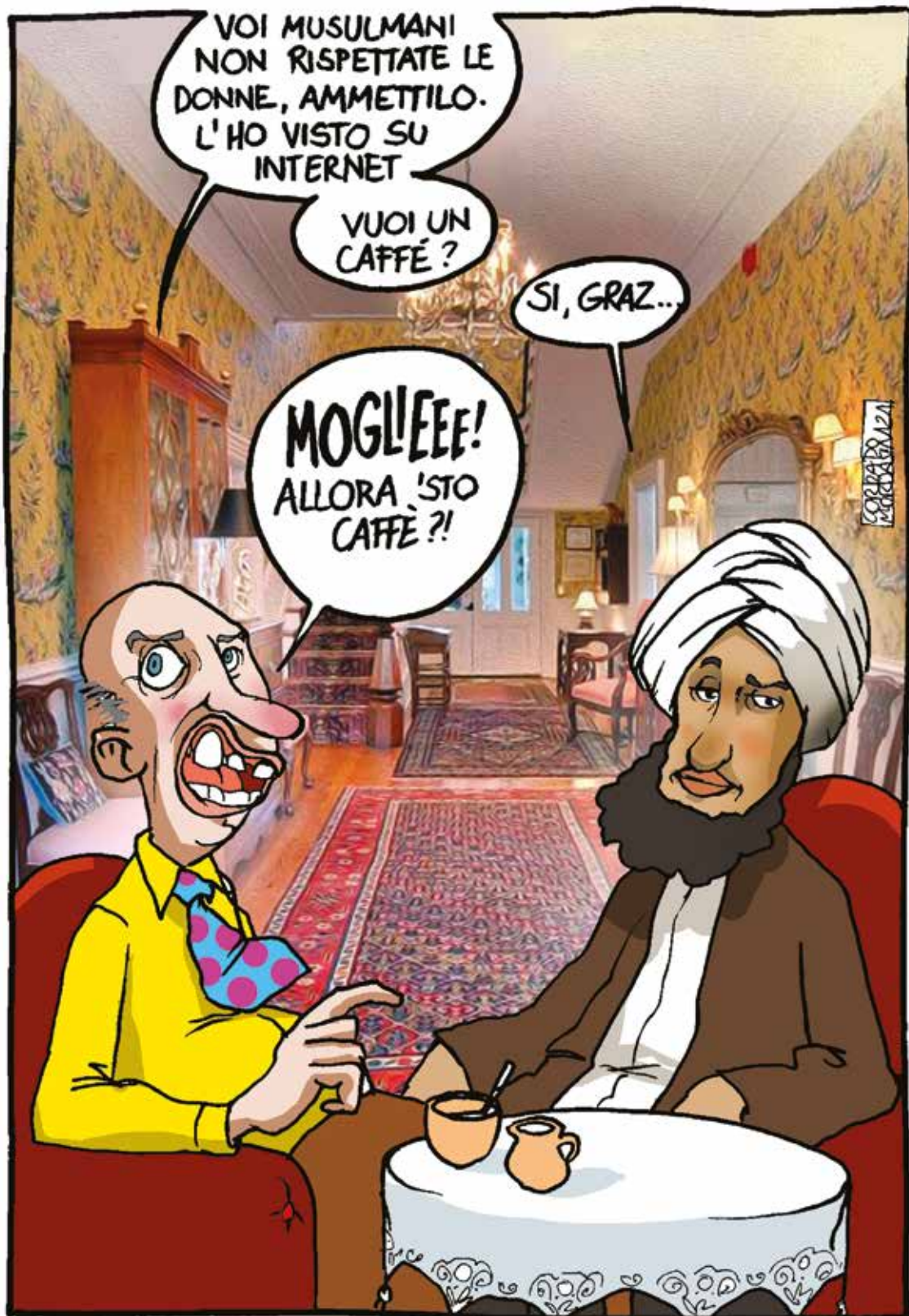
BIBLIOGRAFIA

Dieguez, S. & Delouée, S. (in uscita). *Le complotisme : cognition, culture, société*. Bruxelles: Mardaga.

Hofstadter, R. (1964). *The Paranoid Style in American Politics*. New York: Harvard University Press.

Poliakov, L. (1980). *La causalité diabolique* (vol. 1). Parigi: Calmann-Lévy.

Popper, K. (1963). *Conjectures et réfutations : la croissance du savoir scientifique*. Parigi: Payot.



VOI MUSULMANI
NON RISPETTATE LE
DONNE, AMMETTILO.
L'HO VISTO SU
INTERNET

VUOI UN
CAFFÈ?

SI, GRAZ...

MOGLIEEE!
ALLORA 'STO
CAFFÈ?!

SOPRANO

Il complottismo, un pericoloso strumento di mobilitazione

Il 15 marzo 2019, a Christchurch, in Nuova Zelanda, un uomo si è introdotto in due moschee e ha ucciso oltre 50 persone riunite per la preghiera del venerdì. Alla vigilia dell'attentato il terrorista, un suprematista bianco, aveva pubblicato su Internet un lungo manifesto in cui esponeva la ragione del suo atto: lottare contro la «grande sostituzione», una teoria complottista molto diffusa tra i gruppuscoli di estrema destra.

Laurent Cordonier & Sebastian Dieguez

La teoria della «grande sostituzione» è stata formulata a più riprese, fra l'altro anche dal pensatore di riferimento della destra identitaria francese Renaud Camus che ha contribuito alla sua relativa popolarità dai primi anni 2010. Qualunque sia la versione, il nocciolo è sempre lo stesso: le élite politiche, intellettuali e mediatiche dei Paesi occidentali agirebbero nell'ombra per organizzare la progressiva sostituzione delle popolazioni bianche indigene con quelle dell'Africa subsahariana e del Maghreb, considerate più facili da mantenere in una condizione di asservimento rispetto alle classi medie bianche. Questa cospirazione oscura metterebbe a repentaglio l'esistenza e la sopravvivenza stessa dei Bianchi e della «civiltà occidentale». I demografi che si sono occupati della questione contestano tuttavia che un tale processo sia in corso, e nulla fa pensare che i governi dei Paesi occidentali stiano cercando di «sostituire» le loro popolazioni.

L'attentato di Christchurch esemplifica nel modo più terribile l'argomento sviluppato nel nostro articolo precedente, ossia che le teorie del complotto rivestono un ruolo di punta nel processo di creazione di un nemico mortale, in questo caso gli immigrati e i discendenti di immigrati musulmani. È stato infatti empirica-

mente dimostrato che la teoria della «grande sostituzione» alimenta, in chi ci crede, l'ostilità verso i musulmani (Obaidi, Kunst, Ozer & Kimel, 2021). Designando un nemico e legittimando tutti i mezzi per combatterlo, le teorie del complotto di questo tipo fungono da strumento di mobilitazione per individui che si vedono come attori deboli nel gioco politico, per i quali il ricorso alla retorica del complotto permette di considerarsi e annoverarsi, emancipandosi fino all'autarchia, fra i detentori di una verità negata (Taieb, 2010:281).

Il complottismo delle minoranze

Più in generale, le teorie del complotto spiegano le disgrazie del mondo – reali o immaginarie – attraverso narrazioni con attori dagli intenti malevoli, dando così a chi ci crede l'impressione di poter riprendere il controllo di un ambiente altrimenti abbandonato al caso. È il motivo per cui il complottismo, quale forma di strategia mentale attuata inconsapevolmente per sfuggire a una condizione ansiogena, è prevalente in particolare tra i gruppi sociali che, per ragioni oggettive o fantomatiche, si sentono preda di un senso o un timore di precarizzazione, espropriazione o declassamento (v. p. es. DiGrazia, 2017; Goertzel, 1994; Uscinski & Parent, 2014).

Non sorprende, quindi, che le vittime di razzismo e, più in generale, i membri di gruppi minoritari o discriminati possano anch'essi sviluppare atteggiamenti complottisti per spiegare la loro condizione. Nelle teorie del complotto possono infatti trovare una griglia interpretativa che consente loro di dare un senso alla situazione che vivono e di individuare una causa inequivocabile delle ingiustizie sociali che subiscono. Le teorie del complotto, in questo contesto, vertono sulle intenzioni e sui metodi di coloro che sono al potere o dei gruppi di maggioranza. È il caso, per esempio, delle teorie del complotto che accompagnano l'epidemia di AIDS fin dal suo inizio.

Molte di queste teorie sostengono che il virus dell'HIV sia stato creato dal governo degli Stati Uniti e poi deliberatamente iniettato a membri della comunità afroamericana allo scopo di indebolirla o persino annientarla. Una versione di questa teoria cospirazionista è stata promossa dall'organizzazione musulmana afroamericana «Nation of Islam». Altre versioni affermavano che erano gli omosessuali a essere stati deliberatamente esposti al virus dal servizio sanitario statunitense d'intesa con i suprematisti bianchi.

Per tornare alle nostre latitudini, possiamo citare un interessante studio etnografico condotto nei quartieri di Bruxelles caratterizzati da precarietà, il quale offre un altro esempio del ricorso alle teorie del complotto da parte delle minoranze stigmatizzate quale mezzo per comprendere la loro situazione. Dalla ricerca emerge che i giovani immigrati o discendenti di immigrati dal Marocco e dall'Africa subsahariana residenti in questi quartieri aderiscono massicciamente alle teorie secondo cui, nei Paesi occidentali, giornalisti, politici e forze dell'ordine agiscono di concerto per far passare gli immigrati e i musulmani come fonte di disordini sociali al fine di distogliere l'attenzione pubblica dai veri cattivi, ossia i «potenti» e le «mafie mondiali» (Mazzocchetti, 2012).

Per esempio, gli attacchi terroristici dell'11 settembre 2001 negli Stati Uniti sarebbero stati orchestrati dal governo americano stesso e attribuiti agli islamisti allo scopo di stigmatizzare le comunità musulmane presenti in Occidente. Aderendo a tali teorie, i giovani immigrati e discendenti di immigrati danno un senso al passato (ai silenzi che avvolgono la storia coloniale e le storie di migrazione), così come alla xenofobia e alla discriminazione subite. Questa visione del mondo in termini di teoria del complotto è anche un modo per riprendere il controllo degli eventi, rendendoli coerenti e quindi accettabili in virtù della loro coerenza, e, dunque, per uscire da una posizione di vittima diventando un attore portatore di senso (Mazzocchetti, 2012:6).

Come possiamo vedere, il complottismo è spesso radicato nel sentimento di appartenenza a un gruppo stigmatizzato, minacciato o vittima di un'ingiustizia sociale. In alcuni casi, questo sentimento corrisponde a una realtà oggettiva, in altri è frutto di un timore ingiustificato, che non per questo produce effetti minori. Benché permettano di mobilitare e unire gli individui suscitando indignazione, le teorie del complotto portano a un vicolo

cieco politico, anche quando il senso di ingiustizia iniziale è legittimo. In effetti, le molteplici sfaccettature del complottismo impediscono una diagnosi pertinente della situazione e, di conseguenza, una lotta efficace contro le ingiustizie sociali. In altre parole, il complottismo è sempre una trappola, non è mai uno strumento di emancipazione.

Laurent Cordonier, *dottore in scienze sociali, è ricercatore alla Fondazione Descartes (Parigi) e collaboratore scientifico esterno dell'Università di Losanna. laurent.cordonier@gmail.com*

Sebastian Dieguez, *neuroscienziato, è ricercatore al Laboratorio di scienze cognitive e neurologiche dell'Università di Friburgo. sebastian.dieguez@unifr.ch*

BIBLIOGRAFIA

- DiGrazia, J. (2017). The social determinants of conspiratorial ideation. *Socius*, 3, 1-9.
- Goertzel, T. (1994). *Belief in conspiracy theories*. *Political Psychology*, 15, 731-742.
- Mazzocchetti, J. (2012). Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus des migrations africaines (Maroc et Afrique subsaharienne) dans des quartiers précaires de Bruxelles. *Brussels Studies* [en ligne], 63.
- Obaidi, M., Kunst, J. R., Ozer, S., & Kimel, S. (2021). The Great Replacement Conspiracy: How the Perceived Ousting of Whites Can Evoke Violent Extremism and Islamophobia. [Preprint available at <https://osf.io/b25r3>]
- Taïeb, E. (2010). Logiques politiques du conspirationnisme. *Sociologie et sociétés*, 42(2), 265-289.
- Uscinski, J. E. & Parent, J. M. (2014). *American Conspiracy Theories*. Oxford, Oxford University Press.

« Le complotisme appelle le complotisme »

Rudy Reichstadt a fait de la lutte contre le complotisme sa mission et son métier. Il est directeur du site *Conspiracy Watch*. Il est également membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès. Entretien avec un homme engagé, décrit par certains de ses détracteurs comme un « chasseur de conspirationnistes » compulsif.

Entretien réalisé par Samuel Jordan

Vous avez créé en 2007 le site Conspiracy Watch. Quelle est son origine ?

Rudy Reichstadt : À cette époque, j'étais déjà très inquiet face à la montée en puissance des théories du complot. J'y étais particulièrement sensible, ayant travaillé durant mes études sur le négationnisme. On nageait alors en plein argumentaire complotiste sur le 11 septembre 2001 avec des explications extravagantes qui séduisaient toujours davantage de monde, bien au-delà des cercles d'extrême droite habituels. Grâce à la puissance d'Internet, des thèses qui étaient autrefois considérées comme fumeuses ou malveillantes élargissaient leur audience. Elles commençaient à proliférer en toute impunité en dépit de leur fausseté ou de leur caractère xénophobe. La conviction que des puissances occultes tirent secrètement les ficelles de la politique, de l'économie ou des médias, manipulant l'opinion publique et tramant de sombres complots contre le bien public, gagnait du terrain. C'est ce constat préoccupant qui a présidé à la création de l'Observatoire du conspirationnisme en 2007. J'ai souhaité ainsi combler un déficit de ressources en ligne sur cette question. Depuis 2017, notre site est devenu un service de presse en ligne, consacré à l'information et à la veille sur cette problématique.

Pouvez-vous nous expliquer en quoi consistent le travail et l'objectif de Conspiracy Watch ?

Conspiracy Watch a pour but de lutter contre ces dérives, en rendant accessible au plus large public l'état des connaissances sur le phénomène complotiste, sur son histoire et sur ceux qui l'alimentent et en tirent profit. Nous proposons une analyse critique, sourcée et documentée permettant de réfuter les arguments fallacieux sur lesquels prospèrent les théories du complot. Il faut savoir que le complotisme n'est pas un trouble psychique ou paranoïaque, comme il est parfois tentant de le croire. Le complotisme est un discours éminemment politique et souvent dangereux pour la cohésion de nos sociétés. En cela, notre travail est résolument humaniste et engagé.

Engagé pour défendre quelles valeurs ?

Celles de la démocratie et du vivre-ensemble. Le complotisme encourage la fragmentation de la société. Il crée des champs de croyance irréconciliables qui mettent en danger la cohésion sociale et font peser un risque permanent sur la mise en œuvre des politiques publiques. Le complotisme vient renforcer les discours de stigmatisation des uns et

des autres. Il ruine toute forme de solidarité entre des gens d'horizons différents. En remplaçant les problèmes par des boucs émissaires, le complotisme est un ferment de la détérioration de notre cadre démocratique.

Vous évoquez les boucs émissaires et les discours de stigmatisation. Peut-on faire rimer complotisme et racisme ?

Une étude que nous avons réalisée en 2021 sur la base des données de fréquentations des sites web conspirationnistes francophones fait apparaître que les dix premiers sont marqués par un tropisme d'extrême droite assez clair. Soit qu'ils donnent de préférence la parole à des responsables politiques ou des militants d'extrême droite, soit qu'ils véhiculent carrément des contenus à caractère raciste ou antisémite. Les affinités électives entre le complotisme et le rejet de l'autre en général sont récurrentes.

Quelles communautés sont-elles particulièrement visées par le complotisme ?

Les Juifs, quelles que soient les contorsions qu'on utilise pour éviter de prêter le flanc à l'accusation d'antisémitisme, sont très souvent pris pour cibles. Le complotisme est en effet consubstantiel à l'antisémitisme moderne. L'inverse



3000
MORTS !

ET COMME PAR
HASARD, AUCUN
RESSORTISSANT DU
LIECHTENSTEIN !

MEMORIAL
9.11

n'est pas vrai : on peut être complotiste sans être antisémite. Mais même dans ce genre de cas, l'antisémitisme n'est jamais très loin. Prenons l'exemple de la thèse dite du « grand remplacement » : celle-ci suggère que l'immigration en Europe de populations extra-européennes, le plus souvent de culture musulmane, est planifiée pour « remplacer » démographiquement les autochtones. Cette thèse fait souvent écho à l'idée que ce plan serait orchestré par des mondialistes sans racines, cosmopolites, qui sont précisément des stéréotypes antijuifs classiques. Ainsi, même dans le complotisme qui est apparu autour de la pandémie de COVID-19, on a vu tout un discours antisémite se mettre en place dès le mois de février 2020.

Selon vous, complotisme rime donc avant tout avec antisémitisme ?

C'est ce qu'on observe. Quand on s'intéresse au complotisme, l'antisémitisme est vraiment l'éléphant dans la pièce : il ne l'occupe pas totalement, mais il est là, incontournable. Qu'il soit question de littérature complotiste sur les *Illuminati*, sur les reptiliens et sur bien d'autres sujets, on en arrive très fréquemment à dresser un doigt accusateur contre les Juifs.

Et pourquoi cette cible privilégiée ?

Parce que l'antisémitisme n'a pas disparu. Parce que les Juifs sont une cible facile. Et enfin parce que les Juifs sont, de par leur condition historique, de « bons candidats » à l'idéation conspirationniste. Pendant des siècles et jusqu'à une date récente, les Juifs étaient dispersés sur la surface du globe. Aujourd'hui, environ la moitié des Juifs du monde sont en Israël. L'autre moitié est éclatée un peu partout et fait l'expérience de la condition minoritaire. Autrement dit, les Juifs peuvent être perçus comme étant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, ce qui permet d'exciter contre eux le soupçon de « double allégeance » et d'ennemi intérieur. De plus, contrairement au racisme d'infériorisation, ce qui reste

d'antisémitisme aujourd'hui relève d'un ressentiment à l'égard d'une communauté perçue comme dominatrice et donc menaçante.

Vous scrutez les principaux sites de la « complosphère » française, qui cumulent des millions de vues par mois. Avez-vous également dans votre viseur des plateformes suisses désignées comme complotistes ?

Notre travail de veille porte essentiellement sur la « complosphère » française. Nous sommes néanmoins attentifs à ce qui se passe en Suisse. On peut citer le site *Les Observateurs.ch* d'Uli Windisch ou encore, en langue allemande, *Kla.TV*, un médium influent qui décline des vidéos complotistes en de nombreuses langues. La Suisse compte également des figures influentes du complotisme européen, à l'instar de Piero San Giorgio, Chloé Frammery ou encore, plus récemment, Ema Krusi. Frammery, qui est une proche de Dieudonné, va jusqu'à recommander sur les réseaux la lecture des *Protocoles des Sages de Sion*, un célèbre faux antisémite se présentant comme la preuve d'un complot juif mondial.

Vous êtes parfois traité de « chasseur de complotistes » compulsif par certains de vos détracteurs. Qu'en pensez-vous ?

C'est une étiquette que je récusé. L'imaginaire auquel ce terme de « chasseur » renvoie ne correspond en rien à la manière dont je conçois notre travail au sein de l'Observatoire du conspirationnisme. D'abord, nous ne lançons aucune chasse contre qui que ce soit – contrairement à ce que font beaucoup de nos détracteurs. Ensuite, nous mettons un point d'honneur à fournir à nos lecteurs une information fiable, recoupée, vérifiée et des analyses nuancées, dépassionnées, presque cliniques. Nous ne nous lançons jamais dans des entreprises de calomnies, de diffamation ou de destruction. Ce ne sont tout simplement pas nos méthodes.

Vous décrivez néanmoins la critique du complotisme comme un sport de combat... Oui, car l'agressivité que nous suscitons est démente. Nous et ceux qui, en général, se risquent à critiquer les complotistes, faisons régulièrement l'objet de propos haineux ou insultants. Nous recevons des messages d'intimidation, voire des menaces de mort. Nous sommes également victimes de cyberattaques et de procédures-bâillons : je suis par exemple actuellement l'objet de quatre procédures judiciaires de ce type.

Quelle est la boîte à outils des complotistes ?

Pour qu'une théorie du complot prenne, elle a besoin d'un sujet ou d'un événement marquant qui doit pouvoir être instrumentalisé politiquement. Ensuite, il faut des zones d'ombres ou des éléments qui peuvent paraître troublants en première analyse. On en trouve sur tous les sujets, il suffit de les chercher, mais plus il y en a, mieux c'est pour la théorie du complot. Puis il faut la désignation d'un « principe maléfique », un « grand méchant » comme la CIA, *Big Pharma*, le Bilderberg, les francs-maçons ou le « sionisme international ». Enfin, ingrédient déterminant, il faut une « structure d'accueil » : c'est-à-dire un mythe complotiste préexistant qui va nourrir cette nouvelle théorie du complot, lui permettre de croître, de s'insérer dans une narration plus grande qu'elle, et qu'elle va in fine alimenter en retour. Par exemple le mythe du « nouvel ordre mondial ».

Comment répondre aux complotistes ?

On peut réagir par l'humour, comme le font certains. Notre approche est celle de la contre-argumentation basée sur des faits et sur la logique. Tout le monde peut, à un moment, être séduit par des théories du complot. Mais nous croyons que la plupart des gens sont heureusement accessibles à des arguments fondés sur la raison. Nous contribuons à donner des points d'appui pour éviter

le piège du complotisme. Nous invitons le public à se servir de son esprit critique et à se méfier des médias complotistes. Ces derniers, en apparence, réhabilitent le bon sens et vous invitent à « penser par vous-même ». Mais en réalité, ils ne font que flatter nos préjugés et promouvoir un conformisme contre un autre.

Pourquoi le complotisme peut-il devenir une posture de vie ?

Il y a une forme d'accoutumance aux théories du complot. « L'abîme appelle l'abîme » et le complotisme appelle le complotisme. On sait ainsi que plus on adhère à un nombre important de théories du complot, plus on est disponible pour la prochaine. Par exemple, on ne devient pas « platiste » du jour au lendemain. On n'en vient pas à croire que la Terre n'est pas ronde, sans être passé auparavant par d'autres théories du complot. On y arrive en se disant que si l'on nous a menti sur tout cela, alors on a pu nous mentir sur cela aussi. Le complotisme est une sorte d'exutoire et de béquille intellectuelle. Il peut avoir des effets très inhibants sur la mobilisation politique. Si vous êtes persuadé que tout est écrit d'avance par des puissants au-dessus de nous, pourquoi essayer d'agir concrètement pour améliorer les choses ?

L'imaginaire du complot a toujours existé. Pourquoi s'en inquiéter davantage aujourd'hui ?

C'est un phénomène dont l'origine est probablement aussi ancienne que les sociétés humaines elles-mêmes. Mais le foisonnement contemporain des théories du complot et le succès qu'elles rencontrent sont directement liés aux moyens techniques de circulation et de transmission des idées. Internet en général aussi bien que le haut débit, le smartphone ou les réseaux sociaux forme un contexte technologique qui offre une chance historique au complotisme et à la création de communautés conspirationnistes de prospérer. Le complotisme est sorti de sa boîte et notre tâche est

désormais d'apprendre à vivre avec, sans renoncer à essayer de l'endiguer.

La création de contenus complotistes n'est-elle pas aussi une entreprise commerciale, à l'instar de nombreux mouvements sectaires ?

Même si la dimension politique est déterminante, la composante économique ne doit en effet pas être négligée. On peut être à la fois un charlatan et un fanatique, cela n'a rien d'exclusif. L'argent est d'ailleurs le nerf de la guerre dans un combat politique. Les influenceurs complotistes mettent donc souvent un soin particulier à monétiser les contenus qu'ils proposent.

Certains dénoncent le fait que l'on classe trop rapidement dans le camp des complotistes ceux qui mettent en cause des vérités officielles. Ne risque-t-on pas de provoquer ainsi un appauvrissement de la pensée ?

L'appauvrissement de la pensée, c'est le complotisme lui-même, son manque d'exigence et sa vision manichéenne du monde. Ce n'est pas parce que le mot « complotiste » a une charge dépréciative qu'il ne renvoie pas à quelque chose de réel. C'est un mot qui peut être utilisé à mauvais escient, bien sûr, mais on ne va pas supprimer de notre vocabulaire tous les mots susceptibles de contrarier ceux qu'ils désignent. Il nous arrive régulièrement d'être nous-mêmes attaqués de cette manière-là : on nous traite de « complotistes anti-complotistes » ou d'« anti-complotistes qui voient des complotistes partout ». Mais je crois que cela renseigne davantage sur ceux qui nous qualifient ainsi que sur la réalité de notre travail.

« Complotisme » et « conspirationnisme », peut-on tout mettre dans le même panier ?

Le mot conspirationnisme a fait son entrée dans le dictionnaire en 2011, suivi du mot complotisme en 2016. Ils sont

aujourd'hui utilisés de manière peu ou prou interchangeable.

Vous écrivez : « le complotisme n'est pas un trouble mental. C'est un discours politique. »¹ Devant la prolifération des théories complotistes, sommes-nous trop complaisants ? Faudrait-il légiférer ?

Je constate une indulgence coupable à l'égard de la montée en puissance du complotisme. Cette complaisance est observable depuis plusieurs années, que ce soit dans le monde politique, universitaire ou médiatique. Il ne s'agit pas pour autant de créer une loi contre des croyances. Ce serait totalement liberticide. En démocratie, chacun a le droit de croire à des choses extravagantes, folles ou contestables. Mais on n'a pas le droit de diffamer en toute impunité. Le problème, c'est lorsque ces croyances s'accompagnent d'accusations graves contre des individus ou des groupes et qu'elles incitent à la haine, au racisme et à l'antisémitisme. En France, des dispositions légales existent déjà pour traiter ce type de contenus. Mais lorsqu'on accuse sans preuve et sur la base de fausses informations des personnes de participer à un complot criminel, avec les risques que cela peut comporter en matière de troubles à l'ordre public, et qu'aucun plaignant ne se manifeste, alors il ne se passe rien. Et certains influenceurs complotistes peuvent donc déverser leur fiel sans jamais être inquiétés. C'est là le problème, et c'est contre cette impunité que nous souhaitons lutter. Nous demandons que des associations comme la nôtre, qui luttent contre la désinformation, se voient reconnaître le droit d'engager des poursuites sur la base des dispositions qui pénalisent la diffusion de fausses nouvelles.

¹ Rudy Reichstadt : *L'Opium des imbéciles*. Grasset & Fasquelle, 2019.

«Verschwörungstheorien rufen Verschwörungstheorien auf den Plan»

Rudy Reichstadt hat sich dem Kampf gegen Verschwörungswahn verschrieben und sich diesen zum Beruf gemacht. Er ist Leiter der Seite *Conspiracy Watch* und Mitglied des *Observatoire des radicalités politiques* der französischen Stiftung *Fondation Jean Jaurès*. Ein Gespräch mit einem engagierten Mann, den seine Gegnerinnen und Gegner auch gerne als zwanghaften «Verschwörungsjäger» bezeichnen.

Das Interview führte Samuel Jordan

Im Jahr 2007 haben Sie die Website Conspiracy Watch gegründet. Wie kam es dazu?

Rudy Reichstadt: Ich war zu der Zeit bereits sehr besorgt über die zunehmende Verbreitung der Verschwörungstheorien. Dies fiel mir besonders auf, weil ich mich während meines Studiums mit der Leugnung von Völkermorden beschäftigt hatte. Damals hatten Verschwörungsargumentationen rund um den 11. September 2001 gerade Hochkonjunktur, und abenteuerliche Erklärungsversuche zogen ein immer größeres Publikum an, das nicht mehr nur den üblichen rechtsradikalen Kreisen entsprach. Dank der Macht des Internets fanden Thesen, die früher als verworren oder böswillig galten, immer mehr Anklang. Trotz falscher und fremdenfeindlicher Inhalte konnten sie sich völlig ungestraft ausbreiten. Immer mehr Menschen verfielen dem Glauben, dass geheime Mächte im Verborgenen die Fäden in der Politik, der Wirtschaft oder der Medien ziehen und dazu die öffentliche Meinung manipulieren und finstere Verschwörungen gegen das Allgemeinwohl planen. Diese beunruhigende Feststellung führte zur Gründung von *Con-*

spiracy Watch im Jahr 2007. Mein Ziel war es, im Internet die Lücken zu diesem Thema zu schließen. Seit 2017 ist unsere Website ein Online-Pressedienst, der über die Problematik informiert und Verschwörungstheorien überwacht.

Wir bieten eine kritische, fundierte und dokumentierte Analyse, mit der die Scheinargumente, die den Nährboden für Verschwörungstheorien bilden, entkräftet werden können.

Können Sie uns die Arbeitsweise und das Ziel von Conspiracy Watch erläutern?

Conspiracy Watch will solche Auswüchse bekämpfen, indem es einer breiten Öffentlichkeit Kenntnisse über das Phänomen der Verschwörungstheorien und dessen geschichtlichen Hintergrund vermittelt sowie darüber informiert, wer dahintersteht und davon profitiert. Wir bieten eine kritische, fundierte und dokumentierte Analyse, mit der die Schein-

argumente, die den Nährboden für Verschwörungstheorien bilden, entkräftet werden können. Verschwörungswahn ist übrigens keine psychische Störung oder Paranoia, wie man manchmal glauben möchte. Verschwörungswahn ist in allererster Linie ein politisches Phänomen, das oftmals ein Risiko für den Zusammenhalt unserer Gesellschaft darstellt. Insofern ist unsere Arbeit durch und durch humanistisch und sehr engagiert.

Für welche Werte engagieren Sie sich?

Für die Werte der Demokratie und des Zusammenlebens. Der Verschwörungswahn fördert die Spaltung der Gesellschaft. Er schafft unversöhnliche Glaubenskreise, die den sozialen Zusammenhalt bedrohen und eine stete Gefahr für die öffentliche Politik darstellen. Verschwörungswahn verstärkt stigmatisierende Diskurse über Bevölkerungsgruppen. Er zerstört die Solidarität zwischen Menschen unterschiedlicher Herkunft. Probleme werden durch Sündenböcke ersetzt, womit einer Verschlechterung unseres demokratischen Gefüges Vor-schub geleistet wird.

Sie sprechen von Sündenböcken und Stigmatisierungsdiskursen. Geht Verschwörungswahn immer mit Rassismus einher?

Eine Studie, die wir 2021 mit Daten zu den Besucherzahlen französischsprachiger Verschwörungswbsites durchgeführt haben, hat gezeigt, dass die zehn bekanntesten Websites ziemlich klare rechtsextreme Züge aufweisen. Entweder lassen sie vermehrt rechtsradikale politische Entscheidungsträger und Aktivistinnen zu Wort kommen oder sie vermitteln direkt rassistische oder antisemitische Inhalte. Wahlverwandtschaften zwischen Verschwörungswahn und der grundsätzlichen Ablehnung des Anderen kommen oft vor.

Wenn man sich mit Verschwörungswahn befasst, ist der Antisemitismus wirklich der Elefant im Raum.

Welche Gemeinschaften stehen besonders im Visier der Verschwörungstheorien?

Die jüdische Gemeinschaft ist ein häufiges Ziel, – egal mit welchen Verrenkungen versucht wird, der Anschuldigung des Antisemitismus zu entgehen. Verschwörungswahn ist ein fester Bestandteil des heutigen Antisemitismus. Umgekehrt gilt dies jedoch nicht: Man kann an Verschwörungstheorien glauben, ohne zwingend antisemitisch zu sein. Aber auch dann ist der Antisemitismus nicht weit weg. Denken wir beispielsweise an die Verschwörungsthese des «Grossen Austauschs»: Sie beschreibt einen Plan, wonach die europäische Bevölkerung durch die Immigration aussereuropäischer Bevölkerungsgruppen, meist muslimischer Herkunft, «ersetzt» werden soll. Dabei wird oft davon ausgegangen, dass dieser Plan von entwurzelten, kosmopolitischen «Globalisierungsbefürwortern» orchestriert wird, die genau den klassischen antijüdischen Stereotypen entsprechen.

Sogar in den ab Februar 2020 aufkeimenden Verschwörungstheorien rund um die Covid-19-Pandemie hat sich ein klar antisemitischer Diskurs herausgebildet.

Ihnen zufolge ist Verschwörungswahn also meist mit Antisemitismus verbunden?

Gemäss unseren Beobachtungen, ja. Wenn man sich mit Verschwörungswahn befasst, ist der Antisemitismus wirklich der Elefant im Raum: Er füllt ihn zwar nicht komplett aus, aber er ist unausweichlich da. Egal, ob man Verschwörungsliteratur zu den Illuminaten, den Echsenmenschen oder anderen Themen liest, sehr oft stellt man fest, dass sie sich letztendlich immer gegen Menschen jüdischer Herkunft richtet.

Warum werden diese regelmässig zur Zielscheibe?

Weil der Antisemitismus nicht verschwunden ist und weil die jüdische Gemeinschaft ein einfaches Ziel ist. Und weil Jüdinnen und Juden aufgrund ihres historischen Hintergrunds «ideale Kandidaten» für die Schaffung und Verkettung von Verschwörungsideen sind. Seit Jahrhunderten und bis vor Kurzem lebten sie verteilt über die ganze Welt. Heute lebt rund die Hälfte der jüdischen Gemeinschaft in Israel. Die andere Hälfte ist über den Rest der Welt verstreut und gilt im jeweiligen Land als Minderheit. Damit können die Jüdinnen und Juden zugleich als «innere» wie auch als «äussere Bedrohung» wahrgenommen werden, wodurch man ihnen leicht «doppelte Loyalität» vorwerfen und sie zu «inneren Feinden» erklären kann. Ausserdem gründet der heutige Antisemitismus anders als der Rassismus, bei dem eine Gruppe herabgesetzt wird, auch auf Ressentiments gegenüber einer Gemeinschaft, die als dominant und damit bedrohlich empfunden wird.

Sie beobachten die wichtigsten Websites französischer Verschwörungsbewegungen, die pro Monat millionen-

fach aufgerufen werden. Verfolgen Sie auch schweizerische Plattformen?

Unsere Überwachungsarbeit beschränkt sich hauptsächlich auf die französischen Verschwörungsbewegungen. Wir beobachten jedoch auch, was in der Schweiz geschieht. Hier sind die Seite *Les Observateurs.ch* von Uli Windisch oder das einflussreiche deutschsprachige Medium *Kla.TV* zu nennen, das Verschwörungsvideos in vielen verschiedenen Sprachen präsentiert. Die Schweiz zählt auch einige einflussreiche Personen der europäischen Verschwörungskreise, wie Piero San Giorgio, Chloé Frammery oder zuletzt Ema Krusi. Frammery, die Dieudonné nahesteht, die so weit geht, dass sie auf den Netzwerken die Lektüre der Protokolle der Weisen von Zion empfiehlt – einer bekannten antisemitischen Fälschung, die vorgibt, Beweise für eine jüdische Weltverschwörung zu liefern.

Sie werden von Kritikerinnen und Kritikern manchmal als zwanghafter «Verschwörungsjäger» bezeichnet. Was sagen Sie dazu?

Diese Etikette lehne ich ab. Die Vorstellung, die hinter dem Begriff «Jäger» steht, entspricht überhaupt nicht dem Bild, das ich von unserer Arbeit im Observatoire du conspirationnisme habe. Erstens jagen wir nie nach wem auch immer – im Gegensatz zu vielen unserer Gegnerinnen und Gegner. Zweitens sehen wir es als unsere Pflicht, unserer Leserschaft verlässliche und gut überprüfte Informa-

Damit sich eine Verschwörungstheorie durchsetzt, braucht es ein prägendes Thema oder Ereignis, das sich politisch instrumentalisieren lässt. Dann braucht es Grauzonen oder Elemente, die auf den ersten Blick verwirrend scheinen.

tionen sowie differenzierte, sachliche, ja fast schon klinische Analysen zu liefern. Wir lancieren keine vernichtenden Verleumdungskampagnen. Das sind einfach nicht unsere Methoden.

Sie beschreiben die Kritik der Verschwörungstheorien aber als Kampfsport ...

Ja, denn die Aggressivität, die uns entgegenschlägt, ist völlig verrückt. Wir und ganz allgemein alle, die es wagen, Verschwörungsanhängerinnen und -anhänger zu kritisieren, sind regelmässig Gehässigkeiten und Beleidigungen ausgesetzt. Wir erhalten Drohbriefe oder gar Morddrohungen. Viele werden auch Opfer von Cyberangriffen und müssen Gerichtsverfahren über sich ergehen lassen, mit denen sie zum Schweigen gebracht werden sollen. Gegen mich laufen momentan vier solche Verfahren.

Welcher Instrumente bedienen sich Verschwörungstheoretikerinnen und -theoretiker?

Damit sich eine Verschwörungstheorie durchsetzt, braucht es ein prägendes Thema oder Ereignis, das sich politisch instrumentalisieren lässt. Dann braucht es Grauzonen oder Elemente, die auf den ersten Blick verwirrend scheinen. Diese findet man zu jedem Thema, man muss sie nur suchen, aber je mehr es sind, desto besser für die Verschwörungstheorie. Ausserdem braucht es einen «Unheilstifter», also eine «böse Macht» wie die CIA, die «Big Pharma», die Bilderberger, die Freimaurer oder den «internationalen Zionismus». Ein weiteres wichtiges Element ist schliesslich der «fruchtbare Nährboden», d. h. ein bereits vorhandener Verschwörungsmythos, der die neue Verschwörungstheorie weiter nährt, ihr ermöglicht, zu wachsen und sich in ein grösseres Narrativ einzufügen, das davon letztlich ebenfalls profitiert. So etwa der Mythos der «Neuen Weltordnung».

Sowohl das Internet generell als auch das Breitbandnetz, das Smartphone und die sozialen Medien schaffen eine technologische Konstellation, die für Verschwörungsideologien und den Aufbau von Verschwörungsgemeinschaften eine historische Chance darstellt.

Wie geht man am besten mit Anhängerinnen und Anhängern von Verschwörungstheorien um?

Manche reagieren mit Humor. Unser Ansatz ist eine faktenbasierte und logische Gegenargumentation. Jede und jeder kann sich einmal von einer Verschwörungstheorie angesprochen fühlen. Aber wir glauben, dass zum Glück die meisten Menschen empfänglich sind für vernunftbasierte Argumente. Wir bieten sichere Stützen, um der Verschwörungsfalle zu entkommen. Wir ermutigen die Öffentlichkeit, ihr kritisches Denken einzusetzen und Verschwörungsmedien zu misstrauen. Diese geben vor, den gesunden Menschenverstand zu rehabilitieren, und regen dazu an, «selber zu denken». In Wirklichkeit schmeicheln sie aber nur unseren Vorurteilen und fördern einen Konformismus anstelle eines andern.

Warum kann der Verschwörungswahn zu einer Lebenshaltung werden?

Man gewöhnt sich gewissermassen an Verschwörungstheorien. Verschwörungstheorien rufen weitere Verschwörungstheorien auf den Plan. Es ist bekannt, dass Menschen, die an viele Verschwörungstheorien glauben, offener sind für neue. So wird man beispielsweise nicht von heute auf morgen Anhängerin oder Anhänger der Flache-Erde-Theorie. Wer nicht mehr daran glaubt, dass die Erde rund ist, hat vorher schon andere

Verschwörungstheorien verinnerlicht. Irgendwann beginnt man sich dann zu sagen: «Wenn die uns so viele Lügen erzählt haben, dann kann auch das eine Lüge sein». Der Verschwörungswahn hat dann eine Art Ventilfunktion oder dient als intellektuelle Krücke. Er kann dazu beitragen, die politische Mobilisierung gänzlich zu unterbinden. Wenn Sie überzeugt sind, dass alles bereits im Voraus von Mächtigen festgelegt wurde, die über uns herrschen, warum sollten Sie dann versuchen, etwas zu unternehmen, um die Situation zu verbessern?

Verschwörungstheoretische Weltanschauungen hat es schon immer gegeben. Warum sollten sie uns heute stärker beunruhigen?

Solche Weltanschauungen sind ein Phänomen, dessen Ursprung vermutlich so weit zurückreicht wie die Menschheit selbst. Die aktuelle Verbreitung der Verschwörungstheorien und deren Erfolg hängen jedoch ganz direkt mit den technischen Möglichkeiten zum Austausch und zur Verbreitung von Ideen zusammen. Sowohl das Internet generell als auch das Breitbandnetz, das Smartphone und die sozialen Medien schaffen eine technologische Konstellation, die für Verschwörungsideologien und den Aufbau von Verschwörungsgemeinschaften eine historische Chance darstellt. Der Verschwörungswahn ist aus seinem Schattendasein hervorgetreten und wir müssen nun lernen, damit zu leben – ohne jedoch aufzuhören, dagegen anzukämpfen.

Ist die Schaffung verschwörerischer Inhalte nicht auch ein Geschäft, ähnlich wie zahlreiche Sektenbewegungen?

Ja, auch wenn die politische Dimension die entscheidende ist, sollte man den wirtschaftlichen Aspekt nicht unterschätzen. Jemand kann gleichzeitig ein Scharlatan und ein Fanatiker sein, das eine schliesst das andere nicht aus. Geld ist im Übrigen in einer politischen Auseinandersetzung immer der Motor. Ent-

sprechend sind Verschwörungsinfluencer häufig besonders darauf bedacht, die von ihnen angebotenen Inhalte zu Geld zu machen.

In einer Demokratie hat jede und jeder das Recht, an ausgefallene, verrückte oder zweifelhafte Dinge zu glauben. Aber niemand hat das Recht, andere ungestraft zu verleumden.

Kritische Stimmen monieren, wer offizielle Wahrheiten hinterfrage, werde zu schnell als verschwörungsgläubig abgestempelt. Besteht nicht die Gefahr einer Verarmung des Denkens?

Der Verschwörungswahn selbst ist eine Verarmung des Denkens, mit seiner Anspruchslosigkeit und seinem Schwarz-Weiss-Denken. Nur weil der Begriff «verschwörungsgläubig» abschätzig klingt, heisst das nicht, dass er nicht auf tatsächlich Vorhandenes verweist. Der Begriff kann natürlich missbräuchlich verwendet werden, aber wir können nicht alle Wörter aus unserem Wortschatz streichen, die die damit Bezeichneten verärgern könnten. Auch wir werden regelmässig auf diese Weise angegriffen: Man nennt uns «Anti-Verschwörungs-Verschwörer» oder bezeichnet uns als «Anti-Verschwörungsgläubige, die überall Verschwörungsgläubige sehen». Aber ich glaube, das sagt mehr aus über diejenigen, die uns beurteilen, als über unsere Arbeitsrealität.

Sie schreiben, Verschwörungswahn sei keine psychische Störung, sondern ein politischer Diskurs¹. Sind wir angesichts der starken Verbreitung von Verschwörungstheorien zu nachsichtig? Müsste man gesetzgeberisch tätig werden?

Ich stelle in der Tat eine Nachsicht gegenüber diesen immer mächtiger werdenden Verschwörungstheorien fest, die für deren Erfolg mitschuldig ist. Diese Nachsicht ist seit mehreren Jahren in der Politik, an Hochschulen und in den Medien zu beobachten. Es geht aber nicht darum, ein Gesetz gegen bestimmte Glaubensüberzeugungen zu erlassen. Das wäre klar eine Beeinträchtigung des freien Denkens. In einer Demokratie hat jede und jeder das Recht, an ausgefallene, verrückte oder zweifelhafte Dinge zu glauben. Aber niemand hat das Recht, andere ungestraft zu verleumden. Wirklich problematisch wird es, wenn diese Glaubensüberzeugungen mit schweren Anschuldigungen gegen Einzelpersonen oder ganze Gruppen einhergehen und zu Hass, Rassismus oder Antisemitismus anstiften. In Frankreich gibt es bereits Gesetzesbestimmungen zum Umgang mit solchen Inhalten. Werden aber ohne Beweis und aufgrund falscher Informationen Personen beschuldigt, sich an einer kriminellen Verschwörung zu beteiligen, mit allen Risiken, die dies für die öffentliche Ordnung mit sich bringen kann, und niemand klagt dagegen, dann geschieht auch nichts. Also können Verschwörungsinfluencer weiter ungestört ihr Gift verspritzen. Gegen diese Straflosigkeit möchten wir vorgehen. Wir fordern, dass Verbänden wie dem unseren, die gegen Desinformation eintreten, das Recht eingeräumt wird, Strafverfahren einzuleiten, und zwar auf der Grundlage von Bestimmungen, die die Verbreitung von *Fake News* unter Strafe stellen.

¹ Rudy Reichstadt: *L'Opium des imbéciles*. Grasset & Fasquelle, 2019.

«Il complottismo chiama il complottismo»

Rudy Reichstadt ha fatto della lotta contro il complottismo la sua missione e la sua professione. È direttore del sito «Conspiracy Watch» e membro dell'Osservatorio delle radicalità politiche della Fondazione Jean Jaurès. Colloquio con un uomo impegnato, che alcuni dei suoi detrattori descrivono come un «cacciatore di cospirazionisti» compulsivo.

Intervista a cura di Samuel Jordan

Nel 2007 ha creato il sito «Conspiracy Watch». Com'è nata l'idea?

Rudy Reichstadt: All'epoca la crescente popolarità delle teorie del complotto mi preoccupava già. Era un tema a cui ero particolarmente sensibile, avendo lavorato sul negazionismo durante gli studi. In quegli anni spopolavano argomentazioni complottiste sull'11 settembre 2001, con tesi stravaganti che seducevano sempre più persone, ben al di là delle abituali cerchie di estrema destra. Grazie alla potenza di Internet, tesi che fino a quel momento erano considerate fumose o malevole avevano iniziato a raccogliere sempre più consensi e a proliferare impunemente nonostante la loro falsità o il loro carattere xenofobo. Si stava facendo largo la convinzione che potenze occulte tirassero segretamente le fila della politica, dell'economia o dei media, manipolando l'opinione pubblica e tramando oscuri complotti contro il bene pubblico. La costituzione dell'Osservatorio del cospirazionismo, nel 2007, intendeva rispondere a questa constatazione preoccupante: volevo colmare la lacuna di risorse online in materia. Dal 2017, il nostro sito è diventato un servizio stampa online dedicato all'informazione e alla vigilanza su questa problematica.

In che cosa consistono il lavoro e lo scopo di «Conspiracy Watch»?

«Conspiracy Watch» mira a lottare contro queste derive, rendendo accessibile al grande pubblico lo stato delle conoscenze sul fenomeno complottista, sulla sua storia e su coloro che lo alimentano e ne traggono profitto. Proponiamo un'analisi critica, fondata e documentata, che consente di respingere gli argomenti falsi cavalcanti dalle teorie del complotto. Bisogna sapere che il complottismo non è un disturbo mentale o paranoico, come si è talvolta tentati di credere, bensì un discorso prettamente politico e spesso pericoloso per la coesione delle nostre società. Il nostro lavoro è quindi decisamente umanista e impegnato.

Quali sono i valori che difendete?

Quelli della democrazia e della convivenza. Il complottismo promuove la frammentazione della società. Crea correnti ideologiche inconciliabili, che minacciano la coesione sociale e rappresentano un rischio permanente per l'attuazione delle politiche pubbliche. Rafforza i discorsi di stigmatizzazione. Annulla ogni forma di solidarietà tra persone con retroterra differenti. Sostituendo i problemi con capri espiatori, il complottismo favorisce

il degrado delle nostre strutture democratiche.

Proponiamo un'analisi critica, fondata e documentata, che consente di respingere gli argomenti falsi cavalcanti dalle teorie del complotto.

Lei menziona capri espiatori e discorsi di stigmatizzazione. Complottismo fa rima con razzismo?

Uno studio che abbiamo condotto nel 2021 sulla base dei dati sulla frequentazione dei siti web cospirazionisti francofoni ha rivelato che i dieci siti più visitati sono contraddistinti da un orientamento di estrema destra abbastanza netto: danno infatti preferibilmente la parola a responsabili politici o militanti di estrema destra, oppure veicolano chiaramente contenuti di natura razzista o antisemita. Le affinità elettive tra il complottismo e il rifiuto dell'altro sono una realtà.

Quali sono le comunità particolarmente prese di mira dal complottismo?

Non di rado a essere presi di mira sono gli ebrei, nonostante tutte le acrobazie



AAALT!
COSA PORTI
IN QUELLA
SCATOLA?!

BEH, SONO
UN ASILANTE
VEDA LEI.

PROBABILMENTE
DEL LAVORO CHE HO
RUBATO A QUALCUNO
DI VOI...

GIORGIO
MORASINI?

possibili per evitare l'accusa di antisemitismo. Il complottismo è infatti connotato nell'antisemitismo moderno, mentre il contrario non è vero. Si può essere complottisti senza essere antisemiti: anche in questi casi, però, l'antisemitismo non è mai molto lontano. Prendiamo l'esempio della teoria della «grande sostituzione»: questa tesi suggerisce che l'immigrazione, in Europa, di popolazioni extraeuropee, perlopiù di cultura musulmana, è pianificata per «sostituire» demograficamente gli indigeni. Questa tesi propaga spesso l'idea che tale piano sarebbe orchestrato da mondialisti senza radici, cosmopoliti – classici stereotipi antiebraici. Anche nel complottismo emerso attorno alla pandemia di COVID-19 ha preso forma un discorso antisemita sin dal febbraio del 2020.

Secondo Lei, complottismo fa quindi rima soprattutto con antisemitismo?

Sembra di sì. Analizzando il complottismo, l'antisemitismo è decisamente una presenza ingombrante: non occupa tutta la scena ma esiste, è innegabile. Che si tratti di letteratura complottista sugli Illuminati o sui «rettilian» oppure su altri temi ancora, nella maggior parte dei casi si finisce con l'alzare un dito accusatore contro gli ebrei.

Perché questo bersaglio privilegiato?

Perché l'antisemitismo non è scomparso. Perché gli ebrei sono un bersaglio facile. E anche perché, per la loro condizione storica, gli ebrei sono «ottimi candidati» all'ideazione cospirazionista. Per secoli e fino a non molto tempo fa, gli ebrei erano presenti nel mondo intero. Oggi, circa la metà di loro si trova in Israele e l'altra metà è sparpagliata un po' ovunque, in condizioni di minoranza. In altre parole, gli ebrei possono essere percepiti al tempo stesso come connazionali e come stranieri, il che permette di sospettarli di «doppia lealtà», di essere nemici interni. Inoltre, contrariamente al razzismo d'inferiorizzazione, ciò che resta dell'antisemitismo oggi è il frutto di un risentimento

nei confronti di una comunità percepita come dominatrice e quindi minacciosa.

Per poter attecchire, le teorie del complotto hanno bisogno di un soggetto o un evento degno di attenzione, che possa essere strumentalizzato politicamente. Poi ci vogliono zone d'ombra o elementi che, a prima vista, possono sembrare sconcertanti.

«Conspiracy Watch» scandaglia i principali siti della «complosfera» francese, che totalizzano milioni di visitatori al mese. Tenete d'occhio anche piattaforme complottiste svizzere?

Il nostro lavoro di vigilanza si concentra sulla «complosfera» francese. Prestiamo tuttavia attenzione a ciò che succede in Svizzera. Pensiamo al sito «Les Observateurs.ch» di Uli Windisch oppure, in tedesco, a «Kla.TV», un mezzo influente che diffonde video complottisti in varie lingue. La Svizzera ospita anche figure molto ascoltate del complottismo europeo, come Piero San Giorgio, Chloé Frammery o, più recentemente, Ema Krusi. Sui social media Chloé Frammery, che è vicina a Dieudonné, raccomanda addirittura la lettura dei «Protocolli dei Savi di Sion», un celebre falso antisemita che si spaccia per la prova di un complotto ebraico mondiale.

Alcuni dei Suoi detrattori La considerano un «cacciatore di cospirazionisti» compulsivo. Che cosa ne pensa?

È un'etichetta che respingo. L'immaginario a cui rimanda il termine di «cacciatore» non corrisponde per nulla a come concepisco io il lavoro dell'Osservatorio del cospirazionismo. Anzitutto non diamo

la caccia a nessuno – contrariamente a quello che fanno molti dei nostri detrattori. Inoltre ci impegniamo a fornire ai nostri lettori un'informazione affidabile, accertata, verificata e analisi sfumate, spassionate, quasi cliniche. Non ci lanciamo mai in campagne di calunnia, diffamazione o distruzione. Non fanno parte dei nostri metodi.

Lei descrive tuttavia la critica del complottismo come uno sport di combattimento...

Sì, perché l'aggressività che suscitiamo è assurda. Noi e, più in generale, coloro che si azzardano a criticare i complottisti siamo regolarmente bersaglio di esternazioni malevole o insultanti. Riceviamo messaggi intimidatori o addirittura minacce di morte. Siamo anche vittime di attacchi cibernetici e «procedimenti-bavaglio»: attualmente, nei miei confronti, sono ad esempio pendenti quattro procedimenti giudiziari di questo tipo.

Quali sono gli strumenti usati dai complottisti?

Per poter attecchire, le teorie del complotto hanno bisogno di un soggetto o un evento degno di attenzione, che possa essere strumentalizzato politicamente. Poi ci vogliono zone d'ombra o elementi che, a prima vista, possono sembrare sconcertanti. Se ne trovano su qualsiasi argomento, basta cercarli, ma per le teorie del complotto più ce n'è, meglio è. Occorre inoltre designare un «principio malefico», un «cattivo» – come la CIA, le «Big Pharma», il gruppo Bilderberg, i massoni o il «sionismo internazionale». E per finire, l'ingrediente chiave: ci vuole una «struttura di accoglienza», ossia un mito complottista preesistente che alimenti la nuova teoria del complotto, le permetta di crescere e di innestarsi su una narrazione ancora più grande che finirà per alimentare a sua volta. Pensiamo ad esempio al mito del «nuovo ordine mondiale».

Come rispondere ai complottisti?

Si può reagire facendo ricorso all'umorismo, come fanno alcuni. Il nostro approccio è quello della controargomentazione basata sui fatti e sulla logica. Chiunque può essere sedotto da teorie del complotto, in qualsiasi momento. Noi pensiamo però che, fortunatamente, la maggior parte delle persone sia ricettiva nei confronti degli argomenti razionali. Contribuiamo a fornire elementi per evitare la trappola del complottismo. Invitiamo il pubblico a dar prova di spirito critico e a diffidare dei media complottisti, che apparentemente riabilitano il buonsenso e ci invitano a «pensare con la nostra testa», ma in realtà non fanno altro che solleticare i nostri pregiudizi e promuovere un conformismo contro un altro.

Perché il complottismo può diventare uno stile di vita?

Vi è una sorta di assuefazione alle teorie del complotto. «Un abisso chiama l'abisso» e il complottismo chiama, a sua volta, il complottismo. È risaputo che più numerose sono le teorie del complotto a cui si aderisce e più si è ricettivi nei loro confronti. Non si diventa «terraplattisti» dall'oggi al domani, per esempio: prima di convincersi che la Terra non è tonda, bisogna passare da altre teorie del complotto. E se ci hanno mentito su tutto questo, allora è probabile che ci abbiano mentito anche sulla forma della Terra. Il complottismo è una specie di valvola di sfogo, di stampella intellettuale. Può avere effetti fortemente inibitori sulla mobilitazione politica. Se uno è convinto che tutto è già scritto da potenze al di sopra di noi, perché cercare di agire concretamente per migliorare le cose?

L'immaginario del complotto è sempre esistito. Perché oggi preoccupa maggiormente?

È un fenomeno la cui origine è probabilmente vecchia quanto le società umane stesse. L'attuale pullulare di teorie del complotto e il successo che riscontra-

no sono però direttamente legati alle possibilità tecnologiche di circolazione e trasmissione delle idee. Sia Internet in generale, sia la banda larga, lo smartphone e le reti sociali garantiscono una configurazione tecnologica che offre un'opportunità storica al complottismo e alla creazione di comunità cospirazioniste. Il complottismo è uscito dalla gabbia e il nostro compito è ora quello di imparare a convivere, senza rinunciare a cercare di controllarlo.

La creazione di contenuti complottisti non è anche un'operazione commerciale, analoga a molti movimenti settari?

Benché la dimensione politica sia quella dominante, effettivamente la componente economica non va trascurata. Si può essere un ciarlatano e un fanatico al tempo stesso, l'uno non esclude l'altro. Nelle battaglie politiche, è risaputo, il denaro è sempre il nervo della guerra. Gli influencer complottisti non dimenticano quindi di monetizzare i contenuti che propongono.

Alcuni denunciano il fatto che si taccino un po' troppo velocemente di complottisti coloro che mettono in dubbio le verità ufficiali. Non vi è il rischio di provocare un impoverimento del pensiero?

L'impoverimento del pensiero è il complottismo stesso, la sua mancanza di rigore e la sua visione manichea del mondo. Non è perché la parola «complotista» ha una connotazione spregiativa che non si riferisca a qualcosa di reale. Certo, è una parola che può essere utilizzata impropriamente, ma non possiamo certo cancellare dal vocabolario tutte le parole che potrebbero contrariare coloro che tali parole designano. Ci capita regolarmente di essere attaccati allo stesso modo: ci definiscono «complottisti anti-complottisti» o «anticomplottisti che vedono complottisti dappertutto». Credo però che questo la dica lunga su coloro che ci definiscono così e sulla realtà del nostro lavoro.

«Complottismo» e «cospirazionismo»: è possibile mettere tutto nello stesso calderone?

La parola cospirazionismo è entrata nel dizionario nel 2011, seguita dalla parola complottismo nel 2016. Oggi i due termini sono utilizzati come sinonimi.

Lei ha scritto che «il complottismo non è un disturbo mentale. È un discorso politico»¹. Siamo troppo condiscendenti di fronte al proliferare delle teorie complottiste? Bisognerebbe legiferare?

Constato un'indulgenza colpevole nei confronti della crescente popolarità del complottismo. Sono anni che si osserva questa condiscendenza, sia nel mondo politico sia in quello universitario o mediatico. Non si tratta tuttavia di adottare una legge contro le credenze. Sarebbe assolutamente liberticida. In democrazia, ciascuno ha il diritto di credere a cose stravaganti, assurde o contestabili. Nessuno ha però il diritto di diffamare impunemente. Il problema sorge infatti quando queste credenze sono associate a gravi accuse contro individui o gruppi e incitano all'odio, al razzismo o all'antisemitismo. In Francia ci sono già disposizioni legali per contrastare questo tipo di contenuti. Se però si accusa qualcuno di partecipare a un complotto criminale senza prove e sulla base di informazioni false, con tutti i rischi possibili per l'ordine pubblico, e non si fa avanti nessuno che lo denuncia, non succede niente. Alcuni complottisti possono quindi continuare a diffondere odio senza mai essere indagati. È contro questa impunità che vogliamo lottare. Chiediamo che le associazioni come la nostra, che lottano contro la disinformazione, si vedano riconoscere il diritto di avviare procedimenti giudiziari sulla base delle disposizioni che sanzionano la diffusione di *fake news*.

¹ Rudy Reichstadt: *L'Opium des imbéciles*. Grasset & Fasquelle, 2019.

Verschwörungstheorien befeuern Extremismus

In der Schweiz wies 2018 jeder dritte Erwachsene eine Verschwörungsmentalität auf. Die Corona-Pandemie hat diesen Anteil nicht gesteigert, möglicherweise aber zur Radikalisierung verschwörungstheoretisch denkender Menschen beigetragen.

Dirk Baier

Selten standen Verschwörungstheorien so im Fokus der öffentlichen Aufmerksamkeit wie in der Corona-Pandemiezeit. Verschiedene Verschwörungstheorien wurden in Umlauf gebracht und knüpften dabei teilweise an bereits existierende Theorien z. B. aus dem Bereich des Antisemitismus an: Typische Beispiele lauteten, dass das Covid-19-Virus von Menschen gezüchtet worden sei, als Biowaffe eingesetzt werden solle, von mächtigen Akteuren zur Einschränkung von Demokratie und Grundrechten in Umlauf gebracht worden sei oder von Geschäftsleuten genutzt werde, um mit Impfungen Geld zu verdienen.

Verschwörungstheorien haben dabei Folgendes gemeinsam: Sie gehen davon aus, dass ein gesellschaftliches Ereignis (zu Naturkatastrophen werden gewöhnlich keine solchen Theorien entwickelt) von einigermaßen grosser Reichweite ursächlich auf den geheimen Plan von einigen wenigen, mächtigen Personen zurückgeht, die sich auf Kosten der Allgemeinheit bereichern wollen. Statt von Verschwörungstheorien zu sprechen, wird in der Forschung mittlerweile vermehrt auf den Begriff des Verschwörungsmythos oder der Verschwörungserzählung zurückgegriffen, um deutlich zu machen, dass diese Theorien nichts

mit wissenschaftlichen Theorien zu tun haben, bei denen es um empirische Überprüfbarkeit und Falsifikation geht.

Wenn Menschen Verschwörungserzählungen zustimmen, so weisen sie eine Verschwörungsmentalität auf. Diese stellt nach Imhof eine «politische Einstellung» dar, die die Wahrnehmung beinhaltet, dass die Welt «durch im Geheimen ausgeheckte Pläne und Verabredungen» gekennzeichnet ist. Hierbei handelt es sich um eine mehr oder weniger stabile Persönlichkeitseigenschaft, die über Befragungen gemessen werden kann. Im Folgenden wird der Frage nachgegangen, inwieweit eine solche Mentalität mit der Befürwortung für extremistische Positionen zusammenhängt.

Freund-Feind-Denken

Verschwörungserzählungen erhalten insbesondere in Krisenzeiten Aufwind. Die Menschen suchen nach Erklärungen für die stattfindenden Ereignisse. Dass zum Beispiel eine Pandemie zufällig zustande gekommen ist, ist für viele nicht vorstellbar. Menschen sind zufallsaversiv, weil eine Erklärung mit Verweis auf den Zufall bedeuten würde, dass Ereignisse nicht kontrollierbar wären. Eine Verschwörungsmentalität hilft dabei, Sicherheit in Zeiten eines Kontrollverlusts wiederzugewinnen.

Eine solche Flucht in haltgebende Verschwörungserzählungen könnte auf den ersten Blick als unproblematisch eingestuft werden. Verschwörungserzählungen sind in verschiedener Hinsicht funktional: Sie helfen, der Kontingenz von gesellschaftlichen Ereignissen einen Sinn zu verleihen; sie reduzieren dabei die Komplexität solcher Veränderungen und stiften Identität und Gemeinschaft, weil man den Glauben an die Erzählungen meist mit anderen teilt.

Verschwörungserzählungen erhalten insbesondere in Krisenzeiten Aufwind. Die Menschen suchen nach Erklärungen für die stattfindenden Ereignisse.

Auf den zweiten Blick haben Verschwörungserzählungen allerdings meist eine Struktur, die Bezüge zu extremistischen Positionen aufweist. Verschwörungserzählungen greifen auf Dichotomien zurück, die ein Freund-Feind-Denken beinhalten. So werden bestimmte Personen oder Gruppen zum Urheber eines Ereignisses gemacht und als Feind konstruiert. Die Erzählung, dass die Covid-Pandemie absichtlich in China ausgelöst

wurde, impliziert eine Akzentuierung der Differenz zwischen der einheimischen und der asiatischen Bevölkerung, mit der Folge, dass Hassverbrechen gegen die asiatische Bevölkerung legitimiert werden und letztlich zunehmen. Das Denken in Freund-Feind-Kategorien ist ein zentraler Schritt dahingehend, die Feinde abzuwerten und Gewalt ihnen gegenüber zu rechtfertigen. In Verschwörungstheorien ist damit z. T. die Befürwortung von Gewalt immanent. Diese kann in dem Fall, in dem sich die konstruierten Feindbilder mit denjenigen bestimmter Extremismen decken, auch den Weg in den gewalttätigen Extremismus ebnen.

Erstens liegt der Anteil an Erwachsenen, die eine Verschwörungsmentalität aufweisen, bei 35,9 Prozent.

Als «extremistisch» werden gewöhnlich jene Positionen bezeichnet, die durch eine Ablehnung des demokratischen Verfassungsstaates und seiner Grundwerte bzw. Grundrechte gekennzeichnet sind und die anstreben, diesen – auch unter Anwendung von Gewalt – zu überwinden. Jeder Extremismus hat dabei eine spezifische Ideologie, die eine Vorstellung über die anzustrebende Gesellschaft beinhaltet und die deutlich zwischen Freund und Feind unterscheidet. Werden asiatische Menschen im Besonderen, Ausländer im Allgemeinen oder die jüdische Bevölkerung zu Verursachern der Corona-Pandemie in Verschwörungserzählungen erklärt, decken sich diese Feindgruppen mit denen des Rechtsextremismus; werden global tätige Geschäftsleute als Verursachende der Pandemie eingestuft, ergeben sich Überschneidungen mit Feindbildern des Linksextremismus (Antikapitalismus). Insofern kann erwartet werden, dass Menschen, die eine Verschwörungsmentalität aufrechterhalten, auch mit rechtem, ggf. aber auch mit linkem Gedankengut sympathisieren.

Die wissenschaftliche Forschung stützt diese Vermutung. So zeigen Krouwel et al. anhand einer schwedischen Befragung, dass politisch extremere Einstellungen und Verschwörungsmentalitäten korrelieren; dies gilt sowohl für links- wie für rechtsextreme politische Positionen. Auch Rottweiler und Gill bestätigen, dass Personen mit Verschwörungsmentalität stärker extremistischer Gewalt zustimmen; die Autoren greifen hierfür auf eine Repräsentativbefragung aus Deutschland zurück. Mit Lamberty lässt sich daher folgern, dass «erste Indizien zur Rolle von Verschwörungstheorien für Radikalisierungsprozesse existieren», dass aber gleichzeitig «die empirische Basis [...] noch lange nicht zufriedenstellend ist».

Studienbefunde aus der Schweiz

Für die Schweiz haben Baier und Manzoni erste Befunde zur Verbreitung von Verschwörungsmentalitäten in der Schweizer Bevölkerung sowie zum Zusammenhang mit extremistischen Einstellungen vorgelegt, die sich auf eine Repräsentativbefragung aus dem Jahr 2018 beziehen. Zwei Ergebnisse sind dabei erwähnenswert: Erstens liegt der Anteil an Erwachsenen, die eine Verschwörungsmentalität aufweisen, bei 35,9 Prozent. Dies ist kein ungewöhnlich hoher Anteil: Rees und Lamberty berichten unter Verwendung einer Stichprobe aus Deutschland, dass 38,5 Prozent der Befragten Verschwörungstheorien eher zustimmen. Zweitens bestätigen die Auswertungen von Baier und Manzoni, dass zwischen der Verschwörungsmentalität und extremistischen Einstellungen ein mittelhoher Zusammenhang besteht. Allerdings wurde in diesen Analysen nicht zwischen links- und rechts-extremen Orientierungen unterschieden.

Um entsprechend differenzierende Aussagen treffen zu können, wird nachfolgend auf eine Ende Mai/Anfang Juni 2021 durchgeführte schweizweite Repräsentativbefragung der 16- bis 79-jährigen Bevölkerung zurückgegriffen. Diese wurde mittels des LINK-

Panels als Online-Befragung durchgeführt. Erreicht wurden 3010 Befragte bei einer Rücklaufquote von 16,1 Prozent. Aufgrund einer Anpassungsgewichtung entspricht die Stichprobe hinsichtlich der Alters- und Geschlechtsverteilung der Schweizer Bevölkerung (49,1 % weibliche Befragte; 35,7 % Befragte im Alter zwischen 16 und 36 Jahren, 21,7 % im Alter zwischen 59 und 79 Jahren).

Die Verschwörungsmentalität wurde über die Zustimmung («1 – stimmt gar nicht» bis «6 – stimmt völlig») zu folgenden drei Aussagen erhoben: «Die meisten Menschen erkennen nicht, in welchem Ausmass unser Leben durch Verschwörungen bestimmt wird, die im Geheimen ausgeheckt werden», «Es gibt geheime Organisationen, die grossen Einfluss auf politische Entscheidungen haben» und «Politiker und andere Führungspersonlichkeiten sind nur Marionetten der dahinterstehenden Mächte».

Zusätzlich zur Verschwörungsmentalität wurden in der Befragung die Zustimmung zu linksextremen und rechtsextremen Orientierungen erfasst.

Die Antworten zu den drei Aussagen hängen eng miteinander zusammen, sodass der Mittelwert gebildet werden konnte. Befragte mit einem Mittelwert über 3,5 werden als zustimmend eingestuft. Dies sind, wie Tabelle 1 zeigt, 27,1 Prozent; d. h. der Anteil fällt etwas geringer aus als in der Befragung von 2018. Von einem zunehmenden Anteil verschwörungstheoretischer Personen kann also nicht ausgegangen werden. Die Corona-Pandemie und die mediale Thematisierung verschwörungstheoretischen Denkens haben möglicherweise dazu geführt, dass sich ein Teil der Menschen von solchen Weltbildern distanzieren; andere halten zugleich weiterhin daran fest und eventuell noch intensi-

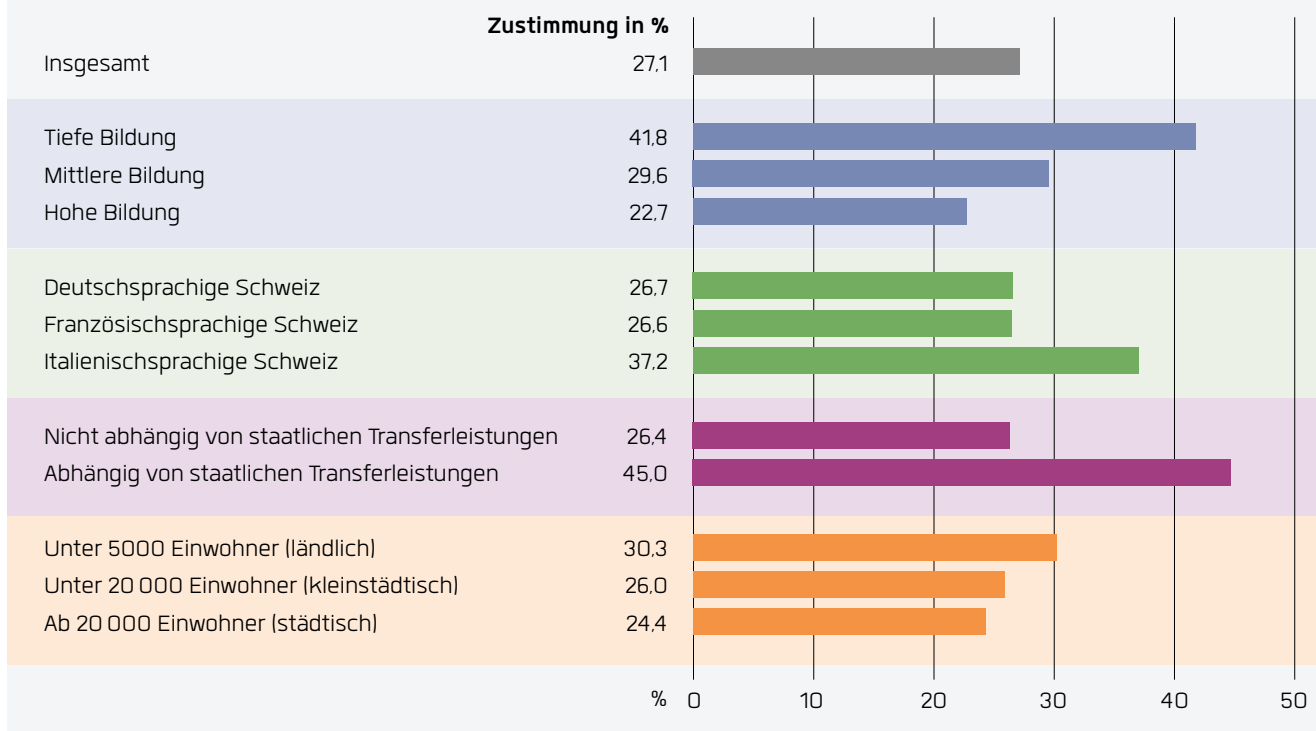


VERSCHWÖRUNGS-THEORIEN

FAKE NEWS

Max Spring

Tabelle 1

Anteil Befragte, die Verschwörungsmentalität eher zustimmen (in %, gewichtete Daten)

ver als vorher. Die Pandemie könnte in diesem Sinn zu einer Radikalisierung verschwörungstheoretisch denkender Personen beigetragen haben – was sich allerdings mit den Daten nicht untersuchen lässt. Lamberty und Rees bestätigen anhand einer deutschen Stichprobe, dass nicht davon gesprochen werden kann, dass aufgrund von Corona mehr Menschen an Verschwörungen glauben. «Es kann aber sein, dass sich der Glaube an Verschwörungserzählungen in einzelnen Gruppen verstärkt hat und für sie handlungsleitender geworden ist».

Tabelle 1 berichtet zudem die Zustimmung zur Verschwörungsmentalität für jene sozio-demografische Gruppen, für die sich in der Befragung 2021 bedeutende Unterschiede ergeben haben. Nicht dargestellt sind das Geschlecht, das Alter und die Herkunft (Schweiz bzw. Migrationshintergrund), weil sich für die Subgruppen keine Unterschiede in der Zustimmung zeigten. Demgegenüber gilt, dass Bildung ein wichtiger Schutzfaktor ist: Befragte mit hoher Bildung (Terziärstufe) stimmten nur zu 22,7 Prozent

zu, Befragte mit tiefer Bildung (obligatorische Schule) hingegen zu 41,8 Prozent. Auch zwischen den Regionen der Schweiz finden sich Unterschiede, wonach die Zustimmung am höchsten in der italienischsprachigen Schweiz ausfällt. Zudem zeigt sich, dass Befragte, die arbeitslos sind bzw. Arbeitslosengeld/Sozialhilfe beziehen, deutlich häufiger zustimmen als Befragte ohne solch einen Bezug staatlicher Transferleistungen. In ländlichen Gebieten fällt die Zustimmung etwas höher aus als in städtischen Gebieten.

Zusätzlich zur Verschwörungsmentalität wurden in der Befragung die Zustimmung zu linksextremen und rechtsextremen Orientierungen erfasst. Erstere wurden mit Aussagen wie «Wir brauchen keinen Staat und keine Parteien; wir können uns selbst am besten regieren.» oder «Wirklich frei können wir nur dann sein, wenn der ganze Staat abgeschafft wird.» gemessen. Rechtsextreme Orientierungen wurden mit sechs Aussagen wie «Die Schweiz sollte allein den Schweizern gehören, die schon seit vielen Generationen hier leben.», «Muslimen sollte jede Form der

Religionsausübung in der Schweiz untersagt werden.» oder «Es leben zu viele Ausländer in der Schweiz.» erfasst.

Abbildung 1 stellt den Zusammenhang zwischen der Verschwörungsmentalität und extremen Orientierungen dar. Dabei werden die Auswertungen einmal für alle Befragten und einmal für eine Auswahl an Befragten präsentiert. Weil sich in *Tabelle 1* deutliche Unterschiede zwischen Befragtengruppen gezeigt hatten, wurden die verschiedenen Merkmale konstant gehalten, insofern diese ggf. auch mit den Orientierungen in Zusammenhang stehen. Die Auswertungen auf der rechten Seite der *Abbildung 1*, die sich auf Befragte mittlerer Bildung in der deutsch-/französischsprachigen Schweiz ohne Bezug von Transferleistungen beziehen, führen aber zu identischen Ergebnissen, weshalb an dieser Stelle nur die Befunde zur Gesamtstichprobe betrachtet werden.

Diese zeigen einerseits, dass die Zustimmung zu linksextremen Orientierungen mit 3,9 Prozent niedriger ausfällt

als zu rechtsextremen Orientierungen (20,8%). Allerdings ist darauf hinzuweisen, dass einem direkten Vergleich Grenzen gesetzt sind, insofern die einzelnen Aussagen zur Erfassung jeweils unterschiedliche Aspekte abbilden. Wichtiger als die Zustimmungsraten sind daher die Vergleiche zwischen den Befragten ohne und mit Verschwörungsmentalität. Die Ergebnisse sind eindeutig: Befragte, die eine Verschwörungsmentalität aufweisen, stimmen den extremen Orientierungen um ein Vielfaches häufiger zu als Befragte ohne solche Mentalität. Dies gilt für linksextreme wie rechtsextreme Orientierungen gleichermaßen (die Korrelationen betragen .36 bzw. .43 und fallen für rechtsextreme Orientierungen nur geringfügig höher aus). Obwohl mit den Daten keine Kausalität geprüft werden kann, lässt sich dennoch sagen, dass verschwörungstheoretisches Denken ein Risikofaktor für extremistisches Denken ist: dies ist für links- und rechts-extremes Denken gleichermaßen der Fall. Insofern aus der sozialpsychologischen Forschung bekannt ist, dass Orientierungen bzw. Einstellungen wiederum mit Verhalten in Zusammenhang stehen,

kann gefolgert werden, dass Verschwörungsmentalitäten auch einen Risikofaktor für Extremismus allgemein, d. h. auch für extremistisches Verhalten darstellen.

Keine einfachen Folgerungen

Verschwörungstheorien mögen, wenn die Inhalte der z. B. eingangs erwähnten Corona-Pandemie bezogenen Erzählungen betrachtet werden, bisweilen lächerlich wirken. Hinsichtlich der Folgen sind sie es aber, wie anhand der Zusammenhänge mit links- und rechtsextremen Orientierungen aufgezeigt wurde, ganz und gar nicht. Verschwörungstheorien bedrohen in gewisser Weise die Existenz der Demokratie, insofern sie Bewegungen stärken, die um ihre Abschaffung bemüht sind. Zugleich ist es ein konstituierendes Merkmal der Demokratie, dass gängige Erklärungen zu bedeutsamen gesellschaftlichen Ereignissen hinterfragt werden dürfen. Eine «gesunde Skepsis» gegenüber Autoritäten und Institutionen ist in Demokratien erlaubt, ja gewünscht. Die Existenz und Verbreitung von Verschwörungstheorien ist Ausdruck der in Demokratien gewährten Gedankenfreiheit, das Ergreifen von

Gegenmassnahmen damit ein schwieriger Balanceakt, der die Freiheit nicht übermässig einschränken darf.

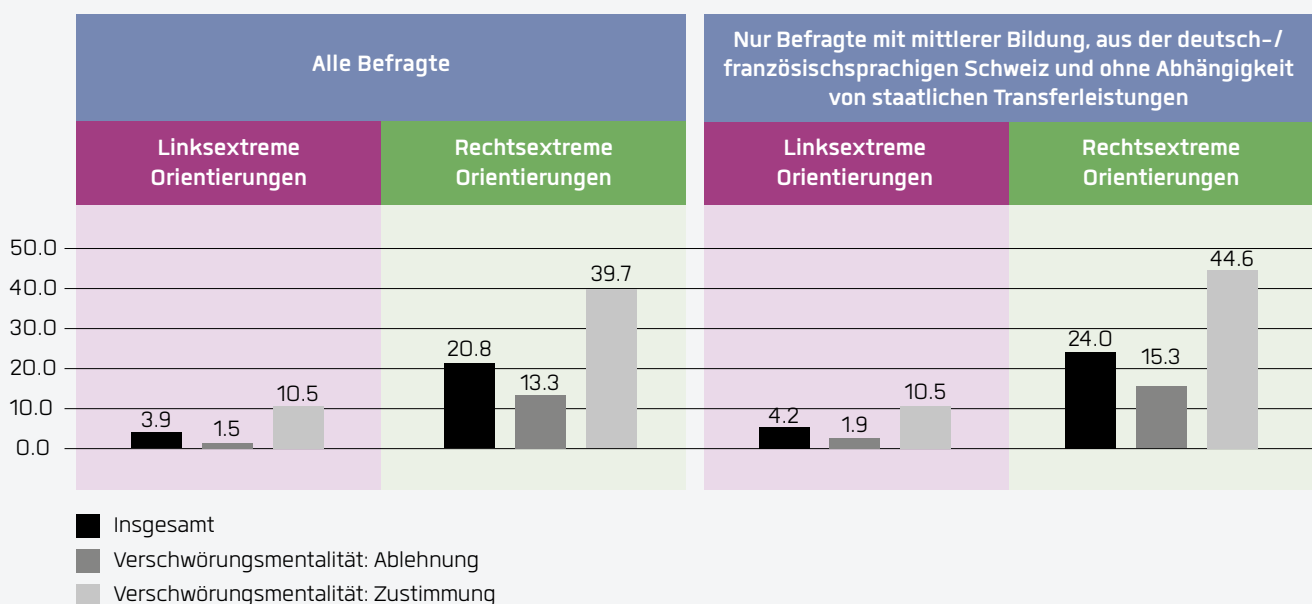
Vor diesem Hintergrund lassen sich keine einfachen Folgerungen dahingehend ableiten, was gegen Verschwörungstheorien getan werden sollte. Aktivitäten sind zugleich notwendig, wenn man berücksichtigt, dass mehr als ein Viertel der Einwohner der Schweiz eine zustimmende Haltung aufweist. Mögliche Aktivitäten sollten sich dabei u. a. auf diese Bereiche fokussieren:

- Individuelle Kompetenzen im Umgang mit Informationen bereits frühzeitig z. B. im Schulunterricht erhöhen (d. h. Quellenangaben für Behauptungen einfordern, Quellenangaben hinterfragen, Quellenangaben nachrecherchieren).
- Interessen von Verschwörungstheoretikern offenlegen, die teilweise vom Verbreiten der Theorien profitieren (z. B. durch Verkauf von Büchern, das Abonnieren von Social-Media-Auftritten oder das Anbieten von Prepper-Produkten).

Abbildung 1

Zusammenhänge zwischen Verschwörungsmentalität und links-/rechtsextremen Orientierungen

(in %, gewichtete Daten)



- Social-Media-Plattformbetreiber in die Pflicht nehmen, die Verbreitung von Bevölkerungsgruppen herabsetzenden, gewaltverherrlichenden Inhalten zu unterbinden.
- Aufklärungskampagnen z. B. über Faktenchecks initiieren.
- Zivilcourage zeigen, gerade im nahen sozialen Umfeld, in dem diese Theorien kursieren. Den Theorien nicht zu widersprechen bedeutet mehr oder weniger, sie gutzuheissen.

Dirk Baier ist Professor an der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW) und leitet im Departement Soziale Arbeit das Institut für Delinquenz und Kriminalprävention.
Dirk.Baier@zhaw.ch

BIBLIOGRAFIE

Baier, D., Manzoni, P. (2020). Verschwörungsmentalität und Extremismus – Befunde aus Befragungsstudien in der Schweiz. Monatschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform 103, 83–96.

Imhof, R. (2014). Fragebogen zur Erfassung von Verschwörungsmentalität – Kurzform. In: C.J. Kemper, E. Brähler, M. Zenger (Hrsg.), Psychologische und sozialwissenschaftliche Kurzskaalen. Standardisierte Erhebungsinstrumente für Wissenschaft und Praxis. Berlin: Medizinisch Wissenschaftliche Verlagsgesellschaft, S. 334–336.

Krouwel, A., Kutiyski, Y., van Prooijen, J.-W., Martinsson, J., Markstedt, E. (2017). Does Extreme Political Ideology Predict Conspiracy Beliefs, Economic Evaluations and Political Trust? Evidence From Sweden. Journal of Social and Political Psychology 5, 435–462.

Lamberty, P. (2017). Don't trust anyone: Verschwörungsdanken als Radikalisierungsbeschleuniger? Journal Exit-Deutschland. Zeitschrift für Deradikalisierung und demokratische Kultur 5, 69–77.

Lamberty, P., Rees, J.H. (2021). Gefährliche Mythen: Verschwörungserzählungen als Bedrohung für die Gesellschaft. In: Zick, A., Küpper, B. (Hrsg.), Die geforderte Mitte. Rechtsextreme und demokratiegefährdende Einstellungen in Deutschland 2020/2021. Bonn: J. H. W. Dietz, S. 283–300.

Rees, J.H., Lamberty, P. (2019). Mitreissende Wahrheiten: Verschwörungsmythen als Gefahr für den gesellschaftlichen Zusammenhalt. In: Zick, A., Küpper, B., Berghan, W. (Hrsg.), Verlorene Mitte – Feindselige Zustände. Bonn: J. H. W. Dietz, S. 203–222.

Rottweiler, B., Gill, P. (2020). Conspiracy Beliefs and Violent Extremist Intentions: The Contingent Effects of Self-efficacy, Self-control and Law-related Morality. Terrorism and Political Violence.

Tessler, H., Choi, M., Kao, G. (2020). The Anxiety of Being Asian American: Hate Crimes and Negative Biases During the COVID-19 Pandemic. American Journal of Criminal Justice 45, 636–646.

Les théories du complot alimentent l'extrémisme

En Suisse, un adulte sur trois aurait des penchants pour les thèses conspirationnistes (chiffres 2018). Si la pandémie de coronavirus n'a pas renforcé cette tendance, elle pourrait avoir entraîné une radicalisation des adeptes des théories du complot.

Dirk Baier

Les théories du complot auront rarement autant occupé le devant de la scène qu'en cette période de pandémie. Plusieurs ont commencé à circuler, se rattachant parfois à des théories existantes, antisémites notamment. Exemples typiques, le SARS-CoV 2 aurait été créé en laboratoire, devait être utilisé comme arme biologique, aurait été mis en circulation par des organisations secrètes pour restreindre la démocratie et les droits fondamentaux, ou encore serait une invention destinée à faire de l'argent avec les vaccins.

Les récits du complot séduisent tout particulièrement en temps de crise. Les êtres humains cherchent en effet des explications aux événements auxquels ils sont confrontés.

Toutes les théories du complot ont ceci en commun qu'elles partent du principe qu'un événement sociétal (les catastrophes naturelles ne produisant généralement aucune croyance conspirationniste) de relativement grande ampleur est le fait de quelques personnalités

puissantes qui ont manigancé en secret pour s'enrichir sur le dos de la masse. À ce propos, la recherche privilégie désormais le terme de « mythe », « discours » ou « récit » complotiste plutôt que celui de « théorie » du complot afin de bien souligner la différence avec les théories scientifiques, qui peuvent être vérifiées d'un point de vue empirique.

Les personnes séduites par les récits complotistes ont une mentalité conspirationniste. Selon le chercheur Roland Imhof, celle-ci constitue un parti pris politique selon lequel le monde dans lequel nous vivons est le résultat de tractations et de plans fomentés en secret. Cette facette de la personnalité est plus ou moins stable et peut être mesurée par le biais de différentes questions. Mais dans quelle mesure une telle mentalité est-elle synonyme de positionnement extrême ?

La dialectique ami-ennemi

Les récits du complot séduisent tout particulièrement en temps de crise. Les êtres humains cherchent en effet des explications aux événements auxquels ils sont confrontés. Pour beaucoup d'entre eux, il est difficilement imaginable qu'une pandémie soit le fait du hasard. Ils sont « allergiques » au hasard, car

accepter cette idée, c'est accepter qu'on ne peut pas contrôler certains événements. Adhérer à une théorie du complot contribue à retrouver certaines certitudes en période de perte de contrôle.

A priori, cette fuite vers un conspirationnisme « béquille » pourrait être qualifiée d'inoffensive. C'est en effet un système qui fonctionne à de nombreux égards : il contribue à donner du sens aux contingences de l'existence, réduit la complexité des évolutions de la société, fédère et contribue à forger une identité commune car on partage souvent ses croyances avec d'autres.

Cela étant, il existe souvent un lien structurel entre discours complotistes et positions extrémistes. Ces discours sont en effet fondés sur des dichotomies, et plus précisément une pensée binaire ami-ennemi : certains groupes ou personnes sont rendus responsables de l'événement et deviennent l'ennemi. Le récit selon lequel la pandémie de coronavirus aurait été délibérément générée en Chine creuse le fossé avec la population asiatique, légitimant les délits de haine à l'encontre de cette dernière, qui se multiplient. Répartir les êtres en amis et en ennemis est une étape clé sur la voie du dénigrement et de la justification

de la violence. Cette dernière est intrinsèque à certaines théories du complot, notamment lorsque les positions correspondantes se recoupent avec celles de l'extrémisme, créant un terreau favorable à l'extrémisme violent.

Par position extrémiste on entend habituellement le rejet de l'État constitutionnel démocratique et de ses valeurs et droits fondamentaux et la volonté d'y mettre fin, y compris en utilisant la violence. Tout extrémisme possède sa propre idéologie ; celle-ci comprend une représentation de la société vers laquelle on tend, ainsi qu'une distinction claire entre amis et ennemis. Que l'on rende les Asiatiques, les étrangers de manière générale ou les Juifs responsables de la pandémie de coronavirus, ces « ennemis » sont les mêmes que ceux identifiés dans l'extrémisme de droite ; idem avec le récit selon lequel de puissants hommes d'affaires seraient à l'origine du virus : ici, l'ennemi est le même que celui de l'extrême-gauche (anticapitalisme). On peut donc supputer que les personnes ayant

une mentalité conspirationniste ont également des sympathies pour l'un des extrêmes mentionnés.

La recherche scientifique appuie cette hypothèse. Ainsi, les travaux de Krouwel et al. basés sur une enquête suédoise font état d'une corrélation entre une mentalité complotiste et un positionnement politique extrémiste, qu'il soit de droite ou de gauche. Se fondant quant à eux sur une étude représentative menée en Allemagne, Rottweiler et Gill confirment eux aussi que les personnes adhérant aux discours complotistes approuvent plus fréquemment la violence extrémiste. Selon la chercheuse Pia Lamberty, il existe de premiers indices alléguant du rôle des théories du complot dans les processus de radicalisation, mais les fondements empiriques ne sont de loin pas encore satisfaisants.

Et la Suisse ?

S'agissant de notre pays, Baier et Manzoni ont présenté de premières conclusions sur la fréquence des mentalités complo-

tistes au sein de la population suisse et sur leur lien avec les opinions extrémistes en se fondant sur une enquête représentative de 2018. Il convient de mentionner ici deux résultats notables : d'abord, la part de la population adulte adhérant aux récits complotistes est de 35,9 %. À noter que ce résultat n'est pas spécialement élevé ; ainsi, Rees et Lamberty ont analysé un échantillon allemand et évalué qu'environ 38,5 % des personnes interrogées sont plutôt d'accord avec les discours conspirationnistes. Ensuite, Baier et Manzoni arrivent à la conclusion qu'il existe une corrélation moyenne entre une mentalité complotiste et des positions extrémistes, sans détailler toutefois quel type d'extrémisme.

Pour pouvoir opérer cette différenciation, on peut se référer à une enquête représentative réalisée fin mai/début juin 2021 dans tout le pays auprès des 16-79 ans (panel LINK, enquête en ligne). 3010 personnes ont été interrogées, avec un taux de réponse de 16,1%. Après pondé-

Tableau 1

Part des personnes interrogées qui sont plutôt d'accord avec les discours complotistes

(en %, données pondérées)

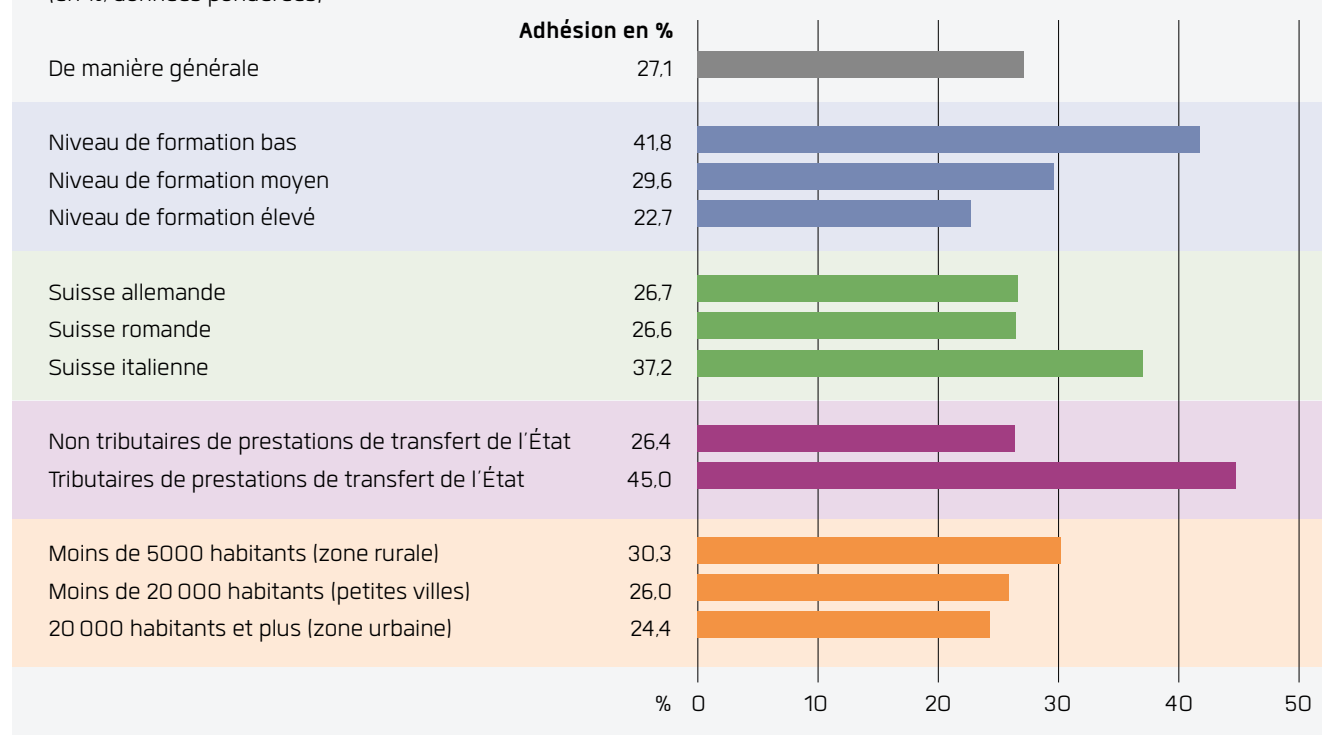
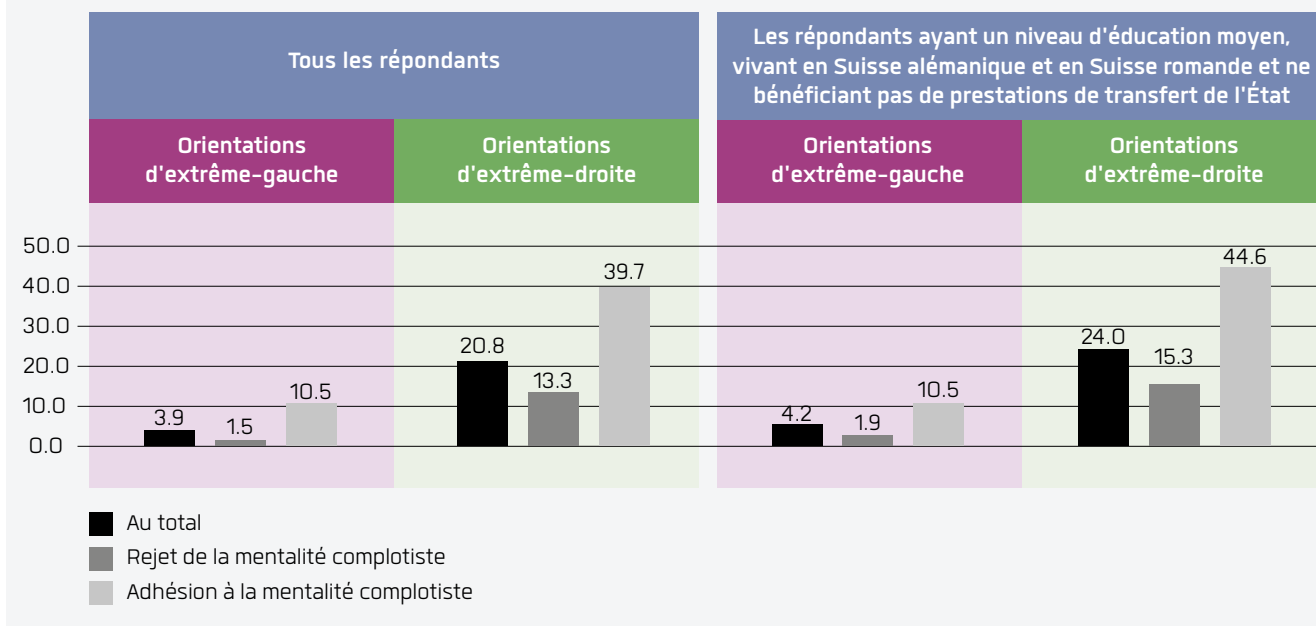


Figure 1

Corrélation entre mentalité complotiste et orientations d'extrême-droite/gauche

(en %, données pondérées)



ration, l'échantillon est représentatif de la population suisse en termes d'âge et de sexe (49,1% de femmes; 35,7% de 16-36 ans, 21,7% de 59-79 ans).

Sont considérées comme ayant une mentalité complotiste les personnes ayant approuvé (échelle: «1 – pas vrai du tout» à «6 – complètement vrai») les trois affirmations suivantes: «La plupart des gens ne voient pas dans quelle mesure notre vie est le fruit de complots fomentés en secret», «Il existe des organisations secrètes ayant une grande influence sur les décisions politiques» et «Les politiques et autres décideurs ne sont que les marionnettes de puissances agissant en coulisses».

Les réponses concernant ces trois affirmations étant étroitement liées, une valeur moyenne a pu être déterminée. Concrètement, les personnes interrogées dont la valeur moyenne était supérieure à 3,5 étaient considérées comme adhérant aux théories du complot. Comme le montre le tableau 1, cela représente une part de 27,1%, soit une proportion légèrement plus basse que celle de l'enquête 2018. On ne peut donc pas

conclure qu'une proportion croissante de la population adhère aux récits conspirationnistes. La pandémie de coronavirus et la thématization desdits récits dans les médias a pu conduire une partie de la population à se distancer de ce mode de pensée; une autre partie, en revanche, continue d'y adhérer, et potentiellement plus fortement qu'avant. En ce sens, la pandémie pourrait avoir entraîné une radicalisation des tenants des théories du complot – ce qu'il est toutefois impossible d'analyser avec les données à disposition. Lamberty et Rees confirment sur la base d'un échantillon allemand que l'on ne peut pas dire que les théories du complot soient plus répandues au sein de la population en raison de la crise du COVID, mais qu'il est possible que dans certains groupes, ces croyances se soient renforcées et qu'elles influencent davantage leurs actions.

Le tableau 1 présente également l'adhésion aux thèses conspirationnistes pour les groupes sociodémographiques qui se distinguaient lors de l'enquête 2021. Il ignore en revanche les caractéristiques du sexe, de l'âge et de l'origine (Suisse vs origine migratoire), qui ne

sont pas significatives en termes d'adhésion. À l'inverse, la formation semble être un facteur de protection important. Ainsi, l'adhésion des personnes interrogées ayant une formation supérieure (tertiaire) n'est que de 22,7%, alors que celle des personnes ayant un niveau de formation bas (école obligatoire) est de 41,8%. On constate également qu'il existe des différences régionales – la Suisse italienne enregistrant l'adhésion la plus élevée – et que les personnes interrogées qui perçoivent des allocations de chômage ou l'aide sociale sont beaucoup plus souvent d'accord avec les affirmations conspirationnistes que les autres. Enfin, on observe que l'adhésion aux théories du complot est un peu plus marquée dans les régions rurales que dans les villes.

Outre la mentalité complotiste, l'enquête a par ailleurs analysé les orientations politiques extrêmes, de gauche comme de droite. La première a été mesurée par le biais d'affirmations comme «Nous n'avons besoin d'aucun État et d'aucun parti; c'est seuls que nous nous dirigeons le mieux» ou «Nous ne serons vraiment libres qu'une fois l'État suppri-

mé ». Pour sa part, l'extrémisme de droite a été recensé avec six affirmations comme « La Suisse ne devrait appartenir qu'aux Suisses qui vivent ici depuis des générations », « Il faudrait interdire aux musulmans toute forme de pratique de leur religion en Suisse » ou encore « Il y a beaucoup trop d'étrangers en Suisse ».

D'une certaine manière, les théories du complot mettent en péril la démocratie, dans ce sens où elles renforcent les idéologies qui visent à y mettre fin.

La *figure 1* présente la corrélation entre mentalité complotiste et extrémisme. Les résultats sont présentés pour toutes les personnes interrogées et pour une partie d'entre elles. Le tableau 1 ayant fait état de différences marquées entre les groupes de personnes interrogées, les caractéristiques ont été conservées afin de pouvoir déterminer d'éventuelles corrélations avec les orientations extrémistes. Les résultats présentés à droite dans la *figure 1* (personnes interrogées de Suisse allemande ou romande avec niveau de formation moyen et sans prestations de transfert) sont toutefois identiques, de sorte que seuls ceux concernant l'ensemble de l'échantillon ont été pris en compte.

Ceux-ci montrent que l'adhésion des personnes interrogées à l'idéologie d'extrême-gauche (3,9 %) est moins marquée que celle à l'idéologie d'extrême-droite (20,8 %). À noter toutefois qu'il est difficile de faire des comparaisons directes étant donné que chacune des affirmations soumises aux personnes interrogées correspond à un aspect différent des dites idéologies. L'éclairage le plus important est ainsi celui donné, non par les taux d'adhésion, mais par la comparaison entre le taux d'adhésion des personnes ayant une mentalité complotiste et celui des autres. Le résultat est

sans appel: les personnes interrogées qui adhèrent aux théories conspirationnistes adhèrent beaucoup plus souvent aux idéologies extrémistes que celles sans mentalité complotiste, et ce tant pour l'extrémisme de gauche que de droite (les corrélations sont de respectivement .36 et .43, et à peine supérieures pour les idéologies d'extrême-droite). Si les données ne permettent pas de tirer des conclusions quant à une éventuelle causalité, on peut toutefois affirmer qu'une mentalité complotiste est un facteur de risque de l'extrémisme, à gauche comme à droite. Or la recherche psychosociale ayant montré qu'il existe une corrélation entre les orientations idéologiques et le comportement, on peut conclure que les mentalités complotistes sont aussi un facteur de risque de l'extrémisme en général, et donc des comportements extrémistes.

Pas de réactions inconsidérées

Du point de vue des contenus et des récits évoqués en début d'article à propos de la pandémie de coronavirus, les théories du complot peuvent prêter à sourire. Plus du tout en revanche sous l'angle de leurs conséquences, notamment en lien avec les idéologies d'extrême-gauche et droite. Car d'une certaine manière, les théories du complot mettent en péril la démocratie, dans ce sens où elles renforcent les idéologies qui visent à y mettre fin. En même temps, c'est l'essence même de la démocratie que de pouvoir questionner les explications basiques de certains événements sociétaux majeurs. Faire preuve d'un certain scepticisme vis-à-vis des autorités et des institutions est une attitude saine, que les démocraties permettent, voire encouragent. L'existence et la diffusion de théories du complot témoignent ainsi de la liberté d'expression qu'offrent les démocraties: les mesures pour les contrer doivent être savamment dosées et ne doivent pas aller trop à l'encontre de ladite liberté.

Dans ce contexte, il s'agit d'éviter les réactions inconsidérées pour lutter

contre les théories du complot. Cela étant, il semble nécessaire d'agir si l'on considère que plus d'un quart de la population suisse y adhère. Parmi les mesures possibles, on peut notamment citer celles-ci:

- renforcer suffisamment tôt, par exemple à l'école, les compétences individuelles en matière de gestion de l'information (demander l'origine des informations fournies, remettre en question les sources indiquées, faire ses propres recherches sur les sources);
- mettre en lumière les intérêts des théoriciens du complot qui tirent parfois profit de la diffusion de leurs théories (par ex. par la vente de livres ou de matériel de survie, l'abonnement à des profils sur les réseaux sociaux);
- mettre la pression sur les exploitants de réseaux sociaux pour qu'ils interdisent la diffusion de contenus qui dénigrent certains groupes de population, voire incitent à la violence;
- lancer des campagnes de sensibilisation, par exemple sur la vérification des faits;
- faire preuve de courage civique, en particulier dans son entourage proche, lorsque ces théories circulent. Car ne pas s'y opposer, c'est d'une certaine manière les approuver.

Dirk Baier est professeur à la Haute école de sciences appliquées de Zurich (ZHAW), où il dirige l'Institut de la délinquance et de la prévention de la criminalité au département de Travail social. Dirk.Baier@zhaw.ch

> Références bibliographiques page 84

Le teorie complottiste fomentano l'estremismo

In Svizzera, nel 2018, un adulto su tre aveva una mentalità complottista.

La pandemia di coronavirus non ha prodotto un aumento di tale quota, ma ha probabilmente contribuito alla radicalizzazione delle persone propense a credere a teorie complottiste.

Dirk Baier

Raramente le teorie complottiste sono state così al centro dell'attenzione dell'opinione pubblica come nel periodo del coronavirus. Sono state messe in circolazione varie congetture che si riallacciano in parte a teorie già esistenti, tra l'altro di stampo antisemita: ne sono un esempio tipico l'idea che il virus della COVID-19 sia stato sviluppato in laboratorio, serva da arma biologica, sia stato diffuso per limitare la democrazia e i diritti fondamentali o venga utilizzato dal mondo degli affari per guadagnare soldi con le vaccinazioni.

Le teorie complottiste hanno un minimo comune denominatore: partono dal presupposto che all'origine di un evento sociale di vasta portata (per le catastrofi naturali, di norma non vengono sviluppate teorie del genere) vi sia un piano segreto di poche persone potenti desiderose di arricchirsi a danno della collettività. Nell'ambito della ricerca si ricorre ormai sempre più alla nozione di «mito complottista» o «narrazione complottista» per sottolineare che tali congetture non hanno nulla a che vedere con il metodo scientifico, fondato sulla verificabilità empirica e sulla possibilità di confutazione.

Le persone che credono a narrazioni complottiste denotano una mentalità

complottista, che, secondo Imhof, consiste in un «atteggiamento politico» secondo il quale il mondo è governato da «piani e accordi escogitati in segreto». Si tratta di una caratteristica della personalità più o meno stabile che può essere misurata tramite sondaggi. Di seguito si indagherà in che misura una tale mentalità è correlata all'assunzione di posizioni estremiste.

La logica amico-nemico

Le narrazioni complottiste acquisiscono maggiore risonanza soprattutto nei periodi di crisi. Le persone cercano di trovare una spiegazione agli eventi che accadono, e per molti è ad esempio inconcepibile che una pandemia nasca per caso. La casualità viene avvertita, perché una spiegazione basata su di essa implica che quanto accade non è controllabile. Una mentalità complottista aiuta a riacquistare certezze in periodi di perdita di controllo.

A prima vista, rifugiarsi in narrazioni complottiste che danno sicurezza potrebbe sembrare un fenomeno non problematico e addirittura funzionale sotto vari aspetti: tali narrazioni aiutano, infatti, a dare un senso alla contingenza degli eventi sociali, a limitare la complessità dei cambiamenti in atto e a rinsaldare

l'identità e il senso di comunità, dato che il fatto di crederci è spesso condiviso con altre persone.

A uno sguardo più attento, però, le narrazioni complottiste presentano una struttura affine a quella degli orientamenti estremisti. Ricorrono a dicotomie che includono una logica amico-nemico: determinati gruppi o persone vengono dichiarati artefici di un evento ed eretti a nemico. Il racconto che la pandemia è stata diffusa di proposito dalla Cina implica porre l'accento sulla differenza tra la popolazione locale e quella asiatica, il che legittima e di conseguenza accresce il numero di reati d'odio contro quest'ultima. Pensare secondo una logica amico-nemico costituisce un passaggio cruciale verso lo svilimento del nemico e la legittimazione della violenza nei suoi confronti. Nelle teorie complottiste è dunque in parte insita l'approvazione della violenza, che, quando l'immagine del nemico coincide con quella di determinati estremismi, può anche sfociare nell'estremismo violento.

Vengono comunemente definite «estremiste» le posizioni che rifiutano la democrazia costituzionale e i suoi valori e diritti fondanti e mirano al suo rovesciamento, anche con il ricorso alla forza. Ogni ideo-

logia estremista aspira a un determinato modello di organizzazione sociale e distingue nettamente tra amici e nemici. Quando le narrazioni complottiste incolpano gli asiatici, gli stranieri in generale o gli ebrei della pandemia di coronavirus, vi è una sovrapposizione con le categorie prese di mira dall'estrema destra, mentre quando sul banco degli accusati finiscono gli uomini d'affari che operano su scala globale, vi è una convergenza con l'estrema sinistra anticapitalista. È dunque lecito attendersi che le persone di mentalità complottista siano anche inclini a nutrire simpatie per posizioni di estrema destra o di estrema sinistra.

Gli studi scientifici in materia confermano tale ipotesi. Sulla base di un'indagine condotta in Svezia, Krouwel et al. individuano una correlazione tra posizioni politiche estremiste (sia di destra che di sinistra) e mentalità complottiste. Fondandosi su un sondaggio rappresentativo effettuato in Germania, anche Rottweiler e Gill confermano che le persone propense al cospirazionismo sono maggiormente favorevoli alla violenza

estremista. Riprendendo le parole di Lamberty, si può quindi concludere che si ravvisano «primi indizi sul ruolo delle teorie complottiste nei processi di radicalizzazione», ma che al tempo stesso «le evidenze empiriche [...] sono ancora lungi dall'essere soddisfacenti».

Studi relativi alla Svizzera

Per quanto riguarda la Svizzera, Baier e Manzoni, basandosi su un sondaggio rappresentativo condotto nel 2018, hanno presentato primi risultati in merito alla diffusione di mentalità complottiste tra la popolazione svizzera e alla loro correlazione con posizioni estremiste. A tale riguardo emergono due dati degni di nota: la quota di adulti con una mentalità complottista è pari al 35,9 per cento, una percentuale non particolarmente elevata se si considera che Rees e Lamberty giungono a risultati simili per la Germania (38,5 % del campione di interpellati favorevole a teorie complottiste). In secondo luogo, l'esame di Baier e Manzoni conferma una correlazione medio-alta tra mentalità complottista e atteggiamenti estremisti. Queste analisi tuttavia non

distinguono tra orientamenti di estrema sinistra e di estrema destra.

Per approfondire la questione, di seguito si farà riferimento a un sondaggio rappresentativo realizzato a fine maggio/inizio giugno 2021 a livello svizzero tra le persone di età compresa tra 16 e 79 anni, condotto online mediante il panel LINK. Il tasso di risposta tra i 3010 interpellati è stato pari al 16,1 per cento. Grazie a un'operazione di ponderazione, il campione è rappresentativo della popolazione svizzera per quanto riguarda la ripartizione per sesso e per età (49,1% di interpellati di sesso femminile; 35,7% degli interpellati di età compresa tra 16 e 36 anni, 21,7% di età compresa tra 59 e 79 anni).

La mentalità complottista è stata misurata in base al grado di approvazione (da 1, «assolutamente falso», a 6, «assolutamente corretto») delle seguenti tre affermazioni: «la maggior parte delle persone non è consapevole della misura in cui le nostre vite sono determinate da cospirazioni ordite in segreto»; «esistono organizzazioni segrete che influiscono

Tabella 1

Quota di interpellati con una mentalità complottista (in %, dati ponderati)

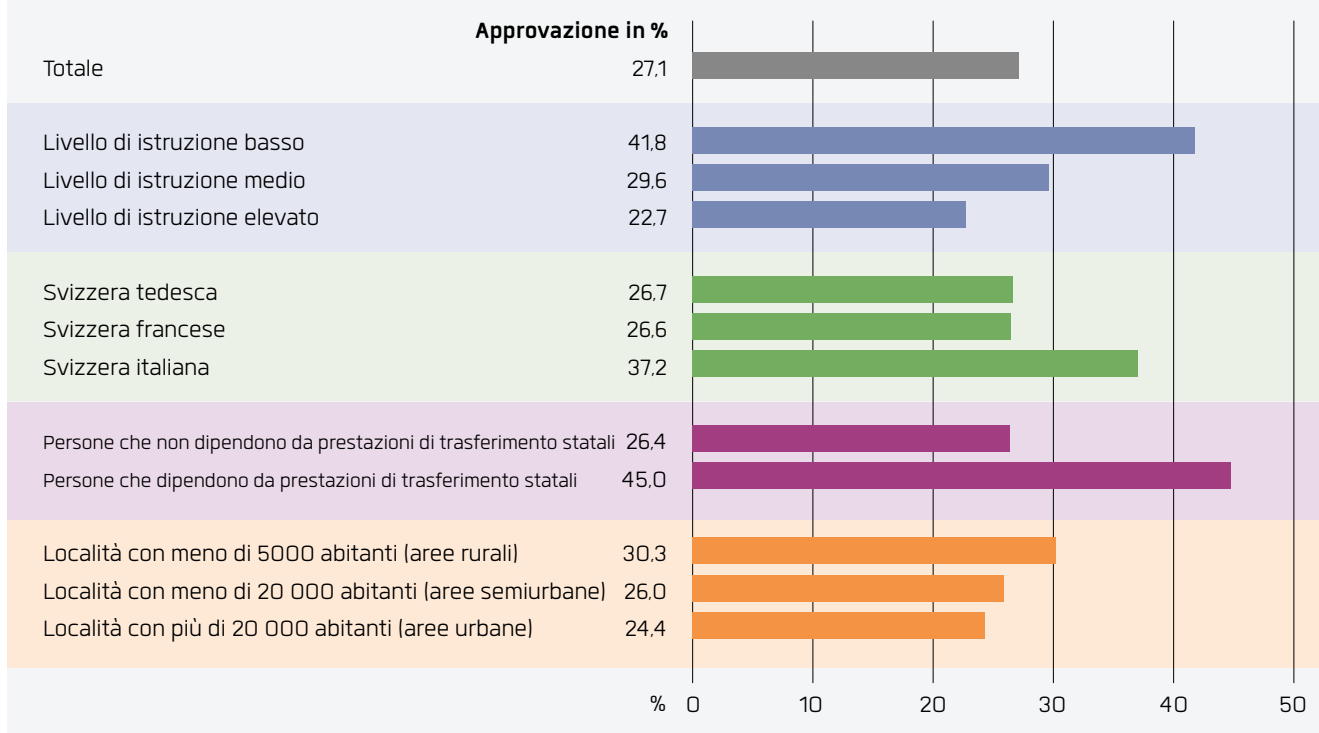
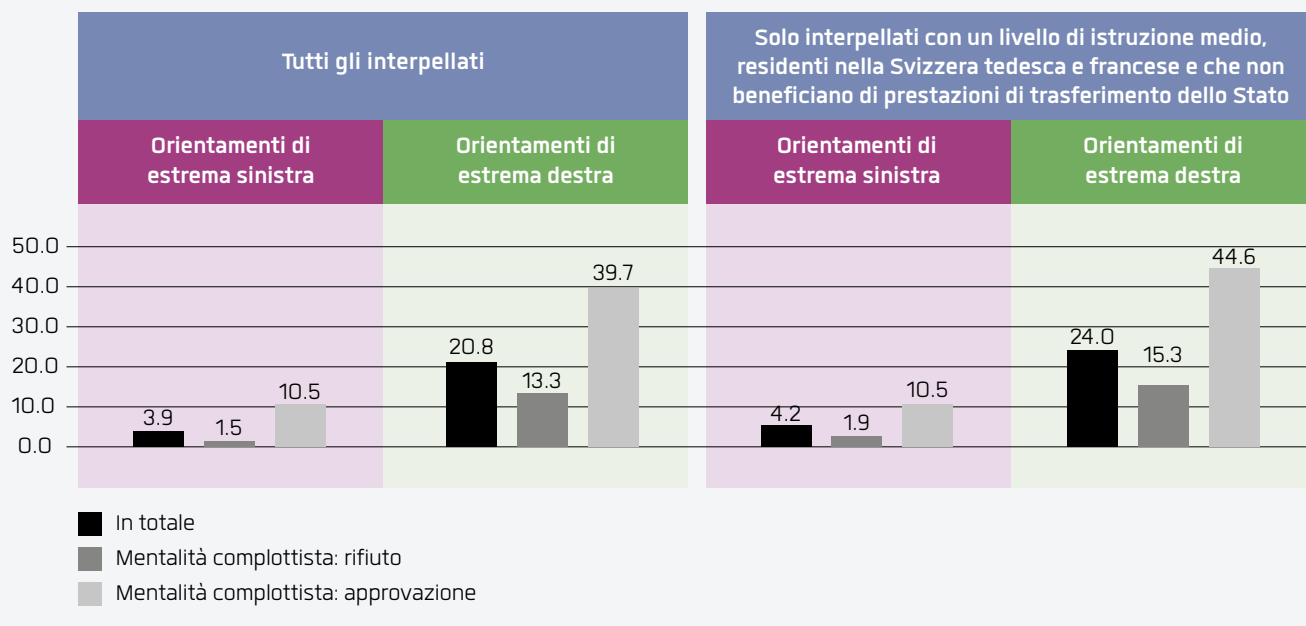


Figura 1

Correlazioni tra mentalità complottista e orientamenti di estrema sinistra/destra

(in %, dati ponderati)



fortemente sulle decisioni politiche»: «i politici e altre figure leader sono soltanto marionette nelle mani dei veri potenti».

Siccome le risposte alle tre domande sono strettamente legate, è stato possibile determinare un valore medio. Gli interpellati con un valore medio superiore a 3.5 sono stati classificati come favorevoli. Come si evince dalla tabella 1, la loro quota è pari al 27.1 per cento, una percentuale quindi leggermente inferiore a quella del sondaggio del 2018. Sembra dunque che non vi sia stato un aumento delle persone con una mentalità complottista. La pandemia di coronavirus e l'attenzione mediatica per le teorie cospirazioniste hanno probabilmente allontanato alcuni da tali visioni del mondo, mentre altri continuano a crederci, magari in modo ancora più convinto di prima. La pandemia potrebbe quindi aver contribuito alla radicalizzazione delle persone con una mentalità complottista, un'ipotesi che però non è possibile suffragare con i dati disponibili. Fondandosi su un campione tedesco, Lamberty e Rees confermano che la pandemia di coronavirus probabilmente non ha aumentato la quota di persone propense

al cospirazionismo. «Può tuttavia essere che le narrazioni complottiste abbiamo rafforzato la presa su taluni gruppi e influito maggiormente sul loro operato».

La tabella 1 illustra inoltre la condivisione di una mentalità complottista per i gruppi sociodemografici per i quali l'indagine del 2021 ha evidenziato differenze significative. Non figurano invece disaggregazioni in base al sesso, all'età e alla provenienza (Svizzera o retroterra migratorio), in quanto per queste sottocategorie non sono emerse differenze di rilievo. Il livello di istruzione risulta per contro una discriminante importante: tra gli interpellati con una formazione terziaria, il tasso di approvazione è pari appena al 22.7 per cento, contro il 41.8 per cento tra le persone con un basso livello di istruzione (scuola dell'obbligo). Emergono anche differenze regionali: la propensione a credere a narrazioni cospirazioniste è infatti maggiore nella Svizzera italiana. Inoltre si registra un'adesione nettamente superiore tra le persone disoccupate o che percepiscono indennità di disoccupazione o prestazioni di aiuto sociale, che tra coloro che non beneficiano di simili prestazioni dello Stato. Nelle aree rurali,

la quota di approvazione è leggermente superiore a quella nelle aree urbane.

Oltre che sulla mentalità complottista, l'indagine si è anche soffermata sull'approvazione di orientamenti di estrema sinistra ed estrema destra. I primi sono stati misurati con affermazioni del tipo «non abbiamo bisogno di uno Stato o di partiti: siamo perfettamente in grado di governarci da soli» o «potremo essere veramente liberi soltanto quando lo Stato sarà stato completamente abolito»; i secondi con sei affermazioni tra cui «la Svizzera dovrebbe appartenere soltanto agli svizzeri che vivono qui da parecchie generazioni», «ai musulmani in Svizzera dovrebbe essere vietata qualsiasi forma di pratica religiosa» e «in Svizzera vivono troppi stranieri».

La figura 1 mostra la correlazione tra mentalità complottiste e orientamenti estremisti. I risultati sono presentati sia per l'insieme degli interpellati sia per una loro sottocategoria. Siccome la tabella 1 mostra differenze significative in base alla tipologia di intervistati, le diverse caratteristiche sono state mantenute costanti, in quanto sono eventualmen-

te legate agli orientamenti in questione. Poiché i valori indicati nella parte destra della figura 1, riferiti agli interpellati con un livello di istruzione medio, residenti nella Svizzera tedesca e francese e che non beneficiano di prestazioni di trasferimento dello Stato, sostanzialmente coincidono con i dati generali della parte sinistra, di seguito si farà riferimento solamente ai risultati relativi al campione generale.

Queste teorie minano per certi versi il sistema democratico, in quanto rafforzano i movimenti che vorrebbero abolirlo.

Dai dati generali emerge che il tasso di adesione agli orientamenti di estrema sinistra, pari al 3,9 per cento, risulta più basso di quello per le posizioni di estrema destra (20,8 %). Va sottolineato, comunque, che un paragone diretto è possibile solo in parte, dato che le singole affermazioni utilizzate nell'indagine riguardano aspetti diversi. Più importante dei tassi di approvazione risulta pertanto il paragone tra gli interpellati con e senza una mentalità complottista. I risultati parlano chiaro: gli interpellati che credono alle narrazioni cospirazioniste sono molto più inclini a posizioni estremiste di quelli che non le condividono. Ciò vale sia per gli orientamenti di estrema sinistra che per quelli di estrema destra (le relative correlazioni sono rispettivamente pari a .36 e .43 e risultano solo leggermente superiori per gli orientamenti di estrema destra). Benché tali dati non permettano di dimostrare un nesso causale, è nondimeno lecito affermare che una mentalità complottista costituisce un fattore di rischio per l'assunzione di posizioni estremiste, sia di sinistra che di destra. Siccome gli studi di psicologia sociale attestano una correlazione tra orientamenti e comportamenti, si può concludere che una mentalità complottista accresce anche il rischio di comportamenti estremisti.

Contromisure: un difficile esercizio di equilibrio

Considerando le narrazioni citate in precedenza, relative alla pandemia di coronavirus, le teorie complottiste possono a volte apparire ridicole. Le loro conseguenze, però, non lo sono affatto, come attesta l'appena ricordata correlazione con posizioni di estrema sinistra ed estrema destra. Queste teorie minano per certi versi il sistema democratico, in quanto rafforzano i movimenti che vorrebbero abolirlo. Nel contempo, la possibilità di mettere in discussione le spiegazioni correnti dei principali eventi sociali costituisce un elemento costitutivo della democrazia: un «sano scetticismo» nei confronti di autorità e istituzioni nelle democrazie non è soltanto tollerato, ma addirittura auspicato. L'esistenza e la diffusione di teorie cospirazioniste sono espressioni della libertà di pensiero concessa dalle democrazie: l'adozione di contromisure costituisce pertanto un difficile esercizio di equilibrio che non può limitare oltremisura la libertà.

Alla luce di queste premesse, proporre una strategia contro le teorie cospirazioniste non è facile. Al tempo stesso occorre agire, se si considera che oltre un quarto della popolazione svizzera risulta incline a una mentalità complottista. Eventuali interventi dovrebbero concentrarsi tra l'altro sui seguenti aspetti:

- Rafforzare sin dalla giovane età le competenze individuali per quanto concerne l'elaborazione di informazioni, ad esempio nelle scuole (chiedere le fonti alla base delle affermazioni, analizzarle in modo critico e controllarle approfonditamente).
- Mettere in evidenza gli interessi dei promotori di teorie del complotto, che in parte traggono beneficio dalla loro diffusione (p. es. vendita di libri, di abbonamenti a eventi sui social media o di prodotti ed equipaggiamenti per survivalisti).

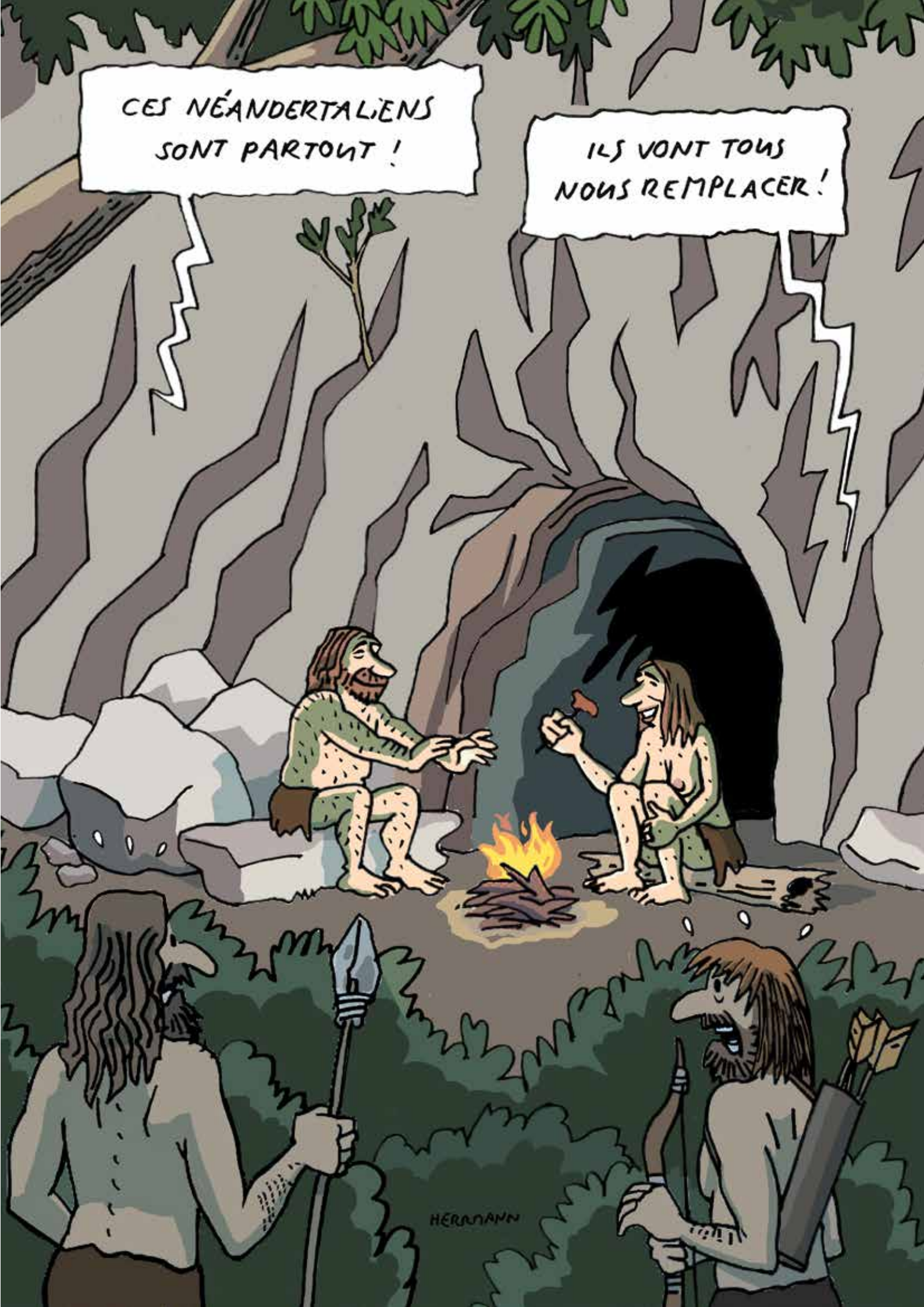
- Obbligare i gestori di social media a bloccare la diffusione di contenuti che denigrano determinati gruppi della popolazione o esaltano la violenza.
- Promuovere campagne di informazione, ad esempio mediante la verifica dei fatti.
- Mostrare coraggio civile, in particolare se queste teorie circolano all'interno della propria cerchia sociale. Non confutare queste teorie equivale più o meno ad approvarle.

Dirk Baier è professore alla Scuola universitaria professionale di scienze applicate di Zurigo (ZHAW), dove, all'interno del Dipartimento di lavoro sociale, dirige l'Istituto per la delinquenza e la prevenzione del crimine.
Dirk.Baier@zhaw.ch

> Riferimenti bibliografici pagina 84

CES NÉANDERTALIENS
SONT PARTOUT !

ILS VONT TOUS
NOUS REMPLACER !



HERMANN

Fake news: un mare magnum di difficile navigazione

Arginare le fake news è impossibile. Sono troppe e si diffondono troppo rapidamente. Smascherarle è importante, ma non basta. Per combattere efficacemente i messaggi d'odio e discriminazione che veicolano è necessario capirne il contesto e puntare sul lungo termine incentivando l'educazione al digitale e promuovendo la diversità e l'inclusione.

Fiorenza Gamba

Fake news è una hot word che ritroviamo nel discorso pubblico e nel sistema dei media che si attiva in casi molto diversi e che ha visto il diffondersi esponenziale del suo uso in concomitanza delle elezioni presidenziali del 2016 negli Stati Uniti (Allcot et Gentzkow, 2017). In generale indica una notizia non verificata, non corrispondente al vero, ma di ampia diffusione, che circola prevalentemente, anche se non esclusivamente, in ambienti digitali, identificati quasi esclusivamente con i social network, principalmente Facebook e Twitter.

La grande generalizzazione del termine, che tiene insieme, rendendoli spesso intercambiabili tra loro, disinformazione, teorie del complotto, discredito, diffamazione, discriminazione, credenze, ideologia, propaganda e altro ancora (Tandoc et al, 2018), aumenta il rischio di banalizzazione del termine stesso, tanto da far auspicare ad alcuni studiosi il suo abbandono (Habgood-Coote, 2019), poiché il suo uso è ritenuto inutile e fuorviante. Inutile: perché la diffusione di notizie false è una dinamica presente nel discorso pubblico fin dall'antichità, molto prima che il termine fake news facesse la sua comparsa. Fuorviante, perché l'uso del termine e la conseguente lotta alle fake news, distoglie l'attenzione dalla possibilità di una

effettiva comprensione del fenomeno, in particolare delle condizioni e delle dinamiche di produzione e di diffusione di notizie false e, di conseguenza, delle valutazioni errate o, caso ben più grave, dei pregiudizi e delle discriminazioni che possono favorire. Così inflazionata, la hot word si riduce spesso a uno slogan, svuotato di rilevanza, se non addirittura di significato, oppure a semplice strumento che istiga la polarizzazione o l'iperpolarizzazione – tra i partigiani di opposte fazioni qualsiasi sia il tema del dibattere – secondo uno schema narrativo/dialogico che sembra avere colonizzato il discorso pubblico. Ciò ha portato a considerare le fake news più come un problema da risolvere che un fenomeno inserito in un ambiente comunicativo da comprendere. Un orientamento evidente a partire dalla letteratura scientifica sull'argomento, dove alla grande quantità di lavori su come individuare e interrompere la diffusione di fake news non corrisponde un'uguale quantità di studi sulla relazione tra fake news e la formazione delle credenze e dei pregiudizi, ma anche sulle dinamiche di propaganda e di manipolazione. Naturalmente questo non significa che la pratica di verificare le notizie prima di considerarle attendibili e quindi condivisibili non sia importante. In questa prospettiva è esemplare l'ini-

ziativa della Commissione europea, in collaborazione con l'UNESCO, volta ad aiutare i cittadini a riconoscere e limitare la diffusione della disinformazione (www.ue, 2021), che tuttavia rimane una pratica incerta, a cui fanno riferimento gli individui già sensibilizzati alla problematica.

Purtroppo non esiste nessuna procedura totalmente efficace per eliminare o controllare le fake news, può però essere utile portare l'attenzione su alcuni aspetti per comprenderne meglio il contesto e gli effetti.

Teorie del complotto e fake news

Per delimitare il campo delle fake news, soprattutto per comprendere le dinamiche e la portata dei loro effetti, è utile in primo luogo distinguerle dalle teorie del complotto alle quali vengono talvolta assimilate.

La sovrapposizione tra teorie del complotto e fake news talvolta è inevitabile. In entrambi i casi si tratta infatti di convinzioni o di informazioni non corrette che non trovano corrispondenza nella realtà, ma che vengono invece proposte e accettate come credibili e autorevoli. Le differenze però non sono trascurabili, sia dal punto di vista della formulazione che dal punto di vista della ricezione.

Le teorie del complotto si sviluppano a partire dalla convinzione che esista un disegno occulto, ordito da individui o gruppi di potere, volto a danneggiare con l'inganno inconsapevoli destinatari. Un disegno che i cosiddetti complottisti, vale a dire coloro i quali credono a queste narrazioni, si impegnano a smascherare e contrastare. Qualsiasi sia il loro processo di formazione, tali teorie hanno la capacità di spiegare il mondo, o almeno una parte di esso, soprattutto quando questo sembra non avere senso e produce ansia e incertezza. La paura dell'ignoto, della perdita del proprio status, favorisce la ricerca di un capro espiatorio, di un colpevole, un responsabile, su cui convogliare i propri atteggiamenti di difesa. Non c'è una categoria privilegiata, la scelta dipende da una combinazione di fattori contingenti e può cadere su personalità note, come Bill Gates, o su categorie di persone con particolari caratteristiche fisiche o culturali (Goffman, 1963), i neri, i migranti, gli omosessuali, i musulmani ecc. Naturalmente ciò comporta un differente impatto sui destinatari, poiché è evidente che è più facile mettere in atto atteggiamenti discriminatori o comportamenti violenti nei confronti, ad esempio, di migranti che non in quelli di Bill Gates.

Le fake news possono fare parte delle teorie del complotto o esserne indipendenti. Possono essere singoli enunciati delle teorie, delle singole unità in altri termini, ma possono anche essere informazioni errate che circolano nell'infosfera con differenti gradi e combinazione di errori e differenti livelli di intenzionalità, che vanno dalla semplice discordanza tra titolo (talvolta immagini) e contenuto di una notizia alla diffusione intenzionale di contenuti totalmente falsi a fini di propaganda o di persuasione.

Inoltre, le fake news si diffondono in maniera rapida, frammentaria e altrettanto rapidamente diventano obsolete o oggetto di mutazioni e possono essere anche più insidiose delle teorie del complotto. Credere a queste teorie implica un'adesione che presuppone l'avere

fatto propria una rappresentazione del mondo, spesso fantasiosa, che va al di là della notizia. Ad esempio, i terrapiattisti sono fermamente convinti che la terra sia piatta. Le fake news non hanno bisogno di un'adesione dichiarata, proprio in ragione delle loro differenti declinazioni e della facilità e rapidità di circolazione, possono attecchire ovunque ed essere credute vere anche in maniera del tutto involontaria e occasionale.

Credere/fare credere

Tra gli strumenti più diffusi nella lotta alle fake news c'è sicuramente il debunking, vale a dire lo smascheramento e la decostruzione delle notizie false. Molti sono i professionisti e i siti che svolgono questa attività di fact checking, anche con l'aiuto di programmi, algoritmi e IA (si veda per esempio il sito *First Draft*)

Tuttavia, per comprendere il diffondersi delle fake news e il credito attribuito alle teorie del complotto è importante comprendere le ragioni del fenomeno, in primo luogo, il bisogno di credere. L'essere umano ha bisogno di credere per costruire una narrazione del mondo capace di dare ordine e senso alla vita. Tale è la funzione delle mitologie, per le società cosiddette tradizionali, della religione e anche delle teorie del complotto e delle fake news. Tutte soddisfano il bisogno antropologico di credere e non è rilevante se ciò a cui si crede non può essere dimostrato, è una questione appunto di credenza e non di conoscenza. Da questo punto di vista, si tratta di strutture di pensiero che mostrano un'equivalenza logica: credere che un uomo sia morto e poi resuscitato o che la terra sia piatta hanno la medesima coerenza razionale, poiché sono entrambe indimostrabili. Non sempre però queste strutture mostrano un'equivalenza etica, o detto altrimenti, democratica, poiché credere che la terra sia piatta è un'attività tutto sommato innocua, mentre credere nella minaccia o nella pericolosità di una categoria di persone in ragione di una loro particolare caratteristica apre la strada alla stigmatizzazione, alla discriminazio-

ne, alla persecuzione e, nei casi estremi, alla violenza.

Bisogna anche considerare il fatto che la diffusione di fake news avviene in un ecosistema mediale, l'infosfera, in cui interagiscono attori e interessi diversi e dove il bisogno di credere viene intercettato e sfruttato dalla complementare esigenza da parte di alcuni gruppi di «fare credere» per instaurare o mantenere la propria egemonia e il potere, ottenere consenso, manipolare, influenzare. In altre parole, le fake news sono ottimi strumenti per implementare un'ideologia che è sempre un processo in divenire, non definito una volta per tutte, ma risultato di continue negoziazioni (cfr. tra gli altri, l'analisi di Stuart Hall del 1980). Non si tratta esclusivamente di un rapporto di forza ma di un insieme di interazioni che comprende non solo chi produce e i destinatari delle informazioni, ma anche chi è influenzato dalla forma dell'ambiente mediale e dal contesto sociale generale (cfr. il modello del diamante culturale di Wendy Griswold, 2012).

Ciò ha portato a considerare le fake news più come un problema da risolvere che un fenomeno inserito in un ambiente comunicativo da comprendere.

Post verità e sapere incerto

La preoccupazione per gli effetti che le fake news possono produrre facendo leva sulle emozioni degli individui – polarizzazioni, hate speech ecc. – ha focalizzato l'attenzione sulle possibili soluzioni in una prospettiva patologizzante (Boullier et alii, 2021), nella quale spetta agli esperti ristabilire il confine tra vero e falso. Un procedimento che solleva molte perplessità, poiché stabilire in quali casi una informazione è corretta non ne implica l'accettazione da parte dei destinatari (Harambam, 2021). Contemporane-



LE FAKE
NEWS RAZZISTE
NON FINIRANNO
MAI...

D'ALTRONDE
VOI VI OSTINATE
A ESSERE
NERI!

GIUSEPPE
NOBILI
2021

amente, verificare tutte le informazioni a cui si è esposti richiede una quantità di tempo che mal si accorda alla loro velocità di circolazione così come un atteggiamento cognitivo estremamente faticoso.

Le fake news si inseriscono in un contesto di incertezza generalizzata, che coinvolge la conoscenza e i fondamenti della sua legittimità (Fine, 2011; Giddens, 1990). Anche il concetto di verità sembra essere insufficiente. Da quando, nel 2016, è stata dichiarata dall'Oxford Dictionary parola dell'anno, la post-verità indica un insieme di dati, credenze, emozioni e comunicazione. La verità quindi, può diventare mutante o indecidibile, come ad esempio il caso, di grande attualità, dell'origine del coronavirus: la tesi dell'incidente di laboratorio, considerata fin dall'inizio della pandemia una fake news complottista, è diventata un'ipotesi, legittimata dagli Stati Uniti e dalla UE, che trova credito anche nei media più autorevoli.

Il digitale svolge sicuramente un ruolo fondamentale nel produrre post-verità anche attraverso le fake news, che proliferano nelle piattaforme digitali di condivisione, in particolare Facebook e Twitter. La diffusione di notizie false, di rumors, non è prerogativa dei social media ed è stata oggetto di studio anche in passato (Morin, 1969). Ciò che è indubbio è che la circolazione di informazioni non corrette o false nell'infosfera ha caratteristiche specifiche che spesso non sono tematizzate perché considerate evidenti e invece contribuiscono a creare le condizioni favorevoli alla loro diffusione, selezione e ai loro effetti. La facilità di accesso e di pubblicazione di contenuti, la modalità di circolazione degli stessi produce una condizione paradossale. Da un lato, l'incremento della circolazione di informazione fa parte di un processo di democratizzazione che implica anche un aumento della disinformazione: dall'altro, la selezione algoritmica delle informazioni presente in alcune piattaforme favorisce la produzione di bolle informative, spazi relativamente chiusi, caratterizzati dal circolo vizioso di informazioni ideolo-

gicamente omogenee in linea con i gusti e le credenze dell'individuo, di conseguenza tendenti a confermare le sue convinzioni e posizioni.

Conclusioni

Sulle fake news non ci sono purtroppo buone notizie. Pensare di contenerle tramite leggi o sofisticati algoritmi è totalmente velleitario. Altrettanto impraticabile è volere definire un a-priori del vero e del falso al vaglio del quale processare le informazioni per stabilirne la correttezza.

Cosa fare allora quando le informazioni veicolano credenze e opinioni che minano la dimensione democratica del vivere insieme e diventano motivo di discriminazioni? Se non è possibile fare affidamento su soluzioni ad effetto immediato è però importante affrontare il problema da una prospettiva globale. Promuovere una literacy del digitale, estesa a tutti i suoi aspetti critici, ad esempio la privacy (Gamba, 2020) permette agli individui di dotarsi di strumenti autonomi di valutazione per conoscere e muoversi con maggiore consapevolezza nell'infosfera. Questo ovviamente non ha effetti contrastanti diretti sull'uso degli algoritmi da parte dei gestori di dati, ma rende gli utenti più consapevoli riguardo alle scelte di pubblicazione e condivisione di contenuti e alle loro conseguenze.

L'educazione al digitale, la consapevolezza dei suoi rischi, tuttavia non bastano. Contrastare tutte le forme di discriminazione, che si concretizzano anche tramite le fake news, e che possono avere come bersaglio differenti categorie di persone in ragione di alcune loro caratteristiche considerate negative o minacciose, richiede un paziente e incessante lavoro di promozione delle differenze e dell'inclusione, in un contesto comunicativo ibrido – online e offline – capace di comprendere molteplici narrazioni della differenza.

Fiorenza Gamba è ricercatrice all'Istituto di ricerche sociologiche e professoressa associata in congedo di Sociologia dei processi culturali e comunicativi al Dipartimento di Scienze economiche e aziendali dell'Università di Sassari. Fiorenza.Gamba@unige.ch

BIBLIOGRAFIA

Allcott, H., Gentzkow, M. (2017). Social media and fake news in the 2016 election. *Journal of economic perspectives*, 31(2), 211-36.

Boullier, H., Kotras, B., Siles, I. (2021). Savoirs incertains. Étudier « complots » et « vérités » à l'ère numérique. Introduction. RESET. *Recherches en sciences sociales sur Internet* (10).

Fine, G. A., Di Fonzo, N. (2011). « Uncertain Knowledge ». *Contexts*, 10(3), 16-21.

Gamba, F. (2020). «The Right to be Forgotten and Paradoxical Visibility: Privacy, Post-privacy, and Post-mortem Privacy in the Digital Era». *Problemi dell'informazione*, N. 2, 201-219.

Giddens A. (1990). *The consequences of modernity*. Cambridge, Mass., Polity Press.

Goffman, E. *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*. Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall, 1963.

Griswold, W. (2012). *Cultures and societies in a changing world*. Los Angeles – London – New Delhi – Singapur – Washington DC: Sage.

Habgood-Coote, J. (2019). Stop talking about fake news! *Inquiry*, 62(9-10), 1033-1065.

Harambam J. (2021). «Against modernist illusions: why we need more democratic and constructivist alternatives to debunking conspiracy theories». *Journal for Cultural Research*, 25(1), 104-122.

Morin, E. (1969). *La rumeur d'Orléans*. Paris : Seuil.

Tandoc Jr, E. C., Lim, Z. W., Ling, R. (2018). Defining «fake news»: A typology of scholarly definitions. *Digital journalism*, 6(2), 137-153.

Europäische Kommission: «So erkennt man Verschwörungstheorien» (aufgerufen am 26.6.2021)

Fake News – ein weites Feld, das schwer zu beackern ist

Fake News einzudämmen ist unmöglich. Es sind zu viele und sie verbreiten sich zu rasch. Sie zu entlarven ist wichtig, doch auch das genügt nicht. Um ihre Hass- und Diskriminierungsbotschaften wirksam zu bekämpfen, muss der Kontext verstanden werden und langfristig auf digitale Bildung und die Förderung von Vielfalt und Inklusion gesetzt werden.

Fiorenza Gamba

Fake News ist ein «hot word», ein Triggerwort, das wir aus dem öffentlichen Diskurs und der medialen Landschaft kennen. Es kommt in unterschiedlichsten Zusammenhängen zum Einsatz. Seine exponentielle Verbreitung fiel zeitlich mit den Präsidentschaftswahlen in den USA 2016 zusammen (Allcot et Gentzkow, 2017). Im Allgemeinen bezeichnen Fake News nicht überprüfte, unwahre Nachrichten, die dennoch weit verbreitet sind und die nicht ausschliesslich, aber überwiegend auf Social Media, allen voran auf Facebook und Twitter, geteilt werden.

Die starke Verbreitung des Begriffs, der mit Desinformation, Verschwörungstheorie, Verruf, Diskriminierung, Überzeugungen, Ideologie, Propaganda u. a. einhergeht und dadurch die Begrifflichkeiten häufig austauschbar macht (Tandoc et al., 2018), erhöht die Gefahr seiner Banalisierung. Aus der Wissenschaftsgemeinschaft kommt daher auch der Wunsch, auf den Begriff zu verzichten (Habgood-Coote, 2019), dessen Verwendung für irreführend und überflüssig gehalten wird. Überflüssig, weil die Verbreitung von Falschmeldungen eine seit der Antike bekannte Dynamik im öffentlichen Diskurs ist. Fake News sind ein Phänomen, das es längst gab, als der Begriff aufkam. Irreführend ist der Gebrauch, weil der

Begriff und somit der Kampf gegen Fake News die Aufmerksamkeit von einem möglichen echten Verstehen des Phänomens ablenkt: Dabei gelte es, die Bedingungen und Dynamiken für die Entstehung und Verbreitung von Fake News sowie die falschen Einschätzungen und, als weit schwerwiegendere Folge, die Vorurteile und Diskriminierungen zu verstehen, die zu Fehlinformationen führen können. Inflationär verwendet verkommt das Triggerwort zum Slogan, inhaltlich ohne jede Relevanz, ja ohne jede Bedeutung. Oder es wird zum blossen Instrument, um – bei Verfechtern zweier Lager und losgelöst vom Thema – Polarisierung und Hyperpolarisierung nach einem narrativen/dialogischen Muster auszulösen, das den öffentlichen Diskurs heute zu beherrschen scheint. Das führte dazu, dass Fake News eher als Problem angesehen werden, das zu lösen ist, und nicht als Phänomen in einem kommunikativen Umfeld, das es zu verstehen gilt. Eine Ausrichtung, die sich offenkundig in der wissenschaftlichen Literatur zum Thema spiegelt: Der grossen Anzahl an Arbeiten, die sich mit der Frage befassen, wie man Fake News erkennt und ihre Verbreitung verhindert, steht volumenmässig nichts Entsprechendes an Untersuchungen gegenüber, die das Verhältnis zwischen Fake News und dem Herausbilden von

Überzeugungen und Vorurteilen oder die Dynamiken von Propaganda und Manipulation beleuchten würden. Natürlich heisst das nicht, dass das übliche Checken von Fakten auf Glaubwürdigkeit vor ihrer Weitergabe nicht wichtig ist. In dieser Hinsicht vorbildlich ist die Initiative der Europäischen Kommission in Zusammenarbeit mit der Unesco, die die Bürgerinnen und Bürger dabei unterstützen will, Desinformation zu erkennen, zu widerlegen und einer Verbreitung entgegenzuwirken (www.ue, 2021). Es bleibt aber eine nicht sichere Praxis, auf die sich Personen beziehen, die bereits mit der Problematik vertraut sind.

Leider fehlt ein griffiges Vorgehen, um Fake News verlässlich zu kontrollieren und zu eliminieren.

Leider fehlt ein griffiges Vorgehen, um Fake News verlässlich zu kontrollieren und zu eliminieren. Es kann aber nützlich sein, die Aufmerksamkeit auf einige Aspekte zu lenken, um den Kontext und die Auswirkungen von Fake News besser zu verstehen.

Verschwörungstheorien und Fake News

Will man das weite Feld der Fake News inhaltlich fassen und insbesondere auch die Dynamiken und die Tragweite ihrer Wirkung verstehen, ist es hilfreich, die Fake News zuerst von den Verschwörungstheorien abzugrenzen, mit denen sie manchmal gleichgesetzt werden.

Fake News können Bestandteil einer Verschwörungstheorie sein oder unabhängig davon bestehen.

Eine begriffliche Überlappung lässt sich nicht immer vermeiden. In beiden Fällen handelt es sich um Überzeugungen oder Fehlinformationen, die mit der Wirklichkeit nicht übereinstimmen, die aber als zuverlässig und massgeblich dargestellt und akzeptiert werden. Sowohl hinsichtlich der Formulierung als auch der Rezeption sind die Unterschiede aber wesentlich. Verschwörungstheorien liegt die Überzeugung zugrunde, dass ein geheimer Plan von Individuen oder Mächten besteht, Ahnungslosen manipulativ zu schaden. Ziel der Verschwörungstheoretiker, also jener, die an ein solches Narrativ glauben, ist es, diesen Plan aufzudecken und zu durchkreuzen. Unabhängig von ihrer Entstehung vermögen Verschwörungstheorien die Welt oder zumindest einzelne Fragen zu erklären, vor allem, wenn sie unverständlich zu sein scheinen und Angst und Unsicherheit auslösen. Angst vor Unbekanntem und Statusverlust begünstigt die Suche nach einem Sündenbock, nach einem Verantwortlichen und Schuldigen, gegen den man die eigenen Verteidigungsmechanismen richten kann. Bevorzugte Kategorien gibt es nicht, die Wahl hängt von einer Kombination zufälliger Faktoren ab und kann auf bekannte Persönlichkeiten wie Bill Gates oder Menschen mit bestimmten physischen oder kulturellen Merkmalen fallen (Goffman, 1963), wie Schwarze, Migranten, Homosexuelle,

Muslimen usw. Selbstverständlich fallen die Auswirkungen auf die Betroffenen unterschiedlich aus, ist es doch leichter, sich etwa gegenüber Migranten diskriminierend oder gewalttätig zu verhalten als gegenüber Bill Gates.

Fake News können Bestandteil einer Verschwörungstheorie sein oder unabhängig davon bestehen. Einzelne Aussagen, einzelne Elemente der Verschwörungstheorie können Fake News sein, aber auch in der Infosphäre kursierende Fehlinformationen mit unterschiedlichen Graden und Kombinationen von Fehlern und verschiedenen Absichtsebenen, die von einer schlichten Nichtübereinstimmung von Titel (oder Bild) und Inhalt einer Nachricht bis hin zur absichtlichen Verbreitung völlig falscher Inhalte zu Propaganda- oder Überzeugungszwecken reichen.

Fake News verbreiten sich rapide und fragmentarisch. Ebenso rasch sind sie obsolet, werden abgewandelt und können auch gefährlicher als Verschwörungstheorien sein. An eine Verschwörungstheorie zu glauben, bedingt eine Zustimmung, die wiederum voraussetzt, dass man sich eine eigene, häufig abstruse Vorstellung der Welt gemacht hat, die weit über die bloße Nachricht hinausgeht. So sind etwa «Flat Earthers» überzeugt, die Erde sei flach. Fake News brauchen keine Zustimmung, gerade weil sie so unterschiedlich ausgestaltet sind und sich leicht und rasch verbreiten lassen, sie können sich überall einnisten und auch völlig ungewollt und zufällig für wahr gehalten werden.

Glauben und glauben lassen

Das Debunking, das Entlarven und Widerlegen von Falschmeldungen, ist sicher eines der bekanntesten Instrumente, die im Kampf gegen Fake News eingesetzt werden. Es gibt zahlreiche Fachleute und Websites, die mit Programmen, Algorithmen und KI Fakten checken (z. B. die Website *First Draft*).

Will man die Verbreitung von Fake News und das Festhalten an Verschwörungs-

theorien begreifen, ist es zudem wichtig, die Gründe für das Phänomen zu verstehen und damit in erster Linie das Bedürfnis, zu glauben. Der Mensch muss glauben können, um sich ein Narrativ von der Welt zurechtzulegen, das dem Leben eine Ordnung und einen Sinn gibt. Diese Funktion erfüllen (in den sog. traditionellen Gesellschaften) die Mythologien, die Religionen oder eben auch Verschwörungstheorien und Fake News. Sie befriedigen das anthropologische Bedürfnis, zu glauben. Dabei ist es nicht relevant, ob das, woran man glaubt, bewiesen werden kann, handelt es sich doch gerade um eine Frage des Glaubens und nicht des Wissens. Aus dieser Perspektive betrachtet, sind es logisch gleichwertige Denkstrukturen: Zu glauben, dass ein Mensch, der gestorben ist, auferstehen kann oder dass die Erde eine Scheibe ist, folgt derselben zwingenden Logik, denn beides ist nicht beweisbar. Nicht immer weisen diese Strukturen eine ethische oder sagen wir demokratische Gleichwertigkeit auf: Zu glauben, die Erde sei flach, ist alles in allem harmlos. Wer hingegen glaubt, dass von einem bestimmten Personenkreis aufgrund besonderer Merkmale eine Bedrohung oder Gefahr ausgeht, öffnet der Stigmatisierung, der Diskriminierung, der Verfolgung und im Extremfall der Gewalt Tür und Tor.

Zu beachten ist auch, dass sich Fake News in einem medialen Ökosystem, in der Infosphäre, verbreiten, in der verschiedenste Akteure mit unterschiedlichsten Interessen agieren. Einige Gruppen nutzen das Bedürfnis, zu glauben, für das komplementäre Bedürfnis aus, «glauben zu lassen», um die eigene Vorherrschaft oder Macht zu instaurieren bzw. aufrechtzuerhalten, um Zuspruch zu bekommen, um zu manipulieren und zu beeinflussen. Anders gesagt sind Fake News optimale Instrumente, um eine Ideologie zu implementieren, was ja ein nie abgeschlossener Prozess ist, ein Prozess, der nicht ein für alle Male definiert wird, sondern auf ständigem Aushandeln beruht (vgl. die Analyse von Stuart Hall (1980), u. a. zur Ideologie).

Dabei geht es nicht nur um Machtverhältnisse, sondern auch um eine Reihe Interaktionen, die sowohl Sender und Empfänger der Informationen umfasst als auch diejenigen, die von der Form des medialen Umfelds und dem generellen sozialen Kontext beeinflusst werden (vgl. das Modell des «Cultural Diamond» von Wendy Griswold (2012)).

Postfaktizität und ungesichertes Wissen

Die Besorgnis über die Auswirkungen von Fake News die etwa mit Polarisierungen und Hassreden auf die Gefühle der Menschen einwirken, hat die Aufmerksamkeit auf mögliche Lösungsansätze aus einer pathologisierenden Perspektive gelenkt (Boullier et al., 2021), bei der erwartet wird, dass Fachleute die Grenze zwischen wahr und falsch wiederherstellen sollen – ein Vorgehen, das auf grosses Erstaunen stösst: Festhalten, in welchen Fällen eine Information korrekt ist, bedeutet längst nicht, dass sie von den Empfängerinnen und Empfängern angenommen wird (Harambam, 2021). Gleichzeitig beansprucht das Checken jeder Information, der wir ausgesetzt sind, viel Zeit, was schlecht mit der Geschwindigkeit zu vereinbaren ist, mit der sich Informationen verbreiten, ganz abgesehen davon, dass es eine extrem anstrengende kognitive Leistung voraussetzt.

Fake News fallen in einen Kontext allgemeiner Verunsicherung, der das Wissen und die Grundlagen seiner Legitimität in Mitleidenschaft zieht (Fine, 2011; Giddens, 1990). Auch das Konzept Wahrheit scheint nicht zu genügen. Seit Oxford Dictionaries «post-truth», postfaktisch, 2016 zum Wort des Jahres gewählt haben, wird «postfaktisch» für Daten, Überzeugungen, Emotionen und Kommunikation verwendet. Die Wahrheit kann also mutieren oder unkenntlich werden, wie dies hochaktuell das Beispiel betreffend den Ursprung des Coronavirus zeigt: Die Vermutung eines Laborunfalls, die seit Beginn der Pandemie als Verschwörungstheorie gilt, ist zu einer von den USA und

der EU legitimierten Hypothese geworden, die auch von den angesehensten Medien übernommen wurde.

Die digitale Welt spielt sicher eine Schlüsselrolle bei der Produktion von Post-Truth, auch durch Fake News, die sich in den sozialen Netzwerken, insbesondere auf Facebook und Twitter, ausbreiten. Das Verbreiten von Desinformation und Gerüchten ist aber keine Besonderheit der sozialen Medien, das Phänomen war in der Vergangenheit bereits Gegenstand von Studien (Morin, 1969). Nicht zu bestreiten ist, dass das Kursieren nicht korrekter und falscher Informationen in der Infosphäre spezifische Merkmale aufweist, die oft nicht thematisiert werden, weil sie als selbstverständlich angesehen werden. Dabei tragen sie dazu bei, günstige Bedingungen für die Verbreitung, die Auswahl und die Auswirkungen von Desinformation zu schaffen. Dass der Zugang, die Bereitstellung und die Verbreitung von Inhalten derart einfach sind, führt zu einer paradoxen Situation: Einerseits ist die Zunahme an Informationsflüssen Teil eines Demokratisierungsprozesses, bei dem zwingend auch der Anteil an Desinformation wächst. Andererseits fördert die algorithmusbasierte Auswahl an Informationen auf gewissen Plattformen die Bildung von Filterblasen. In diesen relativ engen Räumen besteht die Gefahr, dass der einzelnen Person ideologisch homogene Informationen angeboten werden, die mit ihrem Geschmack und ihren Überzeugungen übereinstimmen, was sie tendenziell in ihren Ansichten und Positionen bestärken wird – ein Teufelskreis.

Fazit

Zum Thema Fake News gibt es leider keine guten Nachrichten. Zu glauben, man könne ihnen mit Gesetzen oder ausgeklügelten Algorithmen zu Leibe rücken, ist vermessen. Genauso wenig praktikabel ist es, im Voraus Entscheidungsgrundlagen definieren zu wollen, die wahr von falsch trennen, nach denen die Informationen dann verarbeitet und auf ihre Richtigkeit geprüft werden.

Was tun angesichts von Informationen, die Überzeugungen und Meinungen transportieren, die die demokratische Dimension des Zusammenlebens untergraben und Diskriminierungen Vorschub leisten? Auch wenn es keine verlässlichen Sofortlösungen gibt, ist es doch wichtig, das Problem aus einer globalen Perspektive anzugehen. Fördert man die digitale Bildung, in allen kritischen Aspekten wie z. B. Datenschutz und Privatsphäre (Gamba, 2020), wird der Mensch befähigt, sich mit eigenständigen Bewertungsinstrumenten auszustatten, wodurch er sich kompetenter und bewusster in der Infosphäre bewegen wird. Dem steht der Einsatz von Algorithmen in der Datenverarbeitung natürlich nicht entgegen, aber das Wissen schärft das Bewusstsein der Nutzerinnen und Nutzer beim Veröffentlichenden oder Teilen von Inhalten auch für mögliche Konsequenzen.

Digitale Bildung und das Bewusstsein für die Risiken allein reichen jedoch nicht aus. Jeder Form von Diskriminierung entgegenzuwirken, auch Fake News, die sich wegen als negativ oder bedrohlich wahrgenommener Merkmale gegen unterschiedlichste Personengruppen richten kann, verlangt in einem hybriden Kommunikationsumfeld (online und offline) nach geduldiger, unermüdlicher Aufklärungsarbeit zugunsten von Vielfalt und Inklusion, die mannigfaltigste Narrative der Differenz zu verstehen weiss.

Fiorenza Gamba forscht am Institut de recherches sociologiques (IRS) der Universität Genf und ist beurlaubte assoziierte Professorin für Kultur- und Kommunikationssoziologie am Departement für Wirtschafts- und Unternehmenswissenschaften der Universität Sassari. Fiorenza.Gamba@unige.ch

> Bibliografische Referenzen auf Seite 97

Fake news : un univers complexe et déroutant

Il est impossible d'endiguer les *fake news* tant elles sont nombreuses et se propagent rapidement. Les dénoncer est important, mais cela ne suffit pas. Pour combattre efficacement les messages de haine et de discrimination qu'elles véhiculent, il est nécessaire de comprendre leur contexte de diffusion et de se concentrer à la culture numérique et la promotion de la diversité et de l'inclusion à long terme.

Fiorenza Gamba

L'expression *fake news* est très à la mode dans le débat public et médiatique. Utilisée dans des contextes divers et variés, elle a connu une diffusion exponentielle avec l'élection présidentielle américaine de 2016 (Allcot et Gentzkow, 2017). Elle désigne généralement une information non vérifiée, non véridique, diffusée largement et circulant principalement – mais pas exclusivement – sur Internet, et plus spécifiquement sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook et Twitter.

La généralisation de ce terme, qui englobe – au point de les rendre souvent interchangeables – toute une série de notions telles que la désinformation, les théories du complot, le discrédit, la diffamation, la discrimination, les croyances, les idéologies et la propagande (Tandoc et al., 2018), augmente le risque d'en banaliser l'usage, à tel point que certains chercheurs réclament son abandon (Habgood-Coote, 2019), le jugeant inutile et trompeur. Inutile, parce que la diffusion de fausses informations est une dynamique inhérente au débat public depuis l'Antiquité, bien avant l'apparition du terme *fake news*. Trompeur, car son utilisation et la traque aux infox qui en résulte accaparent notre attention, nous privant de la possibilité de

comprendre réellement le phénomène, notamment les conditions et les dynamiques sous-jacentes à la production et à la diffusion des *fake news*, ce qui nous empêche de nous rendre compte des erreurs de jugement ou, bien pire, des préjugés et des discriminations qu'elles peuvent entraîner. Surexploité de la sorte, ce terme est souvent vidé de sa substance, voire de son sens, réduit à un slogan ou à une simple formule visant à polariser ou à hyperpolariser le débat – quel qu'en soit le sujet – entre les partisans de factions opposées, selon un schéma narratif/dialogique qui semble avoir colonisé le débat public. Avec pour résultat de faire voir les *fake news* davantage comme un problème à résoudre que comme un phénomène s'inscrivant dans un contexte communicationnel qu'il s'agit de comprendre. Cette orientation est évidente aussi dans la littérature scientifique sur le sujet, qui propose une grande quantité de travaux sur la manière d'identifier et de stopper la diffusion des *fake news*, mais beaucoup moins sur le lien entre les *fake news* et la formation des croyances et des préjugés, ou sur les dynamiques de propagande et de manipulation. Naturellement, cela ne veut pas dire qu'il n'est pas important de vérifier les informations avant de les considérer comme fiables et

donc dignes d'être partagées. Dans cette optique, la Commission européenne a lancé, en collaboration avec l'UNESCO, une initiative exemplaire visant à aider les citoyens à reconnaître et à limiter la diffusion de la désinformation (<https://ec.europa.eu> > Vivre, travailler et voyager dans l'UE > Réaction face au coronavirus > Lutter contre la désinformation, 2021). Ses effets restent toutefois incertains, car elle touche des personnes déjà sensibilisées à la problématique.

Malheureusement, il n'existe aucun moyen infaillible pour éliminer ou contrôler les *fake news*. Il peut toutefois être utile d'en analyser certains aspects pour mieux comprendre le contexte dans lequel elles s'inscrivent et leur impact.

Théories du complot et *fake news*

Pour délimiter le champ des *fake news*, et surtout pour comprendre leur portée et les dynamiques qui les sous-tendent, il faut avant tout les distinguer des théories du complot, auxquelles elles sont parfois assimilées.

Cette assimilation est parfois inévitable. Les deux phénomènes diffusent en effet des convictions ou des informations qui ne correspondent pas à la réalité, mais qui sont pourtant divulguées et perçues



Max
Springe

comme crédibles et fiables. Ils accusent pourtant des différences importantes, au niveau tant de leur formulation que de leur réception. Les théories du complot naissent de la conviction qu'il existe un dessein caché, un plan ourdi par des individus ou des groupes de pouvoir pour nuire à d'autres personnes à leur insu. Un dessein que les « complotistes », c'est-à-dire les personnes qui croient à ces théories, s'efforcent de démasquer et de contrecarrer. Quelle que soit la manière dont elles naissent, ces théories ont la capacité d'apporter des réponses, ou du moins des réponses partielles, surtout face à des situations qui semblent inexplicables et qui génèrent de l'anxiété et de l'incertitude. Confrontés à l'inconnu ou à la menace de voir leur situation se dégrader, les individus tendent à adopter une attitude défensive et à chercher un bouc émissaire, un coupable ou un responsable. Ces individus désignés comme boucs émissaires n'appartiennent pas à une catégorie unique ; le choix dépend d'une combinaison de facteurs aléatoires et peut porter sur des personnalités connues, comme Bill Gates, ou sur des groupes de personnes présentant des caractéristiques physiques ou culturelles particulières (Goffman, 1963), comme les Noirs, les migrants, les homosexuels, les musulmans, etc. Naturellement, l'impact sur ces personnes n'est pas le même pour toutes, puisqu'il est évidemment plus facile de se livrer à des attaques discriminatoires ou à des comportements violents contre les migrants, par exemple, que contre un Bill Gates.

Les *fake news* peuvent faire partie d'une théorie du complot ou en être totalement indépendantes. Il peut s'agir de simples énoncés d'une théorie, autrement dit d'éléments de langage isolés, mais aussi d'informations incorrectes qui circulent dans l'infosphère avec des degrés et combinaisons d'inexactitudes différents et divers niveaux d'intentionnalité, qui peuvent aller de la simple divergence entre le titre (ou les images) et le contenu d'une information à la diffusion intentionnelle de contenus totalement

mensongers à des fins de propagande ou de persuasion.

Par ailleurs, les *fake news* se diffusent rapidement et de manière fragmentée. Elles mutent ou deviennent obsolètes tout aussi rapidement et peuvent être encore plus insidieuses que les théories du complot. Croire à ces théories implique d'adhérer à une représentation du monde, souvent fantaisiste, qui va au-delà de la réalité des faits. C'est par exemple le cas de ceux qui sont convaincus que la terre est plate. Par contre, l'adhésion aux *fake news* n'est pas forcément explicite : précisément en raison de leur diversité formelle et de leur facilité et rapidité de diffusion, les *fake news* peuvent prendre racine n'importe où et être considérées comme véridiques même de manière totalement involontaire et occasionnelle.

Pour comprendre la propagation des fake news et le crédit accordé aux théories du complot, il est important de cerner les causes sous-jacentes au phénomène, dont la principale est le besoin de croire.

Besoin de croire et de faire croire

La « démythification » (*debunking* en anglais), soit le fait de démasquer et de déconstruire les fausses informations, fait partie des principales formes de lutte contre les *fake news*. De nombreux professionnels et sites effectuent cette activité de vérification des faits, y compris à l'aide de programmes, d'algorithmes et de l'intelligence artificielle (voir p. ex. le site *First Draft*).

Cependant, pour comprendre la propagation des *fake news* et le crédit accordé aux théories du complot, il est important de cerner les causes sous-jacentes au phénomène, dont la principale est le besoin de croire. L'être humain a

besoin de croire en quelque chose pour se construire une vision du monde qui donne de l'ordre et du sens à sa vie. C'est la fonction de la mythologie et de la religion dans les sociétés dites traditionnelles, mais aussi des théories du complot et des *fake news*. Toutes ces formes de croyance répondent à un besoin anthropologique. Le fait que ce à quoi l'on croit ne soit pas démontrable importe peu, car il s'agit justement de croyances et non de connaissances. De ce point de vue, toutes ces structures de pensée reposent sur la même logique : croire qu'un homme est décédé puis ressuscité ou que la terre est plate sont deux théories qui ont la même pertinence du point de vue rationnel, puisqu'elles sont toutes deux indémontrables. Toutefois, ces structures de pensée ne sont pas toujours équivalentes du point de vue éthique ou, si l'on préfère, démocratique. En effet, croire que la terre est plate est une idée en soi inoffensive, alors que croire qu'une catégorie de personnes représente une menace ou un danger en raison d'une caractéristique particulière ouvre la voie à la stigmatisation, à la discrimination, à la persécution et, dans les cas extrêmes, à la violence.

Il faut aussi tenir compte du fait que les *fake news* sont diffusées dans un environnement médiatique, l'infosphère, où interagissent des acteurs et des intérêts divers et variés et où le besoin de croire est exploité par certains groupes pour répondre à leur propre besoin – complémentaire – de « faire croire » pour imposer ou asseoir leur hégémonie et leur pouvoir, susciter l'adhésion, manipuler ou influencer. Autrement dit, les *fake news* sont un excellent instrument pour propager une idéologie, qui est un processus en constante construction, jamais achevé une fois pour toutes, mais qui évolue en fonction de négociations permanentes (cf. entre autres l'analyse de Stuart Hall sur l'idéologie, 1980). Il ne s'agit pas uniquement d'un rapport de force, mais d'un ensemble d'interactions qui concernent non seulement les producteurs et les destinataires des

informations, mais aussi les personnes influencées par l'environnement médiatique et par le contexte social général (cf. le modèle du diamant culturel de Wendy Griswold, 2012).

Post-vérité et incertitude du savoir

La préoccupation pour les effets que les *fake news* peuvent provoquer en agissant sur les émotions des individus – polarisation, discours de haine, etc. – a conduit à focaliser l'attention sur les solutions envisageables pour lutter contre le phénomène ; cela impose de fait une vision pathologisante de la problématique (Boullier et al., 2021) dans laquelle les experts ont la charge de distinguer le vrai du faux. Cette approche est plutôt discutable, car le fait d'établir la véracité d'une information n'implique pas son acceptation par les destinataires (Harambam, 2021). Par ailleurs, vérifier toutes les informations publiées est une tâche difficilement compatible avec la rapidité de leur diffusion et extrêmement ardue du point de vue intellectuel.

Le numérique joue sans aucun doute un rôle fondamental dans la production des post-vérités, notamment par la diffusion des fake news, qui prolifèrent sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook et Twitter.

Les *fake news* s'inscrivent dans un contexte d'incertitude généralisée qui affecte à la fois la connaissance et les fondements de la légitimité de cette connaissance (Fine, 2011 ; Giddens, 1990). Même le concept de vérité semble désormais inadéquat. Désigné comme terme de l'année en 2016 par l'Oxford Dictionary, le concept de post-vérité désigne un ensemble de données, de croyances, d'émotions et d'informations. La vérité

peut donc devenir mouvante ou indéfinissable, comme dans le cas très actuel de l'origine du coronavirus : la théorie de l'accident survenu dans un laboratoire, considérée comme une *fake news* conspirationniste au début de la pandémie, est devenue une hypothèse, légitimée par les États-Unis et l'UE, et relayée même par les médias les plus sérieux.

Le numérique joue sans aucun doute un rôle fondamental dans la production des post-vérités, notamment par la diffusion des *fake news*, qui prolifèrent sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook et Twitter. Cela dit, la diffusion de fausses informations ou de rumeurs n'est pas l'apanage des réseaux sociaux et ce phénomène a déjà fait l'objet d'études par le passé (Morin, 1969). Ce qui est certain, c'est que la diffusion d'informations inexacts ou fausses dans l'infosphère présente des caractéristiques spécifiques qui souvent ne sont pas abordées parce que considérées comme évidentes, alors qu'elles contribuent à accélérer la propagation, à favoriser la sélection et à renforcer l'impact de ces informations. La grande accessibilité et la facilité de publication des contenus, ainsi que les modes de diffusion de ces derniers, créent une situation paradoxale : d'un côté, la circulation accrue des informations s'inscrit dans un processus de démocratisation qui implique également une augmentation de la désinformation ; de l'autre, la sélection des informations par des algorithmes sur certaines plateformes favorise l'apparition de bulles informationnelles, c'est-à-dire d'espaces relativement fermés formant un cercle vicieux où des informations idéologiquement homogènes et conformes aux goûts et aux croyances de la personne concernée s'accumulent, tendant à confirmer ses convictions et ses positions.

Conclusions

Malheureusement, les nouvelles au sujet des *fake news* sont peu réjouissantes. Il est complètement vain de vouloir les contrôler par des lois ou des algorithmes

sophistiqués. Il est tout aussi impensable de vouloir définir a priori un concept du vrai et du faux qui permettrait de trier les informations en fonction de leur véracité.

Que faire alors si les informations répandent des croyances et des opinions qui minent la dimension démocratique du vivre-ensemble et deviennent des sources de discrimination ? En l'absence de solutions toutes faites, il est important d'affronter le problème à partir d'une perspective globale. Éduquer les personnes au numérique et à tous ses aspects critiques, par exemple la protection de la vie privée (Gamba, 2020), permet de doter chaque individu d'instruments d'évaluation grâce auxquels il pourra découvrir et explorer l'infosphère de manière autonome et en toute connaissance de cause. Même si cette éducation n'aura aucun impact direct sur le recours aux algorithmes par les gestionnaires de données, elle rendra les utilisateurs plus conscients des choix de publication et de partage de contenus, et de leurs conséquences.

Toutefois, l'éducation au numérique et la prise de conscience des risques afférents ne suffisent pas. Lutter contre toutes les discriminations, y compris celles qui se manifestent sous la forme de *fake news* et qui visent diverses catégories de personnes en raison de certaines caractéristiques jugées négatives ou menaçantes, exige un travail patient et incessant de mise en avant des différences et de l'inclusion, dans un contexte communicationnel mixte – en ligne et hors ligne – qui soit à même d'englober une pluralité de narrations de la différence.

Fiorenza Gamba est chercheuse à l'Institut de recherches sociologiques et professeure associée (en congé) de sociologie de la culture et de la communication au Département des sciences économiques et de l'entreprise de l'Université de Sassari.
Fiorenza.Gamba@unige.ch

> Références bibliographiques à la page 97

«Verschwörungsideologen können von den Dynamiken der sozialen Medien profitieren»

Wie verbreiten sich Verschwörungstheorien in den sozialen Medien? Welche Strategien stecken dahinter? Was lässt sich dagegen tun? Diesen Fragen geht die deutsche Netzaktivistin, Bürgerrechtlerin und Publizistin Katharina Nocun schon länger nach.

Das Interview führte Theodora Peter

Frau Nocun, zuerst eine Begriffsklärung: In Ihren Büchern vermeiden Sie den Begriff Verschwörungstheorie und sprechen insbesondere von Verschwörungserzählungen und Verschwörungsmethoden. Weshalb?

Katharina Nocun: Bei Verschwörungserzählungen geht es meist um Behauptungen, die von der Wissenschaft längst widerlegt worden sind – zum Beispiel, die Erde sei flach oder die Mondlandung habe nie stattgefunden. Diese Geschichten sollten nicht noch zusätzlich mit einem Theoriebegriff aufgewertet werden. Im politischen Kontext sprechen wir auch von Verschwörungsideologien, um deutlich zu machen, dass bestimmte Weltbilder dahinterstehen. Ich stelle mich allerdings nicht dogmatisch gegen die Verwendung des Begriffs Verschwörungstheorie. Mich haben die Argumente für die Verwendung anderer Begriffe überzeugt – es handelt sich eben nicht um wissenschaftliche Theorien.

Welche Rolle spielen die sozialen Medien bei der Verbreitung von Verschwörungserzählungen?

Zunächst gilt festzuhalten: Bei Verschwörungserzählungen handelt sich

«Verschwörungserzählungen können viel Leid verursachen.»

nicht um ein grundsätzlich neues Phänomen. Bereits während der Pest im Mittelalter kursierten zahlreiche antisemitische Verschwörungsmethoden. Auch dürfen wir nicht vergessen, dass in der Zeit des Nationalsozialismus eine Mehrheit in Deutschland an eine jüdische Weltverschwörung glaubte, was letztlich den Weg für den Holocaust bereitete. Das Internet und die sozialen Medien sind ein neues Mittel für Verschwörungsideologen. Eine wichtige Rolle spielen dabei die Regeln, nach welchen die Plattformen Inhalte ausspielen. So führen Algorithmen auf YouTube dazu, dass Videos vorgeschlagen werden, die Nutzer länger am Bildschirm halten. Dadurch kann es passieren, dass vermehrt verschwörungsideologische oder rechtsextreme Inhalte verbreitet werden. Ähnliches passiert bei Plattformen wie Facebook, Instagram oder TikTok, die sich stark danach ausrichten, ob ein Beitrag viele Interaktionen provoziert – also Kommentare, Likes oder Weiterleitungen. Verschwörungsideologen können von diesen Dynamiken profitieren, wenn ihre Inhalte prominenter angezeigt werden.

Sie schreiben, auf den Online-Plattformen hätten sich geradezu eigene Informationsökosysteme gebildet. Was verstehen Sie darunter?

Die verschwörungsideologische Szene formt sozusagen einen eigenen Mikrokosmos mit Influencern, Videokanälen, Online-Shops, Festivals bis hin zu Urlaubsreisen. Wenn man in dieses Milieu abtaucht, findet man zahlreiche Akteure, die damit auch Geld verdienen. Interessant ist, dass die Akteure stark zusammenarbeiten und sich aufeinander beziehen. Influencer mit grosser Reichweite leiten immer wieder Inhalte von anderen Kanälen weiter. Damit schiebt man sich innerhalb der Szene gegenseitig Reichweite zu – eine Strategie, die auch im normalen Influencer-Milieu gang und gäbe ist. Hinzu kommt, dass auch in der Nische eigene Vermarktungsmodelle florieren. Bei Gesundheitsthemen ist das ein riesiges Problem: Wenn Menschen an eine grosse Medizin- und Wissenschafterverschwörung glauben, dann fallen sie eher auf Scharlatane und Wunderheiler herein. Da werden hohe Summen ausgegeben für Mittel, die im schlimmsten Fall hochgradig schädlich sind – wie zum Beispiel industrielle Chlorbleiche, die angeblich gegen das Coronavirus helfen soll (was nicht stimmt). Verschwörungserzählungen können viel Leid verursachen.

Wie gross schätzen Sie den Anteil rassistischer Inhalte in diesen «Öko-systemen»?

Bereits vor der Corona-Pandemie gab es eine Verbindung zwischen Esoterik, rechtsextremer Szene und verschwörungsideologischem Milieu. Die Überschneidungen sind zum Teil sehr gross. Antisemitische Verschwörungserzählungen waren schon immer Bestandteil rechtsextremer Propaganda und sind nach wie vor verbreitet. Zwar wird heute nicht mehr offen von Juden Hass gesprochen, sondern man verwendet Codewörter wie «Globalisten», und behauptet, diese würden die Welt regieren. Auch bei den rechtsextremen Attentaten wie zum Beispiel in Halle, Hanau oder Christchurch haben Verschwörungserzählungen eine Rolle gespielt. Die Täter glauben innerhalb ihres eigenen Narrativs, dass sie sozusagen die Hauptdarsteller ihrer eigenen Heldengeschichte wären und gegen eine grosse Verschwörung kämp-

«Bereits vor der Corona-Pandemie gab es eine Verbindung zwischen Esoterik, rechtsextremer Szene und verschwörungsideologischem Milieu.»

fen. Die Ermordung von Unbeteiligten lässt sich in diesem Narrativ als Heldentat framen, und Gewalt wird zur legitimen Option verklärt angesichts einer angeblich alles bedrohenden Verschwörung. Wer ein solches apokalyptisches Schreckensszenario vor Augen hat, ist eher bereit, Dinge zu tun, die ihm sonst zu weit gehen würden. Dazu kommt, dass Verschwörungserzählungen auch Teil einer Immunisierungsstrategie sind: Alle, die einen kritisieren und hinterfragen, werden kurzerhand zum Teil der Verschwörung erklärt. Das ist besonders bequem für rechtsextreme Gruppen oder Parteien mit einem autoritären Politikverständnis.

Welche rassistischen Verschwörungsmymen werden nebst Antisemitismus auch noch verbreitet?

In den letzten Jahren hat sich international das Narrativ des «Great Replacement», des «Grossen Austauschs» stark verbreitet. Diese Verschwörungserzählung stammt ursprünglich aus der neuen Rechten in Frankreich. Es wird dabei behauptet, dass es einen gezielten Plan geben würde, die Bevölkerung in Europa gegen Einwanderer auszutauschen – weshalb, wird nicht weiter begründet. In antisemitischen Varianten wird der amerikanisch-ungarische Investor und Philanthrop George Soros beschuldigt, einen derartigen Plan ausgeheckt zu haben – was natürlich eine Lüge ist. Dieses Narrativ wurde sowohl von der AfD in Deutschland aufgegriffen wie auch von der Identitären Bewegung, die Ableger in verschiedenen Ländern hat. Erschreckend ist, dass das Vokabular der Verschwörungserzählung von einem angeblichen «Bevölkerungsaustausch» inzwischen in die breite gesellschaftliche Debatte eingesickert ist. Wenn ein AfD-Politiker wie Alexander Gauland verkündet, der «Bevölkerungsaustausch in Deutschland laufe auf Hochtouren», dann wurde ganz klar ein Begriff gewählt, der in der rechtsextremen Szene als Unterstützung des Narrativs vom «Grossen Austausch» ausgelegt wird. Man muss sich auch klarmachen, welches Bild dahintersteht: nämlich das einer homogenen Gesellschaft, in der Einwanderung, in ihrer Vielfalt gar nicht stattfinden darf. Im Kern geht es dabei um das alte rechtsextreme Narrativ des angeblichen «White Genocide», was wiederum eine klar rassistische Erzählung ist.

Wie sieht es mit rassistischen Verschwörungsmymen in linken Kreisen aus?

Verschwörungserzählungen sind ein Phänomen, das sich quer durch die ganze Bevölkerung zieht. Bei der Verbreitung spielt die rechtsextreme Szene eine grosse Rolle. In der esoterischen

Szene sind Verschwörungserzählungen oft stark wissenschaftsfeindlich konnotiert. Innerhalb der politischen Linken finden sich Verschwörungserzählungen vor allem dort, wo beispielsweise statt struktureller Kapitalismuskritik auf einzelne Personen oder Akteure gezielt wird. Dabei können sogar manchmal antisemitische Klischees eine Rolle spielen. Es gibt aber auch religiös konnotierte Verschwörungserzählungen: Zum Beispiel wird im evangelikalen Milieu in den USA behauptet, satanistische Gruppierungen steuerten insgeheim die Regierung.

«Wir können alle etwas dazu beitragen, dass sich diese Geschichten weniger stark verbreiten. Dafür braucht es Zivilcourage.»

Was kann man gegen Verschwörungserzählungen tun?

Wir können alle etwas dazu beitragen, dass sich diese Geschichten weniger stark verbreiten. Dafür braucht es Zivilcourage. Wer solche Narrative in der Familie oder im Freundeskreis hört, sollte dazwischen gehen und klipp und klar sagen, wenn man etwas für falsch hält oder eine Quelle unseriös ist. Oft muss man nicht gross in eine Diskussion einsteigen, sondern es reicht, seine Position klarzumachen. Laut Beratungsstellen spielt das direkte Umfeld eine immens wichtige Rolle, wenn es darum geht, ein völliges Abdriften in ein verschwörungsideologisches Milieu zu verhindern. Dem besten Freund oder der Schwester hören die meisten noch zu, selbst wenn sie an eine grosse Medienverschwörung glauben. Je früher man interveniert, umso besser. In leichten Fällen hilft oft schon ein Faktencheck. Wenn jemand aber schon stark von einer Verschwörungsgeschichte überzeugt ist, dann wird es zunehmend schwieriger, mit Argumenten durchzudringen. Dann kann es hilfreich sein, sich eher auf das Stellen von

Fragen zu verlagern oder sich schlicht danach zu erkundigen, wie es der Person geht. Manchmal kann der Glaube an eine Verschwörungserzählung auch aus einer gedanklichen Flucht vor Problemen resultieren. Verschwörungserzählungen docken sehr geschickt an psychologische Grundbedürfnisse an, die wir alle haben. Wir alle haben das Bedürfnis, Kontrolle über eine Situation zu haben, die Welt um uns herum zu verstehen, Teil einer Gruppe zu sein oder uns als etwas Besonderes zu fühlen. Eine Intervention auf emotionaler Ebene setzt genau hier an. Es gilt, sich zu fragen: Was macht diese Erzählung so attraktiv für den anderen? Welche Bedürfnisse werden dadurch gestillt? Wie kann man dem den Nährboden entziehen? Das kann ein langer Prozess sein, der nicht immer zum Erfolg führt.

Was sollen Plattformbetreiber gegen die Verbreitung von Verschwörungserzählungen tun?

Bei Facebook werden Falschmeldungen immer öfter mit einem von externen Faktencheck-Organisationen erstellten Faktencheck verlinkt. Bei Youtube wiederum werden derzeit lediglich Links zu Wikipedia eingeblendet. Ein trockener Text neben einem Videoformat reicht aber nicht aus, um die Userinnen und User anzusprechen. Es bräuchte einen richtigen Faktencheck.

Katharina Nocun ist Publizistin, Bürgerrechtlerin, Netzaktivistin und studierte Ökonomin.
Katharina.nocun@posteo.de
Blog: <https://kattascha.de>

BIBLIOGRAFIE

Nocun, Katharina / Lamberty, Pia: «True Facts. Was gegen Verschwörungserzählungen wirklich hilft». Quadriga. 2021

Nocun, Katharina / Lamberty, Pia: «Fake Facts. Wie Verschwörungstheorien unser Denken bestimmen». Quadriga. 2020

Nocun, Katharina: «Die Daten, die ich rief. Wie wir unsere Freiheit an Grosskonzerne verkaufen.» Lübbe. 2018

SOROS,
DES PLANS
SECRETS ?!

C'EST ÉVIDENT :

LIS SON NOM
À L'ENVERS...



« La dynamique des réseaux sociaux peut profiter aux idéologues complotistes »

Comment les théories du complot se propagent-elles dans les réseaux sociaux ? Sur quelles stratégies se fondent-elles ? Que peut-on faire pour les combattre ? Katharina Nocun, internaute, militante des droits civiques et publiciste allemande, étudie ces questions depuis plusieurs années.

Entretien réalisé par Theodora Peter

Madame Nocun, commençons par une précision terminologique : dans vos livres, vous évitez le terme de « théorie du complot », vous parlez plutôt de récits complotistes ou de mythes conspirationnistes. Pourquoi ?

Katharina Nocun : Les narratifs complotistes se rapportent principalement à des thèses que la science a réfutées depuis longtemps déjà, comme celles affirmant que la terre est plate ou que l'homme n'a jamais marché sur la lune. De telles histoires ne méritent pas d'être qualifiées de théories. Dans un contexte politique, on parle aussi d'idéologies complotistes pour indiquer que ces thèses puisent dans une vision du monde particulière. Cela dit, je ne refuse pas catégoriquement d'utiliser le terme « théorie du complot ». Tout simplement, les arguments en faveur d'autres expressions m'ont convaincue, car le complotisme n'a rien d'une théorie scientifique.

Quel rôle jouent les réseaux sociaux dans la diffusion des récits complotistes ?

Il faut tout d'abord savoir qu'en soi les narratifs complotistes n'ont rien de nouveau. Déjà au Moyen Âge, de nombreux mythes complotistes anti-

sémites circulaient pendant l'épidémie de peste. N'oublions pas non plus qu'à l'époque du national-socialisme, une majorité d'Allemands croyaient en une conspiration juive mondiale, ce qui a fini par conduire à la Shoah. Internet et les réseaux sociaux sont un nouvel instrument qu'utilisent les idéologues complotistes. Les règles de diffusion des contenus des plateformes numériques y jouent un rôle important. Les algorithmes de YouTube, par exemple, favorisent les vidéos qui captivent le plus longtemps possible les internautes. Cela peut conduire à une visibilité accrue des contenus d'extrême droite ou de nature complotiste. Il en va de même des plateformes comme Facebook, Instagram ou TikTok, dont les algorithmes privilégient les publications suscitant beaucoup d'interactions, à savoir des mentions, des *like* ou des partages. Cette dynamique des réseaux sociaux peut profiter aux idéologues complotistes en rendant plus visibles leurs contenus.

Vous écrivez que des écosystèmes d'information distincts sont apparus sur les plateformes numériques. Qu'entendez-vous par là ?

Les milieux complotistes forment en quelque sorte un microcosme à part, avec

« Les récits complotistes peuvent se révéler très nuisibles. »

ses propres influenceurs, canaux vidéo, boutiques en ligne, festivals et voyages récréatifs. De nombreux acteurs gagnent leur vie grâce à la nébuleuse conspirationniste. Ce qui frappe est l'intensité de la coopération entre ces acteurs et leur tendance marquée à se renvoyer les uns aux autres. De manière générale, les influenceurs connus partagent systématiquement les contenus provenant d'autres canaux. C'est une façon d'amplifier mutuellement leur visibilité – une méthode qu'appliquent les influenceurs de tous bords. Le milieu complotiste dispose aussi de ses propres modèles de marketing. Ces derniers peuvent poser un problème majeur notamment en matière de santé : les personnes qui croient à une grande conspiration médicale et scientifique sont plus facilement séduites par les charlatans et les guérisseurs. Elles seront prêtes à dépenser des sommes considérables pour des remèdes qui sont, dans le pire des cas, très nocifs – par exemple l'eau de Javel industrielle comme remède contre le coronavirus. Les récits complotistes peuvent se révéler très nuisibles.

Quelle est, de votre avis, la part des contenus racistes dans ces « écosystèmes » ?

Avant la pandémie de coronavirus, il existait déjà un lien entre l'ésotérisme, les milieux d'extrême droite et ceux de l'idéologie complotiste. On y trouve de nombreux chevauchements. Les narratifs de complot antisémite ont toujours fait partie de la propagande de l'extrême droite et restent très répandus. Il est vrai qu'aujourd'hui, les complottistes n'évoquent plus ouvertement les Juifs, mais utilisent des références plus voilées, en parlant par exemple de « mondialistes » qui, prétendent, dirigeraient le monde. Des propos complottistes ont aussi joué un rôle dans des attentats commis par des membres de l'extrême droite à Halle, Hanau ou Christchurch. Dans leur narratif, les auteurs se voient en quelque sorte comme les protagonistes de leur propre saga dans laquelle ils luttent héroïquement contre une grande conspiration. Sous cet angle, le meurtre de gens innocents peut passer pour de l'héroïsme et le recours à la violence se justifier comme un acte de légitime défense pour déjouer un complot qui, prétendent, menace toute la civilisation. Une personne croyant en un tel scénario apocalyptique est plus disposée à commettre des actes qu'elle considérerait autrement comme excessifs. Par ailleurs, les récits complottistes s'accompagnent d'une stratégie immunitaire : quiconque les contredit ou les remet en question est aussitôt taxé de complicité. C'est pratique, en particulier pour les groupes ou les partis d'extrême droite ayant une conception autoritaire de la politique.

Existe-t-il d'autres mythes conspirationnistes à caractère raciste, outre les variantes antisémites ?

Ces dernières années, le narratif du « grand remplacement » s'est répandu dans le monde entier. Ce récit complottiste, qui émane de la nouvelle droite française, affirme qu'il existe un plan

« Avant la pandémie de coronavirus, il existait déjà un lien entre l'ésotérisme, les milieux d'extrême droite et ceux de l'idéologie complotiste. »

délibéré visant à substituer la population européenne par une population d'immigrés, sans pour autant en expliquer les raisons. Dans ses versions antisémites, le récit accuse l'investisseur et philanthrope américain d'origine hongroise George Soros d'avoir ourdi un tel plan, ce qui est évidemment un mensonge. En Allemagne, l'AfD a repris le narratif qu'utilisent aussi les mouvements identitaires dans d'autres pays. Il est effrayant de constater que le vocabulaire complottiste d'un prétendu « remplacement de la population » a gagné le débat public à plus grande échelle. Quand un politicien de l'AfD comme Alexander Gauland affirme que la substitution de la population en Allemagne bat son plein, il choisit clairement une formule que l'extrême droite utilise pour propager le récit du « grand remplacement ». Il faut aussi se rendre à l'évidence que ce récit s'alimente de l'image d'une société homogène qui ne tolère aucune immigration, source de diversité. Au fond, il s'agit du traditionnel discours d'extrême droite évoquant un prétendu génocide blanc, une narration qui a manifestement des ressorts racistes.

Qu'en est-il des mythes conspirationnistes racistes dans les milieux de gauche ?

Le phénomène du complotisme touche l'ensemble de la population. Si l'extrême droite joue un rôle majeur dans la propagation de tels mythes, dans les milieux ésotériques l'imaginaire complottiste est souvent teinté d'un scepticisme très prononcé à l'égard de la science. Au sein de la gauche politique, le complotisme surgit surtout dans les critiques qui

ne visent pas les rouages du capitalisme en soi, mais s'adressent à des individus ou des acteurs particuliers. Des clichés antisémites peuvent également entrer en jeu. Enfin, il existe des récits complottistes à connotation religieuse : certains membres du milieu évangélique aux États-Unis par exemple affirment que le gouvernement est secrètement contrôlé par des groupements satanistes.

Que pouvons-nous faire pour contrer les récits complottistes ?

Nous pouvons tous contribuer à invalider ces histoires et à en endiguer la diffusion. Cela demande du courage. Lorsque des propos complottistes sont reportés en famille ou dans notre cercle d'amis, nous devons intervenir et affirmer sans hésiter que, à notre avis, ils sont faux ou fondés sur des sources douteuses. Souvent, il suffit d'exprimer notre point de vue, sans qu'il soit nécessaire de discuter longuement. Les centres de conseil confirment que l'environnement immédiat joue un rôle décisif pour empêcher une dérive irréversible dans le complotisme. La plupart des gens écoutent leur meilleur ami ou leur sœur, même s'ils pensent qu'il existe une conspiration

« Nous pouvons tous contribuer à invalider ces histoires et à en endiguer la diffusion. Cela demande du courage. »

médiatique d'ampleur mondiale. Plus on intervient tôt, mieux cela vaut. Dans des cas bénins, il peut suffire de vérifier les faits. Toutefois, lorsqu'une personne est profondément imprégnée d'un récit complottiste, il devient plus difficile de se faire entendre. Dans une telle situation, il peut être préférable de poser des questions ou, tout simplement, de demander à l'interlocuteur comment il se sent. L'adhésion à des récits complottistes peut être une échappatoire à d'autres problèmes. Ces récits exploitent très

habilement les besoins psychologiques fondamentaux de chacun d'entre nous. Nous avons tous besoin de sentir que nous maîtrisons notre vie, de comprendre le monde qui nous entoure, d'appartenir à un groupe ou de nous sentir spéciaux. L'approche émotionnelle peut servir de levier. La meilleure façon d'affronter le complotisme consiste à se demander ce qui le rend si attrayant pour son adepte, quels sont les besoins qu'il satisfait et comment faire tarir la source de ces besoins. Or, cette démarche peut demander beaucoup de temps et n'est pas toujours couronnée de succès.

Que doivent faire les exploitants des plateformes numériques pour empêcher la propagation de récits complotistes ?

Sur Facebook, les fausses informations font de plus en plus souvent l'objet d'une vérification des faits par des organisations externes. En revanche, YouTube ne fait qu'afficher des liens vers Wikipédia. Malheureusement, un simple texte face à une contribution vidéo ne suffit pas à convaincre les internautes. Une véritable vérification des faits serait indispensable.

*Économiste de formation, Katharina Nocun est publiciste, militante des droits civiques, et activiste du Net.
Katharina.nocun@posteo.de.
Blog: <https://kattascha.de>*

BIBLIOGRAPHIE

Nocun, Katharina / Lamberty, Pia. « True Facts. Was gegen Verschwörungserzählungen wirklich hilft », In : Quadriga, 2021

Nocun, Katharina / Lamberty, Pia. « Fake Facts. Wie Verschwörungstheorien unser Denken bestimmen », In : Quadriga, 2020

Nocun, Katharina. Die Daten, die ich rief. Wie wir unsere Freiheit an Grosskonzerne verkaufen. Lübbe, 2018

«I complottisti possono trarre vantaggio dalle dinamiche dei social media»

Come si diffondono le teorie del complotto sui social media? Quali strategie vi si celano dietro? Cosa si può fare per contrastarle? L'attivista della rete, esponente del movimento per i diritti civili e pubblicista tedesca Katharina Nocun studia da tempo questi temi. Come si diffondono le teorie del complotto sui social media? Quali strategie vi si celano dietro? Cosa si può fare per contrastarle? L'attivista della rete, esponente del movimento per i diritti civili e pubblicista tedesca Katharina Nocun studia da tempo questi temi.

Intervista a cura di Theodora Peter

Signora Nocun, ci può innanzitutto spiegare per quale motivo, nei Suoi libri, evita l'espressione «teoria del complotto» e parla soprattutto di «narrazioni» e «miti complottisti»?

Katharina Nocun: Le narrazioni complottiste sono quasi sempre affermazioni che la scienza ha confutato da tempo – per esempio che la Terra è piatta o che l'allunaggio non è mai avvenuto. A queste storie non va dato ulteriore credito elevandole al rango di teoria. Nel contesto politico, parliamo di ideologie del complotto anche per indicare che poggiano su determinate concezioni del mondo. Questo non significa che io sia dogmaticamente contraria all'uso del termine «teoria del complotto», semplicemente mi hanno convinto gli argomenti a favore dell'uso di altri termini, visto che, per l'appunto, non si tratta di teorie scientifiche.

Quale ruolo hanno i social media nella diffusione delle narrazioni complottiste?

Innanzitutto, bisogna tenere presente che le narrazioni complottiste non

«Le narrazioni complottiste possono causare grande dolore.»

sono un fenomeno del tutto nuovo. Già durante la peste nel Medioevo circolavano numerosi miti complottisti antisemiti. Inoltre, non va dimenticato che nella Germania nazista la maggior parte della popolazione credeva nell'esistenza di un complotto mondiale ebraico, ciò che, in ultima analisi, ha spianato la strada all'Olocausto. Internet e i social media sono uno strumento nuovo per i complottisti. In questo contesto, le regole applicate dalle piattaforme per la diffusione dei contenuti giocano un ruolo importante. Per esempio, su YouTube una serie di algoritmi fa in modo che all'utente vengano proposti video che lo trattengono il più a lungo possibile davanti allo schermo. Questo stratagemma può incrementare la diffusione di contenuti complottisti o di estrema destra. Qualcosa di simile accade anche su piattaforme come Facebook, Instagram o TikTok, tutte fortemente incentrate sul numero di interazioni – ossia commenti, «mi piace» o «condi-

vidi» – generate dai post. I complottisti possono trarre vantaggio da queste dinamiche se i loro contenuti sono tra i più visualizzati.

Lei scrive che sulle piattaforme online sono sorti ecosistemi informativi a sé stanti. Cosa intende dire?

La scena complottista costituisce, per così dire, un microcosmo a sé stante con tanto di influencer, canali video, shop online, festival e persino viaggi. Immergendosi in questo ambiente, si incontrano numerosi attori che guadagnano con tali attività. È interessante notare che queste persone collaborano strettamente tra loro e fanno riferimento l'una all'altra. Gli influencer con un ampio seguito inoltrano costantemente contenuti di altri canali. Così facendo, ci si scambia reciprocamente follower, una strategia, questa, che è prassi corrente tra i normali influencer. A ciò si aggiunge il fatto che anche nella nicchia prosperano modelli di marketing propri. In tema di salute, questo costituisce un enorme problema: se la gente crede all'esistenza di un grande complotto della medicina e della



scienza, è più facile che si lasci abbinare da ciarlatani e santoni guaritori, e spenda grosse somme di denaro per rimedi che, nel peggiore dei casi, risultano altamente dannosi. Si pensi per esempio alla candeggina industriale, spacciata (a torto) come rimedio efficace contro il coronavirus. Le narrazioni complottiste possono causare grande dolore.

«Già prima della pandemia di COVID-19 c'era un collegamento tra esoterismo, estremismo di destra e complottismo.»

Può quantificare i contenuti razzisti che circolano in questi «ecosistemi»?

Già prima della pandemia di COVID-19 c'era un collegamento tra esoterismo, estremismo di destra e complottismo. Le sovrapposizioni sono in parte ampie. Le narrazioni complottiste antisemite fanno da sempre parte della propaganda dell'estrema destra e sono tuttora diffuse, anche se oggi non si parla più apertamente di odio verso gli ebrei, ma si utilizzano parole in codice come «globalisti» e si afferma che governano il mondo. Le narrazioni complottiste hanno svolto un ruolo anche negli attentati di estrema destra come quelli commessi ad Halle, Hanau o Christchurch. All'interno della loro narrazione, gli attentatori credono di essere, per così dire, i protagonisti della loro storia epica e di lottare contro un grande complotto. In questa narrazione, l'omicidio di innocenti viene considerato un atto eroico e la violenza assurge a opzione legittima di fronte a un presunto complotto che minaccia tutto. Chi ha dinanzi agli occhi un tale scenario terrificante e apocalittico è più disposto a fare cose che, diversamente, riterrebbe eccessive. Inoltre, le narrazioni complottiste rientrano in una strategia di immunizzazione: chiunque critichi o metta in discussione qualcuno viene immediatamente etichettato come parte del complotto. Questo meccanismo

torna utile soprattutto ai gruppi di estrema destra o ai partiti con una concezione autoritaria della politica.

Oltre a quelli antisemiti, quali altri miti complottisti di stampo razzista circolano?

Negli ultimi anni, la teoria della «grande sostituzione» («Great Replacement») ha conosciuto un'ampia diffusione a livello internazionale. Questa narrazione complottista nata nella nuova destra francese sostiene che c'è un piano mirato di sostituzione della popolazione europea con le persone immigrate, ma non ne spiega il perché. Nelle varianti antisemite, l'investitore e filantropo ungherese-americano George Soros viene accusato di aver ordito un tale piano, il che è ovviamente una bugia. Questa narrazione è stata ripresa sia dal partito della Alternative für Deutschland (AfD) in Germania, sia dal movimento identitario che ha ramificazioni in diversi Paesi. Ciò che spaventa, è il fatto che il lessico della narrazione complottista circa una presunta «sostituzione della popolazione» si è nel frattempo infiltrato nel dibattito sociale più ampio. Quando un politico dell'AfD come Alexander Gauland dichiara che «in Germania la sostituzione della popolazione procede a passo spedito», è evidente che ha scelto un concetto che l'estrema destra interpreta come sostegno alla narrazione della «grande sostituzione». Bisogna anche tenere presente l'immagine che vi sta dietro, ossia quella di una società omogenea nella quale l'immigrazione, con la sua eterogeneità, non può esistere. Sostanzialmente si tratta della vecchia narrazione di estrema destra del presunto «genocidio bianco», che è a sua volta una narrazione di chiaro stampo razzista.

Cosa ci può dire dei miti complottisti di stampo razzista negli ambienti di sinistra?

Le narrazioni complottiste sono un fenomeno che tocca trasversalmente tutta la popolazione. Mentre l'estrema

destra svolge un ruolo importante nella loro diffusione, negli ambienti esoterici queste narrazioni hanno spesso una forte connotazione antiscientifica e nella sinistra politica sono presenti soprattutto laddove, per esempio, invece di una critica strutturale al capitalismo vengono presi di mira singoli individui o attori. In tal caso, a volte persino i cliché antisemiti possono giocare un ruolo. Vi sono poi anche narrazioni complottiste con una connotazione religiosa: per esempio, tra gli evangelici statunitensi c'è chi sostiene che il Governo sia segretamente controllato da gruppi satanici.

«Ognuno di noi può contribuire a frenare la diffusione di queste storie. Per farlo ci vuole coraggio civile.»

Che cosa si può fare per contrastare le narrazioni complottiste?

Ognuno di noi può contribuire a frenare la diffusione di queste storie. Per farlo ci vuole coraggio civile. Chi sente queste narrazioni nella propria famiglia o nella propria cerchia di amici dovrebbe intervenire e osare una chiara rettifica, se ritiene che qualcosa sia sbagliato o provenga da una fonte dubbia. Spesso non ci si deve addentrare in grandi discussioni, basta mettere in chiaro la propria posizione. Secondo i consultori, l'ambiente sociale gioca un ruolo cruciale nel prevenire la caduta nella trappola del complottismo. La maggior parte delle persone, infatti, dà ancora retta al migliore amico o alla sorella, anche se crede a una grande cospirazione dei media. Prima si interviene, meglio è. Nei casi meno gravi, spesso è sufficiente una verifica dei fatti, ma se una persona è già fermamente convinta dell'esistenza di un complotto, risulta più difficile far valere i propri argomenti. Può allora tornare utile porle domande o semplicemente chiederle come sta. A volte il credere in una narrazione complottista può essere dovuto a una fuga mentale dai propri problemi.

Le narrazioni complottiste sono molto abili nel far leva sui bisogni psicologici primari che ciascuno di noi ha. Tutti noi avvertiamo il bisogno di avere il controllo della situazione, di capire il mondo che ci circonda, di far parte di un gruppo o di sentirci speciali. Un intervento a livello emotivo parte proprio da qui. Dobbiamo chiederci: che cosa rende questa narrazione così allettante agli occhi dell'altro? Quali bisogni soddisfa? Come fare per eliminare il terreno sul quale prospera? Questo lavoro di analisi critica può essere un processo lungo e non sempre va a buon fine.

Che cosa possono fare i gestori delle piattaforme per contrastare la diffusione delle narrazioni complottiste?

Su Facebook, le notizie false sono sempre più spesso linkate a una verifica dei fatti condotta da organizzazioni di fact-checking esterne. Su YouTube, attualmente vengono visualizzati soltanto link a Wikipedia. Ma un testo sterile che accompagna un file video non è sufficiente per catturare l'attenzione degli utenti: servirebbe una verifica dei fatti vera e propria.

Katharina Nocun è pubblicista, esponente del movimento per i diritti civili, attivista della rete ed economista. Katharina.nocun@posteo.de
Blog: <https://kattascha.de>

BIBLIOGRAFIA

Katharina Nocun e Pia Lamberty, True Facts. Was gegen Verschwörungserzählungen wirklich hilft. Quadriga, 2021

Katharina Nocun e Pia Lamberty, Fake Facts. Wie Verschwörungstheorien unser Denken bestimmen. Quadriga, 2020

Katharina Nocun, Die Daten, die ich rief. Wie wir unsere Freiheit an Grosskonzerne verkaufen. Lübbe, 2018

Algorithmen als Spiegel der Gesellschaft

Wie Machtstrukturen und Ungerechtigkeiten Eingang in automatisierte Entscheidungsprozesse finden: Ein Überblick und Lösungsansätze.

Anna Mätzener und Angela Müller

Gesichtserkennung ist eine beeindruckende Technologie. Es ist faszinierend, wenn das Handy sich entsperrt, nur weil man es angelächelt hat. Die automatisch nach Personen sortierten Fotos wecken schöne Erinnerungen. Mit Gesichtserkennung kann der Zutritt zu Gebäuden auch ohne Schlüssel den dazu Befugten vorbehalten werden. Oder es können damit Personen erkannt werden, wenn sie sich an einem bestimmten Ort im öffentlichen Raum aufhalten.

Einige dieser Anwendungen sind nützlich oder unterhaltsam. Bei anderen beeinflussen Gesichtserkennungssysteme Entscheidungen, die weitreichende Konsequenzen haben können. Dies ist beispielsweise dann der Fall, wenn es nicht nur um den Abgleich eines Gesichts mit einem bereits vorhandenen Foto einer bestimmten Person geht, sondern wenn das System Individuen aus einer grossen Masse von Menschen erkennt und dabei auf eine Datenbank von gespeicherten Fotos von Gesichtern und den zugehörigen persönlichen Daten zurückgreift. Der Einsatz solcher Systeme im öffentlichen Raum eröffnet die Möglichkeit zur Massenüberwachung.

Besonders problematisch ist in diesem Kontext, wenn die Technologie nicht für

alle Personen gleich gut funktioniert. Gerade bei der Gesichtserkennung ist das der Fall: Sie funktioniert am besten bei weissen Männern.

Warum ist das ein Problem? Damit können Personen beispielsweise rassistisch oder sexistisch diskriminiert werden. Wenn Systeme für dunkelhäutige Menschen schlechter funktionieren, werden diese häufiger irrtümlicherweise als Treffer identifiziert (sog. *false positives*). Gerade im Strafverfolgungskontext kann dies schwerwiegende Konsequenzen haben – zum Beispiel, wenn Gesichtserkennungssysteme bei Demonstrationen eingesetzt werden, wie dies im letzten Jahr bei den *Black Lives Matters*-Protesten in den USA der Fall war. Gesichtserkennung nimmt aber auch in Europa rasant zu. Damit sind wir alle davon betroffen.

Diskriminierungsmuster in Datenbanken

Wie kommt es dazu, dass weibliche oder dunkelhäutige Gesichter schlechter erkannt werden? Die Testdatenbanken, mit denen die Algorithmen hinter der Gesichtserkennung trainiert wurden, sind oft nicht repräsentativ, sondern beinhalten eine Verzerrung – in der Fachsprache einen *bias* –, sprich

verhältnismässig zu viele Bilder von weissen Männern. Zudem werden sie zu einem grossen Teil von weissen Männern programmiert. Führungspositionen in Firmen, Verwaltung und Politik sind ebenfalls überproportional von weissen Männern besetzt.

Beim Testen und Trainieren von Algorithmen werden Daten aus der Vergangenheit verwendet. Damit werden bestehende und veraltete hegemoniale Macht- und Entscheidungsstrukturen, Werte, Normen und Vorurteile aus der Gesellschaft direkt in die Algorithmen übertragen. Diese bauen die Daten in ihre Prognose mit ein – und so auch die in diesen Daten (sprich: unserer Gesellschaft) existierenden Diskriminierungsmuster und «biases». Wurde früher eine bestimmte Gruppe von Menschen bevorzugt, so wird sich dies in der Prognose widerspiegeln. Das passiert sogar, wenn wir dies heute als Gesellschaft eigentlich nicht mehr gut finden. So kann sich zum Beispiel eine veraltete und mittlerweile als falsch anerkannte Ansicht wie «dunkelhäutige Menschen können mehr Schmerzen ertragen» in einem modernen Algorithmus verbergen, der feststellt, wie gravierend die Nierenerkrankung von einzelnen Menschen ist. Damit werden veraltete Vorurteile unabsicht-

lich weiter am Leben erhalten. Dieses Zurückgreifen auf Vergangenheitsdaten führt dazu, dass das Überwinden dieser Diskriminierungen erschwert wird – der moralische Fortschritt wird so behindert.

Gleichzeitig könnte das genaue Beobachten algorithmischer Entscheidungsfindung auch dazu führen, dass eine versteckte Diskriminierung aufgedeckt wird: Die veraltete Einschätzung kommt nicht nur im Algorithmus zum Zuge, sondern auch bei nicht-digitalen Verfahren. Hier bestünde die Chance, sich dadurch gewisser Denk- oder Diskriminierungsmuster in der analogen Welt überhaupt erst bewusst zu werden.

Auch in anderen Bereichen werden zunehmend Algorithmen eingesetzt, beispielsweise bei der Personalrekrutierung oder der Beurteilung von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern. Ein prominentes Beispiel ist auch ihr Einsatz zur Kuratierung dessen, was wir in unseren Social Media-Timelines sehen (siehe Kasten). In der Schweiz läuft ein Pilotprojekt, in dem Flüchtlinge mittels eines algorithmusbasierten Systems auf Kantone verteilt werden, um ihre Arbeitsmarktintegration zu optimieren. Weitere Beispiele finden sich im Bereich der Mobilität, der Medizin oder bei der Vergabe von Sozialleistungen. Die Gesichtserkennung soll hier daher als Beispiel für diese verschiedenen Einsatzbereiche verstanden werden. Insbesondere bei Entscheidungen, die auf das Leben von Individuen einen gravierenden Einfluss haben, dürfen die problematischen Effekte, die mit algorithmusbasierter Entscheidungsfindung einhergehen können, nicht ignoriert werden.

Soziotechnologische Systeme

Was könnte eine mögliche Lösung sein? Viele werden sagen, es hilft doch, wenn wir darauf achten, dass die Teams von Software-Entwicklerinnen und -entwicklern so divers wie möglich sind. Das ist ein wichtiger Ansatz, der aber leider allein nicht zum Ziel führt. Die einzelnen Personen in diesen Teams bringen immer

Algorithmen und soziale Medien

Wer auf Plattformen sozialer Medien wann was von wem zu sehen oder lesen bekommt, wird durch Algorithmen gesteuert. Diese sind intransparent: Niemand ausserhalb der Anbieter-Plattformen weiss, wie sie genau funktionieren, nach welchen Kriterien die sichtbaren Beiträge und deren Reihenfolge oder Priorisierung ausgewählt werden. Einerseits sind dazu sicher die persönlichen Vorlieben der User entscheidend. Was sich jedoch in Untersuchungen gezeigt hat: Dies sind nicht die einzigen Kriterien. So bevorzugt beispielsweise der Instagram-Algorithmus Bilder mit nackter Haut von Frauen gegenüber anderen und zeigt diese entsprechend häufiger in Timelines an – und dieser Effekt ist nicht einzig darauf zurückzuführen, dass Bilder mit Frauen in Bikinis angeklickt oder mit einem «Gefällt mir» versehen werden. Für Instagram gilt also: «Undress or Fail».

Es liegt auf der Hand, dass durch Algorithmen auch Verschwörungstheorien, Hassreden oder Falschinformationen verbreitet werden können. So zeigte sich im Falle von YouTube, dass

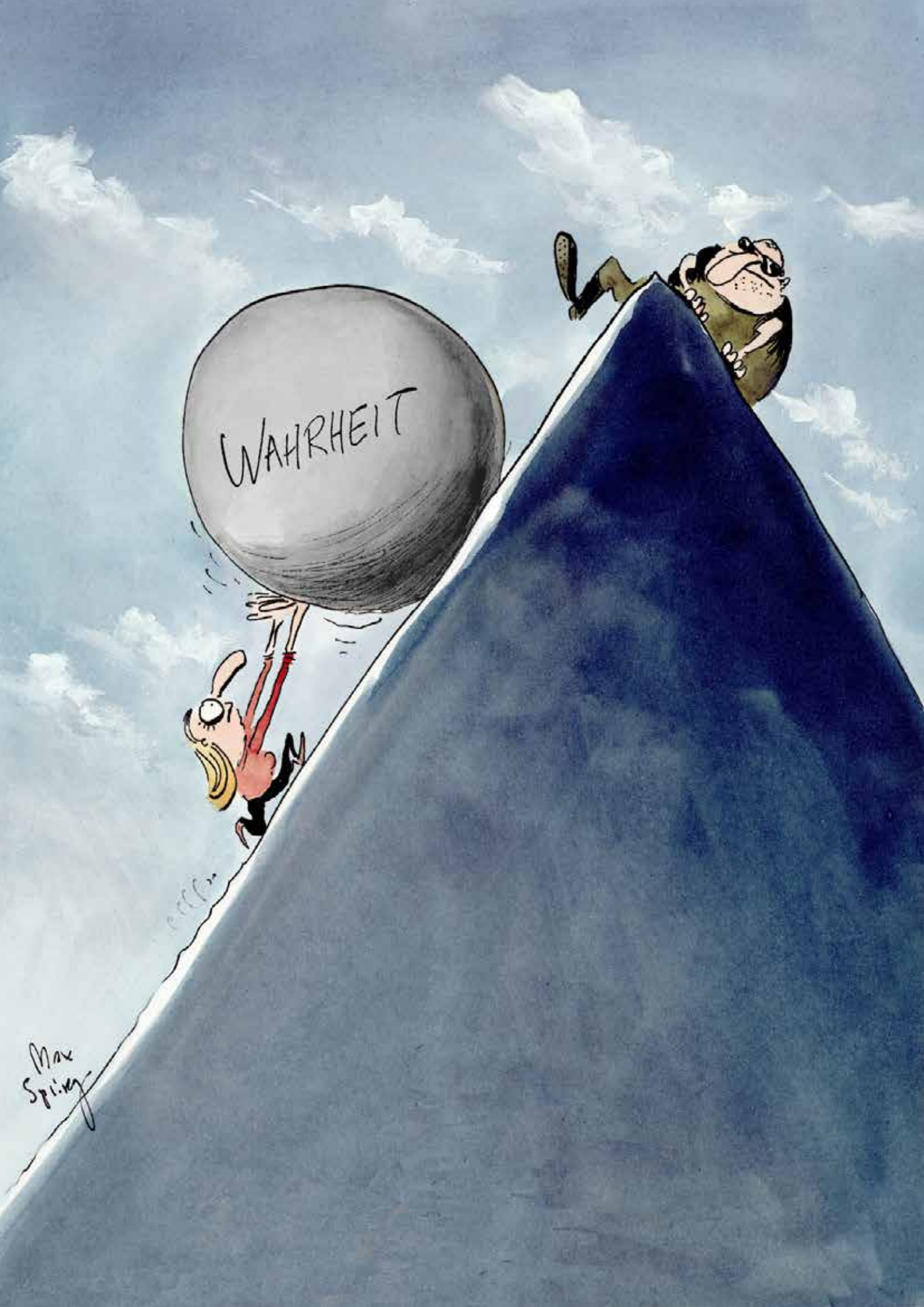
der Algorithmus nicht-englischsprachigen Usern häufig Inhalte empfiehlt, die gar gegen eigene Nutzungsbedingungen der Plattform verstossen – darunter Fake News. Allerdings muss man sich im Klaren sein, dass die Algorithmen der Social Media-Plattformen nicht alleinige Treiber von Verschwörungstheorien sind: Die analogen Bereiche der Gesellschaft dürfen bei der Diskussion nicht aus dem Blick geraten. Der Ursprung von Falschinformationen ist nicht ein Algorithmus, sondern liegt beim Menschen. Die privaten Plattformen, auf denen heute ein wesentlicher Teil des öffentlichen Diskurses stattfindet, tragen zweifellos wesentlich zur Verbreitung solcher Verschwörungstheorien bei. Gleichzeitig soll es nicht Aufgabe der privaten Plattformen sein, zu entscheiden, welche Inhalte in der öffentlichen Debatte geäussert werden – solange diese nicht illegal sind. Was aber für die öffentliche Sphäre zentral sein muss, ist, ein Verständnis davon zu entwickeln, wie Plattformalgorithmen funktionieren und wie sie die Verbreitung von – unter anderem – Falschinformationen steuern.

Vorurteile und Meinungen mit, die Testdaten, auf die sie zurückgreifen, bilden soziale Denkmuster ab, und der Einsatz algorithmusbasierter Tools erfolgt vor einem bestehenden gesellschaftlichen Hintergrund: Es handelt sich hierbei um eigentliche soziotechnologische Systeme, deren Kontext wir immer mitberücksichtigen müssen.

Anderere werden sagen: Der Datenschutz löst das doch alles. Leider ist auch das nicht der Fall. Einerseits steht der Datenschutz paradoxerweise in gewissen Fällen sogar der Verhinderung von Diskriminierung im Wege: Beim Testen von Algorithmen kann nur auf Eigenschaften geachtet werden, über die Daten vor-

liegen. Fehlen Daten, wie zum Beispiel über die sexuelle Orientierung von Personen oder über ihre Hautfarbe, kann auch nicht überprüft werden, ob jemand gerade deswegen diskriminiert wird. Gleichzeitig kann dies nicht bedeuten, dass Datenschutznormen gelockert werden sollten. Der in solchen Fällen schwierige Trade-off zwischen Datenschutz- und Diskriminierungsschutz ruft hier nach neuen Lösungen.

Andererseits bezieht sich Datenschutz immer nur auf Personendaten. Aber: Selbst, wenn keine Personendaten bekannt sind, können mit statistischen Methoden Rückschlüsse auf beteiligte Personen gezogen werden. Es braucht



WAHRHEIT

Max Spring

dazu eine grosse Menge von Daten, diese sind aber oft ausreichend vorhanden. Beispielsweise wenden verschiedene Kantonspolizeien in der Schweiz algorithmenbasierte «Predictive Policing» Systeme an, die anhand von Daten über vergangene Verbrechen Prognosen über zukünftige Gesetzesverstösse erstellen – zum Beispiel darüber, in welchen Nachbarschaften zukünftig Wohnungseinbrüche vorkommen. Obwohl keine Personendaten mitspielen, kann das System in mehrfacher Hinsicht diskriminierend wirken: Es berücksichtigt nicht, dass die Polizei als Institution in der Vergangenheit dazu tendiert hat, beispielsweise Minderheiten verstärkt zu kontrollieren – was dann als Datengrundlage in die Prognose miteinfliesst. Wenn das System dann voraussagt, dass in einer bestimmten Nachbarschaft – zum Beispiel da, wo tendenziell viele Minderheiten wohnen – mehr Verbrechen passieren werden, wird die Polizei in dieser Gegend auch mehr Kontrollen durchführen. Dies führt dann wiederum zu einer sich selbst verstärkenden Diskriminierungsschleife: Durch die verstärkten Kontrollen wird die Polizei in diesen Gegenden gewiss auch mehr Verbrechen entdecken.

Algorithmen ethisch anwenden

Ein weiterer Lösungsvorschlag ist, die technologische Entwicklung voranzutreiben: Wenn der *bias* in Gesichtserkennungssystemen auf technologischer Ebene gelöst werden kann und die Systeme für alle Menschen vollständig akkurat funktionieren, ist das Diskriminierungsproblem doch gelöst. Allerdings: So einfach ist es nicht. Auch dann nämlich müssen wir uns fragen, ob wir den Einsatz solcher Technologien im öffentlichen Raum, der eine Massenüberwachung ermöglicht, als demokratische Gesellschaft überhaupt wollen können. Er kann nämlich dazu führen, dass Menschen davon absehen, ihre Meinung zu sagen oder sich an eine Demonstration zu begeben. Diese abschreckende Wirkung auf das Wahrnehmen von Grundrechten, die eine unverhandelbare Vor-

bedingung für Demokratie sind, können wir nicht tolerieren.

Algorithmen können keine Verantwortung für ihre Entscheidungen oder die daraus resultierenden Handlungen übernehmen.

Wiederum andere werden also sagen: Ja, dann muss man einfach dafür sorgen, dass Algorithmen ethisch sind. Aber: Algorithmen können gar nicht ethisch sein oder ethisch handeln. Sie sind nämlich keine Personen. Ethisch handeln kann nur, wer auch bewusst handeln kann – das können Algorithmen aber nicht. Sie sind aus demselben Grund auch nicht intelligent, auch wenn sie oft als «künstliche Intelligenz» bezeichnet werden. Und: Algorithmen können keine Verantwortung für ihre Entscheidungen oder die daraus resultierenden Handlungen übernehmen. Das können nur Personen. Die Begriffe sind zudem unscharf und unklar in ihrer Definition, auch Expertinnen und Experten konnten sich bisher auf keine einheitliche Verwendung festlegen. Wir verwenden daher gerne den Ausdruck «automatisierte Entscheidungssysteme» (ADMS). Das klingt zwar kompliziert, dafür ist sofort klar, dass es sich dabei nicht um eine Intelligenz im menschlichen Sinne handelt, sondern um die Automatisierung eines Prozesses, der Auswirkungen auf Menschen oder menschliche Entscheidungen haben kann. Es geht nicht um eine bestimmte Technologie, sondern um den breiteren gesellschaftlichen Kontext, in dem diese eingesetzt wird.

Was wir jedoch können: Algorithmen ethisch anwenden. Und das ist natürlich wünschenswert. Was ist eine ethische Anwendung von ADMS? Dabei werden die fundamentalen ethischen Prinzipien wie Menschenwürde, Gerechtigkeit und Autonomie beachtet. Diese sind in den Grundrechten verankert. Unklar ist aber,

wie diese Prinzipien zu operationalisieren sind. Es gibt Versuche, dies mit einem Ethik-Score oder einem Ethik-Label zu machen. Bisher hat sich aber noch nichts breit durchgesetzt. Zudem sind Scores leider oft nicht objektiv und können manipuliert werden. Meistens handelt es sich dabei um Momentaufnahmen, und es werden keine Überlegungen aus der Entwicklung des Algorithmus festgehalten. Falls es im laufenden Betrieb Anpassungen gibt, erfolgt beispielsweise keine neue Beurteilung. Hier wäre ein anderer Ansatz wünschenswert, der Probleme identifiziert, begleitet und dokumentiert, und zwar in der Planung, der Testphase, bei der Implementierung und im laufenden Betrieb.

Was alle Beispiele gemeinsam haben: Es gibt leider keine breite faktenbasierte Debatte zum Thema. Niemand kann abschätzen, wie gross der Einfluss von ADM-Systemen auf der Mikro- und Makro-Ebene tatsächlich ist. Das ist alles sehr intransparent – und die Debatte ist entsprechend auch noch kaum in der breiten öffentlichen Diskussion angekommen.

Breiter Diskurs gefordert

Gleichzeitig gibt es jedoch auch Lösungsvorschläge, die zielführend sind und dafür sorgen können, dass ADMS ethisch angewendet werden. Ein erster Schritt ist die Herstellung von Transparenz. Diese ist jedoch nicht das Ziel, sondern Mittel zum Zweck. Transparenz braucht es auf ganz unterschiedlichen Ebenen. Beispielsweise sollte die öffentliche Verwaltung alle von ihr eingesetzten ADMS in einem öffentlichen Register aufführen, das laienverständliche Angaben zum Zweck, dem Modell und den beteiligten Akteuren enthält. Bei privaten Social Media-Plattformen (siehe Kasten), auf denen heute ein wesentlicher Teil des öffentlichen Diskurses stattfindet, muss transparent gemacht werden, wie diese ihre Inhalte kuratieren oder die geschaltete Werbung gezielt auf Personen ausrichten. Um Licht in diese Blackbox zu bringen, ist ein Zugang zu den Daten

und Algorithmen dieser Plattformen für Expertinnen und Experten, die Forschung im öffentlichen Interesse betreiben, notwendig. Gerade wenn es um die Verbreitung von Verschwörungstheorien und Falschinformationen geht, braucht es in erster Linie Forschung darüber, wie private Plattformen den öffentlichen Diskurs beeinflussen und inwiefern sie zur Verbreitung solcher Inhalte beitragen. Nur mit solchen und weiteren Transparenzvorgaben ist eine faktenbasierte, öffentliche und demokratische Debatte zum Einsatz und den Auswirkungen von ADMS möglich. Und ohne eine solche Debatte ist auch keine evidenzbasierte demokratische Kontrolle über den Einsatz von ADMS möglich.

Es liegt auf der Hand, dass durch Algorithmen auch Verschwörungstheorien, Hassreden oder Falschinformationen verbreitet werden können.

In allen Bereichen muss zudem die Verantwortung klar Personen zugeschrieben und die Rechenschaftspflicht sichergestellt werden können. Die Ausrede, dass es halt «die Maschine war», dürfen wir nicht gelten lassen – insbesondere nicht, wenn es um wesentliche Pfeiler unseres gesellschaftlichen Zusammenlebens und um den Schutz grundlegender Rechte von Individuen geht.

Der Einsatz von ADMS kann zweifellos Nutzen mit sich bringen. Es muss jedoch gewährleistet werden, dass dies wirklich der Fall ist – dass er also tatsächlich individuelle Autonomie und Freiheit, Teilhabe und Gemeinwohl erhöht, und diese nicht reduziert; dass er den vielen nützt, und nicht nur den wenigen. Im Moment beobachten wir, dass ein Grossteil der eingesetzten Systeme diese Anforderungen nicht erfüllt. Deshalb braucht es jetzt einen breiten Diskurs an der Schnittstelle von Gesellschaft, Politik und Wis-

senschaft, um gemeinsam Lösungssätze zu entwickeln für einen ethischen, transparenten und verantwortungsvollen Einsatz von ADMS.

*Die Mathematikerin **Anna Mätzener** ist Leiterin von AlgorithmWatch Schweiz.
maetzener@algorithmwatch.ch*

*Die Juristin, Rechts- und Politikphilosophin **Angela Müller** leitet den Bereich Policy & Advocacy von AlgorithmWatch Schweiz.
mueller@algorithmwatch.ch*

LINKS

New York Times: Wrongfully Accused by an Algorithm <https://www.nytimes.com/2020/06/24/technology/facial-recognition-arrest.html>

Buzz Feed News: The DEA Has Been Given Permission To Investigate People Protesting George Floyd's Death <https://www.buzzfeednews.com/article/jasonleopold/george-floyd-police-brutality-protests-government>: <https://sitn.hms.harvard.edu/flash/2020/racial-discrimination-in-face-recognition-technology/>.

AlgorithmWatch: Automating Society Report <https://automatingsociety.algorithmwatch.org>

AlgorithmWatch Schweiz: Minuspunkte für Hautfarbe <https://algorithmwatch.ch/de/racial-health-bias/>

Immigration Policy Lab: Switzerland Launches Program to Test IPL Algorithm for Refugee Integration <https://immigrationlab.org/2018/05/26/switzerland-launches-program-test-ai-refugee-integration/>

avenir suisse: Ein datengesteuerter Ansatz zur Verbesserung der Flüchtlingsintegration <https://www.avenir-suisse.ch/video/a-data-driven-approach-to-improving-refugee-integration-outcomes/>

AlgorithmWatch: Instagram-Algorithmus: Wer gesehen werden will, muss Haut zeigen <https://algorithmwatch.org/de/haut-zeigen-auf-instagram/>

Center for Countering Digital Hate: Malgorithm. How Instagram's Algorithm Publishes Misinformation and Hate to Millions During a Pandemic

https://252f2edd-1c8b-49f5-9bb2-cb57bb47e4ba.filesusr.com/ugd/f4d9b9_89ed644926aa4477a442b55afbe-ac00e.pdf

Mozilla: YouTube Regrets https://assets.mofoprod.net/network/documents/Mozilla_YouTube_Regrets_Report.pdf

Monika Simmler, Simone Brunner & Kuno Schedler: Smart Criminal Justice. https://www.alexandria.unisg.ch/261666/1/Simmler%20et%20al._Smart%20Criminal%20Justice_Forschungsbericht%20vom%2010.12.2020.pdf.

AlgorithmWatch Schweiz: Automated Decision-Making Systems in the Public Sector – An Impact Assessment Tool for Public Authorities <https://algorithmwatch.ch/en/adms-impact-assessment-public-sector-algorithmwatch/>

Les algorithmes, reflets de la société

Comment les structures de pouvoir et les inégalités infiltrent les processus de décision automatisés : le point sur la question.

Anna Mätzener et Angela Müller

La reconnaissance faciale est une technologie impressionnante. N'est-il pas fascinant de pouvoir déverrouiller son téléphone portable juste en lui souriant ? De se rappeler de bons souvenirs grâce aux photographies qui identifient automatiquement les personnes représentées ? La reconnaissance faciale permet de restreindre l'accès à un bâtiment aux seuls ayants droit, sans qu'une clé soit nécessaire. Elle peut aussi servir à identifier des individus qui se trouvent dans un lieu donné sur l'espace public.

Certaines de ces applications sont utiles ou divertissantes. Mais parfois, les systèmes de reconnaissance faciale auxquels elles recourent influencent des décisions qui peuvent être lourdes de conséquences. C'est le cas, par exemple, lorsqu'il ne s'agit plus uniquement de faire correspondre un visage avec une photo préenregistrée, mais d'identifier des individus à partir d'un grand nombre en s'appuyant sur une base de données contenant des photos de visages et les données personnelles qui y sont liées. Le recours à ces systèmes dans l'espace public ouvre la porte à la surveillance de masse.

Dans ce contexte, si la technologie n'offre pas le même niveau de qualité d'une personne à l'autre, cela devient

particulièrement problématique. Or c'est justement le cas de la reconnaissance faciale, qui fonctionne mieux pour les hommes blancs que pour d'autres groupes de population.

Pourquoi est-ce un problème ? Parce que cela peut engendrer des discriminations raciales ou sexistes. En effet, si les systèmes sont moins fiables pour les personnes à la peau foncée, celles-ci sont davantage susceptibles d'être identifiées par erreur (c'est ce qu'on appelle des « faux positifs »). Sur le plan pénal, cela peut avoir de graves conséquences, par exemple lorsque des systèmes de reconnaissance faciale sont utilisés lors de manifestations, comme ce fut le cas l'an dernier aux États-Unis pour le mouvement *Black Lives Matter*. En Europe, la reconnaissance faciale connaît également une croissance rapide. En d'autres termes, nous n'échappons pas non plus à ce phénomène.

Schémas discriminatoires dans les bases de données

Comment se fait-il que les visages féminins ou les carnations foncées soient moins bien reconnus ? Les bases de données de test employées pour « entraîner » les algorithmes de reconnaissance faciale ne sont généralement pas repré-

sentatives, car elles contiennent un biais, en l'occurrence un nombre proportionnellement trop élevé de photographies d'hommes blancs. De plus, la plupart du temps, elles sont programmées par des hommes blancs. Ces derniers sont aussi surreprésentés dans les postes de direction des entreprises, de l'administration et de la politique.

Pour tester et entraîner les algorithmes, on utilise des données du passé, ce qui fait que des structures de pouvoir et de décision dépassées, ainsi que des valeurs, normes et préjugés persistants, passent directement dans les algorithmes. Lorsque ceux-ci intègrent ces données dans leurs prévisions, ils absorbent aussi les schémas discriminatoires et les biais de notre société. Si un certain groupe de personnes a été favorisé dans le passé, cela se reflétera dans les prévisions, même si la société désapprouve aujourd'hui ce schéma de pensée. Par exemple, une conception dépassée et dont l'inexactitude est aujourd'hui établie, telle que « les personnes noires supportent mieux la douleur », peut se cacher dans un algorithme moderne qui détermine la gravité d'une affection rénale. Ce phénomène entretient involontairement des préjugés obsolètes. Le fait que les algorithmes s'appuient sur les données du passé

Algorithmes et réseaux sociaux

Lorsque l'on navigue sur les plateformes de réseaux sociaux, les contenus qui nous sont donnés à voir sont sélectionnés par des algorithmes. Or ces derniers se distinguent par leur opacité : personne en dehors des responsables des plateformes en question ne sait exactement comment ils fonctionnent, selon quels critères ils sélectionnent leurs contenus, ni dans quel ordre et selon quelles priorités ils affichent ces contenus. De toute évidence, les préférences personnelles de l'utilisateur jouent un grand rôle. Mais des études ont montré que ce ne sont pas là les seuls critères qui entrent en ligne de compte : par exemple, l'algorithme d'Instagram favorise les photos de femmes à la peau nue par rapport à celles qui sont habillées, et les affiche proportionnellement plus souvent dans les *timelines*. Et ce phénomène n'est pas uniquement dû au fait que l'utilisateur clique ou *like* davantage les photos de femmes en bikini. Ainsi, dans la logique d'Instagram, il faut se dénuder pour percer.

Il va sans dire que les algorithmes peuvent également diffuser des théories du complot, des discours de haine

ou de fausses informations. Dans le cas de YouTube, par exemple, l'algorithme recommande fréquemment aux utilisateurs non anglophones des contenus qui violent même les propres conditions d'utilisation de la plateforme, y compris des informations mensongères. Toutefois, une chose est claire : les algorithmes des réseaux sociaux ne sont pas les seuls moteurs des théories du complot. Il ne faut pas perdre de vue les sphères qui les fomentent dans la « vie réelle », car ce ne sont pas les algorithmes qui sont à l'origine de la désinformation, mais bien des personnes en chair et en os. Les plateformes privées, sur lesquelles se tient aujourd'hui une grande partie du débat public, contribuent sans nul doute de manière significative à la diffusion des théories du complot. Certes, ces plateformes ne devraient pas avoir pour tâche de filtrer les contenus du débat public – tant qu'ils ne sont pas illégaux bien sûr. Mais la sphère publique doit absolument s'atteler à développer sa compréhension du fonctionnement des algorithmes utilisés par ces plateformes, et de leur rôle dans la diffusion, entre autres, des fausses informations.

ralentit le travail de déconstruction de ces discriminations et, par extension, la progression des valeurs morales.

Parallèlement, en étudiant de près les décisions prises par les algorithmes, nous pourrions également identifier d'autres discriminations qui avancent masquées ; en effet, il n'y a pas que dans l'univers numérique que des appréciations obsolètes influencent les procédures ; c'est aussi le cas dans le monde réel. Un tel examen serait donc l'occasion de prendre conscience de certains modes de pensée ou de discrimination opérant dans le monde réel.

Les algorithmes sont de plus en plus utilisés dans les domaines les plus variés, comme le recrutement ou l'évaluation du personnel. Un autre exemple marquant est l'utilisation de ces outils pour gérer ce que nous voyons sur les *timelines* de nos réseaux sociaux (voir encadré). En Suisse, un projet pilote actuellement en cours utilise un système algorithmique pour répartir des réfugiés entre les cantons, dans le but d'optimiser leur intégration sur le marché du travail. Les domaines de la mobilité, de la médecine ou de l'octroi de prestations sociales constituent également d'autres champs d'application pour les algorithmes. La

reconnaissance faciale doit donc être considérée ici comme un exemple parmi d'autres. Les effets problématiques qui peuvent découler de décisions basées sur des algorithmes ne doivent pas être ignorés, en particulier pour celles qui ont un impact sérieux sur la vie des individus.

Systèmes sociotechnologiques

Quelles solutions envisager ? Beaucoup diront qu'il est utile de veiller à diversifier au maximum la composition des équipes de développement informatique. Il s'agit là d'une démarche certes importante, mais qui ne permet hélas pas à elle seule d'atteindre l'objectif. En effet, les personnes au sein de ces équipes ont elles aussi des préjugés et des opinions, les données tests sur lesquelles elles s'appuient reproduisent des schémas de pensée de la société, et l'utilisation d'outils basés sur des algorithmes s'inscrit elle-même dans un contexte social préexistant : nous sommes donc en présence de véritables systèmes socio-technologiques qu'il faut toujours considérer dans leur contexte.

D'autres affirmeront que la protection des données constitue la clé du problème. Malheureusement, ce n'est pas non plus le cas. Dans certains cas, paradoxalement, la protection des données fait obstacle à la prévention de la discrimination : en effet, lorsqu'on teste des algorithmes, on ne peut prêter attention qu'aux propriétés pour lesquelles on possède des données. S'il n'existe pas de données, par exemple sur l'orientation sexuelle ou sur la couleur de peau, il est donc impossible de vérifier si une discrimination se produit précisément pour cette raison. Évidemment, cela ne signifie pas pour autant qu'il faut assouplir les normes de protection. Mais dans de tels cas, le difficile compromis entre sécurité des données et protection contre la discrimination appelle de nouvelles solutions. Par ailleurs, la protection des données ne concerne toujours que les données personnelles. Or, même si aucune donnée personnelle n'est connue, il est

possible de glaner des informations sur des individus au moyen de méthodes statistiques. Cela nécessite de grandes quantités de données, mais cette condition est souvent réunie. En Suisse par exemple, plusieurs polices cantonales recourent à des systèmes dits de « police prédictive », basés sur des algorithmes qui utilisent les données des délits antérieurs pour prédire les futures infractions – par exemple, quels quartiers risquent d’être confrontés à des cambriolages. Bien qu’aucune donnée personnelle n’entre en jeu, le système peut s’avérer discriminatoire à plusieurs égards : celui-ci ne tient notamment pas compte du fait qu’en tant qu’institution, la police a eu tendance par le passé à contrôler davantage les minorités, par exemple, ce qui a influencé la base de données et se répercute ensuite sur les prévisions. Si le système prédit une augmentation des délits dans certains quartiers – par exemple peuplés majoritairement de minorités – la police y intensifiera ses contrôles, générant ainsi un système de discrimination circulaire qui s’autonourrit. En effet, en raison de l’augmentation des contrôles, la police détectera certainement aussi plus de délits dans ces quartiers.

Les algorithmes ne peuvent assumer la responsabilité de leurs décisions ou des actions qui en résultent.

De l’éthique dans les algorithmes

Une autre solution avancée est de favoriser l’évolution technologique. En effet, les problèmes de discrimination seraient résolus si les biais des systèmes de reconnaissance faciale étaient corrigés sur le plan technologique et fonctionnaient de manière totalement exacte pour tout le monde. Cependant, tout n’est pas si simple. Car même à ce moment-là, nous devrions nous demander s’il est souhaitable, dans une société démocratique, d’utiliser des technologies qui permettent une surveillance de masse

dans la sphère publique, et peuvent donc inciter à s’abstenir d’exprimer son opinion ou de se rendre à une manifestation. Nous ne pouvons tolérer cet effet dissuasif sur l’exercice des droits fondamentaux, qui constituent une condition non négociable de la démocratie.

D’autres encore diront qu’il suffit de programmer les algorithmes pour qu’ils soient éthiques. Or c’est là quelque chose d’impossible, car ceux-ci ne sont pas humains. Seul un être doué de conscience peut agir de façon éthique ; les algorithmes en sont incapables. De même, ils ne sont pas doués d’intelligence, bien qu’ils soient souvent qualifiés d’« intelligence artificielle ». Enfin, les algorithmes ne peuvent assumer la responsabilité de leurs décisions ou des actions qui en résultent. Seuls les êtres humains ont cette capacité. Par ailleurs, la définition du terme même d’algorithme est floue et peu claire, et même les spécialistes ne sont pas encore parvenus à s’entendre sur un emploi uniforme. C’est pourquoi nous préférons parler de « systèmes de décision automatisés », une expression certes un peu compliquée, mais qui indique immédiatement qu’il ne s’agit pas d’intelligence au sens humain du terme, mais de l’automatisation d’un processus qui peut avoir un impact sur l’individu ou sur ses décisions. Une expression qui ne se focalise pas sur la technologie déployée, mais sur le contexte social plus large dans lequel elle est employée.

Néanmoins, ce n’est pas parce que les algorithmes sont incapables de faire preuve d’éthique que l’on doit baisser les bras. Au contraire, il est souhaitable d’appliquer des principes éthiques dans l’usage des algorithmes. Mais lesquels ? Et comment les introduire dans les systèmes de décision automatisés ? Les principes éthiques en jeu ici sont ceux qui relèvent des droits fondamentaux, dont la dignité humaine, la justice et l’autonomie. Toutefois, la manière dont ces principes doivent être mis en œuvre reste floue. Des tentatives ont

Il va sans dire que les algorithmes peuvent également diffuser des théories du complot, des discours de haine ou de fausses informations.

été faites dans ce sens avec un score ou un label éthique. Jusqu’à présent toutefois, aucun n’a réussi à s’imposer. De plus, les scores manquent hélas souvent d’objectivité et sont susceptibles d’être manipulés. Ils offrent en général un instantané de la situation qui n’engage aucune réflexion sur l’évolution de l’algorithme. Par ailleurs, aucune nouvelle évaluation n’est réalisée lorsque l’algorithme est modifié alors qu’il est déjà en service. Il serait souhaitable d’adopter une approche différente, qui identifie, suit et documente les problèmes aussi bien dans les phases de planification et de test que de mise en œuvre et d’exploitation.

À l’heure actuelle, tous les exemples recensés ont malheureusement en commun le fait qu’ils révèlent l’absence d’un débat ouvert et fondé sur des constats factuels. Personne n’est en mesure d’évaluer l’influence réelle des systèmes de décision automatisés, que ce soit à petite ou à large échelle. L’ensemble manquant singulièrement de transparence, le débat public à ce sujet est encore embryonnaire.

La nécessité d’un large débat

Heureusement, il existe des solutions efficaces qui permettent de garantir que les systèmes de décision automatisés soient utilisés de manière éthique. Dans un premier temps, il faut créer la transparence. À noter toutefois que celle-ci n’est pas une fin en soi, mais un moyen. Le besoin de transparence se manifeste dans des domaines très divers. L’administration publique, par exemple, devrait répertorier tous les systèmes de décision automatisés qu’elle utilise dans un registre public contenant des informations vulgarisées sur l’objectif, le modèle et les acteurs impliqués. Les réseaux sociaux

(voir encadré), sur lesquels porte aujourd'hui une part importante du débat public, doivent communiquer clairement la manière dont ils sélectionnent leur contenu ou emploient la publicité ciblée. Pour éclairer ces zones d'ombre, il est indispensable que les spécialistes qui mènent des recherches d'intérêt public puissent avoir accès aux données et aux algorithmes de ces plateformes. S'agissant de la diffusion de théories du complot et de fausses informations en particulier, il faut étudier en priorité la façon dont les plateformes privées influencent l'opinion publique et dans quelle mesure elles contribuent à la diffusion de ces contenus. Sans ces critères de transparence, associés à d'autres encore, aucun débat public, factuel et démocratique sur l'utilisation et l'impact des systèmes de décision automatisés ne sera possible. Et sans un tel débat, aucun contrôle démocratique et scientifiquement fondé de l'utilisation de ces systèmes ne peut être instauré.

Par ailleurs, dans tous les domaines, il doit être possible d'imputer les responsabilités à des personnes définies et de garantir une obligation de rendre des comptes. Nous ne pouvons nous satisfaire de l'excuse qui attribue la faute à « la machine », surtout pas lorsqu'il en va de piliers essentiels de notre vie en société et de la protection de droits fondamentaux.

Les systèmes de décision automatisés comportent indubitablement des avantages, mais il faut veiller à ce que ceux-ci surpassent les inconvénients, à savoir qu'ils augmentent réellement l'autonomie et la liberté individuelles, la participation et le bien commun, et qu'ils profitent au plus grand nombre. Or à l'heure actuelle, nous constatons que la majorité des systèmes employés ne répondent pas à ces exigences. C'est pourquoi nous appelons à l'émergence d'un large débat, porté par la société, les milieux politiques et la communauté scientifique, afin de développer conjointement des solutions pour une utilisation éthique, transparente et responsable des systèmes de décision automatisés.

Anna Mätzener est mathématicienne et dirige l'association *AlgorithmWatch Switzerland*.
maetzener@algorithmwatch.ch

Juriste et philosophe du droit et de la politique.

Angela Müller dirige le département *Policy & Advocacy* d'*AlgorithmWatch Suisse*.
mueller@algorithmwatch.ch

LIENS

New York Times: Wrongfully Accused by an Algorithm <https://www.nytimes.com/2020/06/24/technology/facial-recognition-arrest.html>

Buzz Feed News: The DEA Has Been Given Permission To Investigate People Protesting George Floyd's Death <https://www.buzzfeednews.com/article/jasonleopold/george-floyd-police-brutality-protests-government>; <https://sitn.hms.harvard.edu/flash/2020/racial-discrimination-in-face-recognition-technology/>.

AlgorithmWatch: Automating Society Report <https://automatingsociety.algorithmwatch.org>

AlgorithmWatch Schweiz: Minuspunkte für Hautfarbe <https://algorithmwatch.ch/de/racial-health-bias/>

Immigration Policy Lab: Switzerland Launches Program to Test IPL Algorithm for Refugee Integration <https://immigrationlab.org/2018/05/26/switzerland-launches-program-test-ai-refugee-integration/>

avenir suisse: Ein datengesteuerter Ansatz zur Verbesserung der Flüchtlingsintegration <https://www.avenir-suisse.ch/video/a-data-driven-approach-to-improving-refugee-integration-outcomes/>

AlgorithmWatch: Instagram-Algorithmus: Wer gesehen werden will, muss Haut zeigen <https://algorithmwatch.org/de/haut-zeigen-auf-instagram/>

Center for Countering Digital Hate: Malgorithm. How Instagram's Algorithm Publishes Misinformation and Hate to Millions During a Pandemic https://252f2edd-1c8b-49f5-9bb2-cb57bb47e4ba.filesusr.com/ugd/f4d9b9_89ed644926aa4477a442b55afbe-ac00e.pdf

Mozilla: YouTube Regrets https://assets.mofoprod.net/network/documents/Mozilla_YouTube_Regrets_Report.pdf

Monika Simmler, Simone Brunner & Kuno Schedler: Smart Criminal Justice. https://www.alexandria.unisg.ch/261666/1/Simmler%20et%20al._Smart%20Criminal%20Justice_Forschungsbericht%20vom%2010.12.2020.pdf.

AlgorithmWatch Schweiz: Automated Decision-Making Systems in the Public Sector – An Impact Assessment Tool for Public Authorities <https://algorithmwatch.ch/en/adms-impact-assessment-public-sector-algorithmwatch/>

Gli algoritmi come specchio della società

In che modo le strutture del potere e le ingiustizie s'infiltrano nei processi decisionali automatizzati? Panoramica e possibili soluzioni.

Anna Mätzener e Angela Müller

Sbloccare il telefonino con un sorriso, perdersi nei ricordi scorrendo le fotografie presentate automaticamente in ordine di persona, limitare l'accesso all'edificio senza ricorrere alle chiavi: il riconoscimento facciale è una tecnologia notevole. E consente anche di riconoscere le persone che si trovano in un determinato luogo dello spazio pubblico.

Alcune applicazioni sono utili o divertenti, con altre i sistemi di riconoscimento facciale influiscono su decisioni che possono avere conseguenze di vasta portata. È il caso, ad esempio, quando il sistema non si limita a confrontare un viso con quello su una fotografia, bensì individua una specifica persona nella folla ricorrendo a immagini salvate in una banca dati di volti e relativi dati personali. L'utilizzo di tali sistemi nello spazio pubblico apre la strada alla sorveglianza di massa.

In questo contesto, la situazione si fa problematica quando la tecnologia non funziona ugualmente bene con tutti. Il riconoscimento facciale, infatti, dà i risultati migliori con gli uomini bianchi.

Perché è un problema? Perché può ad esempio essere all'origine di discriminazioni razziali o sessuali. Se i sistemi

funzionano meno efficacemente con persone dalla pelle scura, queste ultime vengono più spesso identificate per errore (diventando dei «falsi positivi»), con gravi conseguenze soprattutto nell'ambito del perseguimento penale. Basti pensare a quello che succede quando sono impiegati durante le dimostrazioni, come l'anno scorso in occasione delle proteste del movimento Black Lives Matter negli USA. Il riconoscimento facciale sta prendendo rapidamente piede anche in Europa ed è una questione che riguarda tutti noi.

Gli algoritmi non possono assumersi la responsabilità delle proprie «decisioni» o delle azioni che ne conseguono.

Schema discriminatorio nelle banche dati

Come mai i volti femminili o con la pelle scura sono riconosciuti meno bene? Le banche dati test con cui sono stati nutriti gli algoritmi che permettono il riconoscimento facciale spesso non sono rappresentative, perché contengono

una distorsione – un «bias», in linguaggio tecnico – ossia un numero sproporzionato di foto di uomini bianchi. In gran parte sono inoltre programmate da uomini bianchi, e le posizioni dirigenziali in aziende, amministrazioni e politica sono occupate in misura superiore alla media da uomini bianchi.

Per i test e le esercitazioni vengono utilizzati dati del passato: negli algoritmi confluiscono così strutture del potere e decisionali, valori, norme e pregiudizi sociali egemoni ormai obsoleti. Le previsioni si basano su queste informazioni, e quindi anche sugli schemi discriminatori e i «bias» che queste (leggi: la nostra società) includono. Se un tempo un determinato gruppo era privilegiato, la previsione ne terrà conto, anche se nel frattempo in quanto società non lo consideriamo più accettabile. Un algoritmo deputato a constatare la gravità, per la singola persona, di una malattia renale può dunque contenere un'opinione superata e oggi considerata errata, come «le persone dalla pelle scura sopportano meglio il dolore». In questo modo, vengono involontariamente tenuti in vita pregiudizi appartenenti al passato, il che rende più difficile superare le discriminazioni e ostacola il progresso morale.

Algoritmi e social media

Chi può vedere o leggere che cosa, quando e di chi sui social media è stabilito dagli algoritmi, che tuttavia non operano in modo trasparente. Nessuno, oltre ai titolari delle piattaforme, sa come funzionano esattamente e secondo quali criteri selezionano i contenuti proposti, il loro ordine e la loro priorità. Le preferenze dell'utente sono sicuramente decisive, ma studi hanno rivelato che non sono gli unici criteri. L'algoritmo di Instagram, ad esempio, ha una predilezione per immagini di donne poco vestite e le mostra più spesso di altre nella cronologia – un effetto non riconducibile unicamente ai clic o ai «Mi piace» apposti a foto di donne in bikini. Per Instagram vale quindi il principio «undress or fail» (spogliati o fallisci).

Va da sé che, con gli algoritmi, si possono diffondere anche teorie del complotto, discorsi d'odio o false informazioni. È ad esempio emerso che l'algoritmo di

YouTube raccomanda spesso a utenti non anglofoni contenuti che violano le condizioni di utilizzo della stessa piattaforma, tra cui fake news. Va tuttavia precisato che gli algoritmi delle piattaforme di social media non sono gli unici vettori delle teorie del complotto: non vanno infatti dimenticati gli ambiti analogici della società. Le bufale non hanno origine da un algoritmo, ma da persone. Le piattaforme private, sulle quali oggi si svolge una parte sostanziale del dibattito pubblico, contribuiscono senz'altro in misura preponderante a diffondere teorie complottiste, ma non dovrebbero essere loro a stabilire quali contenuti possono essere oggetto di dibattito pubblico, a meno che non siano illegali. Per la sfera pubblica è essenziale che si arrivi a capire come gli algoritmi delle piattaforme funzionano e come pilotano la diffusione, tra l'altro, di false informazioni.

L'osservazione attenta di decisioni basate su algoritmi permetterebbe inoltre di portare alla luce discriminazioni nascoste, considerato che le valutazioni fondate su criteri obsoleti non avvengono soltanto nell'algoritmo, ma anche in procedure non digitali. Potrebbe essere un'opportunità per rendersi finalmente conto di determinati schemi di pensiero e di discriminazione presenti nel mondo analogico.

Anche in altri ambiti si ricorre sempre più spesso agli algoritmi, ad esempio nel reclutamento o nella valutazione del personale, oppure nella «content curation», ossia nella raccolta e presentazione di contenuti che vediamo nella cronologia dei nostri social media (v. riquadro). In Svizzera è in corso un progetto pilota che, tramite algoritmo, testa la distribuzione dei rifugiati tra i Cantoni al fine di ottimizzare il loro inserimento nel mercato del lavoro. Anche i settori della mobilità, della medicina o delle prestazioni sociali si avvalgono di questa

nuova tecnologia, di cui il riconoscimento facciale è soltanto uno dei possibili campi d'applicazione. È dunque importante non ignorare gli effetti problematici che i processi decisionali automatizzati possono comportare, soprattutto quando i loro esiti hanno ripercussioni pesanti sulla vita degli individui.

Sistemi sociotecnologici

Quale potrebbe essere una possibile soluzione? Molti diranno che bisognerebbe fare in modo che la composizione dei team di sviluppatori di software sia il più diversificata possibile. È un inizio, ma non basta per raggiungere l'obiettivo, perché ogni singolo componente del team apporta i propri pregiudizi e pareri, i dati test a cui ricorre riproducono schemi di pensiero sociali e l'impiego di strumenti basati su algoritmi avviene in un dato contesto sociale: stiamo parlando di veri e propri sistemi sociotecnologici di cui dobbiamo sempre tenere presente il quadro.

Altri affermeranno che la protezione dei dati risolve tutto. Purtroppo non è così. Paradossalmente, in determinati casi la protezione dei dati costituisce persino un ostacolo alla prevenzione della discriminazione: quando si testano gli algoritmi, si possono osservare soltanto caratteristiche per le quali si dispone di dati. Se non ci sono dati, ad esempio sull'orientamento sessuale o sul colore della pelle, non è possibile verificare se qualcuno è discriminato sulla base di questi fattori. Ciò non significa, però, che le norme in materia di protezione dei dati debbano essere allentate: urgono, al contrario, nuove soluzioni per trovare il difficile compromesso tra protezione dei dati e protezione dalla discriminazione.

Teniamo inoltre presente che la protezione dei dati si applica sempre e soltanto ai dati personali; tuttavia, anche senza di essi, con metodi statistici si possono trarre conclusioni sulle persone interessate. Certo, serve una grande quantità di dati, ma spesso ne abbiamo a disposizione a sufficienza. In Svizzera, diverse polizie cantonali utilizzano sistemi di «polizia predittiva» basati su algoritmi per prevedere future violazioni della legge basandosi su quelle del passato, ad esempio nell'ambito dei furti nelle abitazioni. Pur in assenza di dati personali, il sistema può fornire risultati discriminatori sotto svariati punti di vista: non considera, ad esempio, che la polizia quale istituzione in passato tendeva a controllare maggiormente le minoranze; questa informazione confluisce tuttavia nella base di dati. Se il sistema giunge alla conclusione che in un determinato quartiere – in cui risiedono ad esempio molte minoranze – succederanno più crimini, la polizia svolgerà più controlli e si innescherà un circolo (discriminatorio) autoalimentato: effettuando più controlli, la polizia scoprirà di sicuro anche più crimini.

Utilizzo etico degli algoritmi

Un'altra possibile soluzione è accelerare lo sviluppo tecnologico: se il «bias» nei sistemi di riconoscimento facciale può

essere risolto tecnicamente e i sistemi funzionano in modo accurato con tutte le persone, il problema della discriminazione è risolto. Peccato che non sia così semplice. Dobbiamo infatti chiederci se, in quanto società democratica, possiamo realmente accettare l'impiego nello spazio pubblico di tecnologie che consentono la sorveglianza di massa. Le persone potrebbero smettere di esprimere la propria opinione oppure di partecipare alle dimostrazioni. No, non possiamo tollerare questo effetto deterrente sull'esercizio dei diritti fondamentali, che è un prerequisito non negoziabile per la democrazia.

Altri potranno quindi rispondere: d'accordo, in tal caso basta fare in modo che gli algoritmi siano etici. Ma gli algoritmi non possono essere etici o agire in modo etico. Non sono persone. Soltanto chi è in grado di agire con consapevolezza può farlo anche in modo etico. Gli algoritmi non possono. Per la stessa ragione non sono intelligenti, nonostante siano spesso chiamati «intelligenza artificiale». Non possono nemmeno assumersi la responsabilità delle proprie «decisioni» o delle azioni che ne conseguono. Unicamente le persone possono farlo. La terminologia che li designa è ancora imprecisa e poco chiara, e nemmeno gli esperti sono finora riusciti a stabilire una denominazione uniforme. Noi abbiamo scelto di utilizzare l'espressione «sistemi decisionali automatici» o sistemi di ADM, dall'inglese «automated decision-making». Suona complicato, ma non lo è, perché si capisce subito che non si tratta di un'intelligenza in senso umano, bensì dell'automatizzazione di un processo che può avere effetti sulle persone o sulle decisioni umane. Non si tratta di una tecnologia specifica, bensì del contesto sociale più ampio in cui questa è utilizzata.

Quello che possiamo fare è avvalerci in modo etico degli algoritmi, il che è naturalmente auspicabile. Come si usano eticamente i sistemi di ADM? Rispettando i principi etici essenziali, come la dignità umana, la giustizia e l'autonomia, sanciti

nei diritti fondamentali. Non è tuttavia chiaro come procedere in concreto: sono in atto tentativi di applicare punteggi o marchi etici, ma finora nessuna soluzione si è affermata su larga scala, senza contare che i punteggi spesso non sono obiettivi e possono essere manipolati. In genere si tratta di istantanee che non considerano le riflessioni nate dallo sviluppo dell'algoritmo. Se nell'esercizio corrente sono apportate modifiche, non si effettua ad esempio una nuova valutazione. Sarebbe invece utile un altro approccio, volto a identificare, accompagnare e documentare sistematicamente i problemi in tutte le fasi – dalla pianificazione, ai test, all'implementazione e, per l'appunto, anche durante l'esercizio corrente del sistema.

Tutti questi esempi hanno in comune un elemento: sull'argomento manca un ampio dibattito basato sui fatti. Nessuno è in grado di stimare quanto sia grande l'influsso dei sistemi di ADM nella micro e macro realtà. È tutto molto opaco, motivo per cui non è ancora stato praticamente possibile avviare un dibattito pubblico sull'argomento.

La necessità di un ampio dibattito

Ci sono però anche proposte di soluzioni efficaci, capaci di portare a un utilizzo etico dei sistemi di ADM. Un primo passo è la trasparenza, che tuttavia non è l'obiettivo, bensì il mezzo per raggiungere lo scopo. È necessaria ai più svariati livelli. La pubblica amministrazione dovrebbe ad esempio tenere un registro liberamente consultabile di tutti i sistemi di ADM utilizzati, con indicazioni comprensibili per chiunque su scopo, modello e attori coinvolti. Le piattaforme di social media private (v. riquadro), sulle quali oggi si svolge una parte sostanziale del dibattito pubblico, devono esporre in modo trasparente come curano i loro contenuti o a chi indirizzano la pubblicità mirata. Per illuminare questa scatola nera, esperti che fanno ricerca pubblica devono poter accedere ai dati e agli algoritmi delle piattaforme. Soprattutto

quando si tratta della diffusione di teorie del complotto e false informazioni, devono poter analizzare come le piattaforme private influiscono sul dibattito pubblico e in che misura contribuiscono alla divulgazione di simili contenuti. Soltanto con requisiti di trasparenza di questo e altro tipo è possibile instaurare un dibattito basato sui fatti, pubblico e democratico, sull'impiego e gli effetti dei sistemi di ADM. Senza una discussione aperta, non è nemmeno possibile esercitare un controllo democratico e fondato sull'evidenza sul ricorso a questi sistemi.

In tutti i settori, la responsabilità va chiaramente attribuita alle persone e l'obbligo di rendiconto deve sempre essere garantito. La scusa che «è stata la macchina» non è accettabile, soprattutto quando si tratta dei pilastri della nostra convivenza sociale e della protezione dei diritti fondamentali degli individui.

Il ricorso ai sistemi di ADM può senz'altro essere utile. Occorre tuttavia garantire che lo sia veramente, che davvero accresca – e non riduca – l'autonomia e la libertà individuali, la partecipazione e il benessere comune; che serva a molti e non soltanto a pochi. Al momento notiamo che per una gran parte dei sistemi impiegati non è così. È dunque ora di avviare un ampio dibattito tra società, politica e scienza al fine di sviluppare soluzioni comuni per un impiego etico, trasparente e responsabile dei sistemi di ADM.

Anna Mätzener, *matematica, è la direttrice esecutiva di AlgorithmWatch Svizzera.*
maetzener@algorithmwatch.ch

Angela Müller, *giurista nonché filosofa del diritto e della politica, è a capo del settore Policy & Advocacy di AlgorithmWatch Svizzera.*
mueller@algorithmwatch.ch

> Link a pagina 124

Des Bulles et des complots

La bande dessinée est un média privilégié pour décrypter – de manière ludique, pédagogique, mais néanmoins sérieuse – les questionnements contemporains. Le complotisme n'a pas échappé à son attention. La revue Tangram vous propose de sortir des cases avec une sélection de six albums qui abordent ce phénomène sous différents angles.

Samuel Jordan

LES COMPLICITÉS

Guides pratiques Combattre le conspirationnisme par le rire et la pédagogie : c'est le propos de deux albums à mettre entre toutes les mains. Les Complotistes raconte les aventures de Kévin, un jeune homme attiré par les « faits alternatifs ». Le lycéen, influencé par un étrange mentor, intègre « Les gardiens de la vérité ». Il apprend à fabriquer un complot, à démasquer ceux qui dominent réellement le monde, à répandre le virus du doute ou encore à instrumentaliser une pandémie. Dans le même registre de la prévention, Crédulité et Rumeurs a pour ambition de donner des pistes pour faire face aux théories du complot. Ce joyeux petit manuel dessiné met en scène un adolescent sensible aux thèses conspirationnistes et un ami raisonnable qui lui veut du bien. Il aborde particulièrement l'influence des biais cognitifs dans le succès croissant des théories du complot. Il explique, sans jugement, comment ne pas se laisser tromper par ses propres sens et intuitions. Deux ouvrages drôles et instructifs.

Fabrice Erre/Jorge Bernstein, *Les Complotistes. Tout s'explique, même n'importe comment*. Dupuis, 2020.

Gérald Bronner/Krassinsky, *Crédulité et Rumeurs. Faire face aux théories du complot et aux fake news*. La Petite Bédéthèque des Savoirs, 2018.

FAKE NEWS

Enquête La journaliste française Doan Bui s'attaque à un phénomène qui gangrène son métier: les *fake news* ou fausses informations. Des USA à la France en passant par la Macédoine du Nord et la Russie, la lauréate du prix Albert Londres en 2013 enquête avec minutie et humour sur les enjeux des réalités dites « alternatives ». Pourquoi les *fake news*? Qui les crée de toutes pièces et les propage? Dans quels buts? Comment peut-on traiter d'acteur et de menteur un père meurtri qui pleure la perte de son enfant après une tuerie dans une école américaine? Que faire face à ceux qui affirment que la rondeur de la terre est une affabulation? Dans un langage dessiné piquant et joliment vulgarisé, l'auteur et sa complice Leslie Plée offrent une plongée vertigineuse dans l'esprit de ceux qui doutent de tout et voient des complots partout. Un tour du monde des infos truquées pour démontrer que celles-ci ne sont jamais innocentes et souvent dangereuses pour l'équilibre démocratique.

Doan Bui / Leslie Plée, *Fake News. L'info qui ne tourne pas rond*. Delcourt, 2021.

LES PROTOCOLES DES SAGES DE SION

Essai Le talentueux Will Eisner raconte en images le destin édifiant des Protocoles des Sages de Sion. Pour mémoire, ce brûlot a été forgé au début du XX^e siècle pour attiser l'antisémitisme européen. Il relate par le menu comment les juifs aspirent à dominer le monde. Démas-

qué mille fois, ce « faux complot juif » continue néanmoins à séduire des wagons de lecteurs et à alimenter depuis un siècle la haine de l'autre. Cet ouvrage largement diffusé a connu un immense succès avant et pendant la Première Guerre mondiale. Il a entre autres été utilisé

par Hitler et le Ku Klux Klan. Il est encore très populaire parmi les suprémacistes blancs aux USA. Paru en version anglaise en 2005, année de la mort de son auteur Will Eisner, *Le Complot* a vocation de prévention. « Mon espoir est que cet album enfonce un clou de plus dans le cercueil de cette terrifiante imposture aux allures de vampire », écrit le pionnier américain du roman graphique.

Will Eisner, *Le Complot. L'histoire secrète des Protocoles des Sages de Sion*. Grasset, 2018.



Komplott im Comic

Comics eignen sich besonders gut, um auf spielerische, pädagogische, aber auch ernsthafte Weise aktuelle Fragen zu thematisieren. Das haben sich auch kritische Beobachter von Verschwörungstheorien zunutze gemacht. Tangram stellt sechs Alben vor, die dem Schubladendenken entgegenwirken, das Phänomen aus unterschiedlichen Blickwinkeln beleuchten und den Horizont erweitern.

Samuel Jordan

FRANCS-MAÇONS

Humour Obscure, dominatrice, comploteuse, dangereuse, la franc-maçonnerie alimente depuis toujours fantasmes et soupçons. Deux albums lèvent le voile sur cette organisation mystérieuse souvent accusée de vouloir dominer le monde. Grand Orient suit avec malice l'intronisation de Philippe dans une loge maçonnique parisienne. On y découvre une société désorganisée et des gens normaux qui aiment échanger, s'élever spirituellement et prendre l'apéro: un inoffensif club intellectuel, à mille lieux d'un regroupement d'individus puissants manipulant en sous-marin les gouvernements de la terre. Mieux connaître les origines, les coulisses et les motivations de l'ordre maçonnique à l'échelle internationale, tel est le propos de La Franc-Maçonnerie dévoilée. Cet ouvrage didactique, documenté et léger, brosse à travers dix siècles le portrait de francs-maçons célèbres, à l'image de Mozart, Franklin, Mirabeau ou encore Kipling. Une approche éclairante pour différencier le mythe de la réalité.

Jérôme Denis / Alexandre Franc, *Grand Orient*. Soleil, 2020.

Arnaud de la Croix / Philippe Bercovici, *La Franc-Maçonnerie dévoilée*. Le Lombard, 2020.

GUT GEGENS KLOMPLOTTIEREN

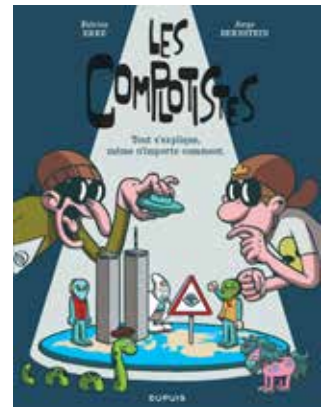
Praktische Ratgeber Verschwörungstheorien mit Witz und Pädagogik/Lerneffekt bekämpfen, das ist der Ansatz von zwei Titeln, die wir jedem und jeder sehr empfehlen. «Les Complotistes» erzählt die Geschichte von Kévin, einem jungen Mann, den «alternative Fakten» magisch anziehen. Unter dem Einfluss eines fragwürdigen Mentors tritt der Gymnasiast einer Gruppe bei, die sich «Les gardiens de la vérité», Hüter der Wahrheit, nennen. Er lernt, Verschwörungstheorien aufzustellen, die «wahren Mächtigen» zu entlarven, Zweifel zu säen und Pandemien zu instrumentalisieren. Auch «Fake News und Verschwörungstheorien» betreibt Prävention gegen Verschwörungstheorien. Das lustige kleine Comic dreht sich um einen Jugendlichen, der für Verschwörungstheorien empfänglich ist, und seinen vernünftigen Freund, der sich um ihn sorgt. Das Comic weist insbesondere auch auf die verzerrte Wahrnehmung hin, die den wachsenden Erfolg von Verschwörungstheorien mitbewirken. Ohne zu werten, erklärt es, was wir tun können, um nicht auf unsere eigenen Einbildungen und Intuitionen hereinzufallen. Zwei Werke, die unterhaltsam und lehrreich zugleich sind.

Fabrice Erre / Jorge Bernstein, *Les Complotistes. Tout s'explique, même n'importe comment*. Dupuis, 2020.

Gérald Bronner / Jean-Paul Krassinsky, *Fake News und Verschwörungstheorien. Wie man Gerüchten nicht auf den Leim geht*. Jacoby und Stuart Verlag, 2019

FAKE NEWS

Untersuchung/Studie Die französische Journalistin Doan Bui nimmt sich eines Problems an, das ihre Zunft unterminiert. Mit Witz und Ausdauer untersuchte die Albert-Londres-Preisträgerin von 2013 die Auswirkungen von sogenannten «alternativen Fakten» in den USA, in Frankreich, Mazedonien und Russland. Warum gibt es Fake News? Wer erfindet und verbreitet sie? Mit welchem Ziel? Wie kann es sein, dass ein gebrochener Vater als Schauspieler und Lügner verschrien wird, wenn er um sein Kind trauert, das bei einem Blutbad in einer amerikanischen Schule erschossen wurde? Was entgegnet man denen, die bestreiten, dass die Erde rund ist? Die Autorin und ihre Komplizin, die Illustratorin Leslie Plée, lassen uns mit spitzer Feder und losem Mundwerk in den Kopf von Menschen blicken, die alles anzweifeln und überall Komplote wittern. Es ist eine Reise um und in die Welt der Falschinformationen, die zeigt, dass Fake News nie unschuldig sind und das demokratische Gleichgewicht bedrohen können.



Doan Bui / Leslie Plée, *Fake News. L'info qui ne tourne pas rond*. Delcourt, 2021.

PROTOKOLLE DER WEISEN VON ZION

Essai Der begnadete Will Eisner erzählt in Wort und Bild die aufschlussreiche Geschichte der Protokolle der Weisen von Zion. Zur Erinnerung: Die Brandschrift wurde Anfang des 20. Jahrhunderts fabriziert, um in Europa den Antisemitismus zu schüren. Sie legt ins Kleinste dar, wie die Juden die Welt-herrschaft zu erobern gedenken. Dieses x-fach entlarvte «gefälschte jüdische Komplott» verführt weiterhin unzählige Leserinnen und Leser und schürt seit nunmehr über einem Jahrhundert Hass. Vor und während des Ersten Weltkriegs erlebte das weit verbreitete Pamphlet einen riesigen Erfolg. Hitler und der Klu-Klux-Klan beriefen sich darauf. Heute ist das Buch in den USA unter weiss-vorherrschäftlichen Rassisten sehr populär. Die englische Originalausgabe erschien – wie die deutsche Erstausgabe – 2005, dem Todesjahr von Will Eisner, der sein Werk als Prävention sah. Der Erfinder der «Graphic Novel» hoffte, «dass dieses Album ein weiterer Nagel für den Sarg ist, in dem wir den erschreckenden Betrug mit seinen Vampirgebaren zu Grabe tragen».

Will Eisner, *Das Komplott: Die wahre Geschichte der Protokolle der Weisen von Zion*, Deutsche Verlagsanstalt 2005

FREIMAUREREI

Humor Undurchsichtig, machthungrig, verschwörerisch, gefährlich: Die Freimaurerei nährt Fantasien und Gerüchte. Zwei Werke bringen Licht ins Dunkel rund um den Geheimbund, dem nachgesagt wird, die Weltherrschaft anzustreben. Grand Orient beschreibt schelmisch Philippes Initiation in eine Pariser Loge.



Wir erhalten Einblick in eine schlecht organisierte Gemeinschaft, in der normale Leute Spass daran haben, zu diskutieren, sich mit trüben Sprüchen zu überbieten und Apéros zu veranstalten: ein harmloser Club Intellektueller, der nichts gemein hat mit Gruppierungen mächtiger Kräfte, die im Untergrund Regierungen in der ganzen Welt lenken. Geschichte, Kulissen und Motivation des Ordens aufzuzeigen, ist das Ziel von La Franc-Maçonnerie dévoilée. Dieses didaktische, gut dokumentierte und leicht geschriebene Werk arbeitet sich durch zehn Jahrhunderte und zeichnet die Porträts berühmter Freimaurer nach wie Mozart, Franklin, Mirabeau und Kipling. Ein erhellender Ansatz, um Mythos und Realität auseinanderzuhalten.

Jérôme Denis / Alexandre Franc, *Grand Orient*, Soleil, 2020.

Arnaud de la Croix / Philippe Bercovici, *La Franc-Maçonnerie dévoilée*, Le Lombard, 2020.

COMPLOTTISTI

Guide pratique Combattere il complotismo attraverso la risata e l'educazione: è questo l'obiettivo di due opere che dovrebbero leggere tutti. Il fumetto intitolato «Les Complotistes» racconta le avventure di Kévin, un giovane attratto dai «fatti alternativi». Il liceale, influenzato da uno strano mentore, si unisce ai «Guardiani della verità» e impara a ordire un complotto, a smascherare coloro che dominano realmente il mondo, a diffondere il virus del dubbio o a strumentalizzare una pandemia. Il medesimo intento preventivo è perseguito da «Crédulité et Rumeurs», un fumetto che intende offrire spunti per contrastare le teorie complotiste. Questo volume, ben disegnato e di piacevole lettura, narra la storia di un adolescente sensibile alle teorie complotiste e del suo amico «ragionatore» che gli vuole bene. Affronta in particolare l'influenza dei bias cognitivi nel crescente successo di queste teorie e spiega, senza giudicare, come non farsi ingannare dai propri sensi e dalle proprie intuizioni. Due opere divertenti e istruttive.

Fabrice Erre/Jorge Bernstein, *Les Complotistes. Tout s'explique, même n'importe comment*, Dupuis, 2020.

Gérald Bronner/Krassinsky, *Crédulité et Rumeurs. Faire face aux théories du complot et aux fake news*, La Petite Bédéthèques des Savoires, 2018.

Nuvolette e complotti

I fumetti sono un mezzo ideale per decifrare, in modo ludico, educativo, ma comunque serio, i temi d'attualità. E il complottismo rientra fra questi. Il nuovo numero di TAMGRAM vi invita a uscire dagli schemi e a scoprire sei fumetti che trattano questo fenomeno da diverse angolazioni.

Samuel Jordan

BUFALE

Inchiesta Nel fumetto «Fake News. L'info qui ne tourne pas rond» la giornalista francese Doan Bui, coadiuvata dalla disegnatrice Leslie Plée, sviscera un fenomeno che sta rovinando la sua categoria professionale: le bufale o fake news. Dagli Stati Uniti alla Francia, passando per la Macedonia settentrionale e la Russia, la vincitrice del premio Albert Londres nel 2013 analizza con meticolosità e umorismo la posta in gioco delle cosiddette «realità alternative». Che senso hanno le bufale? Chi le crea di sana pianta e le diffonde? Con quali obiettivi? Come si può accusare di recitare e mentire un padre che sta piangendo la perdita del figlio ucciso nel massacro in una scuola americana? Come rispondere a coloro che affermano che la sfericità della Terra è una montatura? Con uno stile grafico pungente arricchito da testi incisivi, la giornalista e la fumettista ci guidano nella mente di coloro che dubitano di tutto e vedono complotti ovunque. Un giro del mondo delle informazioni taroccate per dimostrare che le bufale non sono mai innocenti – anzi, sono spesso pericolose per l'equilibrio democratico.

Doan Bui / Leslie Plée, *Fake News. L'info qui ne tourne pas rond*. Delcourt, 2021.

PROTOCOLLI DEI SAVI DI SION

Saggio Nel suo libro «Il complotto», il talentuoso Will Eisner racconta per immagini la storia dei «Protocolli dei Savi di Sion», che, lo rammentiamo, sono un clamoroso falso inventato ad arte all'inizio del XX secolo per attizzare l'antisemitismo in Europa. Vi si narra in dettaglio di come gli ebrei aspirerebbero a dominare il mondo. Smascherato mille volte, questo «falso complotto ebraico» continua tuttavia a sedurre i lettori e ad alimentare l'odio verso l'altro da un secolo a questa parte. L'opera, di grande diffusione, fu un enorme successo negli anni precedenti e durante la Prima guerra mondiale e venne usata, fra l'altro, da Hitler e dal Klu Klux Klan. È tuttora molto popolare tra i suprematisti bianchi negli Stati Uniti. Pubblicato in inglese nel 2005, anno della scomparsa del suo autore, «Il complotto» ha un intento preventivo: per citare le parole del padre della graphic novel americana, «la mia speranza è che questo libro serva a piantare un altro chiodo nella bara di questa terrificante impostura vampiresca».

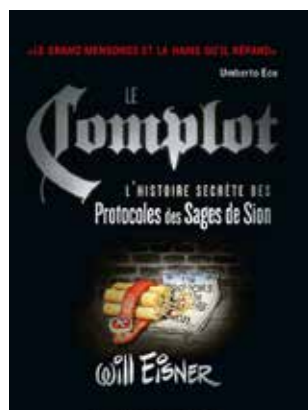
Will Eisner, *Il complotto. La storia segreta dei Protocolli dei Savi di Sion*. Einaudi, 2005.

MASSONERIA

Humour Oscura, dominatrice, cospirativa, pericolosa. Da sempre la massoneria alimenta fantasie e sospetti. Due fumetti sollevano il velo su questa misteriosa organizzazione spesso accusata di volere dominare il mondo. Il volume «Grand Orient» narra maliziosamente l'introduzione di Philippe in una loggia massonica parigina. Scopriamo una società disorganizzata e persone normali che amano filosofeggiare e affinare la mente, ma anche prendere l'aperitivo: un innocuo club di intellettuali, insomma, lontano mille miglia da un gruppo di potenti individui che manipolano di nascosto i governi del mondo. Lo scopo dell'altro fumetto, «La Franc-Maçonnerie dévoilée», è di svelare le origini, i retroscena e le motivazioni dell'ordine massonico a livello internazionale. Quest'opera didattica, ben documentata e leggera, ci offre il ritratto di massoni famosi attraverso dieci secoli di storia: ritroviamo Mozart, Franklin, Mirabeau o Kipling. Un approccio illuminante per distinguere fra mito e realtà.

Jérôme Denis / Alexandre Franc, *Grand Orient*. Soleil, 2020.

Arnaud de la Croix / Philippe Bercovici, *La Franc-Maçonnerie dévoilée*. Le Lombard, 2020.



Verschwörungsmmythen und Fake News kontern

Was tun, wenn Freundinnen und Freunde, Verwandte oder Bekannte mit Aussagen kommen, die ins Reich der Verschwörungsmmythen und Fake News gehören? Wie man in hitzigen Debatten ruhig bleibt und wann es sich überhaupt zu diskutieren lohnt: einige Empfehlungen für strategisches Diskutieren.

Ingrid Brodnig

Am einfachsten wäre es, in vielen Situationen aufs Diskutieren zu verzichten: Oft ist es richtig ermüdend oder gar zermürend zu erleben, wie viel Falsches kursiert. Viele von uns haben in der Coronakrise falsche Behauptungen von Bekannten gehört oder derartige Geschichten über soziale Medien weitergeleitet bekommen. Manche mussten miterleben, wie geliebte Menschen plötzlich selbst solche Vorstellungen von sich gaben. Aber auch schon vor der Pandemie liess sich die Anziehungskraft von Desinformation beobachten – ich erinnere nur an all die Falschmeldungen über geflüchtete Menschen oder an die oft hitzig geführte Debatte zur Klimakrise, in der auch Falschmeldungen über die Aktivistin Greta Thunberg kursieren. Ein riesiges Problem sind seit Jahren auch rassistische Falschmeldungen und Verschwörungserzählungen: Oft wird Neid geschürt, zum Beispiel werden falsche Zahlen verbreitet, welche Sozialleistungen angeblich geflüchtete Menschen erhalten. Oder es wird eine grosse Bedrohung fingiert – das reicht bis hin zur rechten Verschwörungserzählung des «Grossen Austausch», wonach die Bevölkerung durch Muslime ersetzt würde. Auch hier vielfach mit falschen Zahlen hantiert und eine Drohkulisse aufgebaut. Das heisst: Viele Falschmeldungen funktionieren, weil sie ein simples Schwarz-Weiss-Schema vorgeben, eine simple Erklärung, oft auch einen Sündenbock. Und gerade gesellschaftliche Reizthemen wie Corona, Migration

oder auch die Klimakrise bieten einen Nährboden, auf dem Gerüchte, falsche Anschuldigungen bis hin zu krassen Verschwörungserzählungen gedeihen können. In solchen Situationen fühlt man sich schnell überfordert: Was kann ich schon dagegen tun? Bringt es überhaupt etwas, wenn ich mich als Einzelne oder Einzelner zu Wort melde?

Die Antwort ist: Es bringt sogar sehr viel. Falschmeldungen und auch Verschwörungserzählungen sind davon abhängig, dass sie von möglichst vielen Menschen geglaubt und weiter erzählt werden, daher können wir alle versuchen, diese Verbreitung zu erschweren. Jede und jeder von uns kann im eigenen Umfeld Aufklärung leisten, Fakten sichtbar machen, auch die Familie oder Bekannte warnen, wenn etwas Falsches gerade stark zirkuliert. Wofür ich plädiere, ist eine strategische Form des Diskutierens, bei der man sich genau überlegt: In welchen Fällen ist es für mich sinnvoll zu diskutieren? So kann es sein, dass einem ein Thema (zum Beispiel Klimakrise, Migration, Gesundheit) so wichtig ist, dass man hier immer wieder die Fakten unterstreichen möchte. Oder aber man hat Menschen im eigenen Umfeld, die nachweisbar Falsches glauben, die man deshalb besser erreichen möchte. Es kann viele gute Gründe geben, für die sich ein Einspruch lohnt – und es gibt ein paar Leitlinien, die Orientierung beim Diskutieren bieten können.

Wie sehr ist die Person von ihrem Standpunkt überzeugt?

Wenn Sie mit jemandem diskutieren, der oder die etwas Falsches oder Spekulatives von sich gibt, lautet die erste zentrale Frage: Wie sehr ist die Person davon überzeugt? Nicht in jedem Fall sind Menschen komplett eingenommen von einer Falschmeldung, sie finden vielleicht, diese klingt interessant, oder sie passt gut zu ihrer Erwartungshaltung. Eine Ärztin aus Berlin erzählte mir von ihrem Vater, der Mitte sechzig ist: «Als das Coronavirus zum Thema wurde, hat er meinem Bruder und mir immer wieder Falschmeldungen weitergeleitet. Zum Beispiel die Behauptung, Wassertrinken hilft gegen das Coronavirus. Der Hintergrund ist, dass er selbst Angst um seine Gesundheit hat. Und dass er meinen Bruder und mich schützen möchte. Ich musste mich da wirklich zurückhalten, nicht zu schreiben: ‚Oh mein Gott, was glaubst du plötzlich alles?‘ Mein Vater ist eigentlich ein total vernünftiger Mensch, aber bei diesen Gesundheitsthemen merke ich, dass er von einer Hoffnung getrieben wird, etwas könnte gegen das Coronavirus wirken.» Seit Monaten leitet ihr Vater nun solche spektakulär klingenden Artikel via E-Mail oder WhatsApp weiter. Die Ärztin erzählte weiter: «Ich versuche dann einzuordnen, warum das keinen Sinn ergibt. Zum Beispiel der Vorschlag, dass man Wasser trinken solle gegen das Coronavirus. Grundsätzlich ist Wassertrinken gesund, nur beeinflusst Wassertrinken nicht, wie sich ein Virus

im Körper verbreitet. Das erkläre ich ihm dann auch. Dadurch geht nicht weg, dass er Angst um seine Gesundheit hat. Aber er vertraut mir schon, wenn ich solche Falschmeldungen erkläre. Er weiss ja, ich will ihm nur Gutes.»

Die Angehörigen treten in solchen Fällen wie eine Feuerwehr auf, die immer wieder ausrücken muss, um solche Desinformations-Brände zu löschen. Das kann anstrengend für die Familie sein, ist aber wichtig: Weil sonst die Gefahr besteht, dass jemand mit sehr vielen Unwahrheiten in Kontakt kommt, dies nicht bemerkt, und dann beispielsweise problematische Gesundheitstipps befolgt. Auch die Ärztin versucht, immer wieder mit ihrem Vater über solche Themen zu sprechen: «Ich habe meinem Vater gesagt, ich finde es super, dass er mir das immer schickt. Weil ich möchte darauf reagieren können. Ich denke: Gerade bei Falschinformation kann man vieles auch in der Familie aufklären. Weil wir lieben diese Menschen ja. Wer soll das tun, wenn nicht wir?»

Diskutieren kommt einem Drahtseilakt gleich. Es geht einerseits darum, einfühlsam zu sein, aber andererseits auch darum, rote Linien aufzuzeigen: Menschen auch verständlich zu machen, dass Aussagen, die sie weitererzählen, beispielsweise von rassistischen oder antisemitischen Vorstellungen geprägt sind. Es ist wichtig, die problematische Seite falscher oder spekulativer Behauptung zu dekonstruieren – nicht immer ist jedem oder jeder bewusst, welche antisemitischen oder rassistischen Ideen in manch einer Falschmeldung oder manch einem Verschwörungsmythos mitschwingen. Und oft geht es auch um Mithörende oder Mitlesende, für die eine solche Einordnung hilfreich sein kann, dass sie die Problematik der Argumentation rasch erkennen. Die Schwierigkeit ist also: Rassistische oder antisemitische Mythen nicht verharmlosen, und gleichzeitig, wenn man jemanden argumentativ erreichen möchte, an einer respektvollen Diskussionsebene arbeiten.

Mir erzählte zum Beispiel die frühere Verschwörungsgläubige Anja Sanchez Mengeler, dass es für sie ein schrittweiser Prozess war, aus der Verschwörungsszene auszusteigen. Eine Rolle spielte auch ihre Familie, etwa ihr Mann, ihre Schwester. Letztere brachte durchaus Fragen ein. Zum Beispiel: «Meinst du wirklich, dass die Presse so manipuliert ist?» Sie war zugleich darauf bedacht, den Kontakt nicht abreißen zu lassen, wie Sanchez Mengeler erzählte: «Wir haben dann aber auch den ganzen lieben langen Tag viele andere Themen gehabt, sie hat unsere Bindung weitergeführt, so nach dem Motto: ‚Ich lass dich nicht fallen, du bist mir wichtig.‘»

Wenn man jemanden erreichen will, der oder die an Verschwörungsmymen glaubt, ist es wichtig, eine wertschätzende Gesprächsebene zu bewahren. Nur einfach ist das in vielen Fällen nicht: Weil Verschwörungsgläubige ja häufig auch problematische Vorstellungen wiedergeben. Sie stellen oft wissenschaftliche Ergebnisse infrage, werfen anderen bösartige Aktivitäten vor – das reicht bis hin zu antisemitischen Verschwörungserzählungen oder demokratiefeindlichen Anschuldigungen. Es stellt einen schwierigen Spagat für Angehörige dar, einerseits beispielsweise antisemitische oder andere problematische Äusserungen zu benennen und zu dekonstruieren, aber andererseits eine wertschätzende, empathische Ebene zu bewahren. Wenn jemand, der oder die für Sie sehr wichtig ist, zum Verschwörungdenken neigt, suchen Sie lieber früher als später die Hilfe von Fachleuten. Es gibt Beratungseinrichtungen, die anonym und kostenlos erreichbar sind. Im deutschen Baden-Württemberg ist dies zum Beispiel der Verein Zebra. Die Leiterin dieser Beratungseinrichtung, Sarah Pohl, erzählte mir: «Oft wird uns auch die Frage gestellt: Soll ich den Kontakt abbrechen? Wenn einem die Person wichtig ist, raten wir in vielen Fällen, weiterhin den Kontakt zu halten – denn wenn immer mehr Menschen sich abwenden, besteht die Gefahr, dass eine Person gar kein Kor-

rektiv mehr hat, und dass sie sich dann hauptsächlich mit jenen austauscht, die sie in dieser Denkweise antreiben.» Ehe man völlig den Kontakt abbricht, lässt sich auch über eine Kontaktreduzierung nachdenken, oder dass man eine andere Modalität des Diskutierens sucht, meint Pohl: «Etwa, dass man sagt: Ich diskutiere über das Thema, aber vor allem über die Gefühle: Warum ist dir das wichtig? Wieso beschäftigst du dich so stark damit? Also dass man weggeht von der Faktenebene, und eher auf die Bedürfnisebene blickt, was zieht die Person aus solchen Vorstellungen?»

Wo ist Ihre Zeit gut investiert?

Beim Diskutieren stellt sich grundsätzlich die Frage, für wen Sie sich zu Wort melden. Manchmal geht es gar nicht in erster Linie um das Gegenüber, sondern um die anderen Anwesenden. Wenn beim Familienfest der unverbesserliche Onkel wilde Spekulationen über 5G und das Coronavirus verbreitet, widerspricht man womöglich – allerdings nicht in der Hoffnung, dass dies den Standpunkt des Onkels verändern würde, sondern damit der restliche Teil der Familie versteht, warum seine Aussagen Unsinn sind. Dieses öffentliche Widersprechen ist etwas, das besonders in sozialen Medien eine Rolle spielt. Nur stellt sich natürlich die Frage: Bringt das überhaupt etwas, wenn ich mich zum Beispiel auf Facebook oder WhatsApp zu Wort melde?

Die Kommunikationswissenschaftlerinnen Emily K. Vraga und Leticia Bode führten genau dazu Experimente durch. Zum Beispiel testeten sie, ob Widerspruch auf Facebook etwas bewirkt. Es ging um Verschwörungserzählungen rund um das Zika-Virus (das vor ein paar Jahren in Brasilien stark zirkulierte). Es wurde eine falsche Behauptung auf Facebook hergezeigt, und zwei Facebook-Nutzende widersprachen dem: Wirkungsvoll war diese Korrektur, wenn die Personen bei ihrer Entgegnung eine Quelle anführten – und man dabei zu einem Faktencheck geführt wurde. Diese Ergebnisse legen nahe: Selbst wenn Fremde auf Social

Media eine Fehlinformation aufzeigen, kann das bei Mitlesenden eine positive Wirkung entfalten. Im Experiment war es jedoch so, dass es zwei Personen sein mussten, die solche Entgegnungen einbrachten. Daraus lässt sich schliessen: Es ist gut, wenn Menschen auf Faktenchecks hinweisen, und wenn Sie sehen, dass jemand anders das auch schon getan hat – umso besser. Posten Sie ruhig selbst noch eine weitere Richtigstellung. Auch Fakten sollen wiederholt werden! Die Wissenschaftlerinnen Vraga und Bode verwenden den Slogan: «See something, say something.» Also: Wenn man etwas Falsches in sozialen Medien sieht, soll man ruhig etwas dazu sagen. Ich stimme dem zu – würde aus Zeitgründen allerdings etwas ergänzen. Wenn Sie in sozialen Medien auf Fakten hinweisen wollen, sollten Sie sich vorab überlegen: Wie viel Zeit bin ich bereit, dafür aufzubringen? Und: In welchen Diskussionsrunden ist diese Zeit gut investiert? Zum Beispiel passiert es mitunter, dass Menschen mit guter Absicht die Facebook-Gruppen von Verschwörungsgläubigen aufrufen und dort versuchen, dagegenzuhalten. Die Gefahr ist, dass man viel Zeit und Nerven investiert, aber wenig bewirkt. Denn die Chance ist hoch, dass sich in solchen Gruppen nahezu ausschließlich Personen befinden, die bereits eine fixe Meinung haben. Gerade in sehr homogenen Gruppen kann passieren, dass ihre Argumente von der Flut der Gegenmeinung weggeschwemmt werden. Deswegen würde ich generell empfehlen: Diskutieren Sie an Orten, an denen ein heterogenes Publikum anzutreffen ist, an denen es durchaus auch Andersdenkende gibt, aber eben nicht nur – zum Beispiel auf den Seiten etablierter Nachrichtenhäuser.

Betonen Sie das Richtige

Es gibt viele Methoden, wie man einen positiven Beitrag leisten kann – auch abhängig von der Zeit, die man maximal investieren will. Wenn Sie sich vornehmen, einmal pro Woche eine halbe Stunde für ein Thema oder eine Person aufzubringen, die Ihnen wichtig ist, dann

können Sie diese halbe Stunde nutzen, um mit Ihrer Tante zu telefonieren, die anfällig für Falschmeldungen ist, oder Sie können auf Facebook Korrekturen von Seiten wie Mimikama.at oder Correctiv.org posten – so dass Menschen vor Verschwörungserzählungen gewarnt sind.

Diskutieren ist weniger mühsam, wenn man sich strategisch Ziele setzt, wenn man sich sehr klar überlegt, für wen man eigentlich diskutiert, und dabei auch auf die eigene Zeit achtet. Das Mühsame an Desinformation ist, dass sie uns alle viel Zeit und Nerven kosten kann. Mir erscheint es durchaus sinnvoll, Falsches zu kontern, aber nicht aus den Augen zu lassen, womit man sich sonst eigentlich beschäftigen wollte. Ein Zugang im Umgang mit Falschmeldungen und Verschwörungstheorien kann deshalb auch sein, manchmal gezielt nicht nur auf das zu starren, was falsch ist, sondern umso mehr den richtigen Informationen Raum zu geben, dem eigenen Umfeld hochwertige Publikationen zu empfehlen, Wissenschafts-Podcasts zu teilen oder auf besonders seriöse Stimmen hinzuweisen. Die Youtuberin und Chemikerin Mai Thi Nguyen-Kim ist für mich so jemand, die in der Corona-Debatte oft mit wohlüberlegten, einordnenden Videos auffiel. Oder der Wissenschaftsjournalist Lars Fischer, der auf spektrum.de publiziert. Ebenfalls sinnvoll erscheint, sich nicht nur mit rassistischen Mythen zu beschäftigen, sondern zum Beispiel Menschen mit Migrationshintergrund zu Wort kommen zu lassen: Zum Beispiel gibt es viele Influencer und Influencerinnen, die selbst Migrationshintergrund haben, und die über ihre Erfahrungen mit Rassismus und rassistischen Klischees in Beiträgen auf Instagram oder TikTok erzählen.

Manchmal, wenn mich selbst frustriert, wie unsachlich über ein Thema diskutiert wird oder wie sehr Provokationen mit Reichweite belohnt werden, überlege ich: Wem könnte ich stattdessen meine Aufmerksamkeit schenken und wen könnte ich anderen als Quelle empfehlen? Eine

der wichtigsten Techniken erscheint mir, seriösen Stimmen möglichst viel Gehör zu verschaffen.

Es gibt nicht das eine Wundermittel, mit dem wir gegen Desinformation und irreführende Behauptungen ankommen. Es gibt aber ein paar Kniffe, wie man diese logisch etwas rascher durchschauen und argumentativ eine Spur effizienter kontern kann. Und womöglich besteht eine simple Erkenntnis bereits darin, dass wir grundlegend jenen besser zuhören sollten, die uns keine Wundermittel versprechen, uns keine Gewissheit in Aussicht stellen, sondern im Gegenteil: Dass wir jene Stimmen fördern, die gewillt sind, die Komplexität der Welt mit all ihren schönen und unbehaglichen Seiten anzuerkennen.

Ingrid Brodnig ist Expertin für Lügengeschichten, Mobbing und Hass in der zunehmend digitalen Welt. Die österreichische Autorin und Kolumnistin hält Vorträge und Workshops und wird dabei immer häufiger um Tipps im Umgang mit Fake News und Verschwörungsmythen gebeten. Für ihr Buch «Hass im Netz. Was wir gegen Hetze, Mobbing und Lügen tun können» wurde sie mit dem Bruno-Kreisky-Sonderpreis ausgezeichnet. brodnig.ingrid@gmail.com

Dieser Artikel ist ein adaptierter Text aus dem Buch «Einspruch! Verschwörungsmythen und Fake News kontern – in der Familie, im Freundeskreis und online».

BIBLIOGRAFIE

Brodnig, Ingrid: Einspruch! Verschwörungsmythen und Fake News kontern – in der Familie, im Freundeskreis und online. Brandstätter Verlag, Wien 2021.

Brodnig, Ingrid: Übermacht im Netz: Warum wir für ein gerechtes Internet kämpfen müssen, Brandstätter Verlag, Wien 2019.

Brodnig, Ingrid: Lügen im Netz. Wie Fake News, Populisten und unkontrollierte Technik uns manipulieren. Brandstätter Verlag, Wien 2017.

Brodnig, Ingrid: Hass im Netz. Was wir gegen Hetze, Mobbing und Lügen tun können. Brandstätter Verlag, Wien 2016.

Contre les mythes conspirationnistes et les *fake news*

Que faire lorsque des amis, des parents ou des connaissances préfèrent des idées qui relèvent du domaine des mythes conspirationnistes et des *fake news*? Comment rester calme dans les débats houleux et quand vaut-il vraiment la peine de débattre? Recommandations pour une stratégie de discussion.

Ingrid Brodnig

Dans bien des situations, le plus simple serait de renoncer au débat, tant il est épuisant et même démoralisant de constater le nombre de fausses informations en circulation. Beaucoup d'entre nous, durant la crise du coronavirus, ont entendu des propos erronés de la bouche de connaissances ou reçu des histoires du même genre par les réseaux sociaux. Certains ont été saisis par la façon dont des personnes qui leur étaient chères en sont venues soudainement à nourrir de telles idées. La force d'attraction de la désinformation s'était déjà fait remarquer avant la pandémie. Il suffit de se souvenir de toutes les fausses informations sur les réfugiés ou des débats souvent chauffés à blanc sur la crise climatique au cours desquels étaient colportées des informations inexactes sur la jeune activiste Greta Thunberg. Les mensonges racistes et les récits conspirationnistes constituent depuis des années un problème majeur. Certains attisent la jalousie en avançant des chiffres inexacts sur les prestations sociales prétendument perçues par les réfugiés. D'autres créent de toutes pièces une grande menace; à preuve, le récit conspirationniste de droite du « grand remplacement », selon lequel l'immigration musulmane supplanterait bientôt la population européenne. Un récit qui lui aussi combine fausses informations chiffrées et menaces en coulisse. En d'autres termes, si de nombreuses *fake news* fonctionnent, c'est qu'elles présentent un schéma binaire en noir et blanc, une explication simpliste, et souvent aussi un bouc émissaire. Les sujets qui agitent la société,

comme le coronavirus, l'immigration ou la crise climatique, constituent précisément un terrain propice aux rumeurs, aux fausses accusations et aux récits conspirationnistes les plus patents. Face à ces discours, on a vite l'impression d'être dépassé: que puis-je faire? Vaut-il seulement la peine que je m'exprime en tant que simple individu?

Oui, cela en vaut vraiment la peine, telle est ma réponse. Les fausses informations et les récits conspirationnistes dépendent de la crédibilité qu'ils rencontrent chez le plus grand nombre, et de leur effet viral. Chacun d'entre nous peut compliquer leur diffusion autour de soi, en faisant ressortir les faits et en alertant sa famille ou ses connaissances de la fausseté des informations qui circulent. Ce que je préconise, c'est une sorte de stratégie de discussion, qui suppose une saine réflexion personnelle: quand est-il judicieux pour moi d'entrer dans la discussion? Il se peut qu'un sujet (p. ex. la crise climatique, l'immigration, la santé) vous soit si cher que vous souhaitiez sans cesse en souligner des aspects factuels. Il se peut aussi que des personnes de votre entourage croient des choses dont il est prouvé qu'elles sont fausses, et que vous soyez ainsi les mieux placés pour le leur faire entendre. Vous pouvez avoir plusieurs bonnes raisons d'intervenir. Quelques règles pourront orienter votre boussole dans le débat.

À quel point votre interlocuteur est-il persuadé de ce qu'il avance?

Lorsque vous discutez avec quelqu'un qui affirme quelque chose de faux ou d'impossible à démontrer, la première question est de savoir à quel point il est convaincu de ce qu'il dit. Les gens ne se laissent pas toujours convaincre entièrement par une fausse information; ils peuvent la trouver intéressante ou juger qu'elle convient à leurs attentes. Une médecin berlinoise m'a parlé de son père, âgé d'une bonne soixantaine d'années: « Lorsque le coronavirus a commencé de faire la une de l'actualité, mon père n'a cessé de nous transmettre des *fake news*, à mon frère et à moi. Boire de l'eau préviendrait contre le coronavirus, par exemple. Au fond, mon père craint pour sa santé. Il veut nous protéger, mon frère et moi. J'ai dû me retenir d'écrire: "Oh mon Dieu, mais qu'est-ce que tu crois tout d'un coup?" Mon père est en fait une personne tout à fait raisonnable, mais face aux problèmes de santé, je réalise qu'il nourrit l'espoir qu'un remède puisse être efficace contre le coronavirus. » Depuis des mois, son père lui transmet des articles par courriel ou WhatsApp, tous d'apparence plus frappante les uns que les autres. « J'essaie de classer les raisons pour lesquelles cela n'a pas de sens », poursuivait la fille médecin. « Prenons l'idée qu'il faut boire de l'eau pour se préserver du coronavirus: fondamentalement, il est sain de boire de l'eau, mais cela n'a pas d'impact sur la façon dont un virus se propage dans le corps. J'explique cela à mon père. Ça ne change

rien au fait qu'il craint pour sa santé, mais il me fait confiance, et lorsque je démonte ce genre de fausses informations, il sait que je ne lui veux que du bien. »

À ce moment-là, les proches agissent comme une brigade de pompiers qui multiplierait ses interventions pour éteindre les feux de la désinformation. Ce peut être épuisant, mais c'est important : sans cela, il est possible que quelqu'un se persuade de nombreuses contrevérités sans s'en rendre compte et qu'il en vienne, par exemple, à suivre des conseils de santé douteux. La médecin essaie régulièrement d'en parler à son père : « Je lui ai dit que je trouvais très bien qu'il continue de m'envoyer ça. Parce que j'aimerais pouvoir y réagir. À mon avis, c'est surtout face aux *fake news* que l'on peut être d'un grand apport pour les siens. Parce qu'on les aime. Si nous ne leur clarifions pas les choses, qui d'autre le fera ? »

Dans ce contexte, discuter est une affaire de savant équilibre. Il faut faire preuve d'empathie, mais aussi signaler les lignes rouges, en faisant comprendre aux autres que les propos qu'ils relaient relèvent, par exemple, du racisme ou de l'antisémitisme. Il importe de déconstruire la part problématique des allégations erronées ou des spéculations indémonstrables. Tout le monde n'est pas toujours conscient des idées antisémites ou racistes que contiennent telles fausses informations ou tels mythes conspirationnistes. Et souvent, une telle mise au point peut être utile à ceux qui ne font qu'assister à l'échange ou le lire en copie, et peut les aider à repérer rapidement la nature problématique de l'argumentation litigieuse. La difficulté consiste donc à ne pas banaliser les mythes racistes ou antisémites, et en même temps, si vous voulez faire entendre à l'autre vos arguments, à maintenir la discussion dans un esprit de respect.

Anja Sanchez Mengeler, une ancienne adepte des théories du complot, m'a raconté que c'est au terme de tout

un processus qu'elle a quitté le milieu conspirationniste. Sa famille a aussi joué un rôle, notamment son mari et sa sœur. Celle-ci lui posait des questions sans détour. Par exemple : « Penses-tu vraiment que la presse soit si manipulée ? » Tout en veillant à ce que le contact ne soit pas rompu : « Nous abordions aussi beaucoup d'autres sujets tout au long de la journée, poursuit Sanchez Mengeler. Ma sœur a maintenu le lien, selon la devise : « Je ne te laisserai pas tomber, tu es importante pour moi ». »

Si vous voulez être entendu par quelqu'un qui croit aux mythes conspirationnistes, veillez à maintenir l'estime dans la conversation. Ce n'est pas si facile dans bien des cas, car les adeptes des théories du complot relaient souvent des idées problématiques. Ils remettent en question les acquis scientifiques, accusent les autres d'activités malveillantes, allant jusqu'à répandre des récits conspirationnistes antisémites ou des accusations de déni démocratique. Il est difficile pour les proches de nommer et de déconstruire les propos antisémites ou autres, d'une part, et de maintenir une relation d'estime ou d'empathie, d'autre part. Si une personne très importante à vos yeux incline au conspirationnisme, vous aurez avantage à demander de l'aide auprès de professionnels le plus tôt possible. Il existe des services de conseil que l'on peut joindre anonymement et gratuitement. Dans le Land allemand du Bade-Wurtemberg, par exemple, c'est le cas de l'association Zebra. Sa directrice, Sarah Pohl, m'a dit : « Souvent, on nous pose aussi la question : dois-je rompre le contact ? Si la personne est chère à celle qui nous appelle, nous lui conseillons dans la majorité des cas de maintenir le contact ; en effet, plus le nombre de ceux qui se détournent s'accroît, plus la personne dont il est question risque de n'entendre plus aucun correctif et d'avoir des échanges principalement avec ceux qui la poussent dans ce système de pensée. » Selon Pohl, avant de rompre complètement le contact, on peut aussi envisager de le réduire, ou chercher une

autre manière de discuter. « Par exemple, vous pouvez annoncer : je discute avec toi, mais surtout au niveau du ressenti. Pourquoi le sujet est-il si important pour toi ? Pourquoi te préoccupe-t-il tant ? Ainsi, vous prenez de la distance par rapport aux faits, et vous vous intéressez davantage aux besoins de votre interlocuteur, à ce qu'il retire de ces idées. »

Où votre temps est-il le mieux investi ?

Lorsque vous discutez, la question fondamentale est de savoir à qui vous vous adressez. Parfois, il ne s'agit pas d'abord de votre vis-à-vis, mais des autres personnes présentes. Quand, lors d'une fête de famille, un oncle incorrigible se répand en folles spéculations sur la 5G ou sur le coronavirus, vous ne le contredisez pas dans l'espoir de changer son point de vue, mais pour que le reste de la famille comprenne en quoi ses propos n'ont aucun sens. Ce type de contestation publique est particulièrement important dans les réseaux sociaux. Cela étant, on peut évidemment se demander s'il vaut la peine de prendre position sur Facebook ou WhatsApp, par exemple.

Les spécialistes de la communication Emily K. Vraga et Leticia Bode ont mené des expériences précisément sur ce point. Elles ont voulu notamment savoir si cela changeait quelque chose de porter la contradiction sur Facebook. En l'occurrence, il était question de récits conspirationnistes à propos du virus Zika, qui a beaucoup circulé au Brésil il y a quelques années. Une affirmation erronée a été repérée sur Facebook, et deux utilisateurs l'ont contestée : ce correctif s'est avéré efficace lorsque la réfutation contenait la mention d'une source permettant à chacun de vérifier les faits. Ce résultat suggère que le signalement de fausses informations sur les réseaux sociaux peut avoir un effet positif sur les autres lecteurs, même si le correctif vient de personnes inconnues de la communauté. L'expérience a cependant montré que, pour être efficace, la contestation devait être apportée par plus d'une

personne. Nous pouvons en conclure qu'il est bon de signaler une vérification des faits, et que c'est encore mieux si vous voyez que quelqu'un d'autre vous a devancé dans cette démarche. N'hésitez pas à poster vous-même un correctif supplémentaire. Les faits aussi doivent être répétés ! Pour l'explicitier, les chercheuses Vraga et Bode ont un slogan : *See something, say something*. Autrement dit : si vous repérez une information inexacte sur les réseaux sociaux, n'hésitez pas à le signaler, simplement.

Si j'approuve cette position, j'aimerais toutefois la compléter par quelques remarques au sujet de l'investissement en temps que cela implique. Si vous souhaitez relever des faits dans les réseaux sociaux, demandez-vous au préalable combien de temps vous êtes prêt à y consacrer. Et dans quels groupes de discussion ce temps est le mieux investi. Par exemple, il arrive que des personnes bien intentionnées interviennent dans les groupes Facebook des adeptes de la théorie du complot pour tenter de contrer leurs propos. Elles risquent alors d'investir beaucoup de temps et de beaucoup s'énerver sans obtenir grand-chose. Car il est fort probable que ces groupes soient presque exclusivement composés de personnes ayant une même opinion toute faite. En particulier dans les groupes très homogènes, elles risquent de voir leurs arguments balayés par un flot d'opinions contraires. C'est pourquoi je recommande plutôt d'intervenir là où se trouve un public hétérogène constitué de personnes pensant différemment de vous, mais justement, pas uniquement de telles personnes : par exemple sur les pages débats des médias classiques.

Mettez l'accent sur ce qui est juste

Il existe de nombreuses façons d'apporter une contribution positive, compte tenu aussi du temps que vous souhaitez investir. Si vous décidez de consacrer une demi-heure par semaine à un sujet ou à une personne qui vous tient

à cœur, vous pouvez utiliser cette demi-heure pour parler au téléphone avec votre tante qui est sujette aux fausses informations, ou vous pouvez poster des correctifs sur Facebook à l'aide de sites comme Mimikama.at ou Correctiv.org, en vue d'alerter les gens au sujet des récits conspirationnistes.

Discuter est moins fastidieux lorsqu'on se fixe des objectifs stratégiques. Identifiez clairement les véritables destinataires de vos interventions et soyez attentif à la gestion de votre temps. La désinformation a ceci d'éprouvant qu'elle peut nous faire perdre beaucoup de temps et beaucoup nous énerver. Il me semble tout à fait raisonnable de contrer les fausses informations, mais à condition de ne pas perdre de vue ce que l'on voudrait par ailleurs réellement traiter. Une approche pour faire face aux *fake news* et aux théories du complot peut donc consister à ne pas se focaliser sur ce qui est faux, mais à réserver plus de place aux bonnes informations, à recommander des publications de qualité, à partager des podcasts scientifiques ou à signaler des avis particulièrement informés. Pour moi, la youtubeuse et chimiste Mai Thi Nguyen-Kim est quelqu'un qui s'est souvent distinguée dans le débat sur le coronavirus en postant des vidéos bien pensées et instructives. Ou encore le journaliste scientifique Lars Fischer, qui publie sur *spektrum.de*. Il semble également judicieux de ne pas seulement s'attaquer aux mythes racistes, mais de donner la parole, par exemple, aux personnes issues de l'immigration. De nombreux influenceurs sont eux-mêmes issus de l'immigration et parlent de leurs expériences du racisme et des stéréotypes racistes dans des posts sur Instagram ou TikTok.

Parfois, lorsque je suis moi-même frustrée par le manque d'objectivité avec lequel un sujet est abordé ou par la notoriété qui récompense les provocations, je me demande à qui je pourrais plutôt prêter attention et quelle source je pourrais recommander aux autres. L'une

des techniques les plus importantes consiste, me semble-t-il, à faire entendre le plus possible des voix sérieuses.

Il n'existe pas de remède miracle pour lutter contre la désinformation et les allégations trompeuses. En revanche, quelques astuces peuvent nous aider à en décrypter assez rapidement la logique et à mieux les contrer sur le plan argumentatif. Et peut-être que la première connaissance à acquérir consiste à prendre conscience qu'il vaudrait mieux écouter ceux qui ne nous promettent pas de remèdes miracles et ne nous font pas miroiter de certitudes, et bien plutôt soutenir les voix qui sont prêtes à reconnaître la complexité du monde sous toutes ses facettes, belles ou embarrassantes.

Ingrid Brodnig est une spécialiste des questions du mensonge, de l'intimidation et de la haine dans un monde de plus en plus numérisé. Cette auteure et chroniqueuse autrichienne donne des conférences, anime des ateliers et se trouve de plus en plus sollicitée sur la manière dont il faudrait agir face aux *fake news* et aux mythes conspirationnistes. Elle a reçu le prix spécial Bruno Kreisky pour son livre *Hass im Netz. Was wir gegen Hetze, Mobbing und Lügen tun können*. brodnig.ingrid@gmail.com

*Cet article est une adaptation d'un extrait du livre **Einspruch! Verschwörungsmythen und Fake News kontern – in der Familie, im Freundeskreis und online**.*

BIBLIOGRAPHIE

Brodnig, Ingrid: *Einspruch! Verschwörungsmythen und Fake News kontern – in der Familie, im Freundeskreis und online*. Brandstätter Verlag, Wien 2021.

Brodnig, Ingrid: *Übermacht im Netz: Warum wir für ein gerechtes Internet kämpfen müssen*. Brandstätter Verlag, Wien 2019.

Brodnig, Ingrid: *Lügen im Netz. Wie Fake News, Populisten und unkontrollierte Technik uns manipulieren*. Brandstätter Verlag, Wien 2017.

Brodnig, Ingrid: *Hass im Netz. Was wir gegen Hetze, Mobbing und Lügen tun können*. Brandstätter Verlag, Wien 2016.

Combattere i miti complottisti e le fake news

Cosa fare quando amiche e amici, parenti o conoscenti credono a miti complottisti e fake news? Come rimanere calmi se la discussione si fa accesa e quando vale effettivamente la pena dialogare? Alcuni consigli per discutere in modo strategico.

Ingrid Bradnig

In molte situazioni, la scelta più facile sarebbe rinunciare a discutere: spesso è veramente stancante ed estenuante sperimentare quante falsità circolano. Durante la crisi del coronavirus, molti di noi hanno sentito affermazioni false da conoscenti oppure hanno ricevuto messaggi inoltrati sui social media con contenuti del genere. Ad alcuni è addirittura capitato di vedere persone a loro vicine diffondere simili congetture. Ad ogni modo, la disinformazione esercitava una forte attrazione già prima della pandemia: basti ricordare, ad esempio, tutte le bufale circolate sui rifugiati o il dibattito spesso molto acceso sulla crisi climatica, in cui circolavano anche falsità sul conto dell'attivista Greta Thunberg. Anche la disinformazione di matrice razzista e le narrazioni complottiste costituiscono da anni un problema enorme: spesso si cerca di attizzare l'invidia sociale, ad esempio diffondendo dati errati sulle prestazioni sociali percepite dai rifugiati, oppure viene evocata una grande minaccia, come nel caso della teoria cospirazionista della «grande sostituzione» propagata dall'estrema destra, secondo la quale vi è un piano segreto per sostituire la popolazione europea bianca con i musulmani. Pure in questo caso si ricorre a dati falsi e si evoca lo spettro di un pericolo imminente. Molte bufale funzionano perché forniscono una spiegazione semplicistica e, sovente, anche un capro espiatorio. Questioni scottanti come il coronavirus, i flussi migratori e la crisi climatica servono da terreno di coltura per dicerie, accuse false e persino teorie di evidente stampo complottista. Di fronte a questa situa-

zione, ci si sente spesso impotenti e ci si chiede: posso realmente fare qualcosa? Ha veramente senso esporsi come singolo su questi temi?

È importante decostruire gli aspetti problematici di affermazioni errate o speculative.

La risposta è: sì, il contributo di ognuno di noi è molto importante. Siccome le notizie errate e anche le narrazioni complottiste hanno bisogno di essere credute e divulgate dal maggior numero possibile di persone, tutti noi possiamo cercare di ostacolare questa diffusione. Ognuno può sensibilizzare la propria cerchia sociale al riguardo, attirare l'attenzione sui fatti e mettere in guardia familiari e conoscenti dalle bufale in circolazione. Sostengo una forma strategica di discussione in cui si valuta attentamente in quali casi ha senso dialogare. Può capitare di avere particolarmente a cuore una questione (p. es. crisi climatica, migrazione, salute) e di voler continuamente sottolineare i fatti al riguardo, oppure di voler informare adeguatamente persone a noi vicine che credono a falsità evidenti. Vi sono molti buoni motivi per combattere le fake news – e anche alcune linee guida che ci aiutano nella discussione.

In che misura il nostro interlocutore è convinto del suo punto di vista?

Quando si discute con qualcuno che avanza tesi false o azzardate, la prima

domanda da porsi è la seguente: in che misura la persona in questione è convinta del suo punto di vista? Non sempre, infatti, le persone credono ciecamente a una notizia falsa, ma piuttosto ne sono attratti perché la reputano interessante o corrisponde alle proprie aspettative. Una dottoressa di Berlino mi ha raccontato il caso di suo padre di circa 65 anni. «Quando è scoppiata la pandemia, ha iniziato a inoltrare continuamente fake news a me e a mio fratello, tra cui ad esempio quella che bere acqua aiuta a combattere il coronavirus. La ragione di questo comportamento è che teme per la propria salute e vorrebbe tutelare anche me e mio fratello. Ho dovuto trattenermi dallo scrivergli: "Oddio, ma veramente credi a queste sciocchezze?" Mio padre è in realtà una persona ragionevole, ma quando si parla di salute mi accorgo che è mosso dalla speranza che esista un rimedio efficace contro il coronavirus». Da mesi suo padre le inoltra articoli dai toni mirabolanti tramite e-mail o WhatsApp: «Cerco allora di chiarire perché si tratta di notizie insensate. Nel caso ricordato in precedenza, gli spiego ad esempio che bere acqua fa sì bene alla salute, ma non influenza il modo in cui un virus si diffonde nel corpo. I suoi timori per la propria salute non svaniscono così d'incanto, ma comunque si fida di me perché sa che voglio il suo bene».

In circostanze del genere, i familiari assumono la funzione di pompieri che devono continuamente entrare in azione per spegnere questi «focolai» di disinformazione. Si tratta di un esercizio che può risultare faticoso, ma che è comunque

importante fare, perché altrimenti vi è il rischio che una persona sia esposta a numerose fake news senza accorgersene e segua ad esempio consigli per la salute problematici. Anche la dottoressa di cui sopra cerca sempre di parlare con suo padre di questi temi. «Ho detto a mio padre che sono contenta di ricevere da lui queste notizie, perché voglio avere la possibilità di confutarle. Penso che in molti casi la disinformazione possa essere combattuta in famiglia. Vogliamo bene a queste persone: chi può farlo se non noi?».

Quando si vuole instaurare un dialogo con qualcuno che crede ai miti complottisti, è importante mantenere un atteggiamento ponderato.

Discutere equivale a un esercizio di equilibrio. Da un lato si tratta di dimostrare empatia, ma dall'altro anche di porre dei limiti da non superare e di far capire alle persone che le asserzioni da loro diffuse hanno ad esempio una matrice razzista o antisemita. È importante decostruire gli aspetti problematici di affermazioni errate o speculative, in quanto non tutti sono consapevoli del sostrato razzista o antisemita di molte fake news e di molti miti complottisti. Sovente una tale contestualizzazione aiuta anche altre persone che seguono la discussione a capire la problematicità di un'argomentazione. La difficoltà consiste quindi nel non minimizzare da un lato i miti razzisti o antisemiti e, nel contempo, di mostrare rispetto per il proprio interlocutore quando si cerca di convincerlo con la dialettica.

Anja Sanchez Mengeler, in passato seguace di teorie cospirazioniste, mi ha raccontato che il distacco dalla scena complottista è stato un processo graduale cui ha contribuito anche la sua famiglia, e in particolare suo marito e sua sorella. Quest'ultima la invitava a interrogarsi sulle proprie certezze ponendo

domande come: «Credi veramente che la stampa sia manipolata a tal punto?», e nel contempo era attenta a non interrompere i contatti. «Durante la giornata parlavamo anche di molte altre cose, lei ha continuato a coltivare il nostro rapporto, come a volermi dimostrare: "io non ti abbandono, tu per me sei importante"».

Quando si vuole instaurare un dialogo con qualcuno che crede ai miti complottisti, è importante mantenere un atteggiamento ponderato. In molti casi, tuttavia, non è un'impresa facile, dato che sovente queste persone nutrono idee assai discutibili, mettono in dubbio evidenze scientifiche e accusano gli altri di agire in malafede, arrivando persino a diffondere narrazioni complottiste di matrice antisemita o ad avanzare accuse antidemocratiche. Per i familiari, è difficile affrontare apertamente e decostruire affermazioni problematiche (p. es. antisemite) manifestando nel contempo stima ed empatia. Quando una persona cara è incline a una mentalità complottista, è opportuno rivolgersi tempestivamente a uno specialista. Esistono consultori gratuiti che possono essere contattati anonimamente, come l'associazione tedesca Zebra che opera nel Baden-Württemberg. La sua responsabile Sarah Pohl mi ha riferito quanto segue: «Spesso ci chiedono se è opportuno interrompere i contatti. Quando si tiene a una persona, perlopiù consigliamo di non farlo, perché in caso di distacco aumenta il rischio che essa intrattenga scambi soltanto con coloro che condividono questi modi di pensare e non abbia più nessuno che possa fungere da contraltare». Prima di interrompere completamente i contatti, secondo Sarah Pohl si può valutare se ridurli o adottare una diversa strategia di discussione, ad esempio parlando della problematica, ma soprattutto dei sentimenti del proprio interlocutore: «Perché questo tema è importante per te? Perché ti coinvolge così intensamente? Si tratta insomma di non concentrarsi esclusivamente sulla dimensione fattuale e di cercare di

capire perché la persona in questione è sensibile al richiamo di simili teorie».

Come e quando vale la pena controbattere?

Quando si discute, occorre innanzitutto chiedersi a chi ci si rivolge. A volte può anche trattarsi non del proprio interlocutore, ma degli altri presenti. Se a una festa di famiglia uno zio incorreggibile avanza congetture strampalate sul 5G e sul coronavirus, può essere utile confutare queste tesi – non per far cambiare opinione allo zio, ma per far capire al resto della famiglia perché le sue tesi sono assurde. Ribattere pubblicamente è importante soprattutto sui social media. A questo punto si pone naturalmente la domanda: intervenire su Facebook o su WhatsApp è veramente utile?

Le studiose di scienze della comunicazione Emily K. Vraga e Leticia Bode hanno condotto esperimenti al riguardo, esaminando ad esempio se controbattere su Facebook risulti efficace. Nel contesto delle narrazioni complottiste attorno al virus Zika (ampiamente diffuso in Brasile qualche anno fa), hanno osservato le reazioni a un'affermazione falsa diffusa su Facebook confutata da due utenti della piattaforma. La replica è risultata efficace quando le persone indicavano una fonte a sostegno delle proprie affermazioni e quando questa portava a una verifica dei fatti («fact checking»). Dai risultati emerge che una smentita sui social media può risultare utile anche se effettuata da sconosciuti. Nell'esperimento erano però due le persone che ribattevano alle tesi complottiste. Si può

Secondo me, una delle strategie più efficaci è dare il maggiore spazio possibile alle voci serie.

dunque concludere quanto segue: è utile rinviare a una verifica dei fatti, a maggior ragione se le persone vedono che anche qualcun altro lo ha già fatto. Non abbiate timori a postare a vostra volta un'ulterio-

re rettifica. Anche i fatti vanno ribaditi! Le due studiose sopraccitate utilizzano il motto «see something, say something». In altre parole, reputano utile commentare notizie false sui media sociali.

È importante decostruire gli aspetti problematici di affermazioni errate o speculative, in quanto non tutti sono consapevoli del sostrato razzista o antisemita di molte fake news e di molti miti complottisti.

Queste considerazioni mi trovano d'accordo, ma con la seguente precisazione. Prima di replicare sui social media, chiedetevi quanto tempo siete disposti a investire e su quali piattaforme ciò può risultare utile. Capita ad esempio che persone armate di buone intenzioni intervengano sulle pagine Facebook di gruppi complottisti per controbattere alle loro tesi. In questi casi, il rischio è di sprecare tempo e nervi senza concludere granché, poiché spesso tali gruppi sono composti quasi esclusivamente da persone con convinzioni molto salde. Soprattutto in presenza di gruppi molto omogenei, è probabile che le contro-argomentazioni vengano spazzate via da un'ondata di pareri contrari. Per questo motivo, raccomanderei in generale di discutere all'interno di contesti popolati da un pubblico eterogeneo, in cui si incontrano anche persone che la pensano diversamente ma non solo, come ad esempio le pagine Internet di affermate testate giornalistiche.

Evidenziare le informazioni corrette

Vi sono molti modi per dare un contributo positivo, anche a seconda del tempo che si è disposti a investire. Se deciderete di dedicare mezz'ora a settimana a un tema o a una persona che vi sta a cuore, potete impiegare questo tempo per chiamare vostra zia incline a credere alle fake

news o per postare su Facebook rettifiche a pagine con contenuti inattendibili, come fanno i siti mimikama.at o correctiv.org, in modo da mettere in guardia altre persone dalle narrazioni complottiste.

Discutere è meno faticoso se ci si pone obiettivi strategici, se si riflette a fondo per chi si discute e se si presta attenzione al proprio tempo. È sicuramente utile controbattere le informazioni false, ma senza trascurare ciò che più ci interessa. Una strategia per contrastare fake news e teorie complottiste può pertanto anche essere di non concentrarsi soltanto sulle falsità, ma di dare risalto alle informazioni corrette, di raccomandare pubblicazioni di qualità alle persone che ci circondano, di condividere podcast scientifici e di segnalare voci particolarmente attendibili. Tra queste figura ad esempio la youtuber e chimica Mai Thi Nguyen-Kim, che nel dibattito sul coronavirus si è più volte distinta per i suoi ponderati video di contestualizzazione, o il giornalista scientifico Lars Fischer, che pubblica su spektrum.de. Altrettanto utile è non limitarsi a confutare i miti razzisti, ma dare voce alle persone con un retroterra migratorio: molti influencer che hanno un passato migratorio raccontano ad esempio le loro esperienze con il razzismo e gli stereotipi razzisti su Instagram o TikTok.

Quando mi sento frustrata per la mancanza di obiettività della discussione su un argomento o per la vasta eco ottenuta da contenuti provocatori, mi chiedo: a chi, in alternativa, potrei rivolgere la mia attenzione e chi potrei segnalare come fonte ad altri? Secondo me, una delle strategie più efficaci è dare il maggiore spazio possibile alle voci serie.

Non c'è un rimedio miracoloso contro la disinformazione e le affermazioni fuorvianti. Vi sono però alcuni trucchi per smascherarle più rapidamente e per contrastarle più efficacemente sul piano dialettico. Un consiglio molto semplice è di prestare maggiore attenzione e sostenere coloro che non ci promettono soluzioni mirabolanti e certezze, ma al

contrario sono disposti a riconoscere la complessità del mondo – con tutti i suoi aspetti piacevoli e meno piacevoli.

Ingrid Brodnig, autrice e rubricista austriaca, è esperta di fake news, mobbing e discorsi d'odio in un mondo vieppiù digitalizzato. Sempre più spesso, durante le sue conferenze e workshop le vengono chiesti consigli su come comportarsi di fronte a fake news e miti complottisti. Per il suo libro «Hass im Netz. Was wir gegen Hetze, Mobbing und Lügen tun können» è stata insignita del Premio speciale Bruno Kreisky.
brodnig.ingrid@gmail.com

Questo articolo costituisce un adattamento tratto dal volume «Einspruch! Verschwörungsmymen und Fake News kontern – in der Familie, im Freundeskreis und online».

BIBLIOGRAFIA

Brodnig, Ingrid: Einspruch! Verschwörungsmymen und Fake News kontern – in der Familie, im Freundeskreis und online. Brandstätter Verlag, Wien 2021.

Brodnig, Ingrid: Übermacht im Netz: Warum wir für ein gerechtes Internet kämpfen müssen. Brandstätter Verlag, Wien 2019.

Brodnig, Ingrid: Lügen im Netz. Wie Fake News, Populisten und unkontrollierte Technik uns manipulieren. Brandstätter Verlag, Wien 2017.

Brodnig, Ingrid: Hass im Netz. Was wir gegen Hetze, Mobbing und Lügen tun können. Brandstätter Verlag, Wien 2016.

Verschwörungstheorien als Lehrmittel nutzen

Kinder und Jugendliche bringen vermehrt Verschwörungstheorien mit ins Klassenzimmer. Es wird einerseits zum Gefahrenherd, bietet aber auch den bestmöglichen Raum, um mit diesen umzugehen.

Nikola Stosic

Sie vernetzen sich auf TikTok, Instagram und Facebook, beziehen ihre Nachrichten auf Twitter und bilden ihre Meinung zu Themen aufgrund anonymer Inhalte von Fremden, die ihnen von Algorithmen auf ihrem Reddit-Konto präsentiert werden. Kinder und Jugendliche konsumieren heutzutage Informationen auf eine schnellere und breitere Art und Weise als jede Generation vor ihnen. Das Smartphone hat längst seinen Weg ins Klassenzimmer gefunden. Wo Kinder und Jugendliche ungehinderten Zugang zum Internet haben, sind Verschwörungstheorien nicht fern. Umso wichtiger ist es, dass Pädagoginnen und Pädagogen den Schülerinnen und Schülern helfen, Desinformationen als den Unsinn zu erkennen, der sie sind. Glücklicherweise bietet das Klassenzimmer die ideale Umgebung, um Verschwörungstheorien im Keim zu ersticken.

Das schulische Umfeld bietet Raum und Zeit für verschiedene Formen der Präventionsarbeit. Was nämlich bei Kindern und Jugendlichen als gesunde Neugier oder natürlicher pubertärer Skeptizismus beginnt, kann sich schnell in eine zutiefst verzerrte Sicht auf die Welt verwandeln. So abwegig oder simpel Verschwörungstheorien auch erscheinen mögen, Jugendliche nutzen diese, um ihre Entscheidungen zu treffen und ihre Weltanschauung zu formen. Da die Prämisse einer Verschwörungstheorie oft lächerlich erscheint, ist es verlockend, diese von vornherein als unbedeutend abzutun. Dies kann allerdings zur Folge haben, dass sich Schülerinnen und Schüler, die diese äussern, in ihrer Position weiter bestärkt fühlen. Folglich ist es

unabdingbar, ihnen zu vermitteln, wie sie Verschwörungstheorien erkennen und wie sie deren Argumente dekonstruieren können. Verschwörungstheorien sollten aktiv als Lehrmittel verwendet werden, anstatt pauschal verworfen zu werden.

Entsprechende Lernmaterialien für Lehrpersonen werden vermehrt frei online zugänglich zur Verfügung gestellt (siehe Link-Sammlung). Insbesondere muss den Schülerinnen und Schülern bewusstmacht werden, welche Formen Verschwörungstheorien annehmen können. Die Dekonstruktion einer Information geschieht am direktesten, wenn sie selber gezwungen sind, ihre Quellen zu erklären. Das Präsentieren vor der gesamten Klasse etwa kann ihnen helfen, logische Fehler zu erkennen und zu realisieren, dass ihre Quellen nicht glaubwürdig sind.

Lehrpersonen sollten sich hin und wieder aus ihren eigenen Social-Media-Echokammern herauswagen. Wollen Pädagoginnen und Pädagogen Desinformationen die Stirn bieten, müssen sie zunächst deren Kontext verstehen und sich mit den problematischen Inhalten beschäftigen, die junge Menschen konsumieren. Nur wenn man das gleiche Vokabular verwendet, kann man auch gemeinsam eine Verschwörungstheorie dekonstruieren. Wer als Lehrperson nicht weiss, was die «Rote Pille» oder die «Plandemie» sind, sollte womöglich das eigene Verschwörungs-ABC auffrischen.

Wesentlich bei der didaktischen Intervention ist, dass Lehrpersonen die Schülerinnen und Schüler zwar kritisieren,

nicht aber blossstellen. Der Inhalt sollte entlarvt werden, nicht die Person, die ihn verbreitet. Schülerinnen und Schüler können nicht daran gehindert werden, online mit fragwürdigem Material zu interagieren. Je besser aber Lehrpersonen ausgestattet sind, um Verschwörungstheorien zu bekämpfen, wenn sie in der Schule auftauchen, desto besser.

NÜTZLICHE LINKS

Das Holocaust-Education Institut des österreichischen Bundesministeriums für Bildung, Wissenschaft und Forschung fokussiert auf den Umgang mit Antisemitismus: www.erinnern.at/

Die Kreuzberger Initiative gegen Antisemitismus bietet auf ihrer Onlineplattform für Antisemitismuskritik und Bildungsarbeit verschiedenes Material wie Kurzvorträge, Bildanalysen und Rätsel für Pädagoginnen und Pädagogen an: www.anders-denken.info

Einen spielerischen Umgang mit den Absurditäten des Internets vermittelt die Amadeu Antonio Stiftung in Form eines «Entschwörungsgenerators»: www.amadeu-antonio-stiftung.de > glaubnichtalles

Videos und Podcasts des Landesmedienzentrums Baden-Württemberg zu Verschwörungstheorien: www.lmz-bw.de > medien-und-bildung > jugendmedienschutz > verschwörungstheorien > verschwörungstheorien-als-unterrichtsthema

Nikola Stosic ist Historiker und war von August 2020 bis Juli 2021 wissenschaftlicher Mitarbeiter bei der EKR.
nikola.stosic@hotmail.ch

Utiliser les théories complotistes comme outil pédagogique

De plus en plus souvent, les enfants et les adolescents rapportent des récits complotistes en classe. Cela comporte des risques, mais l'école est aussi l'endroit idéal pour aborder les théories du complot.

Nikola Stosic

Ils se retrouvent sur TikTok, Instagram et Facebook, s'informent via Twitter et se forgent une opinion sur la base des contenus anonymes que leur proposent les algorithmes de leur compte Reddit. De nos jours, les enfants et les adolescents consomment beaucoup plus d'informations, et cela beaucoup plus rapidement que toutes les générations avant eux. Le smartphone a, depuis longtemps, pénétré les cours d'école. Or, avec un accès illimité à Internet, les théories complotistes ne sont jamais très loin. Il est d'autant plus important que le corps enseignant aide les élèves à reconnaître la désinformation. Heureusement, la salle de classe est le cadre idéal pour tuer dans l'œuf les théories complotistes.

L'environnement scolaire offre l'espace et le temps nécessaires à diverses formes de prévention. Le travail de prévention à l'école est indispensable, car ce qui naît d'une curiosité saine ou d'un scepticisme naturel chez les enfants et les adolescents peut rapidement conduire à une vision profondément déformée du monde. Aussi farfelues ou simplistes que puissent paraître certaines théories complotistes, les jeunes s'y réfèrent pour prendre des décisions et développer le regard qu'ils portent sur le monde. Comme les prémisses d'une théorie complotiste paraissent souvent ridicules, il est tentant de la rejeter d'emblée en la considérant comme insignifiante. Cela étant, on risque alors de renforcer la conviction des élèves qui y croient. Voilà pourquoi il est indispensable d'enseigner aux élèves comment reconnaître un récit complotiste et comment en invalider les hypothèses. Il est préférable d'utiliser les

théories complotistes comme un outil de sensibilisation au lieu de les condamner en bloc.

Dans ce but, les enseignants peuvent trouver de plus en plus de matériel didactique gratuit sur Internet (voir la liste de liens). Il faut en particulier sensibiliser les élèves aux différentes formes que peuvent prendre les théories du complot. La meilleure façon de déconstruire les fausses informations consiste à demander aux élèves d'expliquer les sources qu'ils ont utilisées. Ainsi, une présentation faite devant toute la classe peut les aider à déceler les failles logiques d'une théorie et à réaliser que leurs sources ne sont pas crédibles.

Les enseignants devraient parfois explorer les réseaux sociaux qu'ils n'utilisent pas par ailleurs. S'ils veulent lutter contre la désinformation, ils doivent en effet en comprendre les ressorts et s'intéresser aux contenus problématiques que consomment les jeunes. Ce n'est qu'en utilisant le même vocabulaire qu'ils pourront capter l'intérêt de leurs élèves et les conduire à déconstruire un récit complotiste. Les enseignants qui ne savent pas ce qu'est la « pilule rouge » ou la « pandémie » devraient probablement réviser leurs propres connaissances sur les conspirations.

Dans une optique pédagogique, il est essentiel que les enseignants critiquent leurs élèves sans jamais les ridiculiser. Il s'agit bien de déconstruire le contenu des théories, non pas la personne qui le diffuse. Les élèves sont inévitablement confrontés à des contenus redoutables

en ligne. Il est donc d'autant plus important que les enseignants soient à même de lutter contre les théories complotistes dans le cadre scolaire.

LIENS UTILES

L'institut d'éducation sur l'Holocauste du Ministère autrichien de la formation, des sciences et de la recherche (Holocaust-Education Institut des österreichischen Bundesministeriums für Bildung, Wissenschaft und Forschung), se concentre sur la lutte contre l'antisémitisme : <https://www.erinnern.at/>.

L'initiative de Kreuzberg contre l'antisémitisme (Kreuzberger Initiative gegen Antisemitismus) propose divers supports tels que conférences, analyses d'images et puzzles pour le corps enseignant sur sa plateforme en ligne www.anders-denken.info.

La Fondation Amadeu Antonio propose une manière ludique d'aborder les absurdités d'Internet avec son « générateur de décryptage » sur www.amadeu-antonio-stiftung.de > [glaubnichtalles](http://www.glaubnichtalles.de).

On trouve des vidéos et podcasts sur les théories du complot sur le centre médiatique du Land de Bade-Wurtemberg (Landesmedienzentrum Baden-Württemberg zu Verschwörungstheorien) : www.lmz-bw.de > [medien-und-bildung](http://www.medien-und-bildung.de) > [jugendmedienschutz](http://www.jugendmedienschutz.de) > [verschwörungstheorien](http://www.verschwörungstheorien.de) > [verschwörungstheorien-als-unterrichtsthema](http://www.verschwörungstheorien-als-unterrichtsthema.de)

Matériel pédagogique en français : www.e-media.ch > [events](http://www.events.ch) > [Les-theories-du-complot](http://www.les-theories-du-complot.ch)

*L'historien Nikola Stosic a travaillé comme collaborateur scientifique à la CFR d'août 2020 à juillet 2021.
nikola.stosic@hotmail.ch*

Utilizzare le teorie complottiste a fini didattici

Sempre più spesso le teorie complottiste fanno il loro ingresso in classe, veicolate da bambini e giovani. Queste teorie sono una (potenziale) fonte di pericolo, ma fortunatamente la scuola è l'ambiente migliore per imparare a smontarle.

Nikola Stosic

Bambini e giovani si relazionano su TikTok, Instagram e Facebook, si informano via Twitter e si formano un'opinione sulla base di contenuti anonimi suggeriti loro da algoritmi ad esempio sul loro conto Reddit. Consumano informazioni in modo più veloce e più ampio di qualsiasi altra generazione precedente. Il telefono cellulare ha da tempo fatto la sua comparsa in classe. In generale, dove bambini e giovani hanno accesso illimitato a Internet, le teorie del complotto non sono lontane. Alla luce di questa situazione, per gli educatori diventa fondamentale aiutare gli allievi a riconoscere come tali la disinformazione e le sciocchezze che circolano in rete. Fortunatamente, la scuola è l'ambiente ideale per stroncare sul nascere le teorie complottiste.

L'ambiente scolastico offre spazio e tempo per svariate forme di lavoro di prevenzione. Ciò che nei bambini e nei giovani inizia come sana curiosità o naturale scetticismo adolescenziale può rapidamente trasformarsi in una visione profondamente distorta del mondo. Per quanto inverosimili o semplicistiche le teorie complottiste possano sembrare, i giovani ne fanno uso per prendere decisioni e dare forma alla loro visione del mondo. Poiché la base di una teoria complottista appare spesso ridicola, si è tentati di liquidarla a priori come insignificante. Questo può tuttavia indurre gli allievi che la sostengono a sentirsi ulteriormente rafforzati nella loro posizione. Di conseguenza, è essenziale insegnare ai bambini e ai giovani come riconoscere le teorie complottiste e come smontarle gli argomenti. Queste teorie dovrebbe-

ro essere utilizzate attivamente come strumento di insegnamento invece di essere liquidate in modo sommario.

Allo scopo, gli insegnanti possono trovare gratuitamente online una gamma sempre più ricca di materiali didattici sull'argomento (cfr. raccolta di link). Gli allievi devono in particolare essere resi consapevoli delle forme che le teorie complottiste possono assumere. Il metodo migliore per smontare determinate informazioni è di chiedere loro di illustrare le fonti cui si affidano: doversi esprimere davanti a tutta la classe, per esempio, può aiutarli a riconoscere gli errori logici e a rendersi conto che le loro fonti non sono credibili.

Dal canto loro, gli insegnanti dovrebbero di tanto in tanto avventurarsi al di fuori della propria cassa di risonanza mediatica. Se intendono contrastare la disinformazione, gli educatori devono prima capirne il contesto e approfondire i contenuti problematici che i giovani consumano. Soltanto parlando lo stesso linguaggio possono lavorare insieme a loro per smontare una teoria complottista. Chi, come insegnante, ignora il significato di termini come «pillola rossa» o «Plandemic» dovrebbe probabilmente ripassare l'ABC del complottismo.

Durante le lezioni, gli insegnanti possono criticare gli allievi, ma non devono metterli alla gogna: è il contenuto farlocco delle teorie complottiste che va smascherato, non la persona che lo diffonde. Non si può impedire agli allievi di avere a che fare con materiale discutibile trovato online. Tuttavia, più gli inse-

gnanti sono attrezzati per combattere le teorie complottiste che fanno il loro ingresso in classe, meglio è.

LINK UTILI

L'istituto di educazione sull'Olocausto del Ministero federale austriaco per l'istruzione, la scienza e la ricerca focalizza la propria attività sulla riflessione sull'antisemitismo: <https://www.erinnern.at/>

L'iniziativa berlinese «Kreuzberger Initiative gegen Antisemitismus» dispone di una piattaforma online di critica all'antisemitismo e lavoro pedagogico che offre diverso materiale sull'argomento (p. es. brevi presentazioni, analisi di immagini e quiz per educatori): www.anders-denken.info

La fondazione tedesca «Amadeu Antonio» propone un «generatore» che permette di decriptare in modo ludico le assurdità che si trovano in Internet: seriously? #glaubnichts-alles was du hörst! – Amadeu Antonio Stiftung (amadeu-antonio-stiftung.de)

Il centro per i media del Land Baden-Württemberg mette a disposizione video e podcast su teorie complottiste: www.lmz-bw.de > medien-und-bildung > jugendmedienschutz > verschwörungstheorien > verschwörungstheorien-als-unterrichtsthema

Materiale didattico in lingua francese: www.e-media.ch > events > Les-theories-du-complot

Materiale didattico in lingua italiana: Individuare le teorie del complotto | Commissione europea (europa.eu) Educazione ai Media Digitali e Fake News: un'esperienza laboratoriale (weturtle.org)

Nikola Stosic, storico, è stato collaboratore scientifico della CFR dal mese di agosto del 2020 al mese di luglio del 2021. nikola.stosic@hotmail.ch

deutsch

Jahresbericht 2020 über Rassismuvorfälle in der Beratungspraxis

Das von *humanrights.ch* und der EKR koordinierte Beratungsnetz für Rassismopfer veröffentlichte 2020 seinen dreizehnten überregionalen Auswertungsbericht über Rassismuvorfälle aus der Beratungsarbeit in der Schweiz.

Die 23 Beratungsstellen des Netzwerks sind wichtige Akteure der Rassismusbekämpfung. Sie erteilen Auskünfte, bieten psychosoziale und juristische Beratungen für Betroffene und wirken oft vermittelnd. Mit dieser breiten Leistungspalette bieten die Beratungsstellen den Opfern nicht nur eine wichtige Begleitung und Beratung, sondern spielen auch eine entscheidende Rolle beim Erfassen rassistischer Vorfälle in der Schweiz.

2020 verzeichneten die Mitglieder des Netzwerks insgesamt 706 gemeldete Fälle. Der Hauptteil des Berichts ist den 572 Fällen gewidmet, bei denen rassistische Diskriminierung vorlag oder ein rassistisches Motiv nicht ausgeschlossen werden konnte. Diese Zahl ist nicht mit derjenigen der vergangenen Jahre vergleichbar, da die Struktur des Erfassungssystems in der Datenbank 2020 revidiert wurde, um eine klarere, umfassendere Registrierung und Beurteilung der Fälle zu ermöglichen.

Mit der Analyse von konkreten Vorfällen bildet dieser Bericht eine Ergänzung zur

Chronologie rassistischer Handlungen in der Schweiz, die von der Stiftung gegen Rassismus und Antisemitismus (GRA) veröffentlicht wird, und zu den Berichten über Antisemitismus des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebunds (SIG) und der Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) in der französischsprachigen Schweiz. Die Fachstelle für Rassismusbekämpfung (FRB) nutzt unter anderem auch diese Quellen für die Publikation ihres alle zwei Jahre erscheinenden Berichts *Rassistische Diskriminierung in der Schweiz*.

LINK

www.ekr.admin.ch > Publikationen > Nationales Monitoring

français

Rapport 2020 sur les incidents racistes traités dans le cadre de consultations

Le Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, coordonné par *humanrights.ch* et la CFR, a publié son treizième rapport d'analyse suprarégionale des cas de discrimination raciale recensés en Suisse en 2020.

Les 23 centres de conseil membres du réseau sont des acteurs importants de la lutte contre le racisme. Ils fournissent des renseignements, des conseils psychosociaux et juridiques aux personnes concernées et interviennent souvent

comme médiateurs. Grâce à cette vaste gamme de prestations, les centres de conseil non seulement dispensent aux victimes un accompagnement et des conseils indispensables, mais jouent aussi un rôle déterminant dans le recensement des incidents racistes en Suisse.

En 2020, les membres du réseau ont enregistré 706 cas. La partie principale du rapport est consacrée aux 572 cas pour lesquels les centres ont dispensé des conseils à proprement parler et qui, selon leur appréciation, relevaient effectivement de la discrimination raciale ou pour lesquels la motivation raciste ne pouvait être totalement exclue. Ce nombre ne peut pas être comparé à celui des années précédentes, car la structure du système de saisie dans la base de données a été révisée en 2020 pour permettre un enregistrement et une évaluation plus clairs et plus complets des cas.

Avec son analyse des incidents, ce rapport constitue un complément à la chronologie des actes racistes en Suisse de la Fondation contre le racisme et l'antisémitisme (GRA) ainsi qu'aux rapports sur l'antisémitisme de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) et de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) en Suisse romande. Le Service de lutte contre le racisme (SLR) utilise lui aussi ces sources, parmi d'autres, pour publier tous les deux ans un rapport global intitulé *Discrimination raciale en Suisse*.

LIEN

www.ekr.admin.ch > Publications > Monitoring national

italiano

Rapporto 2020 sugli episodi di razzismo trattati nell'attività di consulenza

La Rete di consulenza per le vittime del razzismo, coordinata da humanrights.ch e dalla CFR, ha pubblicato nell'anno in esame il suo tredicesimo rapporto di analisi sovra-regionale dei casi di discriminazione razziale censiti in Svizzera.

I 23 centri di consulenza affiliati alla Rete sono attori importanti della lotta al razzismo. Forniscono informazioni e consigli psicosociali e giuridici alle persone interessate e intervengono spesso come mediatori. Grazie a questa vasta gamma di servizi, non soltanto forniscono alle vittime un sostegno e una consulenza indispensabili, ma svolgono anche un ruolo decisivo nel censire gli episodi di razzismo in Svizzera.

Nel 2020, sono stati segnalati ai consulenti della Rete complessivamente 706 casi. La parte principale del rapporto è consacrata ai 572 casi per i quali è stato ravvisato o non può essere escluso un movente razzista. Questa cifra non può essere comparata a quelle degli anni precedenti, poiché la struttura del sistema di rilevazione della banca dati è stata rivista nel 2020 per consentire una registrazione e una valutazione più chiara e completa.

Con la sua analisi degli episodi di razzismo, il rapporto completa la cronologia degli atti razzisti in Svizzera elaborata dalla Fondazione contro il razzismo e l'antisemitismo (GRA) e i rapporti sull'antisemitismo della Federazione svizzera delle comunità israelite (FSCI) e, per la Svizzera francese, dal Coordinamento intercomunitario contro l'antisemitismo e la diffamazione (CICAD). Queste fonti sono utilizzate anche dal Servizio per la lotta al razzismo (SLR) per il suo rapporto

sulla discriminazione razziale in Svizzera pubblicato ogni due anni.

LINK

www.ekr.admin.ch > Pubblicazioni > Monitoraggio nazionale

deutsch

Rechtsgutachten zu Halteplätzen für Fahrende

Ein Rechtsgutachten zu Fragen des Rechtsschutzes, die im Zusammenhang mit den Bemühungen stehen, die Zahl der Halteplätze auf ein angemessenes Niveau zu erhöhen, wurde von der EKR in diesem Frühjahr 2021 veröffentlicht.

Es ist unbestritten, dass in der Schweiz ein gravierender Mangel an Halteplätzen für Fahrende herrscht. Das geht aus zahlreichen Publikationen deutlich hervor. In verschiedenen Unterlagen, Gutachten und Berichten wird überdies kritisiert, die bestehenden Halteplätze verfügten nicht über hinreichende Infrastruktureinrichtungen, namentlich betreffend sanitäre Anlagen.

Das von Dr. Dr. h.c. Heinz Aemisegger in Zusammenarbeit mit Prof. Dr. iur. Arnold Marti erstellte Rechtsgutachten enthält Empfehlungen an den Bund betreffend die Kantone und Gemeinden sowie für Fahrende und ihre Organisationen.

LINK

www.ekr.admin.ch > Publikationen > Studien > 2021

français

Avis de droit sur les aires d'accueil pour les minorités itinérantes

Un avis de droit consacré aux questions de protection juridique en lien avec les démarches visant à augmenter le nombre d'aires d'accueil a été publié par la CFR ce printemps 2021.

En Suisse, il y a incontestablement une pénurie aiguë d'aires d'accueil pour les communautés nomades, comme en attestent clairement de nombreuses publications. Plusieurs documents, avis de droits et rapports critiquent aussi le fait que les aires d'accueil existantes ne disposent pas d'une infrastructure adéquate, notamment en ce qui concerne les installations sanitaires. De même, les règlements d'utilisation de certaines aires d'accueil sont considérés comme exagérément restrictifs.

Rédigé par Heinz Aemisegger avec la collaboration d'Arnold Marti, l'avis de droit comprend également des recommandations à l'intention de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que des membres des communautés nomades et de leurs organisations.

LIEN VERS L'AVIS DE DROIT

www.ekr.admin.ch > Publications > Études

italiano

Parere giuridico sullo stazionamento delle comunità nomadi

Un parere giuridico focalizzato sulle questioni di tutela giuridica correlate agli sforzi di aumentare fino a un livello sostenibile il numero di aree di staziona-

mento è stato pubblicato dal CFR questa primavera 2021.

Che in Svizzera vi sia una grave carenza di aree di stazionamento per nomadi è indiscusso. Sono molte le pubblicazioni che lo rilevano chiaramente. Diversi documenti, perizie e rapporti eccepiscono inoltre che le aree di stazionamento operative non dispongono di sufficienti infrastrutture, in particolare di impianti sanitari. A ciò si aggiunge che le prescrizioni d'esercizio di diverse aree di sosta sono percepite come troppo rigorose o troppo restrittive.

Svolta da Dr. Dr. h.c. Heinz Aemisegger in collaborazione con Prof. Dr. iur. Arnold Marti la perizia giuridica include anche raccomandazioni per la Confederazione, per i Cantoni e i Comuni e per i nomadi e le loro organizzazioni.

LINK

www.ekr.admin.ch > Pubblicazioni > Studi

deutsch

Neuer Bericht «Rassistische Diskriminierung in der Schweiz»

Die Fachstelle für Rassismusbekämpfung veröffentlicht alle zwei Jahre den Bericht «Rassistische Diskriminierung in der Schweiz». Der im Herbst veröffentlichte fünfte Bericht für die Periode 2019–2020 verschafft durch den Zusammenzug von Daten aus einer Vielzahl von Quellen einen Überblick über die Lage und Tendenzen in der Schweiz und stellt staatliche und zivilgesellschaftliche Massnahmen der Rassismusbekämpfung vor. Er dient Fachpersonen und Interessierten als Nachschlagewerk und bildet als Monitoringinstrument zur Langzeitbeobachtung von rassistischer Diskriminierung

in der Schweiz eine Grundlage für sachliche Diskussionen und die Entwicklung nachhaltiger Lösungsmassnahmen.

LINK

Rassistische Diskriminierung in der Schweiz. Bericht der Fachstelle für Rassismusbekämpfung 2019/2020: www.frb.admin.ch > Monitoring und Berichterstattung

français

Nouveau rapport sur la discrimination raciale en Suisse

Tous les deux ans, le Service de lutte contre le racisme (SLR) publie un rapport sur la discrimination raciale en Suisse. Le cinquième rapport paru cet automne, qui englobe les années 2019 et 2020, donne un aperçu de la situation et des tendances prévalant en Suisse grâce à une compilation de données issues de diverses sources, et présente les mesures prises par l'État et par la société civile pour lutter contre le racisme. Il sert de référence aux experts et aux personnes intéressées et, en tant qu'instrument de contrôle dédié à l'observation de long terme de la discrimination raciale en Suisse, il fournit une base pour des discussions objectives et l'élaboration de mesures durables.

LIEN

Rapport sur la discrimination raciale en Suisse. Rapport du Service de lutte contre le racisme 2019/2020: www.frb.admin.ch > Monitoring et rapports

italiano

Nuovo Rapporto «Discriminazione razziale in Svizzera»

Pubblicato ogni due anni dal Servizio per la lotta al razzismo, il rapporto «Discriminazione razziale in Svizzera» fornisce un'approfondita analisi della situazione in Svizzera. Il quinto rapporto, pubblicato quest'autunno e relativo agli anni 2019 e 2020, fornisce un quadro dei dati disponibili provenienti da diverse fonti, degli studi condotti e delle misure adottate dallo Stato e dalla società civile che permette di cogliere, nella sua integralità, il fenomeno della discriminazione e del razzismo. Oltre a costituire un'opera di consultazione per gli specialisti e le persone interessate, il rapporto funge da strumento per monitorare sul lungo termine l'evoluzione della situazione in Svizzera e come base per discussioni oggettive e per l'elaborazione di approcci risolutivi efficaci.

LINK

Discriminazione razziale in Svizzera. Rapporto del Servizio per la lotta al razzismo 2019/2020: www.frb.admin.ch > Monitoraggio e rapporti periodici

deutsch

Projekte gegen Rassismus im Netz

Rassismus im Internet ist keine neue Form von Rassismus. Aber mit dem Internet hat die Verbreitung rassistischer Inhalte eine neue Dimension bekommen, und was online passiert, wirkt sich auf die analoge Welt aus. Die bewährten Methoden der Rassismusbekämpfung hingegen funktionieren nicht zwingend für das Internet. Deshalb unterstützt die Fachstelle für Rassismusbekämpfung (FRB) in den nächsten Jahren schwerpunktmäs-

sig Projekte, die sich mit Rassismus im Netz auseinandersetzen. Damit soll ein Beitrag dazu geleistet werden, effektive Massnahmen gegen digitale Hassrede zu entwickeln. Die FRB fördert insbesondere Projekte in den Handlungsfeldern Prävention und Sensibilisierung, Beratung (und Meldung), Gegenrede sowie Monitoring.

Die Beschreibung der Handlungsfelder, die Kriterien und weitere Informationen zur Eingabe von Projektgesuchen finden Sie auf der Webseite der FRB: www.frb.admin.ch > Finanzhilfen. Schwerpunktprojekte können laufend eingereicht werden.

français

Projets contre le racisme sur le net

Le racisme sur Internet n'est certes pas une nouvelle forme de racisme. Mais la Toile garantit aux contenus racistes une diffusion d'une tout autre ampleur et ce qui se produit en ligne a des conséquences dans le monde réel. Par contre, les méthodes bien rodées de la lutte contre le racisme ne fonctionnent pas forcément sur Internet. C'est pourquoi, dans le cadre de son point fort Racisme sur Internet, le Service de lutte contre le racisme (SLR) entend apporter son soutien, ces prochaines années, aux projets de lutte contre les discours de haine en ligne, afin de définir des mesures efficaces contre ce phénomène. Le SLR encourage en particulier les projets dans quatre champs d'action: prévention et sensibilisation; prestations de conseil et signalement des cas; contre-discours; monitoring.

La description des champs d'action et des critères d'octroi ainsi que d'autres informations sur le dépôt des demandes d'aides financières se trouvent sur le site du SLR: www.slr.admin.ch > Aides financières. Les demandes d'aides financières

pour les projets s'inscrivant dans ce point fort peuvent être soumises en tout temps.

italiano

Progetti contro il razzismo in rete

Il razzismo in rete non è una forma di razzismo nuova. Tuttavia, con l'avvento di Internet, la diffusione di contenuti razzisti ha assunto una nuova dimensione e ciò che accade online ha un impatto sul mondo analogico. I metodi già sperimentati con successo nella lotta al razzismo, però, non funzionano necessariamente anche su Internet. Per questo motivo, nei prossimi anni il Servizio per la lotta al razzismo (SLR) sosterrà in via prioritaria progetti finalizzati a contrastare il razzismo in rete. In questo modo intende contribuire allo sviluppo di misure efficaci contro i discorsi d'odio online. Il SLR sosterrà in particolare progetti nei seguenti campi d'intervento: prevenzione e sensibilizzazione, consulenza (e segnalazione), contronarrazione e monitoraggio.

Per la descrizione dei campi d'intervento, i criteri e altre informazioni sulla procedura per la presentazione di domande si rimanda al sito Internet del SLR: www.frb.admin.ch > Aiuti finanziari. Le domande di aiuto finanziario per progetti prioritari possono essere presentate in qualsiasi momento.

deutsch

Plattform *Jugend und Medien* engagiert sich gegen Hass im Netz

Abwertende Kommentare, Drohungen und Beleidigungen – im Internet, insbesondere in den sozialen Netzwerken, werden Nutzerinnen und Nutzer zuneh-

mend mit problematischen Äusserungen konfrontiert. Wenn sich diese Äusserungen gezielt diskriminierend gegen Minderheiten richten, wenn Personen oder Gruppen beispielsweise aufgrund ihres Geschlechts, ihrer Hautfarbe, ihrer sexuellen Orientierung oder ihrer Religion angegriffen werden, spricht man von Hassrede.

Hassrede ist kein reines Online-Phänomen. Im Internet kommt sie vermehrt vor aufgrund der Möglichkeit, anonym zu agieren und in kurzer Zeit ein grosses Publikum zu finden. Junge Menschen sind in diesem Kontext besonders verletzlich. Sie können sowohl Täterinnen und Täter sein als auch Opfer – und sie sind in vielen Fällen Teil des «Publikums», sie erleben also als Zuschauerinnen und Zuschauer mit, wie andere Opfer von Hassrede werden.

In Zeiten, in denen über die Meinungsäusserungsfreiheit und ihre Grenzen hitzige Diskussionen geführt werden, sollten Kinder und Jugendliche früh lernen, warum solche Äusserungen problematisch sind und wie sie damit umgehen können, wenn sie online auf Hassrede stossen. Die Opfer erleben oft grosse Belastungen und sehen häufig keinen anderen Ausweg, als sich aus den sozialen Medien zurückzuziehen. Das bedroht die Meinungsvielfalt und ist damit ein Problem von gesamtgesellschaftlicher Bedeutung. Daher sollte der Umgang mit Hass im Netz im Rahmen der Medienkompetenz-Förderung unbedingt thematisiert werden.

Aus diesem Grund widmet sich *Jugend und Medien*, die nationale Plattform zur Förderung von Medienkompetenz, aktuell schwerpunktmässig diesem Thema. *Jugend und Medien* ist dem Bundesamt für Sozialversicherungen angegliedert. Im Auftrag des Bundesrates verfolgt die Plattform das Ziel, dass Kinder und Jugendliche sicher und verantwortungsbewusst mit digitalen Medien umgehen. Das Herzstück ist die Webseite www.jugendundmedien.ch, wo sich neben

Empfehlungen für Eltern und andere Bezugspersonen viele Informationen zu den unterschiedlichsten Fragen rund um den Umgang mit digitalen Medien finden.

Jugend und Medien arbeitet mit zwei-jährigen Schwerpunktthemen: Neben «Hass im Netz» ist das aktuell «Datenschutz». Dabei können verschiedene Massnahmen aus den Handlungsfeldern von *Jugend und Medien* ergriffen werden. Häufig spielt die Sensibilisierung für das Thema und die damit verbundenen Risiken eine wichtige Rolle, dazu kommt die Koordination und Vernetzung von Akteuren, welche auf unterschiedlichen Verwaltungsebenen, aber auch in der Zivilgesellschaft, aktiv sind. Es können Pilotprojekte aus der Praxis gefördert werden, ausserdem besteht die Möglichkeit der Unterstützung des Wissensaufbaus, beispielsweise durch die Finanzierung von Forschungsprojekten.

Der Schwerpunkt «Hass im Netz» begann mit einem Kontakt mit der Fachstelle für Rassismusbekämpfung (FRB) im Sommer 2019. Die FRB unterstützt über Finanzhilfen zurzeit Projekte im Bereich der Bekämpfung von Online-Rassismus. Gemeinsam organisierten die beiden Fachstellen im August 2020 einen Kick-off-Anlass. *Jugend und Medien* war ausserdem in der Begleitgruppe für einen Forschungsbericht zum Thema Online-Rassismus vertreten. Verfasst wurde der Bericht von Lea Stahel. Zusammen mit der FRB und dem BAKOM hat *Jugend und Medien* eine Arbeitsgruppe gegründet, in welcher sich Bundesstellen, die sich aus unterschiedlichen Perspektiven mit Hass im Netz beschäftigen, austauschen und vernetzen. Anfang 2021 erschien im Auftrag von *Jugend und Medien* ein weiterer Forschungsbericht mit dem Titel «Sexistische und LGBTIQ*-feindliche Online-Hassrede im Kontext von Kindern und Jugendlichen», verfasst ebenfalls von Lea Stahel gemeinsam mit Nina Jakob (beide von der Universität Zürich). Der Bericht dient unter anderem als Grundlage für die Entscheidung über weitere Massnahmen, welche *Jugend und*

Medien im Rahmen des Schwerpunktes umsetzen wird.

Nina Hobi, Projektleiterin Jugend und Medien

français

La plateforme Jeunes et médias s'engage contre les discours de haine en ligne

Commentaires dépréciatifs, menaces ou insultes : les utilisateurs d'Internet et en particulier des réseaux sociaux se voient de plus en plus confrontés à des propos pour le moins problématiques. On parle de discours de haine lorsque ce genre de propos vise des minorités de manière discriminatoire, autrement dit lorsque des personnes ou des groupes sont agressés en raison de leur genre, de leur couleur de peau, de leur orientation sexuelle ou de leur religion.

Les discours de haine ne sont pas un phénomène que l'on rencontre seulement sur Internet, mais ils y sont d'autant plus fréquents qu'Internet permet d'agir dans l'anonymat et de trouver un public considérable en très peu de temps.

Les jeunes sont particulièrement vulnérables. S'ils peuvent être aussi bien du côté des auteurs que de celui des victimes, ils font bien souvent partie du « public », en étant témoins de la manière dont d'autres deviennent victimes de discours haineux.

En ces temps de discussions enflammées sur la liberté d'expression et ses limites, les enfants et les jeunes devraient apprendre très tôt pourquoi ce genre de propos est problématique et comment faire face lorsqu'ils sont confrontés à des discours de haine en ligne. Les victimes subissent souvent une énorme pression et ne voient souvent pas d'autre issue que de quitter les réseaux sociaux. Cette

situation met en péril la pluralité des opinions et constitue par conséquent un problème pour l'ensemble de la société. C'est pourquoi il est impératif d'aborder la question de la haine sur Internet dans le cadre de l'éducation aux médias.

Jeunes et médias planche actuellement sur le sujet. *Jeunes et médias* est la plateforme nationale de promotion des compétences médiatiques mise en place par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) sur mandat du Conseil fédéral. Son objectif est d'encourager les enfants et les jeunes à utiliser les médias numériques de façon sûre et responsable. L'instrument-clé de la plateforme est son site web www.jeunesetmedias.ch, où l'on trouve, outre des recommandations pour les parents et d'autres personnes de référence, de nombreuses informations sur un large éventail de questions relatives à l'utilisation des médias numériques.

Jeunes et médias travaille sur des points forts programmés sur deux ans, actuellement les discours de haine en ligne et la protection des données. Elle peut mettre en œuvre diverses mesures relevant de ses champs d'action : sensibilisation au sujet et aux risques qui lui sont associés, coordination et mise en réseau des acteurs des différents échelons fédéraux, mais aussi dans la société civile. La plateforme peut également encourager les projets pilotes réalisés sur le terrain et soutenir le développement des connaissances, par exemple en finançant des projets de recherche.

Le point fort consacré aux discours de haine en ligne a été défini à la suite d'une discussion avec le Service de lutte contre le racisme (SLR) à l'été 2019. Le SLR soutient actuellement des projets dans le domaine de la lutte contre le racisme en ligne en allouant des aides financières. Lui et l'OFAS ont organisé conjointement un événement pour lancer le projet en août 2020. *Jeunes et médias* était aussi représentée dans le groupe consultatif chargé d'accompagner un rapport de

recherche sur le racisme en ligne, rédigé par Lea Stahel. En collaboration avec le SLR et l'OFCOM, *Jeunes et médias* a par ailleurs mis sur pied un groupe de travail au sein duquel les services fédéraux qui traitent de la haine en ligne sous différents angles échangent des informations et travaillent en réseau. Enfin, au début de l'année 2021 est paru un autre rapport de recherche réalisé sur mandat de *Jeunes et médias: Sexistische und LGBTIQ*-feindliche Online-Hassrede im Kontext von Kindern und Jugendlichen* (en allemand, avec résumé en français), également rédigé par Lea Stahel, en collaboration avec Nina Jakoby (toutes deux de l'Université de Zurich). Le rapport servira notamment de base pour décider des mesures supplémentaires que *Jeunes et médias* mettra en œuvre dans le cadre de ce point fort.

Nina Hobi, Responsable de projet Jeunes et médias

LIEN

www.jeunesetmedias.ch

italiano

La piattaforma «Giovani e media» s'impegna nella lotta contro l'odio in rete

Commenti denigratori, minacce e insulti: su Internet, in particolare sulle reti sociali, gli utenti sono sempre più confrontati con affermazioni problematiche. Quando queste affermazioni sono specificamente dirette in modo discriminatorio contro le minoranze, quando persone o gruppi sono attaccati sulla base di fattori quali il sesso, il colore della pelle, l'orientamento sessuale o la religione, si parla di discorsi d'odio.

I discorsi d'odio non sono soltanto un fenomeno online. Su Internet sono più frequenti a causa della possibilità di agire in modo anonimo e di raggiungere un vasto pubblico in breve tempo.

In questo contesto i giovani sono particolarmente vulnerabili. Possono essere sia autori che vittime e in molti casi sono parte del "pubblico", cioè assistono come spettatori al modo in cui altri diventano vittime dei discorsi d'odio.

In tempi in cui la libertà di espressione e i suoi limiti suscitano accese discussioni, i bambini e i giovani dovrebbero imparare presto perché tali affermazioni sono problematiche e come possono affrontarle quando s'imbattono in discorsi d'odio online. Sovente le vittime subiscono grandi sofferenze e non vedono altra via d'uscita che ritirarsi dai media sociali. Questo compromette la pluralità di opinioni ed è quindi un problema importante per la società nel suo complesso. Pertanto, la gestione dell'odio in rete dovrebbe assolutamente essere affrontata nell'ambito dell'alfabetizzazione mediatica.

Per questo motivo «Odio in rete» è uno dei temi attuali centrali di «Giovani e media», la piattaforma nazionale per la promozione delle competenze mediali aggregata all'Ufficio federale delle assicurazioni sociali. Su incarico del Consiglio federale, la piattaforma si prefigge di incoraggiare i bambini e i giovani a utilizzare i media digitali in modo sicuro e responsabile. Il canale d'informazione principale è il sito Internet www.giovanimedia.ch, che fornisce raccomandazioni per i genitori e altre persone di riferimento, nonché informazioni sulle più svariate questioni relative all'uso dei media digitali.

«Protezione dei dati» è il secondo tema centrale di «Giovani e media» per gli anni 2020 e 2021. Dai campi d'azione della piattaforma possono essere attuate diverse misure. La sensibilizzazione al tema e ai relativi rischi svolge spesso un ruolo importante. A ciò si aggiungono il coordinamento e i contatti tra attori che operano a vari livelli amministrativi, ma anche nella società civile. È possibile promuovere progetti pilota basati sulla pratica o sostenere l'ampliamento delle conoscenze, per esempio finanziando progetti di ricerca.

Per quanto riguarda il tema centrale «Odio in rete», nell'estate del 2019 è iniziata una collaborazione con il Servizio per la lotta al razzismo (SLR). Attualmente il SLR sostiene mediante aiuti finanziari progetti di lotta al razzismo in rete. Nell'agosto del 2020 la piattaforma «Giovani e media» e il SLR hanno organizzato l'incontro di avvio del progetto specifico «Odio in rete». Inoltre, in quanto parte del gruppo di accompagnamento, la piattaforma ha sostenuto la realizzazione di un rapporto di ricerca sul tema del razzismo in rete, redatto da Lea Stahel. Insieme al SLR e all'OFCOM, «Giovani e media» ha creato un gruppo di lavoro in cui gli organi federali che si occupano di odio in rete da diverse prospettive possono scambiarsi informazioni e intrattenere contatti. All'inizio del 2021, su incarico di «Giovani e media», è stato pubblicato un ulteriore rapporto di ricerca, intitolato «Discorsi d'odio sessisti e ostili contro le persone LGBTIQ* in rete nel contesto dell'infanzia e della gioventù: fondamenti scientifici e contromisure», redatto da Lea Stahel e Nina Jakoby (entrambe dell'Università di Zurigo). Il rapporto servirà tra l'altro come base alla piattaforma per decidere altre misure nell'ambito del tema centrale «Odio in rete».

Nina Hobi, Responsabile di progetto di «Giovani e media»

français

La jurisprudence relative à l'art. 261^{bis} CP en 2020

En 2020, plus d'une cinquantaine d'affaires en relation avec l'art. 261^{bis} du code pénal ont été jugées, dont la moitié a fait l'objet d'une condamnation.

La norme pénale contre le racisme (art. 261^{bis} du CP) interdit toute discrimination raciale dans l'espace public, c'est-à-dire dans un cercle ouvert, dont les participants n'entretiennent pas de relations personnelles. Si un drapeau nazi à la fenêtre¹ ou la photo d'un salut hitlérien devant une croix gammée sur la porte d'un appartement² ont été considérés comme relevant du domaine public, un drapeau nazi accroché au mur d'un appartement, visible depuis la rue³, n'a pas été retenu comme tel. Par ailleurs, des propos tenus dans le cadre scolaire ou de la formation supérieure, du service militaire, sont considérés publics car on présume qu'il ne s'agit pas d'une relation de confiance. Mais si des relations personnelles se nouent dans ces contextes, les propos entre les personnes concernées sont considérés comme privés⁴. Néanmoins, cette jurisprudence n'est pas encore figée, car un second tribunal a jugé un chat WhatsApp d'une classe entière comme étant privé en supposant l'existence de relations interpersonnelles entre les élèves⁵.

Discours de haine en ligne

En 2020, les discours de haine et les insultes dans l'espace public sur Internet ont pris différentes formes : critiques sur Google⁶, commentaires sur YouTube⁷ ou sur des sites web⁸, des blogs⁹, des comptes Twitter¹⁰, des comptes Facebook ouverts ou fermés avec des « amitiés » impersonnelles¹¹. Le caractère public n'a toutefois pas été reconnu lorsqu'il s'agissait d'un chat privé entre personnes¹², d'un chat de groupe entre des individus ayant des relations personnelles¹³ ou d'un groupe privé sur invitation relativement restreint sur Facebook¹⁴.

Plusieurs aspects sont à relever à propos du discours de haine sur Internet. Tout d'abord, concernant le champ d'application territorial de l'art. 261^{bis} CP, les propos publics visant une victime à l'étranger par le biais de commentaires sur YouTube ont fait l'objet d'une condamnation¹⁵. Cela dénote l'importance de l'entraide internationale en matière pénale afin de poursuivre les auteurs et de rendre les décisions à leur encontre exécutables. Ensuite, le tribunal met en exergue qu'une personne responsable d'un site Internet – même si elle n'a pas été condamnée en l'espèce – se doit d'empêcher la diffusion de messages discriminatoires, au niveau du contenu du site proprement dit mais aussi des commentaires, faute de risquer d'être accusée de complicité en lien avec l'art. 261^{bis} CP¹⁶. Enfin, se prononçant sur des tweets et posts Facebook islamophobes, le tribunal a jugé qu'un politique et avocat expérimenté ne pouvait se réfugier derrière la liberté d'expression en prétextant l'ironie de ses propos alors même qu'il a

volontairement franchi les limites de la dignité humaine pour le lecteur moyen¹⁷.

Sanctions

En 2020, les tribunaux ont prononcé quasi exclusivement des peines pécuniaires avec sursis, assorties d'une amende. Seule une personne mise en cause a effectué, à sa propre demande, un travail d'intérêt général. Il est regrettable que les tribunaux n'usent pas davantage de leur pouvoir d'appréciation pour imposer des règles de conduite aux personnes condamnées afin de leur faire réparer le dommage causé durant le délai d'épreuve (art. 94 CP). Il serait aussi possible d'astreindre les personnes condamnées à des prestations personnelles dans le cadre du droit pénal des mineurs, telles le suivi de cours ou de formations spécifiques (art. 23 DPMIn). La fonction punitive de la justice est certes un aspect important. Néanmoins, les comportements discriminatoires relèvent bien souvent de l'ignorance qui ne sont cependant pas toujours condamnés, à l'instar du *blackfacing* lors de vente de têtes au chocolat¹⁸, du salut hitlérien pour faire rire¹⁹, d'une pancarte comparant le traitement subi par une institution religieuse avec l'Holocauste²⁰. Ces comportements discriminatoires nécessitent d'être déconstruits par la prévention et la sensibilisation.

*Ludovic Vérolet est stagiaire juridique à la Commission fédérale contre le racisme.
ludovic.verolet@gs-edi.admin.ch*

Rechtsprechung zu Art. 261^{bis} StGB im Jahr 2020

2020 wurden über 50 Fälle im Zusammenhang mit Art. 261^{bis} des Strafgesetzbuchs entschieden. Bei der Hälfte davon kam es zu einer Verurteilung.

Die Strafnorm gegen Rassismus (Art. 261^{bis} StGB) verbietet jede öffentliche, d. h. in einem offenen, unpersönlichen Kontext bewusst und absichtlich zur Verbreitung von Hass erfolgende Rassendiskriminierung. Eine Hakenkreuz-Fahne am Fenster²¹ oder das Foto eines Hitlergrusses vor einem Hakenkreuz an einer Wohnungstür²² wurden als öffentlich betrachtet. Eine von aussen sichtbare Hakenkreuz-Fahne an der Wand in einer Wohnung²³ hingegen nicht. Äusserungen im schulischen Rahmen, in der höheren Ausbildung oder im Militär wurden als öffentlich betrachtet, da davon auszugehen ist, dass hier kein Vertrauensverhältnis besteht. Wenn in diesem Kontext zwischen einzelnen Personen persönliche Beziehungen bestehen, können Äusserungen zwischen ihnen als privat betrachtet werden²⁴. Allerdings ist diese Rechtsprechung noch nicht gefestigt, denn ein anderes Gericht hat den Chat einer WhatsApp-Gruppe einer ganzen Klasse als privat beurteilt in der Annahme, dass zwischen den Schülerinnen und Schülern Vertrauensbeziehungen bestehen²⁵.

Online-Hassreden

2020 wurden im Internet Hassreden und Beschimpfungen öffentlich verbreitet namentlich über Google-Rezensionen²⁶, Kommentare auf YouTube²⁷, Websites²⁸, Blogs²⁹, Twitterkonten³⁰, offene oder geschlossene Facebook-Konten mit unpersönlichen «Freundschaften»³¹. Private Chats zwischen einzelnen Personen²³, Gruppen-Chats von Personen

mit persönlichen Beziehungen³³ oder private, relativ kleine Gruppen auf Einladung auf Facebook³⁴ wurden jedoch nicht als öffentlich betrachtet.

Bei der Verbreitung von Hassreden im Internet sind verschiedene rechtliche Aspekte von Bedeutung. Der territoriale Geltungsbereich von Art. 261^{bis} StGB wurde etwa für öffentliche YouTube-Kommentare bejaht, die ein Opfer im Ausland betrafen. Die Kommentare führten zu einer Verurteilung³⁵. Dies zeigt, wie wichtig die gegenseitige internationale Rechtshilfe in Strafsachen ist, damit Täter verfolgt und Urteile vollzogen werden können. In einem anderen Fall – obwohl es in diesem nicht zu einer Verurteilung kam – betonte das Gericht, dass die für eine Website verantwortliche Person die Verbreitung diskriminierender Botschaften auf der Website inkl. Kommentarspalten verhindern muss, wenn sie nicht Gefahr laufen will, sich der Gehilfenschaft zur Rassendiskriminierung schuldig zu machen³⁶. Bei islamfeindlichen Tweets und Facebook-Posts entschied das Gericht, dass sich ein erfahrener Politiker und Rechtsanwalt nicht mit dem Argument der Ironie hinter der Meinungsfreiheit verstecken könne, wenn jede Durchschnittsleserin und jeder Durchschnittsleser merke, dass er die Grenzen der Menschenwürde bewusst überschritten habe³⁷.

Sanktionen

2020 haben die Gerichte fast ausschliesslich bedingte Geldstrafen zusätzlich zu einer Busse verhängt. Nur eine angeklagte Person leistete auf eigenen Wunsch gemeinnützige Arbeit. Es ist zu bedauern, dass die Gerichte ihren Ermessensspielraum nicht stärker nutzen und gegenüber den Verurteilten Weisungen aussprechen, um sie während der Probezeit zur Wiedergutmachung des entstandenen Schadens zu veranlassen (Art. 94 StGB). Jugendliche können im Rahmen des Jugendstrafrechts zu einer persönlichen Leistung wie der Teilnahme an Kursen oder beson-

deren Ausbildungen verpflichtet werden (Art. 23 JStG). Die strafende Funktion der Justiz ist zweifellos ein wichtiger Aspekt. Doch diskriminierendes Verhalten ist häufig auf Unwissen zurückzuführen, das jedoch nicht immer verurteilt wird, wie das *Blackfacing* beim Verkauf von «Mohrenköpfen»³⁸, der Hitlergruss, der zum Lachen bringen soll³⁹, ein Schild, das die Behandlung einer religiösen Einrichtung mit dem Holocaust vergleicht⁴⁰. Für solche diskriminierenden Handlungen muss mit Prävention und Sensibilisierung mehr Bewusstsein geschaffen werden.

Ludovic Vérolet ist Rechtspraktikant bei der Eidgenössische Kommission gegen Rassismus. ludovic.verolet@gs-edi.admin.ch

La giurisprudenza relativa all'articolo 261^{bis} CP nel 2020

Nel 2020 sono stati giudicati più di cinquanta casi in relazione all'articolo 261^{bis} del Codice penale e la metà è stata oggetto di condanna.

La norma penale contro il razzismo (art. 261^{bis} del CP) vieta qualunque forma di discriminazione razziale pubblica, ossia avente luogo in contesti impersonali e accessibili a tutti, che sia espressa consapevolmente ed intenzionalmente con lo scopo di diffondere odio. Una bandiera nazionalsocialista appesa alla finestra⁴¹ e una foto del saluto nazista davanti alla croce uncinata sulla porta di un appartamento⁴² sono stati considerati atti compiuti in un contesto pubblico, ciò che invece non è stato il caso di una bandiera nazionalsocialista appesa al muro di un appartamento e visibile dalla strada⁴³. D'altra parte, discorsi tenuti nel contesto della scuola, della formazione superiore e del servizio militare sono considerati pubblici, in quanto si presupp-

pone l'inesistenza di rapporti di fiducia. Quando in tali contesti si vengono a creare rapporti interpersonali tra i soggetti, i loro discorsi sono però considerati privati⁴⁴. Tuttavia, questa giurisprudenza non è ancora consolidata, in quanto un secondo tribunale ha ritenuto che la *chat* di gruppo su WhatsApp di un'intera classe fosse privata, supponendo l'esistenza di relazioni interpersonali tra gli allievi⁴⁵.

Discorsi d'odio in rete

Nel 2020, discorsi d'odio e insulti sono stati diffusi pubblicamente su Internet tramite valutazioni critiche su Google⁴⁶, commenti su YouTube⁴⁷, siti web⁴⁸, blog⁴⁹, profili Twitter⁵⁰ e profili Facebook, aperti o chiusi, con «amicizie» impersonali⁵¹. Ciononostante, questo carattere pubblico non è stato riconosciuto a una chat privata interindividuale⁵², una chat di gruppo tra persone aventi rapporti interpersonali⁵³ o di un gruppo privato di Facebook relativamente piccolo con accesso su invito⁵⁴.

Ci sono diversi aspetti degni di nota a proposito dei discorsi di odio su Internet. In primo luogo, per quanto concerne il campo d'applicazione territoriale dell'articolo 261^{bis} CP, sono state condannate alcune dichiarazioni pubbliche, fatte ai danni di una persona residente all'estero tramite commenti su YouTube⁵⁵. Un fatto che denota l'importanza dell'aiuto internazionale reciproco in materia penale per perseguire gli autori e rendere esecutive le decisioni pronunciate nei loro confronti. In secondo luogo, sebbene nel caso in questione l'autore non sia stato condannato, il tribunale ha sottolineato che la persona responsabile di un sito web deve impedire la diffusione di messaggi discriminatori sia nel contenuto della pagina, sia nei commenti; in caso contrario potrebbe essere accusata di complicità ai sensi dell'articolo 261^{bis} CP⁵⁶. In un altro caso, in seguito a tweet e post su Facebook islamofobici, il tribunale ha stabilito che un politico e avvocato esperto non può nascondersi dietro la libertà d'espressione e addurre il pretesto di aver voluto fare dell'ironia, quando inve-

ce ha deliberatamente superato i limiti della dignità umana per qualsiasi lettore medio ragionevole⁵⁷.

Sanzioni

Nel 2020 i tribunali hanno comminato quasi esclusivamente pene pecuniarie con condizionale combinate ad una multa. Solamente un imputato ha svolto un lavoro di pubblica utilità su sua espressa richiesta. È deplorabile che i tribunali non facciano un maggior uso del loro potere d'apprezzamento imponendo norme di condotta alle persone condannate per la riparazione del danno causato durante il periodo di prova (art. 94 CP). D'altra parte, il diritto penale dei minori prevede l'obbligo di fornire prestazioni personali quali la partecipazione a corsi o formazioni specifiche (art. 23 DPMIn). La funzione punitiva della giustizia è sicuramente un aspetto importante. Tuttavia, i comportamenti discriminatori derivano spesso dall'ignoranza e non sempre sono condannati, come nel caso di *blackfacing* nel quadro della vendita di «choco kiss» (precedentemente chiamati moretti)⁵⁸, del saluto nazista effettuato a fini umoristici⁵⁹ o di un cartellone che paragona il trattamento subito da un'istituzione religiosa all'Olocausto⁶⁰. Tali comportamenti discriminatori devono essere contrastati tramite la prevenzione e la sensibilizzazione.

Ludovic Vérolet è stagista giuridico alla Commissione federale contro il razzismo. ludovic.verolet@gs-edi.admin.ch

- 1 Cas 2020-002
- 2 Cas 2020-015
- 3 Cas 2020-002
- 4 MJ 19.000120
- 5 Cas 2020-003
- 6 Cas 2020-023
- 7 Cas 2020-004; 2020-020
- 8 Cas 2020-013; 2020-034
- 9 Cas 2020-034
- 10 Not. Cas 2020-032; 2020-034; 2019-033
- 11 Not. Cas 2020-032; 2020-017; 2019-033
- 12 Not. Cas 2020-003
- 13 Cas 2020-003
- 14 Cas 2020-008; 2020-009; 2020-025
- 15 Cas 2020-004
- 16 Cas 2020-013
- 17 Cas 2020-032
- 18 Cas 2020-029

- 19 MJ 19.001511
- 20 Cas 2020-001
- 21 Siehe Datenbank der EKR: 2020-002
- 22 Siehe Datenbank der EKR: 2020-015
- 23 Siehe Datenbank der EKR: 2020-002
- 24 MJ 19.000120
- 25 Siehe Datenbank der EKR: 2020-003
- 26 Siehe Datenbank der EKR: 2020-023
- 27 Siehe Datenbank der EKR: 2020-004; 2020-020
- 28 Siehe Datenbank der EKR: 2020-013; 2020-034
- 29 Siehe Datenbank der EKR: 2020-034
- 30 Siehe Datenbank der EKR, insbes.: 2020-032; 2020-034; 2019-033
- 31 Siehe Datenbank der EKR, insbes.: 2020-032; 2020-017; 2019-033
- 32 Siehe Datenbank der EKR, insbes.: 2020-003
- 33 Siehe Datenbank der EKR, insbes.: 2020-003
- 34 Siehe Datenbank der EKR, insbes.: 2020-008; 2020-009; 2020-025
- 35 Siehe Datenbank der EKR: 2020-004
- 36 Siehe Datenbank der EKR: 2020-013
- 37 Siehe Datenbank der EKR: 2020-032
- 38 Siehe Datenbank der EKR: 2020-029
- 39 Siehe MJ 19.001511
- 40 Siehe Datenbank der EKR: 2020-001
- 41 Cfr. banca dati della CFR: 2020-002
- 42 Cfr. banca dati della CFR: 2020-015
- 43 Cfr. banca dati della CFR: 2020-002
- 44 GM 19.000120
- 45 Cfr. banca dati della CFR: 2020-003
- 46 Cfr. banca dati della CFR: 2020-023
- 47 Cfr. banca dati della CFR: 2020-004, 2020-020
- 48 Cfr. banca dati della CFR: 2020-013, 2020-034
- 49 Cfr. banca dati della CFR: 2020-034
- 50 Cfr. banca dati della CFR, in part.: 2020-032, 2020-034, 2019-033
- 51 Cfr. banca dati della CFR, in part.: 2020-032, 2020-017, 2019-033
- 52 Cfr. banca dati della CFR, in part.: 2020-003
- 53 Cfr. banca dati della CFR: 2020-003
- 54 Cfr. banca dati della CFR: 2020-008, 2020-009, 2020-025
- 55 Cfr. banca dati della CFR: 2020-004
- 56 Cfr. banca dati della CFR: 2020-013
- 57 Cfr. banca dati della CFR: 2020-032
- 58 Cfr. banca dati della CFR: 2020-029
- 59 GM 19.001511
- 60 Cfr. banca dati della CFR: 2020-001

Fälle aus der Beratung

Cas tirés de la pratique

Casistica del servizio di consulenza

deutsch

Rassistische Beleidigung wegen Kopftuch

Die Ratsuchende ist Schweizer Muslima und trägt ein Kopftuch. Sie wendet sich an die EKR, weil sie seit einigen Monaten immer wieder einem ihr unbekanntem Mann begegnet, der sie stark rassistisch beschimpft. Die Polizei rät ihr zunächst von einer Anzeige ab, da es nicht zu Tötlichkeiten, Drohung oder Nötigung gekommen sei. Die EKR kann diese Reaktion der Polizei nicht nachvollziehen. Sie erklärt der Ratsuchenden, dass die rassistischen Beschimpfungen als Verstoß gegen die Rassismustrafnorm (Art. 261^{bis} StGB) gewertet werden können, da sie in der Öffentlichkeit gemacht wurden und die Menschenwürde verletzen. Die EKR unterstützt die Ratsuchende beim Einreichen einer Anzeige. Der Täter kann identifiziert werden und wird von der Staatsanwaltschaft wegen mehrfacher Rassendiskriminierung verurteilt. Eine Einsprache zieht er zurück.

Benachteiligung am Arbeitsplatz

Eine kantonale Beratungsstelle bittet die EKR in einem Fall um Unterstützung. Mehrere Personen, die bei einer öffentlich-rechtlichen Anstalt angestellt sind, haben sich an die Beratungsstelle gewandt, weil sie bei der Arbeit systematisch benachteiligt werden. Die

Benachteiligung richtet sich nur gegen Personen einer bestimmten ethnischen Herkunft. Die betroffenen Personen hatten sich schriftlich bei der Personalleitung beschwert. Daraufhin wurde jedoch nichts unternommen, und es wurden sogar Kündigungen angedroht. Die Betroffenen fühlen sich unter Druck gesetzt und nicht ernst genommen. Die EKR verfasst einen Brief an die Direktion der Anstalt und bittet um Stellungnahme. Zunächst streitet die Direktion die Vorwürfe ab und führt die Vorfälle auf organisatorische Mängel zurück, die behoben worden seien. Für die betroffenen Personen hat sich die Situation jedoch nicht verbessert. Die EKR schlägt deshalb eine Mediation für die involvierten Personen sowie ein Gespräch zwischen der Personalleitung und der kantonalen Beratungsstelle vor. Die Beratungsstelle teilt der EKR wenig später mit, dass sich die Situation für die betroffenen Personen nun verbessert habe, und dass ein Gespräch mit der Personalleitung stattfinden werde. Eine Mediation erachtet die Anstaltsleitung allerdings vorläufig nicht für nötig.

Rassismus in der Familie

Eine Frau schildert der EKR, dass ihr Mann und ihr Schwager immer wieder rassistische Aussagen machen (z.B. rassistische Redewendungen) und das «N-Wort» vor ihr und ihren gemeinsamen Kindern verwenden. Sie hat afrikanische Wurzeln und fühlt sich durch diese Äusserungen verletzt. Vor allem möchte sie nicht, dass ihre Kinder diese

rassistischen Worte hören müssen. Ihr Mann zeigt dafür kein Verständnis und sagt, das sei nicht rassistisch, sie solle doch nicht so empfindlich sein. Die EKR bestärkt die Ratsuchende und bestätigt, dass die Aussagen rassistisch und inakzeptabel sind. Weil sie im privaten Rahmen geäußert wurden, findet jedoch die Rassismustrafnorm keine Anwendung. Die Ratsuchende leitet die Korrespondenz mit der EKR ihrem Mann weiter. Dieser meldet sich bei der EKR und erklärt, dass er die Aussagen nicht rassistisch finde. Die EKR erwidert, dass die Äusserungen durchaus rassistisch sind. Und selbst wenn sie nicht so gemeint sind, können sie dennoch verletzen.

Abwertende Behandlung im Laden

Ein Europäer afrikanischer Herkunft besucht seine Partnerin in der Schweiz. Für seine Arbeit möchte er in einem Kopierladen etwas ausdrucken. Im Wartebereich wartet er auf Bedienung. Obwohl ihn der Ladenbesitzer gesehen hat und sich sonst niemand im Laden befindet, wird er nicht bedient. Nach einer Viertelstunde erkundigt er sich auf Englisch, ob man ihm behilflich sein könne. Der Ladenbesitzer antwortet barsch «mer sind hie i de Schwiiz, da redt mä Dütsch». Der Betroffene verlässt auf diese Reaktion hin den Laden. Als er später seiner Partnerin von dem Ereignis erzählt, kehrt sie in den Laden zurück, um sich zu beschweren. Der Ladenbesitzer streitet ab, ihren Partner nicht bedient zu haben: Es würden hier alle bedient, egal ob «Türke oder N****».

Der Betroffene wendet sich daraufhin an die EKR. Er möchte, dass sich der Ladenbesitzer für sein Verhalten entschuldigt. Die EKR unterstützt ihn beim Verfassen eines Beschwerdebriefs. Einige Tage später erhält der Betroffene eine Entschuldigung des Ladenbesitzers.

Armeeproviant

Der Leiter Armeeproviant wendet sich an die EKR mit der Frage, ob die Bezeichnung «Reispfanne Zigeuner Art» rassistisch sei. Es gehe um ein Fertiggericht für Soldaten. Die EKR erklärt, dass der Begriff «Zigeuner» eine rassistische Fremdbezeichnung ist und empfiehlt, das Produkt umzubenennen oder es aus dem Sortiment zu nehmen. Der Leiter Armeeproviant teilt der EKR kurz darauf mit, dass das Produkt auf die nächste Lieferung umbenannt werde. Ausserdem werde auch das militärische Kochrezeptbuch auf rassistische Bezeichnungen überprüft und nötigenfalls auf den nächsten Druck angepasst. Die EKR begrüsst dieses Engagement seitens der Armee.

Giulia Reimann, wissenschaftliche Mitarbeiterin bei der EKR. giulia.reimann@gs-edi.admin.ch

français

Insultes racistes à cause d'un foulard

Une musulmane de nationalité suisse, qui porte le foulard, contacte la CFR. Elle cherche conseil parce que, depuis quelques mois, elle croise régulièrement dans la rue un inconnu qui la couvre d'insultes racistes. La police, à laquelle elle s'adresse d'abord, lui déconseille de porter plainte arguant qu'il n'y a pas eu d'agression, de menace ou de contrainte. La CFR ne suit pas le raisonnement des forces de l'ordre. Elle explique à la

femme que les insultes racistes dont elle fait l'objet peuvent être considérées comme une violation de la norme pénale antiraciste (inscrite à l'art. 261^{bis} CP) puisqu'elles sont proférées en public et portent atteinte à la dignité humaine. Elle l'assiste dans le dépôt de la plainte. L'auteur des insultes peut être identifié et le ministère public le reconnaît coupable de multiples actes de discrimination raciale. L'homme forme opposition, mais la retire dans un second temps.

Discrimination au travail

Un centre de conseil cantonal demande de l'aide à la CFR dans un cas difficile. Plusieurs salariés d'un établissement de droit public se sont adressés au centre parce qu'ils sont systématiquement désavantagés au travail. Le traitement discriminatoire vise uniquement les personnes d'une certaine origine ethnique. Auparavant, les salariés s'étaient plaints par écrit auprès du service du personnel. Toutefois, non seulement leur intervention est restée vaine, mais ils ont été menacés de licenciement. Ils ont le sentiment d'être mis sous pression et de ne pas être pris au sérieux. La CFR écrit à la direction de l'établissement en l'invitant à prendre position. La direction nie les accusations et explique que les incidents décrits étaient imputables à des problèmes organisationnels résolus entre temps. Cependant, la situation des salariés ne s'améliore pas. La CFR propose donc une médiation entre les personnes impliquées ainsi qu'un entretien entre le service du personnel et le centre de conseil cantonal. Peu après, ce dernier informe la CFR que la situation des salariés s'est améliorée et qu'un entretien est prévu avec le service du personnel. La direction de l'établissement considère qu'une médiation n'est pas nécessaire pour l'heure.

Racisme au sein de la famille

Une femme s'adresse à la CFR parce que son mari et son beau-frère ont souvent des propos racistes devant elle et leurs enfants (ils parlent notamment de «nègres»). Elle est d'origine africaine et se sent blessée. Surtout, elle ne souhaite pas que les enfants aient à entendre ces expressions racistes. Son mari se montre tout sauf compréhensif. Il conteste utiliser des termes racistes et traite son épouse de susceptible. La CFR confirme par écrit que les mots choisis sont racistes et inacceptables, mais que la norme pénale contre le racisme ne s'applique pas parce qu'ils sont prononcés en privé. L'épouse montre la réponse de la CFR à son mari. Celui-ci contacte la CFR et déclare qu'il ne considère pas s'exprimer en termes racistes. On lui explique que ses mots sont clairement racistes et qu'ils peuvent être blessants, même s'il n'en a pas conscience.

Traitement humiliant dans un commerce

Un Européen d'origine africaine rend visite à sa compagne en Suisse. Pour son travail, il doit imprimer un document. Il entre dans un magasin de photocopie et attend d'être servi. Bien que le propriétaire du magasin l'ait vu et qu'il n'y ait pas d'autre client sur place, le commerçant l'ignore. Au bout d'un quart d'heure, le client lui demande en anglais s'il peut l'aider. Il s'entend répondre sur un ton bourru « On est en Suisse ici. Chez nous, on parle allemand ». Sur ce, l'homme quitte le magasin. Lorsqu'il raconte la scène à sa compagne, celle-ci y retourne pour se plaindre. Le commerçant nie les faits en déclarant servir tout le monde, peu importe qu'il soit « turc ou nègre ». L'homme concerné contacte alors la CFR. Il souhaite que le propriétaire du magasin s'excuse pour son comportement. La CFR l'aide à rédiger une lettre

dans ce sens. Quelques jours plus tard, le commerçant lui présente ses excuses.

Recette de l'armée

Le responsable des vivres de l'armée s'adresse à la CFR pour savoir si l'appellation d'un des plats cuisinés « Reispfanne Zigeuner Art » (riz à la tzigane) est raciste. La CFR explique que « tzigane » est un terme exogène qui a une connotation péjorative et recommande de renommer le plat ou de le retirer de la liste des menus. Le responsable des vivres de l'armée décide de changer le nom du plat à la prochaine occasion. Il informe également la CFR que le livre des recettes de cuisine de l'armée sera révisé pour l'expurger de toute expression raciste le cas échéant. La CFR se félicite de cet engagement de la part de l'armée.

Giulia Reimann est collaboratrice scientifique de la CFR. giulia.reimann@gs-edi.admin.ch

italiano

Insulti razzisti a causa del velo

La donna che viene a chiedere consiglio è svizzera, musulmana e porta il velo. Si rivolge alla CFR, perché da vari mesi un uomo a lei sconosciuto le indirizza continuamente pesanti insulti razzisti. La polizia inizialmente le consiglia di non sporgere denuncia, perché di fatto non ha subito aggressioni, minacce o coercizione. La CFR non comprende questa reazione e spiega alla vittima che gli insulti razzisti possono essere considerati una violazione della norma penale contro il razzismo (art. 261^{bis} CP), in quanto espressi pubblicamente e lesivi della dignità umana. La CFR sostiene la donna nello sporgere denuncia. L'autore dei fatti viene identificato e condannato dal pubblico ministero per discriminazione razziale plurima. Inizialmente interpone ricorso, ma poi lo ritira.

Svantaggi sul lavoro

Un consultorio cantonale richiede l'aiuto della CFR. Diverse persone impiegate in un ente pubblico si sono rivolte al consultorio perché sono sistematicamente svantaggiate sul lavoro. A subire questo trattamento sono unicamente persone di una determinata origine etnica, che hanno perciò espresso il loro malcontento per scritto alla direzione del personale. Tuttavia, non è stato preso alcun provvedimento e anzi, alcune persone sono perfino state minacciate di licenziamento. Gli impiegati si sentono sotto pressione e non ritengono di essere presi sul serio. La CFR scrive una lettera alla direzione dell'ente chiedendo di prendere posizione in merito. Inizialmente la direzione nega le accuse e attribuisce i fatti a problemi organizzativi, a cui nel frattempo avrebbe posto rimedio. Tuttavia, la situazione per le persone interessate non cambia. Per questo motivo la CFR propone di farsi mediatrice tra le parti e di organizzare un colloquio tra la direzione del personale e il consultorio cantonale. Poco dopo, quest'ultimo comunica alla CFR che la situazione è migliorata e che il colloquio avrà luogo, ma che la direzione dell'ente per il momento non ritiene necessaria una mediazione.

Razzismo in famiglia

Una donna spiega alla CFR che suo marito e suo cognato pronunciano continuamente frasi razziste e utilizzano la parola «negro» davanti a lei e ai loro figli. Lei ha origini africane e si sente ferita da tali commenti, ma soprattutto non vuole che i suoi figli debbano sentire queste parole razziste. Suo marito non mostra alcuna comprensione: afferma che le sue parole non sono razziste e le dice che dovrebbe essere meno sensibile. La CFR incoraggia la donna e conferma che le dichiarazioni sono razziste e inaccettabili. Tuttavia, dato che sono state espresse in ambito privato, la norma penale contro il razzismo non è applicabile in questo caso. La

richiedente inoltra la corrispondenza con la CFR a suo marito, il quale risponde a entrambi dichiarando che, secondo lui, non sono state proferite parole razziste. La CFR ribatte dicendo che le dichiarazioni sono invece assolutamente razziste e che, anche se non fossero state pronunciate con questo intento, possono comunque ferire una persona.

Trattamento dispregiativo in negozio

Un uomo europeo di origini africane fa visita alla sua compagna in Svizzera. Si reca in una copisteria per stampare dei documenti per il lavoro e attende di essere servito. Nonostante il proprietario l'abbia visto e che non ci sia nessun altro in negozio, all'uomo non viene rivolta alcuna attenzione. Dopo un quarto d'ora, prova a chiedere in inglese se possono aiutarlo. Il proprietario risponde sgarbatamente, in dialetto svizzero-tedesco, che «siamo in Svizzera e qui si parla tedesco». Dopo questa reazione l'uomo lascia il negozio. In seguito racconta l'accaduto alla sua compagna, che torna in negozio per lamentarsi. Il proprietario nega di non aver servito l'uomo: qui vengono serviti tutti, «poco importa se turco o negro». L'uomo si rivolge quindi alla CFR perché vorrebbe che il proprietario del negozio si scusasse per il suo comportamento e la Commissione lo aiuti a redigere una lettera di reclamo. Qualche giorno dopo l'uomo ottiene le sue scuse.

Viveri dell'esercito

Il responsabile dei viveri dell'esercito svizzero si rivolge alla CFR chiedendo se la designazione «alla zingara» (nello specifico riferito a un piatto unico già pronto, a base di riso, servito ai soldati) sia razzista. La CFR spiega che la parola «zingaro» è una designazione razzista e suggerisce di cambiare il nome del

prodotto o di toglierlo dall'assortimento. Poco dopo, il responsabile comunica alla CFR che alla prossima fornitura il prodotto sarà rinominato. Inoltre anche il libro di ricette dell'esercito sarà controllato per cercare eventuali designazioni razziste e, se fosse necessario, sarà corretto durante la prossima ristampa. La CFR accoglie favorevolmente l'impegno dimostrato dall'esercito nella lotta contro il razzismo.

Giulia Reimann, collaboratrice scientifica alla CFR. giulia.reimann@gs-edi.admin.ch

TANGRAM bestellen

Commander le TANGRAM

Ordinare il TANGRAM

www.ekr.admin.ch

45 (Nummer / nombre / numero)

Verschwörungstheorien, Fake News und Rassismus

Théories du complot, *fake news* et racisme

Teorie del complotto, fake news e razzismo

44

Rassismus im Jahr 2020

Le racisme en 2020

Il razzismo nel 2020

43

Meinungsäusserungsfreiheit und Kampf gegen Rassismus

Liberté d'expression et lutte contre le racisme

Libertà di espressione e lotta al razzismo

42

Integrationsarbeit und Kampf gegen Rassismus

Travail d'intégration et lutte contre le racisme

Lavoro d'integrazione e lotta al razzismo

41

Sport und Rassismus

Sport et racisme

Sport e razzismo

40

Muslimfeindlichkeit

Hostilité envers les musulmans

Ostilità verso i musulmani

39

Antisemitismus

L'antisémitisme

L'antisemitismo

38

Rassendiskriminierung und Zugang zur Justiz

Discrimination raciale et accès à la justice

Discriminazione razziale e accesso alla giustizia

37

Schule

L'école

La scuola

36

Welche bunte Schweiz?

Quelles couleurs pour la Suisse ?

Quale Svizzera variopinta?

35

20 Jahre

20 ans

20 anni

34

Humor, Satire und Ironie

Humour, satire et ironie

Umorismo, satira e ironia

33

Anti-Schwarzer Rassismus

Racisme anti-Noirs

Il razzismo contro i Neri

32

Extremismus

Extrémisme

Estremismo

31

Die Anderen

L'Autre

L'Altro

30

Jenische, Sinti, Manouches und Roma in der Schweiz

Yéniches, Manouches, Sintés et Roms en Suisse

Jenisch, Sinti, Manouches e Rom in Svizzera

29

Berufswelt

Le domaine de l'emploi

Il settore dell'impiego

28

Stadt – Land

Ville – Campagne

Città – Campagna

27

Politischer Diskurs

Le discours politique

Il dibattito politico

26

Sicherheit – Sicherheiten

Sécurité – Sûreté

Sicurezza – Sicurezze

25

Muslimfeindlichkeit

Hostilité envers les musulmans

Ostilità verso i musulmani

24

Strukturelle Diskriminierung

Discrimination structurelle

Discriminazione strutturale

23

Mehrfachdiskriminierung

Discrimination multiple

Discriminazione multipla

<p>22 Multikulturelle Gesellschaft Société multiculturelle Società multiculturale</p> <p>21 Internet</p> <p>20 Monitoring Monitorage Monitoraggio</p> <p>19 Jugend Jeunesse Gioventù</p> <p>18 Öffentlicher Raum Espace public Spazio pubblico</p> <p>17 10 Jahre gegen Rassismus 10 ans de lutte contre le racisme 10 anni di lotta contro il razzismo</p> <p>16 Gesundheit Santé Sanità</p> <p>15 Sport</p> <p>14 Religion in der Schule La religion à l'école La religione a scuola</p> <p>13 Medien Les médias I media</p> <p>12 Rassismusbekämpfung international La lutte contre le racisme sur le plan international Lotta al razzismo sul piano internazio- nale</p>	<p>11 * Arbeitswelt Le monde du travail Il mondo del lavoro</p> <p>10 * Rassismus und Geschlecht Femmes et hommes face au racisme Donne e uomini di fronte al razzismo</p> <p>9 Gemeinsam gegen Rassismus Ensemble contre le racisme Insieme contro il razzismo</p> <p>8 * Farbige Schweiz La Suisse de couleur La Svizzera a colori</p> <p>7 * Muslime in der Schweiz Les musulmans en Suisse I musulmani in Svizzera</p> <p>6 Religion und Esoterik Religion et ésotérisme Religione ed esoterismo</p> <p>5 Kinder- und Jugendbücher Livres pour les enfants et les jeunes Libri per bambini e per giovani</p> <p>4 * Lässt sich Rassismus beobachten? (Forschung) Est-ce qu'on peut observer le racisme? (recherche) È possibile osservare il razzismo? (ricer- ca)</p> <p>3 * Zigeuner Tsiganes Zingari</p> <p>2 * Medien und Rassismus Médias et racisme Mass media e razzismo</p>	<p>1 * Antirassismus-Strafnorm L'article sur la discrimination raciale La norma penale contro il razzismo</p> <hr/> <p>* vergriffen / épuisé / esaurito</p> <div style="background-color: #e0e0e0; padding: 10px; margin-top: 20px;"> <p>Für weitere kostenlose Exemplare von TANGRAM wenden Sie sich an:</p> <p>Pour obtenir gratuitement d'autres exemplaires de TANGRAM s'adresser à:</p> <p>Per ottenere gratuitamente esemplari supplementari di TANGRAM indirizzarsi a:</p> <p><i>ekr-cfr@gs-edi.admin.ch</i></p> </div>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Impressum

TANGRAM – Zeitschrift der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus

TANGRAM – Revue de la Commission fédérale contre le racisme

TANGRAM – Rivista della Commissione federale contro il razzismo

Nummer / Numéro / Numero 45

September / Septembre / Settembre 2021

Herausgeber / Éditeur / Editore

Eidgenössische Kommission gegen

Rassismus

Commission fédérale contre le racisme

Commissione federale contro il razzismo

Inselgasse 1, CH - 3003 Bern

058 464 12 93

ekr-cfr@gs-edi.admin.ch

www.ekr.admin.ch

www.facebook.com/ekrcfr

www.twitter.com/ekrcfr

www.instagram.com/ekr_cfr/

Chefredakteurin / Responsable de rédaction / Responsabile della redazione

Sylvie Jacquat.

sylvie.jacquat@gs-edi.admin.ch

Redaktion dieser Nummer / Rédaction de ce numéro / Redazione per questo numero

Sylvie Jacquat, Samuel Jordan, Theodora

Peter (www.sprachkraft.ch)

Übersetzungen und Korrektorat

Traduction et révision des textes

Traduzione e revisione testi

Deutscher Sprachdienst GS-EDI

Service linguistique francophone SG-DFI

Servizio linguistico italiano SG-DFI

Illustrationen / Illustrations / Illustrazioni

Max Spring, Herrmann, Corrado Mordasini

Grafische Gestaltung / Graphisme /

Concezione grafica

Monica Kummer, www.monickummer.ch

Druck / Impression / Stampa

Brunner AG, Druck und Medien, Kriens,

www.bag.ch

Auflage / Tirage / Tiratura

4 500

Vertrieb / Distribution / Distribuzione

BBL, Verkauf Bundespublikationen,

CH-3003 Bern

www.bundespublikationen.admin.ch

Art.-Nr.: 301.300.45/21

Abonnement / Abbonamento

ekr-cfr@gs-edi.admin.ch

Preis / Prix / Prezzo

Gratis / Gratuit / Gratuito

Internet-Bestellungen von TANGRAM und
anderen Publikationen der EKR:

Pour commander TANGRAM et d'autres

publications de la CFR par Internet :

Per ordinare TANGRAM e altre pubblicazioni
della CFR on-line:

www.ekr.admin.ch

© EKR/CFR

Nachdruck von Beiträgen mit Quellenan-
gabe erwünscht. Belegexemplar an die EKR.

Reproduction autorisée avec mention de la
source : copie à la CFR.

Riproduzione autorizzata con menzione
della fonte: copia alla CFR.

Art. Nr. 301.300.45/21.dfi / 09.2021 / 4 500

Die Meinung, die in den Beiträgen vertreten wird, muss nicht jener der EKR entsprechen.

L'opinion émise dans les textes ne reflète pas forcément celle de la CFR.

L'opinione espressa negli articoli non riflette necessariamente quella della CFR.

Illustrationen in dieser Ausgabe

Illustrations de ce numéro

Illustrazioni di questo numero

Alle kennen diese Situation: Da ist man mitten in einem Gespräch im Freundeskreis, und plötzlich wird einem klar: Mist! Auch er oder sie glaubt nicht an die Existenz von Corona ... Oft fühlt man sich gegenüber Verschwörungstheorien ohnmächtig und sprachlos. Meine Cartoons sind wie kleine «Waffen» an der Aufklärungsfront.

Max Spring
www.maxspring.ch

Le sujet semble simple pour un dessinateur de presse : a priori, qui est pour le racisme et le complotisme ? C'est justement là que résident deux difficultés, à savoir le simplisme et le moralisme qui guettent toujours l'humoriste. Sans compter un troisième écueil : l'image peut-elle être équivoque, prise au premier degré et faire rire un raciste ou un complotiste ? Au lecteur de juger du succès de l'entreprise...

Herrmann
gerald.herrmann@tdg.ch

Cos'è il razzismo? È il veleno della società che oggi viene soprattutto propagato e vaporizzato da social e media. L'ironia e il disegno satirico hanno spesso la forza di rompere schemi, di sbeffeggiare, di inchiodare le persone di fronte alla loro realtà. Da decenni presto la mia penna alla lotta contro i pregiudizi, perché la satira deve stare dalla parte degli ultimi, se no diventa serva del potere. Un lavoro duro da trincea? Certo, ma qualcuno deve farlo!

Corrado Mordasini
Corrado.mordasini@gmail.com,
www.studiowarp.ch

Über diese Ausgabe

Die Bekämpfung von Rassismus geht einher mit der Bekämpfung von Stereotypen und Vorurteilen, die oft über Verschwörungstheorien und Fake News verbreitet werden. Diese Nummer des Tangram befasst sich mit den Berührungspunkten von Verschwörungstheorien, Fake News und Rassismus. Warum halten sich einige Verschwörungstheorien so hartnäckig? Warum haben sie es auf bestimmte Gruppen abgesehen? Wie soll man auf dieses im Internet allgegenwärtige Phänomen reagieren? Mit diesen Fragen setzt sich die neueste Ausgabe der Zeitschrift der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus auseinander.

À propos de cette édition

La lutte contre le racisme passe par celle contre les stéréotypes et les préjugés. Or, ces derniers sont souvent véhiculés par les théories du complot et les *fake news*. Ce numéro de Tangram traite des points de convergence entre théories du complot, *fake news* et racisme. Qu'est-ce qui fait que certaines théories du complot perdurent? Pourquoi s'en prennent-elles à certaines communautés? Comment réagir face à ces phénomènes omniprésents sur la toile? Ce sont quelques-unes des questions qu'empoigne le nouveau numéro de la publication de la Commission fédérale contre le racisme.

A proposito di questo numero

La lotta al razzismo passa per la lotta agli stereotipi e ai pregiudizi. E questi sono spesso veicolati da teorie del complotto e fake news. Il presente numero di Tangram indaga sulle correlazioni tra teorie del complotto, fake news e razzismo. Che cosa c'è dietro al perdurare di certe teorie del complotto? Perché se la prendono sempre con determinate comunità? E come reagire a questi fenomeni, onnipresenti in rete? Il nuovo numero della pubblicazione della Commissione federale contro il razzismo cerca di dare risposte a queste e altre domande.